GUERRE D'ESPAGNE

Capitulation de Baylen

CAUSES ET CONSÉQUENCES

D'APRÈS LES ARCHIVES ESPAGNOLES
ET LES ARCHIVES FRANÇAISES DE LA GUERRE, NATIONALES
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AVEC DEUX CARTES

PAR

Le Lt-Colonel CLERC



PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS
ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR
LIBRAIRE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME, DU COLLÈGE DE FRANCE
ET DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
4, RUE LE GOFF, 4

1903

GUERRE D'ESPAGNE

CAPITULATION DE BAYLEN

GUERRE D'ESPAGNE

Capitulation de Baylen

CAUSES ET CONSÉQUENCES

D'APRÈS LES ARCHIVES ESPAGNOLES
ET LES ARCHIVES FRANÇAISES DE LA GUERRE, NATIONALES
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AVEC DEUX CARTES

PAR

Le Lt-Colonel CLERC



PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS
ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR
LIBRAIRE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME, DU COLLÈGE DE FRANCE
ET DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
4, RUE LE GOFF, 4

1903


LIBRARY
APR 11 1978
UNIVERSITY OF TORONTO

LA CAPITULATION DE BAYLEN

GUERRE D'ESPAGNE

CAUSES ET RESPONSABILITÉS

CHAPITRE I

ORIGINES ET CARACTÈRE DE LA GUERRE

I. Fond de la question. Bibliographie. — II. Causes et nécessités de la guerre. — III. Invasion de l'Espagne. — IV. Revirement de l'opinion. Le *Dos de Mayo*. — V. Illusions de Napoléon. — VI. La guerre, simplement politique pour la France, est nationale et religieuse pour l'Espagne.

I

FOND DE LA QUESTION. — BIBLIOGRAPHIE

Certes, celui qui consulte et rapproche les historiens étrangers et français est fort embarrassé de conclure à l'innocence ou à la culpabilité du général Dupont. Preuves péremptoires et responsabilités nettement établies, il n'en découvre nulle part. Tout lui échappe ; il sent planer un mystère et se prend à douter de l'indépendance, si ce n'est même de la légalité d'une procédure qui dura quatre années, après avoir été abandonnée et reprise, et qui demeura absolument secrète. C'est une obsession ; l'empereur laissa-t-il toute liberté au conseil d'enquête? des complaisances vinrent-elles au-devant de ses désirs? les responsabilités n'épargnèrent-elles personne? La question est grave, elle est à reprendre, il faut remonter aux sources.

A la longue, une bienheureuse évolution aidant, le public s'est lassé des commentaires, et s'il refuse à l'historien le droit dont il a parfois abusé de parler *ex cathedra* et de faire des archives un instrument à son usage exclusif, s'il entend qu'on lui soumette les références, n'est-il point dans le cas de légitime défense?

En dehors de la *Correspondance générale* éparse dans les cartons des ministères et des Archives nationales, et de la *Procédure* conservée au Dépôt de la Guerre, les sources sont peu nombreuses. Dupont a beaucoup écrit, bien qu'on ne connaisse guère de lui que sa *Lettre au comte Daugier*. Outre un *Poème* en dix ou douze chants *sur l'Art de la guerre*, il a ébauché une *Relation de ses services* dont les brouillons gisent pêle-mêle avec des *Réponses à l'abbé de Montgaillard et au général Foy*. A cette nomenclature, ajoutons les *Rapports* ou *Mémoires justificatifs de Marescot*, les *Observations de Vedel* qui rééditent les interrogatoires de 1808 à 1812, le *Journal du général Privé* et les lambeaux de la *Relation du lieutenant du génie Thiébault*; pour le côté français, la série est à peu près close. Il est vrai que dans sa *Guerra de la Independancia* le général Arteche y Moro invoque fréquemment le témoignage du capitaine Baste, des marins de la Garde. Nous sommes loin de nier l'existence d'un ouvrage qui doit être particulièrement intéressant, puisque Baste reçut de Dupont des missions fort importantes; mais Arteche n'en donne point le titre et jusqu'à présent il nous a été impossible de le découvrir, fût-ce à la Bibliothèque nationale.

L'Espagne est plus pauvre encore. Pourtant, si l'on rassemble deci, delà, les documents qui concernent les événements de Séville et de Cadix, l'organisation et les mouvements de l'armée d'Andalousie, les ordres et proclamations de la Junte de Séville, la correspondance des généraux et les lettres privées, on parvient à constituer un

dossier fort important. Il ne s'agit point ici des Cevallos, Escoïquiz, Azanza, Llorente (pseudo : Nellerto), etc., « qui ont inondé l'Europe de mémoires ou notices, les uns mus par le désir de la célébrité, d'autres par le besoin de se justifier et de sauver leur nom d'un éternel opprobre, le plus grand nombre par l'espérance du lucre[1] ». Le jugement est sévère ; mais enfin, puisque des Espagnols eux-mêmes l'ont prononcé, il n'y a aucune raison pour les contredire.

Le classement opéré, on a rassemblé un millier de pièces d'archives qui, toutes, apportent un lambeau de vérité, un aperçu ou détail à retenir ; la situation des hommes et des choses à Madrid et à Séville est si diamétralement opposée que rien de ce qui peut l'éclairer n'en saurait, être écarté sous peine de se jeter dans le champ de l'induction et des hypothèses.

Deux documents de premier ordre manquent aux Archives de la Guerre : le *Registre des ordres* de Dupont et le *Journal* de son chef d'état-major. Or ce dernier ayant déclaré au Conseil d'enquête de 1812 qu'au port de Santa Maria « le marquis de Las Cuevas, colonel du régiment de milice d'Ecija, s'empara de son portemanteau qui contenait son linge et son argent, le jeta dans la voiture du général en chef et la fit conduire chez lui », nous supposâmes d'abord que ces généraux avaient pu les conserver. Mais en feuilletant le seul volume paru de la *Historia de la guerra de España* rédigé par la section militaire de Madrid, nous avons relevé, sous la rubrique *Pièces remarquables interceptées à l'ennemi en* 1808, les documents en question ; ils se trouvent ainsi aux Archives de Madrid.

Peu de personnes savent que le général Foy mourut avant même d'avoir ébauché la relation de Baylen, et que

1. *Historia de la guerra de España*. Préface, XII.

la bonne moitié de l'*Histoire de la guerre de la Péninsule* est l'œuvre de sa femme ou d'une personne de sa confiance dont le nom nous est inconnu. Les derniers volumes, en effet, sont loin d'avoir l'envolée et l'ampleur des autres, et l'on sent aisément que la main qui les a composés n'est plus la même. Jusqu'aux *fac-simile* des brouillons du général ont disparu. Lamarque atteste le fait dans ses *Souvenirs;* il ajoute qu'ayant songé à poursuivre la tâche de son ami, la comtesse refusa sa collaboration. Soit dit en passant, un malheur ne va jamais seul; à Saint-Sever, une dévote héritière jeta au feu la correspondance privée de ce dernier, à l'instigation de jeunes abbés qu'effarouchèrent ses allures voltairiennes!

S'il en est ainsi, si le bon public est réduit à accepter l'histoire de la main de gens intéressés à la fausser ou qui ne veulent la voir et la montrer que sous le jour qui leur plaît, que ne fait-il grise mine, et que ne montre-t-il les dents! Ramenés au respect qu'ils lui doivent, au moins réserveraient-ils leurs audaces pour des questions de moindre gravité dont il n'aurait point à souffrir. L'histoire ne s'accommode ni du lit de Busiris, ni du soulier de Théramène.

Il a fallu parfois se livrer à un travail de paléographie pour déchiffrer certains documents espagnols écrits en patois ou surchargés d'arabesques et d'abréviations fantaisistes, toutes feuilles volantes sur lesquelles le chercheur jette un regard distrait et qui pourtant méritent son attention. Que de traits importants ou curieux échappent ainsi, dont on regrette de n'avoir pris note et qu'on n'ose rapporter dans la crainte d'une infidélité de la mémoire! A tout prendre, quel problème plus complexe et plus redoutable! et combien de fois cette étude a-t-elle été remaniée, sans parvenir à réaliser l'ensemble entrevu et poursuivi?

Napoléon ne sut pas plus être vaincu à Baylen que Castaños et avec lui l'Espagne ne surent être victorieux : et bien que les débats du Conseil d'enquête aient été tenus secrets, thuriféraires et sycophantes épousèrent ses rancunes et chargèrent Dupont des hontes de la défaite, jusqu'à parler *de trahison*. De trahison ? Dupont dut s'en défendre. Or, on doit à la vérité de le reconnaître, nul n'a voulu voir dans la funeste issue de l'expédition d'Andalousie le résultat des ordres, des tergiversations, des mesures parcimonieuses enfin du haut commandement ; nul n'a compris que les enquêtes de 1808, 1809 et 1812 n'osèrent viser le généralissime : Savary ? — Non, *Napoléon* qui dirigeait tout de Bayonne, qui, « ayant le conseil dans sa tête et dans sa main l'autorité [1] », assumait par là toutes les responsabilités.

Lequel de nos historiens a jamais signalé la conduite des Caulaincourt, Lechi, et maints autres, dont Joseph disait qu'ils faisaient plus de mal à l'Espagne que l'armée française ? « Si Votre Majesté faisait écrire au général Caulaincourt qu'elle est informée du pillage froidement organisé dans les églises et les maisons de Cuenca, elle ferait beaucoup de bien. Le brocantage des vases sacrés, fait à Madrid, a fait beaucoup de mal ici. Toutes les personnes sensées de l'armée disent qu'il vaudrait mieux qu'il y eût essuyé un échec que d'avoir tenu cette conduite [2] »... « Il faudra que je merésolve à faire des exemples de quelques officiers. Ce langage répugne à mon caractère et à ma position, mais la vérité me l'arrache [3]. »

On a reproché à Dupont le pillage, certains même disent le *sac* de Cordoue, l'enlèvement des vases sacrés et la dilapidation des caisses publiques. Or ces généraux ont-ils été poursuivis ? Caulaincourt put écrire impuné-

1. *Historia de la guerra contra Napoleon Bonaparte*, I, 99.
2. 3. *Joseph à Napoléon*, 22-23 juillet.

ment que le nom de telle ville, dont il venait de tirer vengeance, pouvait être rayé de la carte d'Espagne; et dût Cordoue être rayée de la sorte, s'il n'avait capitulé, Dupont n'eût point été recherché. Les officiers le disaient tout haut : « Nous sommes en Espagne pour faire la fortune de nos généraux, sauf à périr de misère ». Sans doute Dupont a commis de grandes fautes tactiques; mais les ordres et les instructions auxquels il était tenu d'obéir dégagent sa responsabilité; en le frappant de déshonneur, Napoléon a fait œuvre de despotisme, et l'opinion publique, les thuriféraires exceptés, l'a réprouvée. A ceux qui protesteront et seraient tentés d'écarter les lourdes charges incombant à leur idole, il suffira de répondre : laissez le sentimentalisme et réfutez les archives; découvrez des sources plus pures et d'un caractère plus probant ! S'ils examinent les conditions hasardeuses de l'expédition d'Andalousie, l'insuffisance notoire des forces mises en action, l'isolement et l'abandon en quelque sorte de Dupont dans une situation extraordinairement complexe et pleine de dangers, ils reconnaîtront que sa participation à la catastrophe de Baylen n'est point fort éloignée de s'effacer devant celle de l'empereur.

Ces éléments d'appréciation se rencontrent moins dans la correspondance de Bayonne, de Madrid et d'Andujar que dans les actes de la Junte de Séville et les dépêches de Castaños. En quoi l'insurrection de l'Andalousie et les opérations de son armée seraient-elles moins concluantes, moins significatives que les alarmes de Madrid et les fausses mesures qui acheminèrent à sa perte le corps de la Gironde ? On ne le pense pas. Toute page d'histoire a son verso, et tout officier est en droit de ses demander si l'ouvrage que le hasard fait tomber entre se mains tient un compte suffisant du parti adverse, si le

champ de l'investigation est suffisamment élargi. Cela est si vrai que nous avions songé à donner deux relations parallèles, l'une française et l'autre espagnole, et que nous l'aurions fait si l'action n'eût été simple et facile à suivre.

Nul ne saurait embrasser d'un coup d'œil une guerre de six années, durant lesquelles, au travers d'incessantes fluctuations, on se bat partout et sans cesse. Chacun la sait passionnée, d'une couleur étrange, épisodique enfin, mais combien ignorent son caractère à la fois *national* et *religieux!* En dépit des assertions de Dupont, le glas de l'Empire sonna à Baylen longtemps avant Moscou : déjà en 1810, plus de la moitié de nos forces militaires s'étaient engouffrées dans la péninsule, et 473.000 Français devaient y perdre la vie... Comment attendre d'une guerre infâme des résultats honorables? Pour les Espagnols, « tous les dangers firent place au seul danger d'être asservis, comme tous les devoirs sociaux se concentrèrent dans le seul devoir de résister à l'invasion[1] ».

Point n'est besoin, pour se rendre compte de la portée de la guerre d'Espagne, d'en suivre toutes les phases; Baylen suffit, et cette considération, jointe à l'intérêt puissant que comporte en lui-même l'événement, justifie le choix que nous avons fait parmi tant d'autres épisodes. Peut-être y aurait-il mécompte à se transporter en 1810 ou 1811; par une transition naturelle, les illusions et les colères ayant fait place à l'impuissance, Napoléon détruit son œuvre de ses propres mains. Le langage et le courant d'idées ont changé; l'Espagne s'est reprise; elle n'est plus conquise ou sur le point de l'être; elle s'est donnée un gouvernement et alliée avec l'Angleterre; bref, dès 1809, la guerre a pris un caractère décisif de puissance à puissance.

1. *Historia de la guerra contra Napoleon*, Préface, XXII.

Tout est grand dans Napoléon, jusqu'à ses erreurs; n'ayant et ne pouvant avoir sur la configuration et l'état de la péninsule que les idées courantes et erronées, il se forge une Espagne imaginaire, prête à s'incliner devant ses volontés ou à se rendre à merci après quelques volées de canon. Bien plus, et cette erreur vraiment colossale n'a point été relevée, ébloui par une sorte de mirage, il se berce de l'illusion du commandement à toute distance du théâtre des opérations et prétend l'exercer depuis Bayonne et Paris, voire depuis le fond de l'Allemagne! Qui sait au surplus s'il n'a pas cru l'Espagne de race latine et partant mûre pour l'annexion au même degré que l'Italie, s'il n'a point confondu le peuple avec ses souverains.

Au point de vue militaire, il est l'*auto-didacte* dont les officiers méditeront à jamais les enseignements: à tous autres, son génie éclate avec une égale puissance, parce que chez lui l'intelligence se décuple de la *synthèse scientifique*, formidable levier qui emporte sa pensée et ses calculs hors des vues et de la mesure du vulgaire. Dans des conditions aussi extraordinaires, en quoi sa morale peut-elle s'accorder avec la nôtre? Quelque jour, s'appuyant sur les progrès accomplis, un homme s'élèvera plus haut encore, et la monstrueuse difformité de l'Empire, la guerre de la péninsule, recevra la sanction de l'histoire. Si éloigné déjà que paraisse l'événement, il est sage d'attendre: qui donc s'arrogerait une autorité suffisante rancher entre les sentiments d'un grand public, dont une partie condamne et l'autre glorifie! Et qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit point ici d'une spéculation philosophique.

Nous avons parlé d'illusions, de mirage, de passion même; il ne s'est aucunement agi de *fautes*: grand géographe et stratège consommé, Napoléon était incapable d'en commettre. Si malgré nous pourtant le mot est retenu,

on s'apercevra bien vite qu'il faut distinguer les erreurs sur l'état de la péninsule en 1807, de celles qui empruntèrent aux circonstances un caractère d'inexorable nécessité: non seulement toutes portent leur excuse, mais rien n'en saurait subsister. Qui donc, aujourd'hui même connaît à fond l'Espagne ?

L'empereur ne pouvait abandonner à Murat la direction des affaires, il rêvait de ceindre la couronne de Charles-Quint. A Joseph ? « C'était une femme parmi ses frères. » Pour sauvegarder les intérêts de l'État et contenir les velléités de maréchaux disposés à se tailler des royaumes dans la péninsule, force lui fut d'agir constamment en *généralissime*, et ce qui se passa en Espagne se produisit partout où les circonstances l'empêchèrent de se transporter. Certes il escomptait et préparait les événements (la phase diplomatique de la guerre l'a prouvé surabondamment) ; mais comme le temps et les distances lui échappaient, ces facteurs essentiels déroutèrent ses calculs. *Temps, distances, moyens, tout concourut à Baylen*, et l'expérience était bien faite pour renverser son système, si la chose eût été possible : par malheur, elle ne l'était point. Pour peu qu'on s'y arrête, on comprendra en effet qu'une telle situation ne comportait aucun remède.

Quel spectacle offrait alors la péninsule ? A Lisbonne, le régent, poussé par l'Angleterre qui redoutait de le voir subir le joug de la France, s'apprêtait à s'enfuir dans ses possessions du Brésil. « Je serai dans quatre jours à Lisbonne, lui écrivait Junot; mes soldats sont désolés de n'avoir pas tiré un coup de fusil : ne les y forcez pas, vous auriez tort. » Si ridicule qu'elle fût, la bravade eut l'effet attendu, et ce général fit son entrée dans la ville « sans avoir avec lui un cavalier, une pièce de canon, une cartouche en état de servir et seulement avec 1.500 grenadiers éreintés, faisant horreur et n'ayant même plus la

force de marcher au son de la caisse[1] », qui défilèrent six heures durant à travers les rues, ainsi que des soldats d'opérette.

La modestie était de rigueur ; mais les généraux élevés à l'école de Napoléon n'en étaient point susceptibles, et le succès grisa Junot. Comme plus tard Soult à Séville, il rêva de l'âge d'or du Portugal jusqu'au jour où, abandonné des Espagnols ses alliés et traqué par les Anglais, il dut capituler. De Rio-Janeiro, le régent avait lancé un célèbre manifeste rappelant que les « conditions déshonorantes font souvent la perte de ceux qui les proposent et le salut de ceux qui les méprisent[2] ». O les leçons de l'histoire ! Tel était déjà le premier chapitre de la guerre de la péninsule !

En Espagne, la situation est autrement grave. Si le Portugal a été surpris, ici le peuple suit avec anxiété la marche des événements, l'opinion se transforme et les esprits, pressentant l'imminence d'un danger national, se préparent à la résistance. Une nation vendue à l'étranger par d'ignobles souverains, moyennant une modique pension annuelle, dont par surcroît elle supportera la charge, tournoie sur elle-même au bord de l'abîme ; résolue à ne point mourir et reprenant possession d'elle-même, elle court au-devant de tous les sacrifices ; des juntes provinciales librement élues sont aveuglément obéies, car, à défaut de la valeur militaire qui leur manquera souvent, les Espagnols auront du moins la *sagesse civile :* l'*idée religieuse* épaule l'idée nationale et met les esprits en délire. Finalement, une *mobilisation* fiévreuse et pourtant méthodique concentre les ressources du pays ; une *armée régulière*, plus considérable que l'armée française et largement pourvue d'états-majors, de cadres, d'artillerie, rallie des points déterminés sur

1. *Mém. du général Thiébault*, IV, 146.
2. *Manifeste de la Cour de Portugal.* Rio-de-Janeiro, 1er mai 1808.

les côtes, s'y organise dans des camps d'instruction et forme les trois grands corps de Galice, d'Andalousie et de Catalogne qui, sous une forme ou sous une autre, opéreront pendant six années.

Tout cela tient du prodige : l'Espagne prend l'offensive et sans attendre le secours de l'Angleterre, ses généraux se mesurent avec les Bessières, Moncey et Dupont ! « Vous avez vu 89 et 93, écrit Joseph ; il n'y a pas ici moins d'enthousiasme ni moins de rage. Les grands et les riches, les femmes surtout sont détestables ; rien ne résiste à l'opinion qu'elles ont mise en vogue, et tout homme veut et doit rejoindre les armées... Sire, 50.000 hommes, 50 millions, si vous voulez sauver la vôtre et me conserver en Espagne[1]. »

Aussi Baylen porte son excuse. En lui-même, l'événement n'était certes point considérable et, dans ses calculs, l'Empereur constatait que « sans se faire équilibre, Medina de Rio Seco et Baylen se compensaient ». Il allait plus loin ; totalisant « les renforts en route ou déjà reçus par l'armée d'Espagne, tout cela formait une force égale et sans doute par sa composition de beaucoup supérieure au corps de Dupont[2]. » Peut-être n'envisageait-il point encore les conséquences morales de la capitulation, elles devaient être mortelles. L'Espagne voulut y voir l'expiation de sa conduite et emboucha la trompette héroïque. Le charme était rompu : « J'ai une tache là, répéta-t-il plus tard, en mettant la main sur son uniforme. Seul, il pénétrait jusqu'au fond de son malheur ; au-delà des effets directs du désastre, il en découvrait d'autres et mesurait leur gravité. A la veille de Baylen, il était le maître de l'Europe, au lendemain, tout changeait de face[3]. » « L'horrible catastrophe

1. *Joseph à Napoléon*, 26-27 juillet.
2. *Note sur la situation de l'Espagne*, 2 août.
3. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, I, 367.

arrivée au général Dupont est d'un effet immense en Espagne. Les esprits s'échauffent. Mon armée va être obligée d'évacuer Madrid. Mes affaires d'Espagne prennent une tournure très grave; elles sont compromises[1]. »

Baylen est la clef de voûte de l'édifice échafaudé par Napoléon : une préparation défectueuse et des conceptions erronées l'étayent : la retraite sur l'Ebre et la vaine campagne d'hiver de Madrid marquent son effondrement. Le croirait-on? en 1793, Bonaparte avait remis à la Convention un mémoire dans lequel il dénonçait l'Espagne comme « une nation redoutable lorsqu'elle serait pressée chez elle. Il ne peut, disait-il, entrer dans une tête froide de prendre Madrid. Ne frappez jamais l'Espagne! » En 1808, Napoléon avait oublié Bonaparte.

Rien alors ne put excuser la honteuse retraite de Joseph; car, enivré par les acclamations et les fêtes, défilant sous les portiques dressés *aux vainqueurs des vainqueurs d'Austerlitz*, l'ennemi ne songeait point à le poursuivre et n'était même aucunement en situation de le faire. Après avoir, sans arrêt, regagné la ligne de défense la plus voisine des Pyrénées, l'Ebre, il s'y confine à la garde de ses communications avec Bayonne jusqu'au jour où, tant soit peu rassuré par le décousu des opérations de l'adversaire et par les renforts incessants qui lui arrivent, il entreprend de jouer au généralissime. D'ailleurs son frère lui envoie des « petites notes » destinées à lui enseigner les principes de la guerre, qu'il ignorait absolument, et dont il paraît n'avoir tiré aucun profit.

« Je ne tarderai pas à faire de grands progrès[2]. » Dans son entourage, des généraux sont assez complaisants pour applaudir à ses extravagantes conceptions, et il en exulte. Aux lettres désolées des premiers jours, Napoléon répond

1. *Napoléon à Caulaincourt*, 6-23 août.
2. *Joseph à Napoléon*, 4 septembre.

« qu'il ne s'agit point de mourir, mais d'être victorieux et qu'il le sera. Je trouverai en Espagne les colonnes d'Hercule, mais non les limites de mon pouvoir[1]. » Mot célèbre dont ne pouvait se contenter Joseph. *Conquérir* ou *renoncer*, nulle autre alternative : or conquérir étant fort problématique, mieux valait renoncer. Peu lui importait l'Espagne, il se bornerait à lui dire : « Je renonce à régner sur un peuple que j'ai dû réduire par la force des armes ; ayant le choix entre un tel peuple et celui de Naples qui sait apprécier mon gouvernement, je donne la préférence aux peuples qui me connaissent et je retourne à Naples, faisant des vœux pour le bonheur de l'Espagne et allant travailler à celui des Deux-Siciles[2]. » Mais ce n'est rien encore, il propose le démembrement de son royaume ! Réunissez à la France les provinces au-delà de l'Ebre et donnez la Galice au Portugal, « ce qui restera de l'Espagne la fera descendre au rang de troisième puissance. L'espoir de mon retour tiendra le peuple de Naples tranquille. Il ne vous manquera pas de moyens d'indemniser le prince Murat[3]. »

Et voilà l'homme qui se posait en roi d'Espagne *par droit divin!* qui adressait à ses prétendus sujets, homélies et protestations de dévouement ! Une immense pitié envahit le cœur devant un tel spectacle, car enfin, irresponsable des ignominies de ses souverains, le peuple espagnol méritait mieux qu'un troqueur de royaume, fût-il « institué de Dieu[4] ».

1. *Napoléon à Joseph*, 31 juillet.
2-3. *Joseph à Napoléon*, 9 août.
4. Voyez les *Mémoires de Stanislas Girardin*

II

CAUSES ET NÉCESSITÉS DE LA GUERRE

« Il ne peut rester de Bourbons en Europe avec les Napoléons », disait le maréchal Bessières en quittant les Tuileries et partant pour l'Espagne[1]; « dans le moment où il transportait sur la tête de Joseph la couronne de Naples, l'empereur établissait un autre de ses frères sur le trône des stathouders et fondait des souverainetés pour ses sœurs Pauline et Élisa : où s'arrêterait cette propagande dynastique[2]. »

Depuis six ans, l'Espagne assistait avec indifférence aux triomphes de son alliée sur les autres nations et « se croyait stupidement à l'abri de l'incendie général, en dépit des avis et des pronostics des coalisés[3] ». Vainement Charles IV espérait-il échapper à l'œuvre de destruction qui frappait les membres de sa famille; nulle considération n'était capable d'arrêter Napoléon, sa soumission moins que toute autre, car il n'avait que mépris pour la faiblesse et les misères qui la confinent. N'en serait-il pas de l'Espagne comme de l'Italie? A quoi bon agir différemment avec elle? Et ne pouvant se résoudre à une guerre loyale que de justes griefs eussent légitimée, que l'Europe eût acceptée sans mot dire, bercé de l'illusion d'une transaction pacifique, dépouillant enfin la dignité à laquelle l'obligeait l'élévation prodigieuse où son génie et la fortune l'avaient transporté, Napoléon s'écarte ici de ses voies ordinaires, et se livre à d'infâmes machinations pour exploiter les scan-

1. *Manuscrit du colonel de Baudus*, communiqué par la famille.
2. Lefèbvre, *les Bourbons d'Espagne*.
3. *Ensayo de Manifiesto*. Bibl. nat., OC. 854.

dales de la famille royale, faire le vide au cœur de l'Espagne et l'envahir.

L'égorgement politique d'une nation est sans doute le plus grand crime dont un potentat puisse se rendre coupable, et l'histoire démontre, aujourd'hui encore, qu'il se borne d'ordinaire à provoquer d'inefficaces sympathies, comme si Dieu s'en réservait le châtiment. Or ce crime, Napoléon le perpétre avec une inexorable résolution, parce que l'assouvissement de sa haine des Bourbons s'accorde avec les intérêts de l'Empire. Que devait être dans ses mains l'abominable trio que flétrissait le peuple espagnol en des termes intraduisibles, — *el cabron, la putana y el alcahuete* — sinon de vulgaires jouets? Le prince des Asturies n'était guère plus digne d'intérêt; dépourvu d'intelligence, dénué de noblesse dans l'adversité, stupidement féroce et absolu le jour où, pour le malheur de l'Espagne, les événements le replacèrent sur le trône, sa digne mère a en laissé le portrait d'un pleutre : *Cuer de tigre y cabeza de mulo*. Et en effet, il semblait avoir reçu « d'un sang hétérogène ou d'une mauvaise éducation un cœur disposé au crime[1]; » son menton carré et fortement relevé à la rencontre du nez des Bourbons, son air sournois et méchant laissaient peu de doute à cet égard.

L'indifférence du roi sur les changements politiques qui se produisaient coup sur coup en Europe était complète. Être épargné et vivre cent ans en arrière, il n'avait d'autre désir, et pourvu qu'il chassât ou jouât du violon, les affaires étaient au mieux, la reine en ayant accaparé la direction avec le premier ministre. Exilé, il eut le loisir de consacrer ses journées à régler une magnifique collection de pendules, jusqu'à vouloir qu'elles sonnassent toutes ensemble, ce qui fut la grande

1. Manès Padilla. *Obs. sur les causes de la décadence de la monarchie espagnole*. Manuscrit. Arch. Nat., AF^IV, 1610.

préoccupation de la maison. Des soins aussi royaux, joints à la pureté de ses mœurs, lui permirent d'ignorer jusqu'à un âge fort avancé, ses infortunes conjugales. S'en étant plaint à son frère de Naples, Ferdinand dit *Zéro* : « C'est là ce qui vous chagrine? Votre femme vous a trompé et vous ne faites que vous en apercevoir? Moi aussi, j'ai été trompé et je ne crois point en devoir mourir de chagrin[1]. » Mais « le patriarche franc et bon[2] » était incapable d'autant de philosophie et la douleur hâta sa fin.

« Petite, raide, crétée, toujours derrière son mari et le gouvernant entièrement[3] », Maria Luisa « avait son cœur et son histoire sur sa physionomie : cela passait tout ce qu'il était permis d'imaginer[4]; » la facilité et la bassesse de ses amours avaient avili son âme et flétri son cœur de mère. Le complice de cette Isabeau de Bavière en cheveux blancs, le prince de la Paix, « avait l'air d'un taureau, quelque chose de Daru[5] », et ses capacités égalaient celles de sa maîtresse « qui n'était propre qu'à régner sur des valets[6] »; bien que ses relations adultères avec la reine et sa bigamie fussent avérées, « le clergé plaçait son image à côté de celle du fils de Dieu[7]! » « Petit dans son orgueil, obscène dans ses plaisirs, scandaleusement impie dans sa religion, il entendait la messe dans son bain[8]. » La rumeur publique accusait la reine d'avoir empoisonné sa propre belle-fille, morte en 1806 dans d'affreuses convulsions; avait-il participé au meurtre[9]?

Quelques traits encore pour achever de peindre ces

1. Don X, *Mém. sur Ferdinand VII*, 315.
2. 4. 5. Napoléon à Talleyrand, 1er mai.
3. *Journal de Castellane*, I, 5.
6. *Mém. de Lucien.*
7. Don X, *loc. cit.*, 318.
8. *Historia de la guerra de España, loc. cit.* Voyez aussi aux Archives nationales une curieuse *Noticia sobre el Principe de la Paz.* AF^{IV}, 1610.
9. *Mém. d'Abrantès*, VIII, 390 et suiv.

lugubres personnages : au mois de mai 1808, l'empereur chargea M. de Laforest de s'enquérir des diamants de la couronne, qu'il se proposait d'acheter, afin de venir en aide au trésor de l'Espagne : ils avaient disparu. Leur valeur était estimée de 50 *millions*, et Laforest ne trouva que de vieilles pierreries dont on ne pouvait tirer que 2 ou 3 au plus. « Un respect religieux enchaîne la langue des employés du garde-meuble. En somme pourtant, il résulte des aveux qui leur échappent que le roi avait sa cassette qui le suivait partout, que la reine en avait cinq ; que le prince de la Paix avait de son côté une très riche collection dont l'origine était suspecte, et que tout a été emporté en France. La caisse d'amortissement aussi a été spoliée[1]. » De ces rapts, nul ne songea à accuser Ferdinand, et avec raison, car lorsque sa mère mourut, un de ses agents fit reprendre les diamants et poussa le zèle jusqu'à arracher de son doigt un anneau sans valeur qu'elle avait désiré emporter dans la tombe[2].

Certes, le jour où la conduite de Napoléon sera l'objet d'une étude impartiale, le spectacle d'une telle dégradation morale et la volonté d'arracher l'Espagne à tant d'ignominies l'absoudront, sans parvenir toutefois à justifier les voies et les moyens dont il se servit.

En quoi la puissance qui, en 1793, faisant acte de médiation en faveur de Louis XVI et mettant à ce prix sa neutralité, voulut proclamer son fils *roi d'Aquitaine*, fut-elle fondée à protester contre l'invasion de 1808 ? Représailles de l'histoire, en 1793, elle entend imposer à la France une dynastie répudiée, et, en 1808, Napoléon expulse la sienne. Il arriva même que seule l'Angleterre eut intérêt à la tirer de l'abîme : *intérêt*, disons-nous,

1. *Laforest à Champagny*. Madrid, 13-23 juin. Aff. étr., vol. 675, et *Napoléon à Murat*, 28 mai.
2. Don X..., *loc. cit.*, 316.

nul ne pouvant ajouter foi aux déclarations sentimentales de la manifestation de Londres, s'il songe que conclure la paix avec l'Espagne et trouver dans la Péninsule un théâtre d'opérations moins dangereux que Walcheren, valaient bien la peine de s'enthousiasmer pour « le vertueux patriotisme de l'héroïque nation[1] ». L'Espagne, en vérité, semblait prédestinée aux marchés de dupes : en regard de ses intérêts vitaux, l'Angleterre ne mit dans la balance que ses intérêts commerciaux ; tandis que l'une jouait son existence, l'autre affermissait son crédit !

L'histoire est parfois gênante : pour des raisons de prudence personnelle, pour ne point blesser, pour chatouiller même des oreilles délicates, les écrivains espagnols se refusent à remonter aux origines de la guerre; il est autrement commode — les esprits y sont naturellement disposés par delà les Pyrénées — d'accabler « le nouvel Attila » du fardeau des responsabilités. Dans cet ordre d'idées, Arguëlles ne craint point de s'aider d'une naïve drôlerie pour excuser l'invasion du Portugal : « A la merci, dit-il, de la politique séductrice de Napoléon, l'Espagne se compromit avec le Portugal[2] ! » Une telle attitude donne à penser et montre combien il faut en rabattre des prétentions exclusives à l'honneur, au dévouement, au patriotisme. Il est pour le moins singulier de ne rencontrer la bonne foi que dans des écrits peu connus et sans prétentions. Au cours d'une conférence de garnison faite à Barcelone en 1866, le général San Roman a eu la franchise de le reconnaître : « Après le sanglant dénouement du 21 janvier 1793 (la mort de Louis XVI), nous avons déclaré la guerre à la France, et il a fallu accepter la paix de Bâle. Le traité de San-Ildefonso s'en est

1. *Représentation de Londres*, 21 juillet.
2. Arguëlles, *Observaciones sobre la guerra de España*, I, 46.

suivi, et notre flotte a péri à Trafalgar. Cette guerre déclarée, les conséquences en ont abouti à l'invasion de l'Espagne[1] ». On ne pouvait mieux dire, ni mieux établir les responsabilités.

En 1795, les négociations de la paix traînèrent en longueur : non seulement le cabinet de Madrid émettait des prétentions qu'une série de défaites ne l'autorisaient point à formuler, il blessait les idées révolutionnaires par l'intérêt persistant qu'il affectait de porter aux princes déchus, aux émigrés et à la religion catholique. Le courant était irrésistible, et il est utile de s'en souvenir, car en 1808 des passions du même genre agitèrent les esprits. Ce n'est point là un simple rapprochement; dans un pays immobile comme l'Espagne, douze années comptaient d'autant moins que notre révolution ne l'avait point sortie de son engourdissement. « Le désir de voir les prisonniers du Temple en liberté, à Madrid, nous porte plus que toute autre considération à rechercher la paix. C'est de notre part un fanatisme si vous le voulez ; mes instructions parlent d'apanages, mais nous les recevrons nus si l'on veut[2]. » Sur les entrefaites, le fils de Louis XVI mourut, et dès lors les questions irritantes écartées, pensions aux princes, réintégration des émigrés dans leurs biens, religion catholique dominante en France, l'accord finit par s'établir entre les plénipotentiaires.

La paix de Bâle conclue, quelle aberration, quel engouement, quels mobiles enfin poussèrent l'Espagne à s'allier à la République ? « Véritable néophyte en matière politique[3] », le prince de la Paix consomma la ruine de sa patrie, car par le traité de San-Ildefonso, signé le 18 juin 1796, les deux puissances contractantes s'engagèrent

1. *El Duque Baylen.*
2. *Ocaritz à Bourgoing*, 23 avril 1795.
3. *Beauharnais à Champagny*, 13 avril. Aff. étr., vol. 674. Espagne.

à se fournir mutuellement, en cas d'attaque, un secours de quinze vaisseaux de guerre et vingt-cinq mille hommes, avec ces clauses exorbitantes qu'il serait accordé à la seule réquisition du demandeur, sans examen ni discussion, même dans le cas où la puissance requise n'aurait aucun intérêt à la guerre, et qu'enfin le dit secours serait payé, alimenté et remplacé par la puissance requise. C'était là pour l'Espagne « une alliance monstrueuse ou plutôt un tribut ruineux et infâme, qu'elle n'aurait pu redouter de la guerre la plus funeste[1] ». Elle s'engageait à participer à tous les malheurs de la France, sans avoir la moindre part dans ses avantages[2]. On devine ce que fut un tel instrument à la disposition de la politique impériale. En mourant, Charles III avait laissé 73 vaisseaux et les arsenaux pleins : en 1808, il n'en subsistait plus que 42, dont 16 seulement étaient armés. Tout le reste avait sauté ou sombré, du combat de Saint-Vincent au désastre de Trafalgar. A Cadix, outre 3 navires coulés dans les passes, 15 vaisseaux et 6 frégates étaient embossés dans le port et hors d'état de tirer un coup de canon[3].

Les finances? Philippe V et Charles III avaient laissé une dette de 517 millions. Du 17 novembre 1788, où il monta sur le trône, au commencement de 1808, Charles IV l'augmenta de près de 1.300 millions; et de la sorte, l'intérêt seul de la dette, se montant à 54 millions, atteignait le tiers des revenus annuels de l'Espagne, puisque ceux-ci s'élevaient à 175 millions seulement. D'ailleurs, depuis la rupture du traité d'Amiens, elle fournissait à la France un *subside de neutralité* de 72 millions, alors que déjà sa misère la condamnait à garder une telle attitude. Mais, comme bientôt elle fut dans

1. *Ensayo de Manifiesto, loc. cit.*
2. *Hist. de la guerra de España contra Nap. Buonaparte, loc. cit.*, 174.
3. *Situation de l'arsenal de la Carraque au 15 janvier 1808.* Aff. étr., Archives consulaires.

l'impuissance de l'acquitter, un financier français, le sieur Ouvrard eut mission de se rendre à Madrid afin d'activer le règlement des arriérés. Il faut croire qu'il s'en acquitta à merveille : traitant en quelque sorte de puissance à puissance, il réalisa de si beaux bénéfices qu'à son retour Napoléon mit l'embargo sur sa fortune pour la modeste somme de 87 millions! « Vous avez prostitué la royauté! » et l'homme d'affaires de lui répondre cavalièrement que, si les souverains ont besoin de banquiers, la réciproque n'est point exacte.

En dépit de leur éloquence, les chiffres ont rarement le don de plaire : au moins montrent-ils ici l'effroyable détresse de l'Espagne et la mortelle *guerre de crédit* que la Grande-Bretagne soutenait contre la France depuis quinze années. Les états de la trésorerie anglaise nous l'apprennent en effet :

1° De 1793 à 1808, où elle fit cause commune avec l'Espagne, l'Angleterre dépensa 9 milliards pour l'entretien de son armée et de sa flotte. Dans l'intervalle, elle contracta des emprunts pour la somme de 7 milliards, à charge d'en rembourser 2 : autrement dit, elle emprunta 7 milliards à 36 0/0 d'intérêt[1].

2° De 1808 à 1814, l'emprunt fut de 3 milliards, dont 3 milliards 600 millions à rembourser, mais ici l'intérêt n'était plus que de 16 0/0[2].

Il n'échappera dès lors à personne que le crédit de l'Angleterre s'accrut et que la guerre de la Péninsule, qui absorbait près de la moitié de l'armée française, en posant peu à peu la question de l'empire, y contribua dans une mesure incalculable. Les ports de Lisbonne, de Cadix, etc., s'ouvrirent à son commerce, et elle put librement trafiquer avec les colonies d'Amérique. Dans ces conditions, il est visible qu'au moins à partir de 1808

1. 2. Arguëlles, *loc. cit.*, I, 48, et Doc. XIV, 243.

la guerre qui ruinait l'Europe l'enrichit, et l'on comprend peu l'assertion de M. Vandal : « L'Angleterre souffrait, mais ne mourait point[1]. » Sans doute, les journaux français ne cessaient d'évoquer la banqueroute de cette puissance; dans ce duel à mort, dans cette guerre de finances, pour un économiste l'issue n'était point douteuse. A la longue, la France devait succomber, par la raison que la théorie de l'empereur : « Avec 500.000 hommes on peut tout entreprendre » et le système d'impositions dont il ne se départit jamais, se refusant à en comprendre d'autre, épuisèrent ses forces vives et tuèrent son crédit. Ouvrard eut maintes fois et vainement l'occasion de s'en expliquer. « Le véritable trésor des gouvernements, dans les besoins extraordinaires, est le *crédit*. Une dette publique vous a paru un ennemi; c'est une erreur, *l'impôt tue et la dette vivifie*. C'est un malheur qu'un grand État comme la France ne doive pas deux ou trois cent millions de rente... Les ignorants crient à l'hérésie; mais il y a des vérités qu'un esprit tel que le vôtre doit saisir. Les gouvernements, pour les cas extraordinaires, sont dans cette alternative : d'adopter les moyens de confiance qui n'atteignent jamais que l'opulence et la bonne volonté; ou bien de se précipiter dans des mesures violentes devant lesquelles tous les capitaux se resserrent, et les valeurs disparaissent. *Le Moniteur* annonce tous les jours la banqueroute et la ruine de l'Angleterre, comme si la caisse d'amortissement ne formait une sorte de mouvement perpétuel, où le capital, sans cesse réemployé, entretient le jeu du corps social. Ce qui paraît devoir amener la ruine du pays est, au contraire, le principe de durée et de fécondité le plus sûr et le mieux entendu[1]. »

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre.*
2. *Mém. d'Ouvrard*, I, 203.

Pour terminer, on observera que l'Angleterre ne fut point tant le banquier de l'Europe; elle ne prêta que 66 millions à l'Espagne, et à partir de 1810 seulement. L'Autriche, la Prusse, la Russie, la Suède et la Sicile enfin n'en reçurent que 371, et la plus lourde charge qu'elle endossa fut l'entretien de la moitié de l'armée portugaise, qui finit par lui coûter annuellement 50 millions. Qu'est cette avance de 66 millions, une fois faite à l'Espagne, à côté des 300 que cette puissance dut chaque année tirer presque exclusivement de ses colonies, car foulée par amis et ennemis, la métropole était à bout de ressources?

On vit bientôt l'Angleterre solliciter l'Espagne, engager des pourparlers avec les Juntes provinciales, accueillir à Londres leurs délégués, proposer des secours, inonder le pays de ses émissaires; enquêteurs, diplomates ou stratèges à tous crins qui parlèrent haut et dénigrèrent jusqu'à la calomnie le gouvernement espagnol, ses hommes politiques et ses généraux; on la vit invoquer la noblesse de sa cause et, sous l'apparence de sentiments humanitaires, déguiser d'étroits calculs. Au reste, l'Espagne ne fut point dupe de ces protestations, et son attitude aussi sage que prévoyante lors des tentatives sur Cadix prouva que si elle s'estimait heureuse de conclure une alliance, elle entendait conserver l'indépendance de ses ports. Peut-être vit-elle avec surprise, avec indignation même, l'isolement dans lequel les puissances la laissaient, se bornant à des encouragements platoniques; chacune d'elles avait assez à faire à sauvegarder ses intérêts, et somme toute, la guerre d'Espagne n'ajoutait qu'un chapitre à l'histoire de cette terrible époque, elles en prenaient leur parti après tant d'autres qui avaient coûté davantage à leur amour-propre.

Donc, plus de finances et plus de marine. Si l'on en

juge par la correspondance de Murat et des capitaines-généraux, le dénuement de l'armée n'était pas moindre. « Il n'y a rien dans les caisses, dit *le Manifeste de la Junte de Valence :* les dérèglements de la cour, la rapacité du favori et le désordre qui s'est introduit dans les diverses branches du gouvernement ont tout épuisé. » A la fin d'avril 1808 déjà, la trésorerie du royaume de Valence, un des plus riches de la Péninsule, n'avait qu'une encaisse de 63.000 francs[1] ! » Il serait facile de fournir d'autres preuves non moins péremptoires de cette situation, — elles abondent dans les archives espagnoles — si l'on n'avait à redouter le reproche d'abuser des références. Comment, au surplus, donner en quelques pages la substance d'un grand nombre de volumes que nul n'a osé écrire encore, mais dont on pressent les lointaines recherches, la profondeur et l'intérêt?

Désespérée, l'Espagne n'avait aucune mesure à garder vis-à-vis de la France et devait à tout prix se dégager de l'impasse où l'avait fourvoyée le prince de la Paix. Mais par malheur, la guerre était au-dessus de ses moyens et Napoléon retirait de trop grands avantages du pseudo-pacte de famille pour ne point chercher à l'éviter. S'il était alors et s'il est encore un principe dont la France ne doit jamais s'écarter, c'est celui de n'avoir aucune crainte du côté des Pyrénées lorsqu'elle se trouverait en lutte avec les puissances du Nord ; principe signalé déjà par le général Lamarque dans ses *Souvenirs*, et que confirme la correspondance de Metternich : « Pourquoi, m'a dit l'empereur, j'ai fait un changement en Espagne? J'avais besoin de tranquillité dans mon dos[2]. »

Une occasion parut enfin se présenter. En 1806, le Cabinet de Madrid arma en sourdine et prit des mesures aussi

1. *Manifiesto de la Junta de Valencia*, 1809.
2. *Metternich à Stadion.* Paris, 26 août 1808.

propres à démontrer son impuissance que son irrésolution. « Pendant que Napoléon luttait contre la Prusse et la Russie au fond de la Pologne, écrit le prince de la Paix, je pressais le roi de lui déclarer la guerre. On reconnaîtra que j'avais raison. Chacun sait combien fut chanceuse la guerre de Pologne. Que serait-il arrivé si, à ce moment, 200.000 Espagnols et Portugais eussent attaqué la France[1] ? » « L'histoire, a dit quelque part Quinet, met les dupes au rang des coupables », et Iéna pénétra la cour d'une telle honte, la mit dans une telle confusion qu'il n'est bassesses au devant desquelles elle ne courût pour être pardonnée. Vainement voulut-elle donner le change et alléguer que ses armements visaient la protection de ses côtes, Napoléon ne s'y méprit point. Acculée, l'Espagne était prête à se jeter dans les bras de l'Angleterre, dût son existence se trouver en péril, et dès cet instant son sort fut irrémédiablement fixé.

Ses velléités belliqueuses démasquées, on s'attendait à la voir supporter aussitôt le poids du ressentiment de l'empereur : il n'en fut rien, et pendant de longs mois encore, à côté d'indignes souverains que torturaient l'incertitude et les angoisses du lendemain, le peuple, sentant nécessité d'un grand changement, se prit à attendre son salut de la magnanimité du maître de l'Europe. Jamais Cabinet ne reçut leçons plus amères et jamais déconvenue ne fut plus cruellement exploitée. « L'Espagne vient de lever des troupes : voilà le moment de les employer » ; et sur sa demande, un corps de 40.000 hommes de cavalerie et 10.000 d'infanterie s'achemine vers le Hanovre. A sa demande encore d'envoyer de l'autre côté des Pyrénées 25.000 Prussiens qu'il ne sait où interner, le prince de la Paix maugrée sans

1. *Mém. du prince de la Paix.*

doute, mais il s'incline : « C'est un bienfait de plus, une véritable armée étrangère dont nous serons redevables à la générosité de l'empereur. » L'adulation ne pouvait s'abaisser davantage, et qui ne comprend que disposant en réalité des finances de l'Espagne, de l'armée, des vestiges de sa flotte, une pente naturelle devait conduire Napoléon à passer de la jouissance à la propriété. « Une cour frivole et voluptueuse avait cru s'affermir à force de condescendance, de bassesses et de sacrifices. Misérable! elle ignorait qu'il ne sert de rien de caresser un serpent[1] ! »

Nulle plus belle matière à exciter la verve des historiens espagnols ; mais s'ils font la sourde oreille, en France au moins l'amour-propre national s'incline d'autant plus volontiers devant le jugement de l'histoire que ce passé est mort et qu'il a été condamné. Déjà en 1821, le maréchal Gouvion Saint-Cyr disait : « Dès que l'invasion de la Péninsule fut connue, il n'y eut pas un citoyen dans l'empire, pas un militaire dans ses armées qui ne pensât et n'osât dire que l'Espagne n'avait pas donné à la France des motifs suffisants pour lui faire la guerre. Cette guerre était alors, comme aujourd'hui, reconnue injuste et par cela même impolitique[2]. »

Laissons l'Espagne gratifier de son admiration de médiocres généraux doublés de politiciens et s'aider des hyperboles coutumières pour idéaliser son « Dos de Mayo » et Baylen, glisser sur les turpitudes royales, causes premières d'une atroce guerre de six années, et déchaîner sa colère sur Napoléon. Vains efforts! l'histoire n'a que faire des manifestations d'un faux patriotisme; tôt ou tard, en même temps que les événements, les responsabilités sont établies. Des tirades haineuses et délirantes,

1. *Ensayo de manifiesto*, *loc. cit.*
2. *Journal des opérations de l'armée de Catalogne*, 275.

une jactance capable de rabaisser la cause la plus sainte, loin d'éveiller les susceptibilités de l'étranger, ne provoquent en lui qu'un juste mépris. Ainsi ramenée à ses proportions naturelles, la page qui appartient à l'Espagne est assez haute pour lui suffire.

III

INVASION DE L'ESPAGNE

Certains historiens s'évertuent à préciser le moment où Napoléon arrêta ses résolutions sur la Péninsule ; recherche oiseuse, car si l'article 3 du traité de Tilsitt portait : « La dynastie des Bourbons d'Espagne et la maison de Bragance en Portugal cesseront de régner ; un prince de la famille Bonaparte succédera à chacune de ces couronnes », nul doute que l'invasion a été l'objet de ses méditations longtemps avant la malencontreuse proclamation de 1806. Les pleutres de Madrid, comme ceux de Lisbonne, étaient indignes d'intérêt; ils le gênaient ; il fallait en finir par un coup de théâtre.

Dès lors son génie s'applique à préparer le terrain et à trouver des prétextes d'ingérence dans les affaires de la Péninsule ; une année presque entière de machinations le conduit à ses fins, et le jour où le rideau se lève, il n'est plus possible de reculer. Préparer le terrain, c'est-à-dire faire le vide au cœur de l'Espagne et anéantir toute velléité de résistance, quoi de plus simple ? Aux clauses du traité de San Ildefonso et à la guerre avec l'Angleterre se joignaient, pour lui en donner les moyens, l'humilité et le vertige du Cabinet de Madrid. Normalement, l'armée espagnole comptait 128.000 hommes de toutes armes : or déjà 12.000 avaient été transportés en Dane-

mark, et un nouveau marché de dupes, le traité de partage du Portugal conclu secrètement à Fontainebleau le 27 octobre 1807, vint obliger l'Espagne à fournir un contingent de 24.000 hommes pour l'occupation de ce royaume. En d'autres termes, 40.000 hommes, les meilleurs régiments, quittèrent la métropole et furent se ranger sous les ordres de Bernadotte ou de Junot; situation étrange et non moins dangereuse, car outre les garnisons nécessaires aux Baléares et à Ceuta, il fallait, avec 90.000 hommes, pourvoir à la défense de 650 lieues de côtes exposées aux entreprises des flottes anglaises et conserver à portée de Madrid une réserve, n'eût-elle pour effet que de rassurer la cour. 70.000 hommes seulement gardaient les côtes et les îles de la Méditerranée : *La route de Madrid était ouverte...*

Impuissant, imbécile ou dément, le Cabinet de Madrid ne devina point que l'article 6 du traité de Fontainebleau cachait un prétexte d'invasion. « Un corps de 40.000 hommes de troupes françaises sera réuni à Bayonne pour être prêt à entrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal, dans le cas où les Anglais y enverraient des troupes. » Or, bien que les côtes du Portugal fussent inabordables l'hiver, et que Junot n'eût rien à craindre des Anglais avant le printemps, sans que le gouvernement espagnol eût été consulté, une masse grossissante et qui finit par s'élever à 116.000 hommes franchit les Pyrénées de décembre 1807 à mars 1808 et se dirigea en trois colonnes sur Vitoria, Pampelune et Barcelone. Qu'on juge des perplexités de la cour à l'approche de cette invasion déguisée, de sa déconvenue, après tant de sacrifices consentis pour se faire pardonner la folle équipée de 1806, de sa rage enfin d'en être réduite à de vaines protestations ! Tandis qu'elle cachait au fond du palais les reproches de sa conscience

et la honte de son passé, le peuple, qui s'en était détaché, mettait son espérance dans Napoléon et appelait ses armées à Madrid.

Tel fut le premier mouvement de l'opinion publique. Dans le courant de février 1808, alors que de Bordeaux et de Toulouse à Bayonne et Vitoria les routes sont couvertes de troupes et que l'invasion progresse avec cette méthode dont l'empereur avait le secret, M. de Vandeuil rend compte à Champagny que « l'entrée de l'armée française en Espagne a produit deux sensations entièrement opposées : elle a consterné le prince de la Paix, la reine et leurs adhérents, tandis qu'elle a fait naître dans l'âme des Espagnols l'espérance *d'un grand changement que, quel qu'il soit, l'opinion publique appelle hautement*. Du reste, il se dit tout haut et partout que Sa Majesté ne songe point à exécuter le traité et qu'il a servi de prétexte à l'entrée des troupes françaises ; que son silence ne peut s'interpréter que d'une manière sinistre pour le prince de la Paix, autant qu'heureuse pour l'Espagne. » Il ajoute : « Le prince n'a pu contenir ses discours sur ce qui se passe réellement dans sa pensée. Dans l'intimité de ses épanchements, il a dit que, par le traité 25.000 Français et non 60.000 devaient passer en Portugal : que l'empereur gardait depuis six semaines avec lui le silence le plus alarmant, que peut-être Sa Majesté Impériale méditait l'inexécution du traité et qu'alors il n'était que trop évident qu'elle voulait faire à l'Espagne une guerre pour laquelle il serait facile de créer des prétextes ; que, dans cette situation désespérée, il aurait prié déjà le roi d'accepter sa démission, s'il ne craignait par là de le faire mourir de chagrin. La terreur de la reine est alimentée de remords : elle craint tout et n'a aucune force personnelle pour le bien[1]. »

1. *Mém. de Vandeuil*, février 1808. Arch. nat., AF^{IV}, 1609.

De son côté, le prince de la Paix écrit à son agent Izquierdo, l'auteur du traité de Fontainebleau : « Je suis dans l'incertitude ; votre traité n'existe pas : le royaume est couvert de troupes françaises qui vont occuper les rades du Portugal, et Junot est à leur tête : tout est craintes et angoisses : les Français vivent sur le pays, et le peuple n'en peut plus. Vous êtes mal vu à Paris et l'ambassadeur Masserano est inutile. Que diable est-ce là, et à quoi aboutiront ces doutes [1] ? »

Encore avait-il fallu pourtant, dût-on mentir, expliquer l'entrée en Espagne de forces qui constituaient un tel dépassement des prévisions du traité. Les clauses en étaient secrètes encore, il ne courait que des bruits sans consistance, et dans sa haine du prince de la Paix, son mépris pour la reine, sa désaffection à l'égard du roi, le public supposait gratuitement que le favori serait renversé et que l'armée française avait pour mission d'assurer l'établissement d'un nouveau Gouvernement. « Il ne considérait point comme hostilité l'entrée de nos troupes dans le pays et témoignait une extrême confiance dans la magnanimité de l'empereur[2] ; » pourtant toutes « les personnes qui savaient observer pensaient qu'il n'avait pas créé des armées uniquement pour chasser le prince de la Paix. L'attente devenait chaque jour plus vive à l'égard des événements qui se préparaient[3]. » Bref, le mouvement antifrançais qui devait soulever l'Espagne ne se décelait point encore, et l'on ne découvrait partout qu'un malaise, que de vagues inquiétudes, que « la stupeur du séjour des armées françaises[4]. » Donner le change au Cabinet de Madrid, rien n'avait été plus simple. Il fut enjoint à Duhesme d'entrer en Espagne, de se diriger droit sur Barcelone et de faire connaître au gou-

1. *Prince de la Paix à Izquierdo*, Aranjuez, 9 février 1808.
2. *Rapport de Buchet*, mars 1808. Arch. Guerre.
3. *Bulletin sur l'Espagne*, Valladolid, 7 mars. Arch. Guerre.
4. *Beauharnais à Champagny*, 3 avril. Aff. étr., vol. 674, Espagne.

verneur « qu'il avait ordre de se rendre à Cadix et d'attendre la décision de la cour d'Espagne à ce sujet[1]. » A Dupont, de passer la Bidassoa et d'avoir, le 20 janvier, son quartier-général à Vitoria, « de ne point quitter son armée pour aller à aucune conférence ni à aucune cour, et de veiller sur les opérations des Espagnols, mais sans témoigner aucune défiance. Son langage devait être qu'il était destiné à soutenir le général Junot et que l'on savait que les Anglais méditaient une grande expédition contre Lisbonne[2] ». De Vitoria et de Burgos, il se porterait sur Valladolid pour faire place à Moncey, « en ayant soin, sans affectation, d'avoir l'œil sur le pont du Duero et de tenir des détachements sur Salamanque, comme pour se porter sur la route de Lisbonne[3]. » Quant à Moncey, aussitôt arrivé à Burgos, il lancerait une de ses divisions sur Aranda « sous le prétexte des vivres », et dirait qu'il s'étend ainsi « pour ne point trop fouler le pays[4]. »

Dans ces conditions, le Cabinet aurait-il lieu de s'effrayer ?

Certes, le danger qui le menaçait n'avait rien d'imaginaire ; sur quelles routes se trouvaient Aranda et Puente de Duero, si ce n'est sur celles de Madrid ? Lisbonne n'était qu'un trompe-l'œil, qu'une fausse démonstration, et les vues de Napoléon se fixaient sur Madrid, où il savait que de graves complications allaient survenir ; rien n'empêchait Dupont et Moncey d'y marcher au premier ordre, sous la conduite de Murat.

A quoi servirait de chercher dans la correspondance de l'empereur les preuves d'une duplicité que rendent aussi évidentes les instructions précitées ? Au travers d'un tissu de flagrants mensonges, ses desseins transpirent ; il guette

1. *Instructions confidentielles au général Duhesme*, 28 janvier 1808.
2. 3. *Napoléon à Clarke*, 6-23 décembre 1807.
4. *Napoléon à Clarke*, 28 janvier 1808.

les événements et s'apprête à les exploiter. Rendons mieux notre pensée, les événements éclatent *à jour dit*, grâce aux mesures qu'il ordonne et aux fautes qu'il fait commettre. Jamais machinations ne furent mieux ourdies, jamais force, adresse, mensonge ne furent maniés avec plus d'à-propos et de dextérité !

Nous n'exposerons point, même succinctement, les incidents de la phase diplomatique de cette lamentable guerre. Convaincu que le désastre de Baylen y trouvera déjà sinon son excuse, du moins son explication, il est autrement important de montrer : 1° la filiation des déchirements intérieurs de l'Espagne et des menées de Napoléon ; 2° les expédients mis en usage pour organiser l'armée, assemblage stupéfiant de bribes et de morceaux, de formations bâtardes, dont on ne peut prendre idée qu'aux Archives de la guerre, en jetant les yeux sur les états d'organisation des divers corps.

Constitué par ordre du 16 octobre 1807, le IIe *Corps d'observation de la Gironde* (le Ier étant en Portugal sous les ordres de Junot), se composa essentiellement de *légions de réserve* d'infanterie, au nombre de cinq. Elles devaient normalement compter six bataillons chacune ; mais il n'en fut formé que quatre, dont les trois premiers marchèrent avec Dupont, alors que les quatrièmes se réunirent à Bayonne. A la tête de jeunes soldats non instruits de la classe anticipée de 1808, furent placés de vieux cadres épuisés, mécontents et tirés des dépôts de l'intérieur où ils n'aspiraient qu'à jouir d'une retraite méritée. Le corps se compléta d'une division de cavalerie formée de 2 brigades de chasseurs et de cuirassiers *provisoires:* 10 régiments de chasseurs et 10 de carabiniers ou de cuirassiers fournirent les détachements nécessaires.

Le *Corps des côtes de l'Océan*, sous les ordres du maréchal Moncey, et formé à Metz, Nancy, Sedan, de 12 *régi-*

ments provisoires d'infanterie et de 2 brigades de cavalerie *provisoire* de dragons et de hussards, avait une organisation aussi fantastique ; car, pour créer les 12 régiments provisoires, il fallut emprunter 4 compagnies à chacun des 48 dépôts stationnés sur le Rhin, et la division de cavalerie tira de même ses éléments de 20 régiments pris partout au plus près. Il éprouva de telles difficultés à se constituer qu'il dut s'acheminer en Espagne à petites journées et en petites colonnes qui s'organisaient en marchant ; or les militaires se doutent de ce qu'il est permis d'attendre d'une semblable méthode.

Mais Napoléon était pressé et ne voulait pas distraire un homme de la Grande Armée, source et appui de sa puissance. Quelle idée se faisait-il donc de la Péninsule et du sort qui attendait la cohue qu'il dénommait pompeusement « son armée d'Espagne » ?

Encore fallait-il assurer la communication avec Bayonne. Après avoir créé à Bordeaux une division dite des Pyrénées occidentales et une division de réserve, il y joignit une partie de sa garde et mit le tout sous les ordres du maréchal Bessières à Vitoria. Ce fut là le noyau du *Corps des Pyrénées occidentales*.

Un tel assemblage de légions *de réserve*, de régiments *provisoires*, de bataillons, régiments et escadrons de *marche*, constituait un tel dédale que les généraux s'y perdaient, et que Napoléon dut leur en expliquer le mécanisme. Assez lié avec Clarke pour avoir son franc-parler, le général Belliard ne craignait point de dire, que l' « armée était un corps sans âme, une *pétaudière ;* il est plus que temps de l'organiser, si l'on ne veut la voir crouler sous son propre poids. On est de pièces et de morceaux ; il n'y a point d'esprit de corps. »

Jusqu'à la fin de février, en l'absence d'un généralissime, Napoléon dut correspondre directement ou par l'intermé-

diaire de son ministre avec Dupont, Moncey et Bessières; et bien qu'il courût chaque jour une estafette de Bayonne à Bordeaux et de Bordeaux à Paris, il se sentait trop éloigné pour recevoir à temps les informations et donner les ordres qu'elles comportaient. Il fit choix d'un lieutenant-général et désigna son beau-frère, sorte d'Apollon du Belvédère empanaché, aux cheveux bouclés et costumé en général d'opérette, qu'on surnommait « le Franconi de l'armée. » Ce fut une grande faute, disent certains; il aurait fallu en Espagne un homme d'un tact sûr et d'une prudence consommée, et Murat n'était pas cet homme. Napoléon le comprit, mais trop tard. « Il n'aimait pas à se confier à des lieutenants...; il ne leur eût point pardonné, quand il était à Wagram ou aux Tuileries, de réduire sans lui la Péninsule; il eût envisagé comme un tort envers sa gloire aussi bien qu'envers sa puissance, des succès obtenus là où lui-même n'était pas[1]. » Au surplus, fort éloigné de penser qu'il y eût des lauriers à gagner en Espagne, il lui parut qu'un général d'une habileté ordinaire, qui obéît sans observations et dont l'âme fût inaccessible à de vulgaires scrupules, remplirait ses vues. Son infatuation, son ambition personnelle même pouvaient le servir, car en s'attirant la sympathie des populations il donnerait de la présence de l'armée en Espagne la seule explication qu'elles pussent accepter, une intervention bienveillante. Le jour où Murat tomba malade, ce fut Savary, « le gendarme à tout faire, l'homme qu'il fallait continuellement corrompre », c'est-à-dire un politique plutôt qu'un général, qui vint le seconder et finalement le remplacer. Bref, dans la pensée de l'empereur il ne s'agissait point tant d'opérations militaires que d'intrigues et d'intimidations.

1. Gouvion Saint-Cyr, *Journal des opérations de l'armée de Catalogne*, 278.

Murat quitta Paris sans instructions. « Vous pourrez écrire au prince de la Paix que *mes ordres vous ont conduit en Espagne pour passer la revue de mes troupes dont vous ignorez la destination*[1]. » Tout était décidé pourtant, car il reçut en route la mission de *marcher sur Madrid!* « S'il arrive que les Espagnols soient en état de s'y défendre, le général Dupont se dirigera sur San Ildefonso et se réunira à vous *pour donner ensemble*, si cela est nécessaire. Il faut marcher avec confiance et en attitude de paix, en prenant cependant les précautions convenables. Dites que vous marchez sur Cadix et Gibraltar. Donnez toutes les assurances possibles à tout le monde[2]. »

Ce n'est point trop de revenir ici sur l'état des esprits. « On s'attendait à de grands événements, à une révolution très prochaine, et jamais les esprits n'y avaient été mieux préparés. L'affaire de l'Escorial avait augmenté la haine et le mépris pour le prince de la Paix et achevé de perdre la famille royale dans l'opinion du peuple[3]. » Le prince de la Paix « cherchait à gagner les troupes et avait donné des ordres secrets pour être instruit de tous les mouvements de l'armée française. Le bruit courait qu'il avait engagé le roi à se retirer au Mexique : sa chute était universellement désirée[4]. » Bref la situation était éminemment grave, et ce que les Espagnols n'eussent osé entreprendre en d'autres circonstances, ils allaient le faire dans l'espoir qu'au besoin Murat les soutiendrait, que le renversement du prince de la Paix était dans ses instructions.

Retenons la date du 19 mars. L'armée s'est ébranlée le 15 en deux colonnes, de Burgos et de Valladolid : le grand-duc et Moncey, avec celle de gauche, franchissent le Somo-

1. 2. *Napoléon à Murat*, 6 et 9 mars.
3. *Ch. R. à M. de Soland*, Madrid, 26 février (Arch. nat., AF^{IV}, 1609). Plus tard cet agent secret signa ses lettres (38).
4. *Bulletin sur l'Espagne*, Valladolid, 7 mars (Arch. Guerre).

Sierra les 19 et 20, et à ce moment Dupont, avec celle de droite, traverse le Guadarrama. Murat s'est imparfaitement rendu compte des intentions de l'empereur; il a compris qu'il s'agit d'un coup de main sur Madrid ; mais ce dont il ne se doute pas, c'est que sa marche doit provoquer un coup d'État[1]. D'ailleurs, la lettre suivante de Napoléon à Champagny montrera à quel grossier subterfuge on eut recours pour abuser le gouvernement et exciter les esprits ; Beauharnais remplit à souhait cette vilaine besogne : « Expédiez le sieur Vandeuil en Espagne. Il sera porteur d'une lettre au sieur Beauharnais par laquelle vous le chargerez de faire connaître au prince de la Paix, *dans la journée du* 15 *ou celle du* 16, que deux divisions françaises devant se rendre à Cadix, séjourneront quelque temps à Madrid ; qu'une de ces divisions sera détachée du corps qui est à Valladolid, et l'autre de celui qui est à Aranda : que ces deux divisions réunies formeront 50.000 hommes. Vous chargerez le sieur Vandeuil de partir de Madrid le plus tôt possible, *sans attendre la réponse de la cour d'Espagne.* Vous ajouterez *en chiffre* au sieur Beauharnais qu'*une armée française de* 50.000 *hommes entrera à Madrid, le* 22 *ou le* 23. Vous lui recommanderez de répondre que mon projet est de me rendre à Cadix pour assiéger Gibraltar[2]. » Deux divisions de 25.000 hommes chacune! C'étaient les corps entiers de Moncey et de Dupont.

Au reste, voici le mot de l'énigme. « Je suppose que *je ne vais pas tarder à recevoir des nouvelles de tout ce qui se sera passé à Madrid, le* 17 *et le* 18[3]. » Dans ses calculs, la notification de la marche sur Madrid, faite le 15 ou le 16, provoquera un coup d'État le 17 ou le 18. S'il ordonne à Murat de ne passer le Somo Sierra que le 19 et d'y

1. Témoin sa lettre éplorée du 19 mars, à la nouvelle de l'événement d'Aranjuez.
2. 3. *Napoléon à Champagny*, 9-23 mars.

attendre de nouvelles instructions[1], c'est qu'il se réserve d'attester qu'il n'est pour rien dans les affaires d'Espagne, car *son armée était à 40 lieues de la capitale au moment où la Révolution a éclaté*[2]. Dans la crainte d'être deviné, — et telle est son habitude — il court au-devant du reproche qu'il va mériter. « Les mauvais esprits de Saint-Pétersbourg diront que j'ai dirigé tout cela[3], » et les mauvais esprits ne se tromperont point. A jour dit, le 18 arrive le coup d'État d'Aranjuez, et à jour dit, le 23, Murat fait à Madrid une entrée théâtrale...

IV

REVIREMENT DE L'OPINION. LE « DOS DE MAYO »

La preuve est faite; la marche de Murat sur Madrid a précipité les événements et provoqué un coup d'État. Nous redoutions d'émettre un tel jugement, lorsqu'un document de premier ordre est venu le confirmer. « Toutes les têtes sont dans la plus grande fermentation. On ne doute plus de rien, on a réussi à renverser le prince de la Paix, à le traîner dans la boue; ah! qui pourrait encore leur résister? Les esprits sont indisposés contre les troupes françaises; on veut être chez soi, etc. On est inquiet sur le but de leur présence. D'abord, *leur approche de Madrid a motivé, accéléré et occasionné l'insurrection;* maintenant les Espagnols voient avec peine que leur arrivée cache d'autres desseins[4]. »

1. *Ordres de Berthier*, 9 mars (Arch. Guerre).
2. 3. *Napoléon à Caulaincourt*, 31 mars.
4. *Dépêche de Henry, chargé d'affaires de Prusse*, 4 avril (Aff. étr., Espagne, vol. 674).

La révolution d'Aranjuez comprend deux journées : l'émeute du 13 mars fit fuir le prince de la Paix et celle du 19 visa Charles IV qui, craignant pour sa vie et celle de la reine, se hâta d'abdiquer. Le grand événement si impatiemment attendu était arrivé; Ferdinand VII succédait à son père et son premier soin était de protester de son dévouement à la France, d'ordonner les mesures nécessaires pour que l'armée française fût bien accueillie et reçût tous les secours dont elle avait besoin; bref, l'esprit public se montrait aussi favorable au nouveau gouvernement qu'il avait été hostile à l'ancien, et dans son allégresse, l'Espagne allait jusqu'à oublier les charges qui l'écrasaient et se sentir redevable à l'empereur de l'appui tacite qu'elle croyait en avoir reçu! Dès lors il semble que tout ombrage disparaissant avec les vieux souverains et leur indigne ministre, l'affaire d'Espagne soit enterrée; mais c'est ici précisément qu'en est le nœud et que les cartes s'embrouillent. Non seulement Murat se refuse à reconnaître Ferdinand, mais jugeant sa situation particulièrement délicate, car enfin, « s'il est venu pour traiter avec le roi Charles, avec un prince des Asturies et avec un prince de la Paix, il ne trouve ni Charles, ni prince des Asturies, ni prince de la Paix[1] », devinant que l'avènement d'un souverain proclamé et reconnu est de nature à bouleverser les combinaisons du maître, Murat prend sur lui « de faire protester le vieux roi contre les événements d'Aranjuez et de lui faire abdiquer le trône en faveur de Sa Majesté Impériale pour en disposer comme elle voudra[2]. » L'acte de protestation paraît au moment où Ferdinand entre à Madrid, au son des cloches et aux détonations de l'artillerie, tandis que Murat

1. *Dépêche de Henry, chargé d'affaires de Prusse*, 4 avril (Aff. étr., Espagne, vol. 674).
2. *Murat à Napoléon*, 4 avril.

y pénètre de son côté à la tête de sa magnifique cavalerie.

On conçoit l'anxiété du pays à la nouvelle du conflit survenu entre le père et le fils, d'autant qu'il accusa justement le grand-duc de Berg de l'avoir fait naître. De jour en jour, les relations se refroidirent et la situation se tendit; dans l'ignorance des desseins de Napoléon, mais les pressentant plus nettement que la partie éclairée de la nation, nos agents suivaient pas à pas le mouvement de l'opinion, et leur correspondance témoignait d'une inquiétude croissante. L'arrivée de l'empereur en Espagne était officiellement annoncée et ses bagages personnels étant arrivés à Madrid, on exposait en public jusqu'à ses bottes ; on assurait que Murat allait se porter à sa rencontre. « On compte les jours et les heures, écrit Beauharnais, pour deviner le moment du départ de Son Altesse Impériale, pour connaître le parti que Sa Majesté prendra dans une circonstance aussi extraordinaire. Le peuple attend son salut de l'empereur, mais il désire le prince des Asturies. Je crois qu'à cette condition il souffrira tous les sacrifices qu'on voudra lui imposer... La nation paraît calme, mais elle observe avec attention tout ce qui se passe autour d'elle..., elle est électrique, il ne faudrait qu'une étincelle pour produire quelque événement[1]. » En somme, telle est la substance des dernières dépêches de cet ambassadeur que M. de La Forest vint remplacer dans les premiers jours d'avril. « Intrigant de coulisse », en a dit Napoléon, et qui pourtant vit plus clair que son successeur et ne fit que remplir son devoir en signalant à Champagny les dangers d'une situation aussi profondément troublée.

L'indépendance des officiers du grand état-major envoyés en mission dans les provinces les rendait peut-être

1. *Beauharnais à Champagny*, 3, 7 avril (Aff. étr., vol. 674, Espagne).

meilleurs juges encore, et parmi tant de rapports insérés dans la correspondance diplomatique, nul peut-être ne révèle autant d'esprit d'observation que celui du commandant Baillet.

« J'ai remarqué, sur toute la route que j'ai parcourue de Madrid à Badajoz, le caractère fier et irascible des Espagnols. Tous prennent intérêt aux événements qui se sont passés et s'inquiètent sur ceux qui se préparent. La chute du prince de la Paix a produit un contentement général. Charles IV ne laisse point de regrets, la reine est méprisée ; ils ont de l'enthousiasme pour Ferdinand VII.

« L'arrivée des troupes françaises n'a d'abord été que favorablement considérée ; leurs conjectures roulaient sur une expédition d'Afrique, le siège de Gibraltar..., et ils croyaient que l'empereur, en prenant passage pour ses troupes par leur capitale, avait en vue de les seconder pour le changement de choses survenu. Mais ces idées qui les flattaient se perdent, et des craintes les remplacent. L'établissement en Espagne d'une aussi grande armée, le défaut de démonstrations d'amitié entre les militaires des deux nations, la conduite réservée de S. A. le grand-duc envers Ferdinand, sont de puissants motifs d'agitation. Ils trouvent l'apparence d'intentions ennemies et la possibilité de projets de domination. Cette pensée les indispose vivement ; ils témoignent une forte résolution de résister ; ils disent qu'ils savent bien que toutes les puissances que la France a combattues ont été réduites, mais qu'elles n'avaient compté que sur leurs troupes, tandis que la nation espagnole se lèverait tout entière ; que le désespoir d'un peuple serait terrible ; que l'empereur avait à la vérité des moyens immenses, mais qu'ils ne serviraient qu'à les détruire et non à les soumettre.

« Le fanatisme religieux a sur toute cette population un empire absolu : les prêtres, surtout les moines, sont

les incitateurs de ces frénétiques dispositions... On ne peut douter de l'existence des moyens moraux de soulever les Espagnols; quelques têtes ardentes mettraient aisément tout en combustion. Peut-être serait-il salutaire que la terreur vînt promptement retenir les esprits et enchaîner les bras; la persuasion gagnerait peu et difficilement. [1] »

Ainsi pensait-on en Estramadure; là, comme partout ailleurs, les têtes s'échauffaient. Il n'était plus, le temps où les Espagnols sollicitaient des garnisons françaises! L'agent secret Ch. R... écrit de Barcelone : « Suivant les antifrançais, la révolution qui s'est faite à Aranjuez a été contre les vues du gouvernement français. Son désir était que le roi d'Espagne suivît l'exemple du roi de Portugal, pour que son absence autorisât à déclarer le trône vacant et le mît à la disposition de l'empereur [2]. » A Cadix, on vociférait dans les cafés et on y lisait les diatribes les plus incendiaires contre les Français; des gens y débitaient que le peuple de Madrid s'était emparé de l'artillerie française! et c'est ainsi que les malveillants semaient l'inquiétude et la défiance [3]. A Santander, un officier d'artillerie allait jusqu'à dire qu'il fallait renouveler les vêpres siciliennes, Et les Français étaient menacés du poignard à chaque nouvelle qu'il y avait intérêt à faire circuler [4]. Déjà avant l'insurrection du 2 mai, 34 hommes du corps de Moncey avaient été assassinés à coups de hache ou de stylet [5].

Évidemment, Ferdinand n'avait d'autres ressources que de se porter au-devant de Napoléon et de solliciter la

1. *Rapport de Baillet, aide de camp du général Hulin*, Madrid, 14 avril (Arch. Guerre).
2. *Ch. R. à M. X...*, Barcelone, 2 avril (Aff. étr., vol. 674, Espagne).
3. *Lettre de Le Roy, consul de Cadix*, 8 avril (Arch. nat., AF^{IV}, 1605).
4. *Lettre du consul de Santander*, 22 avril (Arch. nat., AF^{IV}, 1605).
5. *Archives de la guerre*. Corr. Espagne, 1808.

reconnaissance du fait accompli, c'est-à-dire l'abdication de son père et son renoncement à la couronne en sa faveur. « Le grand machiniste du guet-à-pens de Bayonne », Savary était venu l'y convier : il rencontrerait Sa Majesté à Vitoria, à Burgos même peut-être ! Or l'empereur n'avait point quitté Paris encore, et le naïf Ferdinand, auquel son précepteur, le chanoine Escoïquiz avait négligé de rappeler certaines maximes de Plutarque, ne trouvant personne sur sa route et ne sachant à quoi se résoudre, s'arrêta quelques jours à Vitoria. Tout le monde était dans le secret autour de Murat et savait que Savary était venu *escorter son prisonnier*. « Le jeune prince doit être arrivé à Burgos *pour continuer sa route. Une fois à Vitoria, on peut assurer qu'il est en France...* Cette nation est tellement agitée qu'elle ne pense plus au poids des dépenses de la troupe. En politique, la reine peut être très utile dans les circonstances présentes. C'est la tête de Méduse qu'on présente et qui effraye. Le prince de la Paix est mort civilement. C'est un homme jugé et perdu[1]. »

En vain le célèbre Urquijo accourut à Vitoria représenter aux conseillers du roi le danger de pousser le voyage jusqu'à Bayonne : ils semblaient frappés d'aveuglement ou de folie et craindre pour eux-mêmes les représailles du parti déchu, s'il plaisait à l'empereur de le rappeler au pouvoir : bref, mieux valait tenter l'aventure. « Tout a été inutile, absolument tout. Peut-être le peuple déchirera-t-il le voile qui couvre les yeux de ces gens-là. On sera témoin de mille malheurs. Je plains l'Espagne et retourne pleurer dans mon coin[2]. »

L'empereur arrive à Bayonne le 14, et Ferdinand le 20. Dans la soirée, Savary, a l'impudence de se présenter à son hôtel pour lui signifier l'intention irrévocable de

1. *Beauharnais à Champagny*, 13 avril (Aff. étr., vol. 674, Espagne).
2. *Urquijo à Cuesta*. Vitoria, 14 avril.

son maître de substituer sa famille à celle des Bourbons. Deux cents curieux sont massés sous les fenêtres, dont quelques Espagnols : il se précipite au balcon et crie à plusieurs reprises : « Je suis trahi ! » et une voix s'élève de la foule. « Nous vous enlèverons tous et vous ferons évader, si vous le voulez[1] ! » L'Espagnol est là tout entier, brave, plein de défi et superbe d'indignation.

Le même jour, ou plus exactement dans la nuit du 20 au 21, le prince de la Paix est extradé de la prison de Villa Vicosa par ordre de Murat et conduit sous escorte à Bayonne où il arrive le 26. Les vieux souverains quittent à leur tour l'Escorial le 22 et font leur entrée dans la place le 30 ; le roi, usé par le chagrin, goutteux et pouvant à peine se soutenir ; la reine, bouleversée par la crainte que Ferdinand n'eût dévoilé à l'arbitre de leur différend les ignominies de sa conduite et celles du prince de la Paix, car enfin n'avait-elle point été soupçonnée d'avoir empoisonné sa belle-fille, et son amant de n'avoir manqué que de courage pour faire assassiner son fils[2] ! Ah ! elles sont édifiantes les lettres de Maria Luisa à Murat ! On en a dit justement qu'elles resteront comme des monuments impérissables de la dégradation morale de cette famille[3].

Dans ses Notes inédites, le colonel de Baudus a relaté le passage du prince de la Paix et des souverains à Burgos, où le maréchal Bessières avait son quartier-général. « L'exaspération qui régnait contre le prince était si violente que, pour le sauver de la fureur du peuple, les autorités françaises n'osèrent lui faire traverser les grandes villes que pendant la nuit : aussi n'arriva-t-il à Burgos que vers les deux heures du matin. Si je reçus avec satisfaction la mission d'aller le trouver à son passage, j'eus pourtant à com-

1. *Souvenir d'un Bayonnais, in* Ducéré.
2. *Ch. R... à Solanet*, 26 février 1808 (Arch. nat., AF IV, 1609).
3. A. Lefebvre, *loc. cit.*

battre la vive répugnance que j'éprouvais à me trouver en rapport avec un homme que la voix unanime des loyaux Espagnols flétrissait du nom de traître. Les détails minutieux dans lesquels il me fit entrer sur les dangers qu'il pouvait avoir à courir, sur les précautions prises afin de l'en prévenir, étaient assez naturels, il faut en convenir : toutefois la vive frayeur que décelaient ses questions, l'espèce d'abandon avec lequel cet homme laissait déborder son âme, en face d'un étranger, ce sentiment indigne d'un grand caractère me consola : je le trouvai en harmonie avec l'opinion qu'on m'avait donnée de lui. » Pendant le séjour de Ferdinand à Vitoria, où il hésitait à poursuivre sa route, on avait craint qu'il n'y éclatât une insurrection, et comme la garnison de cette ville était insuffisante, celle de Burgos l'avait renforcée. « Quelques jours après notre retour à Burgos, les mêmes troupes qui avaient été destinées à remplir la triste mission de forcer la volonté de Ferdinand, bordaient la haie pour donner plus d'éclat à l'entrée de Charles IV et de la reine. Les voitures des augustes voyageurs étaient suivies d'un grand nombre de chariots chargés de bagages, de meubles et même des meubles les plus grossiers. Rien ne ressemblait plus à un déménagement. Les incidents qui signalèrent la visite de M. le maréchal à Leurs Majestés à la tête de tous les officiers de la garnison de Burgos, augmentèrent encore la tristesse de nos sentiments. L'aspect de Charles IV commandait le respect... En nous recevant, la reine Marie-Louise ne nous permit pas de nous livrer à de semblables illusions, car, sans se donner le temps de répondre au compliment que lui adressa le maréchal, elle s'empressa de demander des nouvelles du prince de la Paix. Nous fûmes condamnés, M. le maréchal et moi, à satisfaire l'inquiète et insatiable avidité avec laquelle elle s'informa des moindres détails sur ce qui concernait

cet homme. La rougeur m'en monta au front. » Le jugement est sévère : l'amour est tout dans la vie d'une Espagnole et c'est la plus importante affaire. Elle ne craint point de laisser voir qu'elle aime, et cette passion la pousse à l'extrême[1].

Ne devine-t-on point que dans une situation aussi tendue, la révolte grondait dans le cœur des Espagnols, que la bonne conduite des troupes françaises ne pouvait ni reculer ni même atténuer l'expiation de l'invasion et du guet-à-pens de Bayonne ? On serait justement surpris du langage de Murat, Beauharnais et Laforest, si l'on ne se doutait qu'avant tout il fallait plaire à l'empereur, qu'il était de rigueur de partager ses vues et qu'en somme il n'y a là qu'un *optimisme officiel*. On voudrait trouver des pièces privées, confidentielles, et cet espoir est malheureusement déçu.

De même que la marche de Murat a provoqué la révolution d'Aranjuez, le départ des souverains pour Bayonne allume l'incendie en Espagne. De légères flammèches courent sur Burgos et Tolède, où la foule s'ameute et joue du couteau; le sang est répandu, et tout d'un coup Madrid est en feu. Les Espagnols ont chargé à plaisir le grand-duc de Berg du fardeau des responsabilités, et ils se sont abusés. Si sa correspondance ne suffit point à le disculper, on n'aura qu'à se reporter à la dépêche de Beauharnais en date du 13 avril : « Le gouvernement provisoire laissé par Ferdinand cherche à détruire les germes de sédition. L'état d'anxiété qui subsiste m'a engagé à inviter le grand-duc — eu égard aux circonstances actuelles, au peu de dévotion des troupes françaises, eu égard au respect fanatique des Espagnols dans les jours saints — de prendre des mesures. Le grand-duc m'a

1. Huber, *Esquisses sur l'Espagne*, XXXII.

assuré que le soldat serait consigné dans les quartiers. Le gouvernement espagnol, de son côté, a supprimé les processions de la semaine sainte[1]. »

Chacun sait ce qui se passa le 2 mai à Madrid ; le prétexte était futile, et bien qu'il n'eût coûté la vie qu'à 7 Français, ordonnances ou employés divers que les émeutiers assassinèrent dans les rues, bien qu'il n'y eût que 130 blessés[2], l'événement fut démesurément enflé. Le « Dos de Mayo » est le point de départ de la guerre, c'est-à-dire d'une guerre nationale et religieuse ; jour de deuil et de gloire, célébré depuis chaque année par toutes les classes de la société, de la plus modeste bourgade et de l'Estremadure ou de la Galice à Madrid, Séville, Barcelone, jour où les feuilles publiques paraissent encadrées de noir, où enfin une messe officielle, en toute solennité, rappelle le souvenir des premiers martyrs de la patrie, qui scellèrent de leur sang leur généreux et héroïque amour de la liberté et de l'indépendance[3].

Voyez jusqu'où fut poussée la mauvaise foi. Dans son manifeste, le Conseil de Castille avait rapporté qu'il y eut du côté des Espagnols 104 tués, 54 blessés et 42 disparus. La disproportion des tués et des blessés donne à croire que dans ces chiffres sont compris les fusillés de la nuit suivante et du lendemain matin, dont le nombre dut être considérable, car, dit Laforest : « Si l'empereur a connu tout ce qui a été fusillé de prisonniers après l'affaire, je n'ai rien à ajouter[4]. » Or écoutez la proclamation de la Junte des Asturies : « Dans le moment où ces troupes de bandits (les Français) recevaient les plus grands témoignages d'amitié de la part des habitants

1. *Beauharnais à Champagny*, 13 avril (Aff. étr., vol. 674, Espagne).
2. *Etat des tués et blessés à Madrid, le 2 mai* (Arch. Guerre, Corr. Espagne).
3. *Decreto de 14 avril* 1814.
4. *Laforest à Champagny*, 21 mai (Aff. étr., vol. 674, Espagne).

de Madrid, elles en ont assassiné de sang-froid plus de 2.000. Leur conduite envers la nation est plus odieuse que celle d'une horde de Hottentots. Ils ont profané nos temples, insulté notre religion, outragé nos femmes, etc.[1]. »

En dépit de sa fausseté, le chiffre de 2.000 morts se retrouve dans une lettre de Napoléon à Jérôme, comme pour attester l'énergie de la répression ; et de son côté Murat, après avoir accusé à Dupont « quelques centaines de Français blessés, parce qu'ils s'étaient trouvés seuls dans les rues », parle de 1.200 Espagnols tués et ajoute que « 50 paysans furent fusillés dans la soirée et 50 dans la matinée du lendemain[2]. » On pourrait le croire sur parole, car il ne lui eût point coûté d'en avouer le double. Pourtant le colonel Napier fit à Madrid une enquête qui lui démontra que 700 Français et 120 Espagnols succombèrent, et il y voit la preuve péremptoire de la préméditation de ces derniers ou d'une lamentable méprise[3]. « Au reste, dans une adresse à Napoléon, le *Journal de Valence* inverse les pertes en les aggravant outre mesure : « Un soulèvement du peuple de Madrid, qui s'était armé de couteaux, t'a coûté 5.000 *soldats* et a privé de la vie 200 *citoyens de cette ville*. Cette vérité, aucun de tes journaux ne l'a annoncée[4]. »

Il est assurément fort triste de le dire : c'était la guerre, et pour les Espagnols comme pour les Français, il fallait bien qu'elle débutât par un... succès. Nulle autre interprétation n'est possible.

1. *Proclamation de la Junte des Asturies*, 26 mai.
2. *Murat à Dupont*, 3 mai (Arch. de Madrid).
3. *Tumult at Madrid*, 2 mai. History of the war in the Peninsula.
4. *Diario de Valenza*, 6 juin (Arch. de Madrid).

V

ILLUSIONS DE NAPOLÉON

La responsabilité de Murat dans l'insurrection de Madrid est écartée ; ses instructions étaient formelles, *éviter tout conflit*, et l'on peut au surplus assurer qu'il ne vit point arriver l'orage. « Je ne sais, écrit-il le 31 avril, qui vous parle de rassemblements. Je ne puis les dissoudre à coups de canon, puisqu'ils n'existent pas. » Et, la veille de l'événement encore : « La parade aujourd'hui a été très belle ; tout Madrid a été visiter votre tente[1]. »

Ici commence la phase des illusions de Napoléon, illusions qui forment un contraste absolu avec l'état que nous connaissons des esprits et des choses. La nouvelle du 2 mai s'était répandue avec la rapidité de la foudre, et grossie de bouche en bouche, lorsqu'elle parvint aux confins de la Péninsule, il n'est Espagnol qui ne crût la capitale livrée aux flammes et noyée dans le sang. Mais bien que vendue à l'étranger, décapitée, sans gouvernail et réduite aux abois, l'Espagne passa bien vite de la stupeur à la colère et se ressaisit ; en attendant qu'elle y parvînt, le flot du tumulte populaire se heurtant en tous sens monta d'heure en heure, en dépit des efforts de Murat pour le calmer. La Junte de Gouvernement, simplement nominale, était le jouet de la tempête déchaînée à Bayonne, car le lieutenant de l'empereur, devenu lieutenant de Charles IV, avait pris la direction des affaires. D'indignes, d'incapables souverains avaient sombré sous le poids de leurs fautes ; mais qu'importait, puisque la nation allait puiser dans la noblesse de sa cause et dans le sentiment de la mortelle insulte qui

1. *Murat à Napoléon*, 31 avril, 1er mai.

lui était faite, les forces nécessaires pour échapper au déshonneur et assurer son salut ! Puisque, suivant la belle expression de Gouvion Saint-Cyr, « elle allait fermer les yeux sur tous les dangers et son cœur à toute crainte ! »

Loin d'entrevoir l'impasse où se fourvoie l'empire, Murat se livre à la joie, dans la croyance à l'efficacité de la répression. Entendez-le. « Le plus gros de la besogne est fait : quelques agitations pourront avoir lieu, mais la leçon qui vient d'être donnée à Madrid décidera promptement les choses... Les coups de canon du 2 mai ont assuré le pavillon de la dynastie nouvelle[2] ». « La pilule est avalée ; la nouvelle de la nomination du roi de Naples a été reçue de tout le monde avec enthousiasme[3]. »

Et Napoléon partage les illusions de son lieutenant. « Nos vœux sont remplis. Demain, le prince des Asturies et son père seront loin de Bayonne. Ainsi tout sera fini[1]. » « L'opinion de l'Espagne se ploie selon mon désir. La tranquillité est rétablie partout, et il paraît qu'elle ne sera troublée nulle part[2]. » Erreur stupéfiante ; il croit avoir mis la main sur l'Espagne, son armée, sa marine, ses finances, et tout au même instant va lui échapper ! Le génie est seul et ses instruments ne répondent point à ses besoins ; il semble que jusqu'à ses égarements dépassent l'intelligence des médiocrités au milieu desquelles il se débat et qui se permettent de les condamner.

Ce n'est pas que les capitaines-généraux aient songé à résister, loin de là ; mais le peuple prend sa cause en main et les entraîne ; ils s'estiment heureux d'échapper à une situation pleine de dangers pour leur autorité et leurs intérêts. Combien il serait intéressant de rapprocher leur correspondance soumise et pleine de protes-

1. *Napoléon à Murat*, 5 mai.
2. *Napoléon à Cambacérès*, 15 mai.

tations, de l'attitude que la marche des événements les contraint à prendre quelques jours plus tard! Le prétendu héros de Baylen, Castaños, se montre particulièrement sensible aux cajoleries de Murat : « J'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Altesse Impériale et Royale un exposé naïf de mon caractère et de la reconnaissance que m'inspire la confiance dont Votre Altesse Impériale et Royale a la bonté de m'honorer. Je lui réitère l'assurance que ma conduite sera toujours celle du militaire le plus subordonné, etc. [1]. » Bref, capitaines-généraux et gouverneurs, chacun s'incline devant son autorité en flairant le côté d'où viendra le vent, et aussi disposé peut-être à reconnaître Joseph que Ferdinand. Dans quel embarras se fussent-ils trouvés à deux ou trois mois de là, si leur correspondance eût été divulguée, car enfin, des colonels aux officiers subalternes, la masse de leurs subordonnés s'était montrée autrement clairvoyante, sans parler du clergé et du menu peuple!

Suivant le général San Roman, « l'habitant de Numance et celui de Saragosse sont identiques : l'un préféra mourir plutôt que de se soumettre aux Romains; l'autre s'ensevelit sous les ruines de la ville plutôt que de subir le joug des représentants de la même race latine, les Français. L'Espagnol n'a pas perdu un seul trait de son caractère au siècle où nous vivons. Comment expliquer ce mystère? Par *la vertu physique du sol* qui communique à la vie zoologique de l'homme, avec sa saveur, ses aliments, ses eaux, son atmosphère, la force que communiquait la terre au géant Antée. *Antée dut habiter l'Espagne.* Cette influence du sol engendre chez l'homme une âme généreuse, la résistance à la fatigue, l'amour du foyer, l'indépendance du caractère, une valeur prompte et fière, avec tous les excès d'une passion latente sous un aspect paisible. Phénomène si remarquable que la

1. *Castaños à Murat*, 17 mai (Arch. nat., AF^{IV}, 1607).

deuxième génération de l'étranger qui s'y fixe acquiert les qualités inhérentes aux vieux habitants, par privilège d'un pays que le Dieu des batailles semble avoir choisi pour ses fils de prédilection. » Oui, Napoléon ignora l'Espagne ; habitué à ne tenir compte que des armées régulières et méprisant les guerillas, il n'en prévit point la levée en masse et se vit entouré d'ennemis massacrant ses soldats au camp, dans la ville, au logis, de la main du magistrat, du prêtre, de la femme et même des enfants ; employant pour les exterminer, ici la ruse et là le poignard, sans remords, ni pitié.

« Sans doute, Napoléon était grand géographe, stratège consommé, homme de guerre extraordinaire ; mais il méconnut les dérogations de la Péninsule aux lois générales de la géographie et de la topographie[1]. » Entre tant de qualités, le lecteur jugera que l'Espagnol est dénué de modestie. « Ce peuple méprise l'étranger et ce mépris s'explique par l'opinion exagérée qu'il a de lui-même. *Le Miles gloriosus* est Espagnol[2]. » « L'obscure clarté de la nuit dont parle Corneille est le seul spectacle toujours glorieux en Espagne et dont la grandeur ne trompe pas[3] » ; le trait est singulièrement aigu.

VI

POLITIQUE POUR LA FRANCE, LA GUERRE EST POUR L'ESPAGNE NATIONALE ET RELIGIEUSE

Si l'on pouvait produire ici un modeste croquis géologique, on verrait ce qu'il est permis de penser, non point sans doute des mâles vertus dont Dieu s'est plu à combler

1. *El Duque de Baylen, loc. cit.*
2. Rehfues, *l'Espagne en* 1808.
3. *Madrid et la société espagnole* (*Revue des Mondes*, 1847).

le peuple espagnol, mais des exceptions aux lois de la géographie qu'il aurait consenties en faveur de la Péninsule. On reconnaîtrait, par exemple, que l'ancien rivage hispanique suivait le pied de la Sierra Morena, et qu'ainsi l'Andalousie et le royaume de Grenade firent partie intégrante du continent africain, jusqu'au jour où la clef de voûte entre Gibraltar et Tanger s'abîma sous les flots océaniques. Peut-être existe-t-il encore des singes magots sur le rocher de Gibraltar... Au reste, ces prétentions sont pures niaiseries, et point n'était besoin des métaphores ou hyperboles du général San Roman pour démontrer que la conquête n'avait aucune chance de réussite ; il suffisait de rappeler le caractère national, les difficultés inhérentes à la tectonique de l'Espagne, tectonique qui ne saurait avoir rien d'anormal, et enfin les conditions où ne cessa de se trouver l'armée française dénuée de magasins, remplissant les hôpitaux et vivant au jour le jour, c'est-à-dire de privations. Sur un tel théâtre, Napoléon ne fût point parvenu à renouveler les manœuvres stratégiques auxquelles se prêtaient la Saxe ou le bassin du Danube, et à ce sujet Wellington a exprimé en termes saisissants une vérité bien capable d'appeler les méditations d'un officier : « Dans ce diable de pays d'Espagne, avec de petites armées on ne fait rien, et avec de grandes on meurt de faim[1]. »

Si la guerre n'avait été que *nationale*, déjà on se serait trouvé dans des conditions exceptionnelles et moins favorables qu'en Allemagne ou en Autriche, où elle était *politique ;* mais enfin le droit des gens et les traditions naturelles entre nations civilisées eussent été respectés. Or la guerre d'Espagne fut à la fois *nationale* et *religieuse*, et dès ses débuts, elle prit un caractère de sauvagerie atroce,

1. *Wellington à Dumourier*, 26 juin 1811 (Wellington's despatches).

odieux, par l'ingérence de passions qui, en réalité, lui étaient absolument étrangères.

Nous connaissons la répugnance des historiens espagnols à envisager la guerre sous un jour qui fait aussi peu d'honneur à leur nation, et c'est précisément parce qu'ils se dérobent que nous le ferons ressortir.

Un mot d'ordre fut-il donné, vint-il des juntes, du clergé? nous répondrions volontiers par la négative, car une telle mesure n'était nullement nécessaire. A défaut d'une religion éclairée, l'Espagnol est animé d'une sorte de religiosité qui le pousse instinctivement à voir un parpaillot dans tout étranger, et un ennemi dans tout parpaillot : peut-être même le premier des mécréants est-il le Français, par la raison qu'il est son plus proche voisin. Il suffisait de le laisser à lui-même, et l'on ne comprend point que ses gouvernants, oubliant le respect qu'ils se devaient, et mettant à profit une propension naturelle qu'ils auraient dû réprimer, aient fait appel aux passions religieuses et prêché la croisade. Leur langage, ne l'oublions pas, était autre vis-à-vis des puissances, comme s'ils avaient craint que les documents diplomatiques ne gardassent la trace de tels actes de lèse-humanité. Que n'étaient-ils en droit d'attendre d'une population à laquelle on présentait la mort sur le champ de bataille comme un martyre et l'assassinat d'un Français comme une action digne du ciel, à laquelle on assurait l'impunité et qu'on encourageait à combattre « chacun à sa manière, fût-ce en se servant d'armes défendues [1] ? » On voit bien le profit, mais où était l'honneur ?

Il est impossible de compulser nos Archives sans être frappé de la persistance avec laquelle apparaît, dans les *Proclamations* et *Manifestes* de l'époque, sorte de littéra-

1. *Prevenciones et Proclamation de la Junte de Séville*, 29 mai (Arch. de Madrid).

ture spéciale à l'Espagne, la trilogie *Dieu*, *le Roi et la Patrie*. Un factum affiché le 1er juin par la Junte de Valence portait comme exergue : *En defensa de nuestra religion catolica y nuestro augusto Soberano*. Les Anglais se rendaient parfaitement compte de cet état d'esprit et l'amiral Collingwood écrivait : « Supprimez l'influence du clergé, la plus grande source de puissance de l'Espagne est tarie ; partout où cette influence est moindre, la guerre languit[1]. »

Le seul historien, à notre connaissance, qui ait eu la bonne foi de reconnaître le caractère religieux de la guerre, Llorente déclare que « ceux qui y perdaient la vie devaient être considérés comme des martyrs. Cette opinion, ajoute-t-il, acquit tant de force que j'ai vu inscrits comme *saints martyrs*, dans le bref ecclésiastique des offices divins de l'évêché de Cuenca, les Espagnols qui périrent le 2 mai, et lu l'avertissement d'en faire la célébration avec la messe[2] ». Pendant l'invasion, « il était permis d'assassiner tout Français qu'on rencontrait sur son passage, *soldat ou non*, et sans distinction de circonstances ni de moyens; on pouvait de même tuer tout Espagnol francisé, mettre le feu à sa maison, détruire ses plantations et brûler ses récoltes, enfin lui refuser l'absolution sacramentelle. Les ecclésiastiques étaient autorisés à prendre les armes, pourvu que ce fût pour tuer les Français et leurs adhérents[3] ; » et cette « doctrine » prévalut, alors même que l'expérience eût fait voir qu'ils étaient devenus des chefs de brigands traînant à leur suite d'infâmes concubines, au scandale de tout le monde, et imposant sur les villes des contributions arbitraires[4]. »

Particulièrement instructif est l'ouvrage intitulé *Ma-*

1. *Collingwood à Dalrymple*, 18 octobre 1808.
2. Llorente, *Hist. de l'Inquisition d'Espagne*, IV, 159.
3. 4. Llorente, *loc. cit.*, IV, 158.

nifeste de la Junte de Valence : du 23 mai 1808 au mois d'août de l'année suivante, ladite junte leva 102.672 hommes ! Chiffre dont l'énormité donnera idée des efforts de l'Espagne et dans lequel sont compris 498 *partidas* ou bandes de guérillas, soit 11.030 hommes, et « 1.390 eclesiasticos empleados en la artilleria. » Les engagements étaient reçus dans les couvents ou les églises et les enrôlés prenaient l'écharpe rouge portant imprimés dans toute sa longueur les mots : *Viva Fernando* VII — *Religion y patria*[1]. « La main sacrée du ministre des autels inscrivait leurs noms sur le livre des défenseurs de la patrie, bénissait leurs desseins et les acheminait au combat. Il est impossible de rapporter les services rendus par le clergé : il dirigea les esprits, activa les levées, réchauffa l'enthousiasme, soutint le gouvernement dans ses fatigues, et acquit un droit éternel à la reconnaissance de la nation[2]. » Dans son armée, Castaños comptait des *compagnies de séminaristes* de Malaga, et Cuesta en avait de Santiago ! Au printemps de 1809, alors que le maréchal Victor occupait la ligne du Guadiana, « chaque jour sortaient de Badajoz, mêlés aux troupes de la garnison, les *Tercios de la Cruzada*, corps religieux et militants appelés à venger les attentats commis par les Français *contre la religion*, et que la Junte centrale reconnut en dotant leurs membres d'une *croix rouge* sur la poitrine et les donnant comme modèles à toutes les villes de la Péninsule[3]. » On dira ; mais c'étaient des représailles ! Nullement. Observez les dates : les hostilités ne sont point ouvertes encore, et Murat maintient dans l'armée une discipline rigoureuse ; les méfaits reprochés par les proclamations des juntes,

1. Il en existe des spécimens aux Archives nationales.
2. *Manifeste de la Junte de Valence, loc. cit.*
3. *Arteche y Moro*, VII, 227.

meurtres, viols, sacrilèges, ne sont que pures inventions. Nous sommes dans la période de fermentation des esprits, où bientôt la résistance va s'organiser, où chaque province, opérant pour son propre compte, va procéder à une *mobilisation* générale. Sans doute, ce n'est plus la paix — de jour en jour les apparences s'en évanouissent, — mais ce n'est point encore la guerre; ces manifestes devancent les événements et, pour soulever les populations, chargent l'armée française de crimes imaginaires. Des actes de représailles ! Laissons aux provocateurs les responsabilités de la guerre religieuse qu'ils ont prêchée et dénoncée : l'arme était si terrible! « L'Espagnol est cruel, il aime à se venger, le sang lui fait plaisir, il a l'habitude de manier son couteau, et un coup adroitement porté lui fait honneur auprès de ses concitoyens. N'ai-je pas vu exposer au pied de l'autel, à la vénération des fidèles, les restes d'un assassin de grand chemin, qui avait été écartelé, mais dont l'âme avait été sauvée par les messes de dévots ! Et c'est à des hommes imbus de ces préjugés qu'on assure qu'avec un coup de sifflet on ferait lever la nation entière et que tout ce qui existe de Français en Espagne serait en un clin d'œil exterminé[1]!... »

On aurait tort de voir dans les proclamations des juntes de vaines paroles, des banalités de tribuns ; ce sont des dignitaires, archevêques, généraux, anciens ministres et hommes de la cour, qui parlent sous l'impulsion des nécessités les plus impérieuses : s'ils accolent la religion au roi et à la patrie, ils savent parfaitement ce qu'ils en attendent.

Le débordement fut général, les journaux s'inondèrent de pamphlets délirants, anonymes pour la plupart, et qui circulèrent dans toutes les mains. On lit dans l'*Antipoli-*

1. *Henry au roi de Prusse*, 4 avril (Aff. étr., Espagne, 1808, vol. 674).

tica francesa: « Pas de dissensions ! Nos vœux sont unanimes : *Vivent la foi en Jésus-Christ et son défenseur Ferdinand VII*, tel est le cri des Espagnols. *S'affirmer Espagnol et se dire catholique, apostolique et romain et vassal de Ferdinand.* Pour la gloire du Seigneur, l'honneur de Marie, le triomphe de la religion outragée, l'innocence abattue, la piété et la vertu méprisées, ayons confiance en notre valeur, en l'honneur de l'Espagne, en Dieu que nous adorons, en la douce Marie notre patronne que nous invoquons[1]. » Mais quel souffle plus endiablé que celui dont s'anime l'*Adresse à Napoléon*, publiée à Valence, le 7 juin ! « Le voile qui cachait ta perfidie est déchiré : elle est démasquée, ton ambition ! Tu séduis pour faire la guerre, tu fais la guerre pour piller, tu pilles pour régner, et tu règnes pour détruire. Tes paroles ne sont que mensonges et tes traités que trahisons : tu es ce roi des ténèbres qu'entourent des nuées de sauterelles : c'est toi que l'Apocalypse a désigné : *tu t'appelles Apollyon, c'est-à-dire le Destructeur...* Tu chasses les prêtres de leurs demeures ; tu profanes et renverses les temples ; tu voles les vases sacrés et frappes de ton épée les dons de la piété ; tu détruis les images des saints et, profitant des ténèbres de la nuit, tu enlèves les trésors des sanctuaires. Voilà ce que l'Espagne sait. Écoute ce qu'elle espère :

« Elle espère rompre les lacs dont tu l'as enserrée ; elle espère n'être jamais gouvernée par un homme qui, comme toi, ait à rougir de sa naissance ; elle espère que tu finiras comme les Sardanapales qui, du haut de leurs trônes, daignaient sourire lorsque la bassesse et l'impiété, prosternées à leurs pieds, proclament leur toute-puissance. Ces espérances, l'Espagne les fonde sur la protection de l'Être suprême. La divine Majesté ne te permettra jamais

1. *Bibl. nat.*, OC. 840.

d'exterminer ceux qui s'inclinent devant le signe sacré de notre rédemption. *Que la croix soit l'étendard de guerre* qui servira à nous reconnaître les uns et les autres ! Le Tout-Puissant enverra contre toi ses anges qui combattront avec nous, *dans une guerre sainte*, *dont la religion est l'objet.* Tremble, Napoléon ! Il approche le moment où tu cesseras d'être invincible ! Elle sera dispersée comme paille, cette armée française que le démon a rempli de désespoir[1] ! »

Jamais peut-être la langue humaine n'exprima avec plus d'énergie et d'élévation la colère et le mépris, mais jamais aussi elle ne fut plus extravagamment ordurière et insolente que dans d'autres écrits dont le titre seul fait rougir :

Tragedia burlesca en un acto. El fin de Napoladron por sur mismos sequaces, *con una carta del infierno al Emperador de los diablos* (Tragédie burlesque en un acte. La fin de Napoladrone par ses propres sectaires, avec une lettre de l'Enfer à l'Empereur des diables).

Sermon que prédicò en la catedral de Logroño el nuevo predicador José Botellas, *ex-rey de Napoles*, *ex-rey soñado de España. Traducido de l'italiano por el patriarca desus Indias.*

Las chinches de la Europa, *ò comparacion de los Franceses con este odioso animal* (Les punaises de l'Europe, ou comparaison des Français avec cet odieux animal)[2].

Historia natural de la marmota viva, *papel dirigido à la Majestad de José Botellas*, *rey imaginario de Espana.* (Histoire naturelle de la marmotte vivante, adressée à la Majesté de Joseph Bouteilles, roi imaginaire d'Espagne[3]).

Etc., etc., la liste est fort longue.

1. *Arch. nat.*, AF^IV, 1607.
2. *Arch. nat.*, AF^IV, 1610.
3. *Bibl. nat.*, OC., 854.

L'Espagnol fut aussi grand par la noblesse de sa cause que rabaissé par la folie religieuse et ses hideuses colères. Il y eut là plus qu'un signe de faiblesse, plus qu'une marque de défiance de soi-même, une tache ineffaçable : pensée si vraie, qu'il n'est historien qui ait consenti à montrer combien il fut odieux d'associer le crucifix au poignard de l'assassin, de se livrer sur des adversaires expirants aux plus ignobles outrages, de massacrer les malades et les blessés jusque dans les ambulances. A la vérité, le soldat français ne se piquait point de piété, et l'on pouvait même le taxer de mécréant ; mais il était avant tout homme d'honneur, et le lâche qui, dans sa frénésie sanguinaire, le frappait par derrière, s'abaissait au niveau du fauve.

Ici pourrait se terminer le préambule d'une étude qui doit se consacrer exclusivement au drame de Baylen. Nous espérons avoir signalé les causes de nos désastres, dont certaines paraîtront inconnues. En matière historique, les idées courantes, entre toutes sujettes à caution, viennent trop souvent de l'exiguïté du cadre dans lequel on contraint les événements à se dérouler. Un cadre trop étroit ne comporte que des aperçus, que des vues d'ensemble, d'où se dégage fatalement l'idée courante et superficielle. Mais il est une autre source d'erreurs qui provient de l'habitude où l'on est de se confiner dans le domaine des Archives françaises, car à quoi servirait d'élargir le tableau si l'on n'y jetait d'autres couleurs? On entendra ici concurremment les Français, les Espagnols, voire même les Anglais ; et l'on sera surpris de constater qu'il n'existe entre eux aucune divergence, que chacun apporte une part de vérité plus ou moins grande, suivant le rôle qu'il a été appelé à jouer dans l'un ou l'autre camp.

Il semble que le sentiment des historiens qui tentent de justifier Napoléon soit le suivant : « Ses intentions étaient bonnes, et l'Espagne était descendue si bas qu'il

était de son intérêt de la relever. Pour le reste, elle avait mérité son sort. » Non, l'Espagne eût accepté une guerre loyale, elle ne pouvait souscrire à sa confiscation. Lorsque, faisant litière de la morale et du droit des gens, le génie accule un peuple à l'atroce alternative de l'égorgement ou de l'asservissement politique, peut-on douter qu'il ne tente le ciel et ne soit sur le chemin de l'abîme? En 1811, un député des Cortès s'écria : « Que la désolation des campagnes, que l'épuisement de nos ressources nous réduisent à la misère ; pauvres et misérables, nous partagerons notre pain avec le dernier de nos soldats. *Pauvres et misérables, à la fin nous serons libres!* Après quatre années de détresse, l'Espagne offre au tyran la terrifiante image d'un peuple qui préfère la mort à la servitude ; au ministre des finances, l'affreux spectacle d'une situation sans remède ; au patriote, elle offre l'espérance ! » Cri sublime que dut entendre le Dieu de justice et de pitié, car l'Espagne fut sauvée. Tout Espagnol demeura convaincu que Napoléon était athée ou, pour le moins, hérétique [1], que ses généraux et ses armées n'avaient d'autre culte que celui de Baal, que l'incendie, le pillage, l'assassinat et le viol étaient passés dans leurs mœurs [2]. « Notre genre de guerre est nouveau pour la tactique victorieuse de l'empereur : c'est la guerre de rues, *c'est la guerre de nation, c'est la guerre de religion*, c'est enfin la guerre de braves avant d'être soldats. N'oubliez jamais que *le Français est un animal indéfinissable ;* il prêche la vertu, et ne l'observe point ; l'humanité, et il ne la connaît point ; il désire la paix et cherche la guerre ; il détruit d'une main ce qu'il édifie de l'autre. Alerte, Espagnols ! n'attendez d'eux ni humanité ni amitié ; méfiez

1. *Carta del Hotentote dirigida à Napoleon* (*Diario* de Santiago, 10 juillet 1808 ; — Arch. Nat., AF^{IV}, 1610).
2. *Retrato politico del Emperador*, par D. Melchior Andaria (Arch. nat., *idem*).

vous de leurs paroles et détestez leurs œuvres. Il faut lire leurs livres et brûler leurs auteurs, parce que leur cœur n'est jamais d'accord avec leurs lèvres [1]. C'est une nation remuante par caractère naturel à sa race, et révolutionnaire par politique. Elle ne peut se reposer sur aucune forme de gouvernement ; de tout temps, ce ne sont qu'étourderies et imbroglios. Un vieux dicton que j'ai lu dans une collection et dont j'ai gardé le souvenir la définit bien : *Quand le Français dort, le diable le berce* [2]. » Tout ce que la langue espagnole renferme d'expressions haineuses et ordurières était aussi appliqué à Napoléon. A force d'être violente, l'ironie tombe dans la platitude et le ridicule, et ne soulève qu'un juste mépris. Nul doute que ces pamphlets dont l'officine était à Madrid, et qui se répandaient à profusion, n'aient reflété un état d'esprit général en Espagne.

Bien qu'il se sentit « assez grand par lui-même pour ne pas vouloir monter sur des échasses », Joseph manquait de sens politique ; confiné dans sa capitale et publiant force décrets qui n'en franchissaient guère l'enceinte, il eût mieux fait de suivre ses armées, de se montrer au peuple et d'adoucir dans la mesure du possible les misères d'une guerre impitoyable, qui n'avait d'autre but que de l'introniser en Espagne. Nous ne dirons point qu'il y fût parvenu, mais au moins son attitude eût été plus noble, et la postérité lui eût pardonné ses sempiternelles jérémiades ; sentimentalité douteuse d'ailleurs, et qui cachait le dépit de n'avoir point trouvé, à Madrid, les richesses et les grandeurs royales auxquelles il estimait

1. *Centinela contra Franceses.* D. Antonio de Capmany à Lord Holland. Madrid, 15 septembre 1808 (Arch. Nat., AF^{IV}, 1610). « Es menester leer sus libros y quemar sus autores, por que su corazon nunca ha estado acordo con sus labios... No se os cayga de la memoria que el Francis es animal indefinible », etc.

2. En français, dans le texte.

avoir droit de par sa naissance[1]. La lettre suivante du maréchal Soult, que Napoléon appelait « la plus forte tête de l'Espagne », montrera du même coup l'état des esprits, les difficultés de la situation politique et les remèdes qui pouvaient y être apportés.

« Dans la plupart des provinces que j'ai parcourues, à peine trouve-t-on, dans les principales localités où il y a eu constamment des troupes, une autorité qui administre et représente le souverain. Elles n'ont pas encore reçu un seul décret royal, ni aucun ordre des ministres de Sa Majesté, pas même des gazettes, au point que la grande majorité des habitants, dont l'esprit est sans cesse travaillé par les intrigues des chefs de l'insurrection, doutaient encore de la prise de Madrid et de l'existence de Sa Majesté le roi Joseph. Aussi les menaces de pillage, de mort et d'incendie que répandaient les chefs du parti contraire produisaient toujours un effet qui souvent effaçait tous les succès que nous pouvions obtenir, au lieu que l'avantage fût resté au roi si des commissaires nommés par Sa Majesté avaient suivi notre marche pour consoler les habitants des maux que la guerre et les circons-

1. Le général Bigarré l'a montré au milieu de sa cour, moins brillante évidemment que celle de l'Empereur, mais organisée sur le même pied, et Stanislas Girardin a raconté les débuts de ses amours avec la comtesse de Monte Hermoso, amours qui défrayaient les conversations à Madrid et provoquaient des épigrammes licencieuses. Joseph ne put moins faire que de donner au mari de sa maîtresse le chapeau de la grandesse, et, dans sa naïveté, le pauvre homme ne cessait de dire : « Que hermoso sombrero me ha dado el Rey! » Nous ne savons pour quelles raisons Julie Clary ne fut jamais en Espagne. Voici un curieux portrait de Joseph, à rapprocher de celui de Mme d'Abrantès : « Le trait le plus saillant de son caractère est la bonté, mais une bonté qui tient à l'extrême facilité de son naturel et à son absence complète de résolution. Son dada (*hobbyhorse*) est une très grande prétention à la finesse; lorsqu'il croit avoir pénétré les secrets mobiles de quelqu'un, loin d'en être indisposé contre lui, sa présence ne cesse de chatouiller son amour-propre. Son esprit n'est point élevé, il est incapable de redresser une injustice et n'a point le courage de regarder en face les gens auxquels il a fait du tort : il les persécute jusqu'à ce qu'ils aient quitté son service; mais si ces gens parviennent à être reçus et à l'entretenir, ils sont sûrs d'obtenir tout ce qui leur plaît. » (*Suppl. Wellington's despatches*, VII, 595.)

tances leur faisaient éprouver, leur promettre des indemnités, leur donner au nom du roi quelques modiques secours, soit en bois des forêts royales, soit en denrées des propriétés confisquées, les lier par des serments, et enfin attirer dans le parti du roi des gens que le malheur et l'oisiveté entraînent malgré eux à lui être contraires... Je ne connais pas qu'en Espagne aucune peine existe contre les individus qui passent alternativement du parti du roi dans celui des rebelles, ni contre leurs familles qui, sous l'apparence de la soumission, les protègent et les favorisent de tous leurs moyens. Aussi il arrive que les insurgés envoient recruter jusque dans les cantonnements des troupes impériales, et qu'à la faveur de l'uniformité du costume ils font passer leurs levées parmi nous, sans que personne les soupçonne. Aucun mouvement ne peut être fait sans que l'ennemi en soit aussitôt prévenu, et les courriers même qu'on expédie sont signalés avant qu'ils soient partis ; aussi y en a-t-il à tout instant de pris, et les dispositions sont éventées[1]. » Cette lettre est de 1809 : *il y avait un an que Joseph était en Espagne* et les affaires, loin d'être aussi avancées qu'au début des hostilités, prenaient une tournure de la dernière gravité ; les Anglo-Espagnols marchaient sur Madrid, et l'on était à la veille de Talavera ! Si le haut témoignage de Soult ne suffit point, qu'on lise les *Mémoires* de Le Noble Naylies et Rocca, les *Souvenirs* du colonel Illens, tous documents dont nous avons pu contrôler la scrupuleuse exactitude, et l'on comprendra ce que dut être une guerre aussi extraordinaire.

« On ne peut se dissimuler, dit le maréchal Jourdan, que l'armée n'occupe que le centre de l'Espagne, tandis que presque toute la circonférence est au pouvoir de l'enne-

1. *Soult à Jourdan*. Toro, 17 juillet 1809 (Arch. Guerre).

mi. Les pertes que l'armée a éprouvées sont considérables ; la cavalerie est beaucoup affaiblie, l'artillerie est en partie détruite ; nous manquons de chevaux. Enfin, jamais l'esprit d'insurrection n'a été plus fortement prononcé et plus généralement répandu... Les communications avec la France sont très dangereuses et à la veille d'être interceptées. Les courriers sont assassinés et les détachements sont attaqués et parfois enlevés. Il n'est plus possible de faire voyager les convois, par l'impossibilité où l'on se trouve de leur donner des escortes suffisantes[1]. » De son côté, Joseph se plaint de l'état des finances. « Toutes les ressources du pays sont usées par les armées, il n'entre pas un sou dans le trésor ; j'ai vécu jusqu'ici en faisant fondre l'argenterie des palais... Nous n'avons nul crédit. Ne pourriez-vous mettre à ma disposition les laines de Burgos, qui sont à Bayonne où elles ne se vendent pas ? Avec ce secours je pourrais payer les services de l'artillerie, du génie et même établir mon gouvernement, qui ne l'est pas ; car ce sont les maréchaux qui se partagent les provinces.... Tout cela finira mal, et très mal[2]. » « L'esprit public est mauvais. Les

1. *Jourdan au Ministre de la Guerre et à Soult*, 19 et 23 août 1809 (Arch. Guerre). Au portrait de Joseph, nous joindrons celui de Jourdan. « Ses malheureuses retraites pendant les guerres de la Révolution l'ont fait surnommer le *général des retraites*. J'ai vu à Paris une très curieuse caricature où l'on jouait avec son nom : elle représentait Jourdan, le sabre à la main, à cheval sur un homard, et au dessous se lisait le verset suivant du psaume : *Et tu Jordanus quia conversus es retrorsum ?...* L'empereur ne l'a point compris dans la distribution des duchés. Il paraît avoir beaucoup souffert de cet oubli, et, bien qu'il n'ait point cinquante ans encore, on lui en donnerait plus de soixante. Ayant eu le malheur de survivre à sa réputation imméritée (?), il n'est plus à présent qu'un pauvre homme dégoûté et affaibli, de peu de caractère et de peu de talents militaires. Il se distingue par son intégrité et la simplicité de ses manières, et désire anxieusement qu'une paisible retraite lui permette de finir ses jours au milieu de sa famille. Le roi Joseph l'estime et l'affectionne en raison de leur similitude de caractères. » (*Jourdan by an Eye-Witness*. Wellington's despatches, suppl. VII, 599.) *Duc de Fleurus*, ce titre pouvait lui revenir, mais Napoléon ne reconnaissait d'autres victoires que les siennes et les drapeaux de l'armée ne rappelaient aucunes batailles de la République.

2. *Joseph à Napoléon*, 18 juillet 1809.

Espagnols battus ne se regardent point comme vaincus, et conservent toutes leurs espérances. L'inconduite de nos troupes en général, le pillage honteux auxquel elles se livrent partout où elles passent est poussé à tel point que la marche de l'armée est, pour les campagnes, une colonne de flammes qui ne respecte rien et détruit dans un moment toutes les ressources. Cette fatale manie blesse l'orgueil des Espagnols, invétère leur haine et nous en fait d'implacables ennemis [1]. » « Il est temps que le grand patron arrive, mon prince : il est bien désiré. Où donc est l'empereur [2]? »

Tel est le ton de la correspondance qu'échangeaient les généraux de l'armée d'Espagne ; et le ministre de la guerre croyait devoir en signaler les traits saillants dans ses rapports journaliers à Sa Majesté, qui n'en tenait point compte, sachant bien qu'une armée sans magasins et vivant sur le pays gaspille ses ressources et se livre à tous les excès, et qu'il ne pouvait porter remède à la situation, faute d'argent pour l'entretenir. Ces exemples sont empruntés à une certaine période de la guerre, celle de Talavera ; mais toute autre en fournirait d'aussi probants ; il en fut ainsi pendant six années.

1. *Mocquery, adjudant-commandant, au Ministre de la Guerre*, 21 août 1809 (Arch. Guerre).
2. *Belliard à Berthier*, 3 août 1809.

CHAPITRE II

PILLAGE DE CORDOUE

I. Insurrection de l'Andalousie. — La Junte de Séville. — II. Organisation de l'armée espagnole d'Andalousie. — III. Marche de Dupont sur Cadix. — Responsabilités de Napoléon. — IV. Combat d'Alcolea. — Pillage de Cordoue et retraite sur Andujar.

I

INSURRECTION D'ANDALOUSIE. — LA JUNTE DE SÉVILLE

L'émeute du 2 mai à Madrid ne paraît point avoir surpris Napoléon : « J'ai plus d'expérience que vous des Espagnols. Je disais à tout le monde que vous ne tarderiez point à avoir une insurrection. L'alerte de Madrid n'est rien. Il est regrettable que Barcelone ne se soit point soulevé : on aurait balayé là aussi les mauvais sujets et le pays[1]. » Or, à supposer qu'il ne partageât point sans réserve l'optimisme de son lieutenant, l'empereur ne pouvait guère se défier de l'opinion enthousiaste de Laforest qui n'était point « une bête ».

« Un peu de temps et beaucoup de sagesse mettront en harmonie les divers éléments de la société politique. Sa Majesté ne saurait trop se hâter de prononcer sa pensée tout entière. L'événement d'avant-hier a toutes les con-

1. *Napoléon à Murat*, 13 mai.

séquences de *la plus grande victoire*[1]. » Il faut bien le dire, Murat était allé plus loin encore : « Le plus fort est fait : l'affaire aura des résultats décisifs, le prince des Asturies a perdu ce jour-là sa couronne, et son parti, démoralisé, se range du côté du vainqueur. Tout le monde est résigné : on n'attend plus que le nouveau roi que Votre Majesté va donner à l'Espagne... Les coups de canon du 2 mai ont assuré le pavillon de la dynastie nouvelle[2]. »

Le char était lancé, il n'y avait plus à reculer. De la résistance, au surplus, où s'en trouverait-il ? Les capitaines généraux accueillaient avec empressement la nomination de Murat à la lieutenance du royaume, et lorsque celui-ci, par sa circulaire du 3 mai, les invitait « à adhérer au gouvernement, à rivaliser de zèle avec lui pour maintenir la tranquillité publique et empêcher que le contre-coup de l'événement de Madrid ne se fît sentir dans leurs provinces », tous s'étaient accordés à protester de leur dévouement. Castaños, qui commandait la côte de Gibraltar, attribuant à la populace l'insurrection de la capitale et félicitant Murat « de la clémence et de l'humanité » dont il avait fait preuve, ajoutait : « Que Votre Altesse Impériale me procure les fonds nécessaires pour l'entretien de mon armée, en la faisant jouir de l'avantage de l'avoir pour chef, et je réponds de sa tranquillité, de son obéissance et de sa disposition à exécuter tous les ordres du gouvernement[3] ». Bref, on pouvait compter sur lui « comme sur un général français » et la fidélité de ses troupes n'était qu'une affaire d'argent.

Sans doute, plus tard, Dupont essaiera de rappeler à Castaños sa reconnaissance du nouvel ordre de choses, mais celui-ci s'en tirera en alléguant qu'il « avait promis

1. *Laforest à Champagny*, 4 mai (Aff. étr., V, 674, Espagne).
2. *Murat à Napoléon*, 2, 3, 4, 8 mai.
3. *Castaños à Murat*, 16, 19 mai. (Arch. nat., AF^{IV} 1608).

obéissance au lieutenant de Charles IV et qu'il ne reconnaissait pas la nouvelle dynastie [1]. » L'usurpation de Napoléon lui avait permis de changer son fusil d'épaule, de se dégager d'une situation dangereuse pour ses intérêts personnels : évolution naturelle qui surprit à tort à Madrid, où l'on se leurrait de son dévouement.

Dès lors, se croyant sûr des capitaines généraux et voyant l'autorité de Murat s'exercer sans conteste, l'empereur jugea le moment venu de mettre la main sur l'Espagne. *L'armée?* Il faut l'affaiblir assez « pour n'en avoir rien à craindre [2] », faire le vide autour de Madrid, éparpiller les régiments, licencier les milices et s'attacher les troupes étrangères, car « elles se battront suivant le courant d'opinion où elles seront [3] ». « Je ne puis envoyer d'argent, le ministre des finances est un sot s'il ne sait pas en trouver [4]. » La *marine?* « Envoyez-moi le ministre à Bayonne : est-il habile? Il me faut des vaisseaux, car je veux frapper un grand coup vers la fin de la saison. Le désordre et le pillage ont empêché jusqu'ici de rien faire [5]. » Les *finances?* « J'attends avec impatience le mémoire de Laforest, qui doit me faire connaître la dette publique et les différentes branches de revenu [6]. » A ce moment sa correspondance est fiévreuse, il s'enquiert de tout, les mémoires sur l'Espagne affluent, et certes celui qui écrira la phase diplomatique de la guerre, trouvera matière à surprises et réflexions.

C'est alors qu'il se décide à entreprendre l'expédition de Cadix, dans l'espérance de débloquer la flotte de l'amiral Rosily, de réarmer celle d'Apodaca, et finalement de s'emparer d'un port militaire et commercial de premier ordre. Pour lui en effet, Madrid n'est rien, et la question de la Péninsule roule avant tout sur Cadix et Lisbonne. Déjà la

1. *Dupont à Savary*, 9 juillet (Arch. Guerre).
2. 6. *Napoléon à Murat*, 13 au 19 mai.

maison de Bragance s'étant enfuie au Brésil, Junot occupe Lisbonne ; les Bourbons d'Espagne chassés, le moment paraît venu de se saisir de Cadix, objet d'ailleurs des ardentes convoitises de l'Angleterre. Or l'insuffisance du corps expéditionnaire fera échouer ses tentatives ; insuffisance dont la responsabilité lui incombe et qui résulte de la fausse idée qu'il se fait de l'agitation des esprits en Andalousie, des forces militaires que les circonstances y ont concentrées et de la résistance que ce royaume est en mesure de lui opposer, en raison de sa richesse exceptionnelle, de sa population et de sa situation excentrique par rapport au plateau des Castilles, où l'armée impériale est en quelque sorte claquemurée.

Si, partout où il commande et dirige en personne, Napoléon opère en grandes masses, il s'en montre ailleurs tellement parcimonieux qu'il semble jalouser les succès de ses généraux ; au moins est-il convaincu qu'il n'existe de difficultés sérieuses que là où il se trouve.

L'Espagne ayant fourni trois divisions à l'invasion du Portugal, D. Francisco Solano, capitaine-général de l'Andalousie, avait pris le commandement de l'une d'elles, et D. Manuel de Lapeña, appelé à le remplacer provisoirement, avait sous ses ordres les troupes du *camp de Cadix* qui, outre cette place, comprenait le Puerto Santa Maria, Xérès et San Lucar. Depuis des années Castaños commandait la *côte de Gibraltar*, c'est-à-dire les troupes échelonnées d'Estepona à Tarifa, par Algesiras et le camp de San Roque. Enfin D. Ventura Escalante, capitaine général du royaume de Grenade, exerçait son autorité sur la *côte de Grenade*, et la majeure partie de ses forces occupait Malaga. Il y avait là, au 20 mai, 23.000 hommes de vieilles troupes, et 31.000 si l'on y ajoute les garnisons de Séville, Ronda et Ceuta[1]. L'état de guerre avec l'Angleterre et la

1. Voyez la situation.

nécessité de protéger les ports expliquaient naturellement cette dissémination de l'armée, dont le rôle assez difficile se bornait à celui de garde-côte.

Forte de 11 vaisseaux de guerre et de 40 bâtiments de transport chargés de 7 à 8.000 hommes, la flotte anglaise de l'amiral Purvis croisait devant Cadix et bloquait les 6 navires de Rosily. Enfin sir Hew Dalrimple, gouverneur de Gilbraltar, disposait d'un corps de débarquement sous les ordres du général Spencer et guettait l'occasion d'occuper la place.

La nouvelle de l'insurrection du 2 mai parvient à Séville le 5, et aussitôt une émeute y éclate. Notre agent consulaire cache son drapeau ; on veut faire main basse sur les Français, et une bande précédée d'un tambour, qui tente de pénétrer dans sa maison pour la saccager, n'en est détournée que par les harangues de sa femme[1]. A Cadix, dans la soirée du lendemain, Lapeña fait appeler chez lui le consul général Le Roy ; les généraux y sont réunis en conseil de guerre : « Vous nous voyez assemblés en raison d'une nouvelle apportée par un officier venu en toute hâte de Badajoz. Le sang a coulé à Madrid, le 2 de ce mois. J'ai envoyé chez M. l'amiral Rosily ; il est à son bord. Je vous ai fait prier de passer ici pour qu'il soit instruit de notre résolution unanime de maintenir l'ordre dans cette place[2]. » En effet, le lendemain les postes sont doublés et les patrouilles multipliées. Les esprits fermentaient, on s'élevait en termes violents contre les Français, en même temps qu'on se prononçait en faveur de Ferdinand. « Combattre cet enthousiasme, c'est l'exalter. Séville s'est levée en masse, et son exemple a été suivi par les principales villes. Le clergé a offert tous ses biens ;

1. *L'agent de Séville à Le Roy*, Séville, 7 mai (Aff. étr., Arch. consulaires).
2. *Le Roy à Laforest*, Cadix, 10 mai (Aff. étr., Arch. consulaires, Cadix, 1807-1810.

partout on demande à s'enrégimenter et à s'exercer au maniement des armes. La chose est au point qu'à Séville on a forcé indistinctement les Français et tous les habitants à porter la cocarde rouge surmontée de l'emblème F. VII... La nombreuse garnison de Cadix a contenu jusqu'à ce moment des démonstrations aussi prononcées; mais tout porte à croire qu'un des chefs des événements d'Aranjuez (le comte de Montijo) y a passé déguisé : des correspondances de Madrid et des autres villes de l'Espagne excitent le peuple contre les Français[1]. »

Les rapports d'O'Farrill louent la conduite des autorités et constatent que peu à peu les esprits se calmèrent. Le Roy n'est pas moins optimiste. « Grâce à la bonne conduite des autorités, on se rapproche de la tranquillité voulue par le gouvernement; on a proclamé Ferdinand VII à la joie générale, et à Cadix en particulier, les bons citoyens doivent des actions de grâces au capitaine général Lapeña, dont la conduite ferme et prudente déjoue les intrigues des agitateurs. Hier, on a lu publiquement dans un café une proclamation en l'attribuant faussement à S. E. le général Solano. Aussitôt un rassemblement ameuta les vociférations contre les Français, des cris d'avides assassins s'ensuivirent. Le gouverneur prit les mesures nécessaires et tout s'apaisa[2]. » Cette prétendue proclamation de Solano était favorable aux Français. « L'esprit public s'améliore chaque jour; l'abattement a paru général en suite du soupçon d'un changement de dynastie : puis les réflexions ont fait renaître un peu de courage[3]. » Mais peu à peu tout s'assombrit; c'est le calme précurseur de l'orage, et nul ne le voit venir, pas même Laforest : « L'Espagne attend son sort avec impa-

1. 2. 3. *Leroy à Laforest*. Cadix, 10, 13, 17 mai (Aff. étr., Arch. consulaires).

tience, non avec tumulte. Les esprits ont passé par une succession rapide de secousses[1]... »

Et en effet, le comte de Tilly tient à Séville des conciliabules secrets; depuis quelque temps déjà, l'état de guerre a tacitement cessé entre l'Angleterre et l'Espagne, et les navires des deux nations font libre commerce sur la côte de Gibraltar. Les marins espagnols ne sont plus exposés qu'aux railleries des Anglais : « Enlevez ces lions de votre pavillon et mettez-y des poules, puisque vous vous laissez mener par les coqs français[2]! » Loin de rien faire pour s'y opposer, Lapeña complotait avec Castaños et Dalrymple l'attaque de la flotte française et l'occupation des passages de la Sierra Morena, lorsqu'un contretemps vint dérouter leurs projets ; sur ces entrefaites, Solano étant rentré à Cadix, Lapeña quitta le commandement de l'Andalousie. On conçoit la fausseté de leur situation; Solano n'était pas seulement leur chef, « il adhérait aux intérêts de la France[3]. » Aussitôt Castaños avertit Dalrymple : « Peu m'importe le malheur qui pourra m'arriver en tentant de sauver mon pays, mais tout est perdu si l'ennemi apprend ce que nous avons concerté[4]. » Bref, pour l'instant les choses en demeurèrent là.

Néanmoins, sous le couvert sans doute de l'amiral Purvis, les capitaines de la flotte anglaise crurent devoir adresser aux officiers espagnols une lettre collective. « Comme l'odieuse usurpation des Français peut avoir rendu votre situation difficile, aucun doute ne peut s'élever sur les intentions amicales de la flotte. L'un de nos principaux objets est d'aller au-devant de vos vues de la manière la plus satisfaisante pour vos sentiments et de vous assurer que votre honneur et vos intérêts sont la

1. *Laforest à Champagny*, 21 mai (Aff. étr., vol. 674).
2. *Manuel Garcia à Perales*, 13 août.
3. 4. *Mém. de Dalrymple*, 20, 21 mai.

première considération des commandants anglais, qui désirent seulement que vous leur fassiez connaître de quelle manière vous entendez recevoir l'assistance que les forces anglaises peuvent fournir[1]. » Communiquée à Solano, elle reçut une réponse aussi digne que péremptoire : « Mon pays a un gouvernement : je n'ai d'autre pouvoir que celui qu'il m'a confié, et c'est à lui que vous devez adresser vos propositions. Il ne me convient pas de les entendre. Je ne crois pas avoir donné lieu à ce que vous me les fissiez parvenir, et j'espère que vous ne les renouvellerez pas[2]. »

En somme, l'incident paraissait insignifiant et l'on était loin de s'attendre à un mouvement général. A la veille même de l'insurrection de Séville, Laforest disait que les lettres des agents consulaires lui prouvaient combien l'esprit public avait fait de progrès et que la correspondance des capitaines généraux, intendants et évêques avec Murat donnait des résultats plus positifs encore. « Chaque courrier venant des provinces détruit une nouvelle fausse à Madrid, et chaque courrier de Madrid détruit une nouvelle fausse dans les provinces. Dans telle ville, des hommes soudoyés vont courant les faubourgs en criant *Vive Ferdinand!* et à mesure qu'ils s'écoulent, on est étonné d'apercevoir qu'ils n'ont fait aucune impression. Dans telle autre, des bulletins annoncent que le reste du royaume est en armes, sans que personne imite l'exemple supposé. Tout porte à continuer à être sur ses gardes : rien n'est de nature à inspirer de l'inquiétude... Tout a pris ici le même cours régulier que si la royauté était présente. La seule différence est dans les cercles et les galas de cour, dont le grand-duc de

1. *Lettre des capitaines de la flotte anglaise* (Arch. nat., AF^IV, 1607).
2. *Réponse de Solano aux commandants anglais*, 24 mai (Arch. nat., AF^IV, 1607).

Berg s'abstient. Son Altesse travaille seule à des heures réglées avec chacun des ministres : elle est tenue à une vigilance extrême, et malheureusement elle n'a pu introduire encore un bon système de police à Madrid. On tourmente la nombreuse classe des pensionnaires et des employés par de prétendus projets de réforme. On essaie de blesser l'orgueil national en disant que bientôt il faudra parler et écrire en français. On fait déserter les Gardes espagnoles en prétendant qu'on fabrique des menottes au quartier français pour les enchaîner. On parle d'emprunts forcés[1]. »

Illusions à Madrid, illusions à Bayonne et calme apparent de l'Espagne, la situation à ce moment méritait d'être constatée : le réveil sera si terrible! Porteur de dépêches à Solano qui annonçaient le prochain envoi du corps de Dupont et prescrivaient les mesures à prendre pour assurer sa subsistance pendant la route et sa réception dans la place, le commandant de Blainville, de l'état-major général, était injurié à Santa-Cruz de Mudela, à Cordoue; les habitants lui jetaient des pierres et tentaient de l'arrêter en prétendant que Cadix était en insurrection et s'était livrée aux Anglais. A Cordoue, un colonel d'infanterie du nom d'Echavarri disait que, s'ils avaient un chef, ils chasseraient les Français de la Péninsule, que Solano était avec eux, etc. En retournant à Madrid, « les rassemblements n'étaient nullement tumultueux et invectivants. On paraissait savoir que le roi serait un frère de l'empereur, et la majeure partie des habitants n'en paraissait pas mécontente. L'assurance du passage d'une armée de 25.000 hommes qu'il avait répandue sur la route avait refroidi un peu les têtes exaltées[2]. » De son côté, Le Roy mettait à profit la mission de Blain-

1. *Laforest à Champagny*, Madrid, 25 mai (Aff. étr., vol. 674, Espagne).
2. *Rapport de Blainville*, 26 mai (Arch. nat., AF^{IV}, 1607).

ville pour sonder Solano, dont la réponse fut typique : « La division Dupont est trop nombreuse. *C'est trop s'il s'agit d'auxiliaires ; ce n'est point assez s'il y a d'autres intentions.* » Que ne fut-il tenu compte de l'avertissement ! Le Roy ajoute : « Si le grand-duc de Berg est assuré des capitaines généraux, les dispositions du pays sont bonnes. Tout tient à cela[1]. » Il tint à toute autre chose, à la volonté du peuple qui, prenant en main ses intérêts, sacrifia ceux qui le gênaient et fit choix d'un gouvernement de circonstance.

Stupeur, attente, désarroi, telle était donc la situation des esprits en Andalousie ; et tout relatif qu'il fût, leur calme paraissait l'indice d'une soumission prochaine du plus heureux augure. Mais la nouvelle de la marche de Dupont leva les incertitudes, et pas plus au consulat de Cadix qu'au quartier général de Madrid, on n'eut le temps de se reconnaître ; du jour au lendemain ce fut la guerre qu'à tout prix on cherchait à éviter.

Solano reçut le 25, par un courrier extraordinaire d'O'Farrill, l'avis du mouvement du corps de la Gironde[2], et comme une traînée de poudre, au même instant toutes les villes depuis Madrid jusqu'à Cadix s'insurgèrent. Séville notamment, dans la soirée du 26, où la garnison laissa le peuple s'emparer de l'arsenal et s'armer à sa guise. Au dire de Toreno, l'insurrection de Séville aurait été fixée au 26 par le comte de Tilly et ses affidés. On ne sait trop ce que vient faire ici « le jour de l'Ascension » mais comme il se trouve être celui où se répandit la nouvelle *officielle* de l'invasion, le doute n'est point possible ; l'Andalousie se leva en apprenant le danger qui la menaçait, et sa capitale donna le signal.

Dans la matinée du 28, les habitants se présentèrent

1. *Lettre de Le Roy*, Cadix, 23 mai (Arch. nat., AF^{IV}, 1607).
2. *Solano à Murat*, Cadix, 26 mai (Arch. nat., AF^{IV}, 1607).

en masse à l'hôtel de ville et « demandèrent que les autorités, état, clergé, noblesse, généraux, etc., nommassent une *junte suprême*, chargée de régir, gouverner et disposer autant qu'il serait nécessaire *pour la défense de la religion et de la patrie*. A cet effet, ils autorisaient la junte en due forme, *suivant les facultés dont le peuple s'estimait décoré*[1]. » L'installation fut tumultueuse ; à peine constituée, l'assemblée prit un ensemble de mesures importantes. Des officiers d'artillerie, et parmi eux le comte de Teba, furent expédiés aux capitaines généraux et gouverneurs de Cadix, Grenade, Badajoz, San Roque, etc., pour « les inviter à la reconnaître comme *Junte de Gouvernement de l'Espagne et des Indes* et à lui obéir, un de ses premiers actes devant être de déclarer la guerre à la France et de faire la paix avec l'Angleterre[2] ». D'autres exprès se rendirent à Cordoue, Jaen, Andujar et villes voisines[3]. Ceci fait, *elle mobilisa les trois royaumes ou provinces d'Andalousie*.

En vertu de ses instructions, les localités de 2.000 habitants au moins firent élection d'une junte de 6 membres relevant de son autorité et dont la mission consista à recevoir ses communications, à enrôler la population mâle et l'organiser en compagnies avec des cadres de son choix, enfin à désigner une personne qui, sous sa surveillance, procédât au règlement des dépenses. « Les fonds proviendront de réquisitions et l'on ouvrira des souscriptions pour que chacun donne selon ce que lui dicteront son dévouement au roi, à la patrie et l'impérieuse nécessité de la cause. On y ajoutera les fonds résultant d'emprunts patriotiques, et l'on attend des habitants que leur amour du bien public n'obligera point à recourir à des emprunts forcés ou autres mesures violentes que pour-

1. *Bando de la Junta de Sevilla*, 28 mai (Arch. nat., AF^{IV}, 1607).
2. *Cipriano Palafox à Llorente*, Paris, 28 novembre 1816.
3. *Déclaration des greffiers de Cordoue*, 29 mai (Arch. nat., AF^{IV}, 1607)

tant la situation justifierait. Dans les localités de moins de 2.000 habitants, les municipalités tiendront lieu de junte et en auront les pouvoirs[1]. »

Suivit le décret ordonnant la levée en masse. « Tous célibataires, veufs ou mariés sans enfants, de seize à quarante-cinq ans, sans exception de classe, état ou personne, se présenteront à partir d'aujourd'hui à la porte de la maison du commandant-général de l'armée, à l'effet d'être enrôlés et affectés aux régiments. Il en sera de même des hommes mariés avec enfants qui demanderaient à être incorporés. Les personnes riches qui désireront servir à cheval, à leurs frais ou non, seront admises et considérées comme bien méritant de la patrie. Attendu que la sécurité et la tranquillité publique exigent les plus grandes précautions, des patrouilles de cavalerie et d'infanterie disperseront toute réunion qui ne servirait qu'à fomenter des idées fausses et préjudiciables, alors qu'attentif à la voix de l'autorité chacun doit exclusivement s'occuper de s'enrôler et de se préparer à défendre la patrie. Les cafés, tavernes et autres lieux publics se fermeront à la sonnerie des trépassés[2]. » Enfin, un *indulto* ou édit de grâce appela sous les drapeaux « les déserteurs ou contrebandiers non inculpés de vol, assassinat, trahison ou crime de lèse-majesté divine ou humaine », les juges devant statuer sur le cas[3].

Mais le document le plus intéressant a pour titre *Prevenciones*, ou mesures générales pour la formation des armées. Après avoir rappelé qu'il faut éviter toute bataille rangée, faire la petite guerre, harceler l'ennemi, couper ses communications et intercepter ses convois, il préconise l'organisation de quatre armées en Andalousie, Galice, Catalogne

1. *Bando du* 28 *mai* (Arch. nat., AF^{IV}, 1607).
2. *Bando du* 29 *mai. Al toque de animas*, c'est-à-dire minuit.
3. *Indulto du* 30 *mai.*

et Biscaye. Avec le concours des armées de Galice et de Catalogne, celle de Biscaye interdira l'entrée de l'Espagne à de nouvelles troupes françaises. On invitera les généraux en chef à répandre des proclamations pour entretenir le courage et la fidélité du peuple : les hommes de lettres publieront des instructions destinées à éclairer l'opinion publique et « réfuteront les infâmes journaux de Madrid, en étendant leurs observations sur ceux de Paris, *rédigés par de véritables charlatans*, notamment l'*impudent Moniteur*... On ne négligera pas de le dire à la nation : aussitôt que nous serons délivrés de cette guerre cruelle et que notre roi et souverain Ferdinand VII aura été rétabli sur le trône, les Cortès seront assemblées et nous donneront des lois conformes aux lumières du siècle. Pour nous donner ces lois, nous n'avons pas besoin des Français ; ils n'ont fait que nous piller, déshonorer nos femmes, nous massacrer, nous priver de notre liberté, de nos institutions et de notre roi, et *blasphémer notre sainte religion* [1]. »

Il est ordinaire que la petitesse confine à la grandeur, et la Junte de Séville n'échappa point au ridicule ; elle ne se borna point à distinguer ses membres par la cocarde nationale et l'écharpe incarnat ; considérant qu'en elle résidait l'autorité souveraine et qu'ainsi il lui fallait le lustre dont elle était digne, elle ordonna que son président serait traité d'*Altesse* et recevrait les honneurs correspondants, que les députés porteraient le titre d'*Excellences* avec les honneurs dus aux capitaines généraux, et qu'enfin ses secrétaires seraient *Seigneuries* [2]. L'usage prévalut, en dépit des protestations dont la Junte de Valence prit l'initiative.

1. *Prevenciones*, Séville, 29 mai.
2. *Decreto de Sevilla*, 28 mai.

Le comte de Teba, dépêché à Solano, arriva le 27 mai à Cadix, et dans la soirée une émeute éclata. Le lendemain, le peuple se porta devant la maison du général, qui dut lui promettre des armes ; promesse qui d'ailleurs tourna contre lui, car il fut massacré. On ne sait trop auquel entendre au milieu du grand nombre de relations de cet événement, et le mieux est de n'en accueillir que ce qu'elles ont de concordant. Au dire de Teba, « l'illustre général n'aurait pas été victime de son propre honneur s'il n'en avait entendu les lois dans un sens aussi strict. Je crois qu'elles ne lui permettaient pas d'échapper au danger que je lui signalai. Il jugea que reconnaître l'autorité de la Junte de Séville était un crime, à supposer qu'elle n'eût pas en sa faveur la volonté nationale et celle seulement d'une ville mutinée[1]. » Il réunit les généraux en résidence à Cadix et publia une proclamation qui serait peu compréhensible, si l'on ne rappellait qu'outre Cadix et la côte de Gibraltar son autorité s'étendait sur Séville où l'insurrection venait de s'interposer entre lui et le seul gouvernement qu'il crût devoir reconnaître, celui de Murat. « Province d'Andalousie ! Afin de prononcer avec plus de maturité sur les circonstances actuelles et sur l'agitation de beaucoup de localités, notamment de Séville, j'ai convoqué les généraux. Après en avoir délibéré, et d'un commun accord, nous sommes convenus d'exposer les nombreux et graves dangers qui pourraient résulter des encouragements que nous donnerions aux habitants de la Bétique, tous résolus à verser leur sang pour nos souverains. D'insatiables ennemis (les Anglais) menacent nos côtes et profiteraient de notre éloignement pour s'emparer de la flotte, de l'arsenal et faire de Cadix un second Gibraltar... Nos souverains avaient le droit et l'autorité nécessaires pour nous mener

1. *Comte de Teba à Llorente*, Paris 28 novembre 1816.

à l'ennemi, et ils n'ont cessé de déclarer que ceux que l'on prend pour tels sont leurs intimes amis. Lequel d'entre eux réclame nos sacrifices ?... Il n'y a point dans la Péninsule de troupes avec qui combattre. Les régiments d'infanterie ont à peine la force d'un bataillon et ceux de cavalerie, d'un escadron. Malgré tout, ne voulant point passer pour mauvais patriotes, nous cédons aux clameurs de la province. Mais nous n'entendons point que les hommes qui, aujourd'hui, demandent à être conduits contre leurs prétendus ennemis, nous abominent plus tard et nous reprochent de les avoir menés à la boucherie[1]. » Tous signèrent la proclamation : Lapeña, en dépit de ses sentiments avérés, et Morla, en faisant profession de convictions fort différentes de celles qu'il allait afficher le lendemain. A Cadix comme partout, dans cette lugubre période de son histoire, l'Espagne n'avait enfanté que des *hombres-Globo*, des hommes-ballon...

Il fallait s'y attendre, bien que promené dans la nuit à travers les rues de la ville, à la lueur des torches et au son des musiques militaires, le factum des généraux mécontenta les agitateurs. Un jeune homme, montant sur les épaules de ses voisins, lut une sorte de déclaration attestant que le peuple voulait la guerre, et l'on applaudit en demandant que la flotte française fût sommée de se rendre. Solano parut au balcon de son hôtel et répondit qu'il serait fait ainsi et qu'il convoquerait de nouveau le conseil de guerre. La populace se porta alors à la maison du consul Le Roy et réclama sa tête : un prêtre menaça M. de Canclaux de son poignard[2]. Le lendemain matin, 29, après le conseil de guerre et au moment où Solano et Morla assuraient que les volontés du peuple s'accompliraient, une voix s'éleva :

1. *Proclamation de Solano à l'Andalousie* (Aff. étr., vol. 674).
2. *Journal de Le Roy* (Aff. étr., arch. consulaires, supp., vol. 25).

— Nous ne voulons plus voir les drapeaux français.

— Où sont-ils ? demanda le gouverneur.

— Sur les vaisseaux.

— Les amiraux présents ont ordre de faire le nécessaire pour la reddition de l'escadre [1].

Sur ce, l'attroupement se dissipa.

« Je reconnus bien vite, dit Teba, le danger qui menaçait Solano : il avait des ennemis. Je l'en informai sans retard et lui représentai qu'il pouvait l'éviter en laissant le commandement à Morla et en retournant avec moi à Séville sous le prétexte de se rendre compte de la situation. Il me remercia du conseil, mais refusa de le suivre, disant que ses ennemis l'accuseraient de lâcheté et que les Anglais tenteraient de s'emparer de Cadix à la faveur des troubles et des intelligences qu'ils y avaient ; que si ce malheur arrivait, ils le mettraient à sa charge, jusqu'à l'inculper peut-être de trahison ; qu'il préférait rester à Cadix et y attendre à ses risques et périls les résultats de la proclamation [2]. » A ses sollicitations, s'ajoutèrent vainement celles de sa famille.

Il était trois heures du soir, lorsqu'une bande d'insurgés conduite par un ex-moine fanatique se présenta à son hôtel sous le prétexte de lui parler et voulut culbuter la garde. La sentinelle tira en l'air et ferma la porte. Ils coururent au parc d'artillerie et en ramenèrent 6 pièces qu'ils braquèrent contre la maison. Les portes volent en éclats, les tentures et les boiseries sont incendiées, et la populace se rue dans les appartements, le moine en tête. Solano l'apostrophe : « Que viens-tu faire ici ? » et il l'abat d'un coup de pistolet. Mais, voyant grossir l'émeute, il s'échappe par une terrasse dans la maison voisine ; il y est découvert et traîné dans la rue, « couvert

1. *Manuel Garcia à Perales*, 13 août.
2. *Teba à Llorente*, Paris, 28 novembre 1814.

de plus de cent blessures, car chacun le frappe du sabre ou du couteau. Jamais homme ne montra plus de courage : à chaque coup qui l'atteignait, il se détournait pour regarder en face le meurtrier : « Pourquoi me traite-t-on ainsi[1] ? » En arrivant sur la place, deux saints pères capucins furent à lui et lui demandèrent s'il voulait se confesser. Je l'entendis crier : *Vive la France!* et alors un officier lui trancha la tête[2]. »

Solano avait fait la guerre en Allemagne dans un régiment français ; Napoléon le connaissait et O'Farrill le considérait comme un des meilleurs généraux de l'Espagne. Bien des bruits circulèrent; il aurait fait savoir qu'il était d'accord avec Murat pour introduire le corps de Dupont en Andalousie et refusé d'obéir à la Junte de Séville ? On aurait trouvé sur lui des lettres par lesquelles l'empereur le nommait généralissime des troupes françaises et espagnoles dans ce royaume? Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il passait pour être « partisan déclaré des Français[3]. »

Sans hésiter, Morla accepta sa succession du peuple de Cadix et le mandat d'obtempérer à ses ordres ; le même jour, « l'exaltation des esprits fut poussée au dernier point. On voulut se porter au Puntal pour tirer sur l'escadre française, et Rosily fit connaître à l'amiral Apodaca que, s'il se joignait aux insurgés, il l'attaquerait. Le lendemain, un député de la ville, chargé de pouvoirs par Morla vint à son bord et lui demanda de la part du peuple qu'il laissât la flotte espagnole se retirer dans l'ouest (de la rade), parce qu'il était à craindre que la populace n'en vînt aux derniers excès contre les Français

1. Fait rapporté par W. Jacob, *Travels in South of Spain*, 1809 (*Edimburg Review*).
2. *Lettre d'un Espagnol témoin oculaire* (Arch. nat., AF^{IV}, 1610).
3. *Mém. de Dalrymple*, 25. — *Juan Martin à X*, Algeciras, 2 juin (Arch. nat., AF^{IV}, 1610). *Angel Sodupe à Mariano*, Ceuta, 14 juin. *id.*

résidant à Cadix, croyant qu'il la retenait prisonnière. Il crut devoir y consentir[1] » et fut ainsi victime d'une indigne supercherie. En effet, Morla publia aussitôt un manifeste portant qu'il résultait des conférences de son envoyé avec l'amiral que la rupture avec la France n'étant point formelle et une pétition ayant été adressée à l'empereur en vue de la restitution de Ferdinand à l'Espagne, il fallait attendre sa réponse et ne rien changer aux relations observées avec les personnes de nationalité française ; que si Napoléon renvoyait Ferdinand, on autoriserait sa flotte à sortir du port. « Au surplus, ajoutait-il, *nous n'avons rien à en redouter, bien au contraire, puisque la nôtre ayant changé de position, nous la bloquons*[2]. » La faute de Rosily était capitale, car évidemment, dans la crainte de sacrifier leurs propres vaisseaux les Espagnols n'eussent point osé l'attaquer; la capitulation de l'escadre française devait s'ensuivre quelques jours plus tard.

Sur ces entrefaites, après s'être caché dans la demeure de loyaux Espagnols, Le Roy reçut de Morla promesse de sûreté pour les Français, dont 200 marins de l'escadre en traitement à l'hôpital, et ordre de quitter Cadix. Il se rendit à bord du *Héros*, qui portait le pavillon amiral. Veut-on savoir comment à Madrid fut jugée la conduite de Solano? Notre ambassadeur écrit « qu'il a été victime du mouvement populaire et *semble avoir menacé au lieu de punir ; on l'a prévenu*[3]. » Voilà pour tout panégyrique, et Le Roy est aussi bref : « Son hésitation, sa faiblesse l'empêchèrent d'agir, il se perdit[4]. »

1. *Détails sur l'insurrection de Cadix*, par Le Roy (Arch. consulaires, Suppl., V, 25).
2. *Manifeste de Morla*, 30 mai (Arch. nat., AF^{IV}, 1607).
3. *Laforest à Champagny*, 16 juin (Aff. étr., V, 675).
4. *Le Roy à Champagny*, 5 septembre (Aff. étr., Arch. consulaires). La flotte fut faite prisonnière de guerre. Rosily, son état-major et les officiers débarquèrent à Marseille le 1er septembre, quelques jours avant l'arrivée de Dupont et de la majeure partie de ses généraux.

II

ORGANISATION DE L'ARMÉE D'ANDALOUSIE

La Junte de Séville avait approuvé la nomination de Morla, et comme Castaños s'était rallié au nouveau gouvernement, elle l'investit du commandement de l'armée qu'il s'agissait de rapatrier, de concentrer et d'organiser.

On serait tenté de croire que, dénuée d'armée régulière, détruite ou dispersée en Portugal et en Danemark, l'Espagne n'avait à nous opposer que des corps de volontaires et des guérillas. C'est là une erreur : l'absence de numéros et la désignation des régiments par des noms de villes ou de provinces ne permettent guère de distinguer au premier abord l'ancienne armée des formations postérieures et provisoires. On supposerait aussi gratuitement que l'Espagne était dépourvue de généraux et de cadres, que ses troupes étaient indisciplinées, mal habillées et mal armées, autre erreur qu'un témoin oculaire s'est chargé de réfuter. « On a dit que l'armée espagnole s'attirait les railleries et le mépris des autres nations, que les soldats étaient nus et sans armes, les officiers issus des plus humbles familles. Or, les officiers de l'artillerie et des gardes appartenaient aux familles nobles et opulentes, et ceux des autres armes venaient en majeure partie de la classe des cadets qui devaient faire preuve de noblesse. Personnellement, j'ai constaté qu'en 1808 les troupes étaient bien équipées et bien disciplinées[1]. » Pourtant les officiers de la section historique de Madrid ne partagent point cette

1. Arguëlles, *loc. cit.*, I, 331.

opinion : « Les troupes, affirment-ils, étaient dans un état pitoyable, surtout la cavalerie, à laquelle, sur 16.000 cavaliers, il manquait 5.000 chevaux[1]. »

Au contraire de ce qui se passa en France pendant les guerres de la Révolution, l'armée ne fut ni amalgamée ni embrigadée. Sans doute, dès la fin de 1808, les corps de volontaires doublèrent les forces effectives de l'Espagne ; mais les vieux régiments ne cessèrent point de constituer le noyau des armées, par la raison qu'au début des hostilités les concentrations de troupes se firent sur les côtes et sur les points les plus distants les uns des autres, l'Andalousie, la Galice et la Catalogne, et que la présence de l'armée française au cœur de la Péninsule s'opposa longtemps à leur réunion et aux remaniements qui en eussent été une conséquence inévitable.

Au moment où Castaños prit le commandement de l'armée en voie de formation dans l'Andalousie, celle-ci comptait 29.700 *présents*, dont 4.334 étaient en marche de Badajoz pour la rejoindre. La Junte de Grenade ayant fait cause commune avec celle de Séville par un accord conclu le 11 juin, elle se trouva renforcée de 4.885 hommes aux ordres du général D. Teodoro de Reding, ce qui la porta à 34.600 *présents, tous de vieilles troupes.* Nous conseillons vivement d'examiner à ce sujet le tableau des forces réunies en Andalousie, au mois de mai 1808 ; il répond victorieusement aux allégations intéressées des historiens espagnols.

Un des premiers soins de la Junte de Séville avait été de dépêcher à Gibraltar son premier secrétaire, le lieutenant d'artillerie D. Juan Esteller, pour informer le gouverneur des événements d'Andalousie. Il y arriva le 31 mai « et lui parla confidentiellement des ressources

1. *Historia de la guerra de España, loc. cit.*, 142.

de son gouvernement, qu'il représenta comme considérables en argent et immenses en hommes. Il estimait que l'Andalousie comptait 300.000 hommes et disait qu'en vérité il serait autrement difficile de faire un choix parmi les volontaires que de pousser la population à prendre les armes. L'enthousiasme est général, dirigé par des personnes énergiques et influentes, *et soutenu par le clergé*[1]. »

Apprenant en même temps que Dupont était en marche et sur le point de traverser la Sierra Morena, la Junte donna au colonel D. Pedro de Echavarri, *un très mauvais sujet*[2], le commandement de l'avant-garde du corps d'observation, et concentra dans cette ville la garnison de Ronda et les détachements qui arrivaient de l'Extremadure.

Echavarri ne perdit point un instant. Dès le 29 mai, il lança à l'adresse de l'armée une extravagante proclamation qui, on ne le verra que trop, porta ses fruits. « Soldats ! *le lascif Murat fait fabriquer* 40.000 *carcans pour vous conduire dans le Nord comme les plus immondes animaux*... N'est-il point préférable de verser votre sang pour *la défense de l'Église*, du royaume et de vous-mêmes ?... Douze millions d'habitants vous contemplent et envient votre gloire[3]. » Puis il ordonna la levée en masse et, paraît-il, usa de violence à l'endroit de maintes municipalités. Cette mesure lui fournit 15.000 hommes sans instruction et qui naturellement devaient, à quelques jours de là, se débander au premier coup de canon[4]. De son côté, le colonel Valdecañas rassembla à Luceña un corps de 5.000 volontaires et 400 chevaux, qu'il fit entrer à Cordoue. Le temps pressait, Dupont passait le Guadalquivir ; aussi les troupes de Badajoz et de Ronda étant arrivées

1. *Mém. de Dalrymple*, 26.
2. *Laforest à Champagny*, 4 juin (Aff. étr., vol. 675, Espagne).
3. *Proclamation d'Echavarri*, Cordoue, 29 mai.
4. *Echavarri à Saavedra*, président de la Junte, Ecija, 7 juin.

le 5 juin, sans plus tarder Echavarri porta ses forces sur les hauteurs de la rive droite du fleuve, en face du pont d'Alcolea, et les y retrancha. Outre une nuée de paysans, il avait avec lui le 3e bataillon des gardes Walones, le bataillon de Campo Mayor, le 2e bataillon des grenadiers provinciaux d'Andalousie, un demi-bataillon de Reding n° 1 et un escadron du régiment de la Reine : en tout, 3.100 hommes et 8 pièces de canon.

La conservation du pont d'Alcolea était de toute importance, et la Junte comptait qu'Echavarri s'y maintiendrait assez longtemps pour permettre à Castaños de concentrer ses forces à portée de Séville, qui mettrait à sa disposition les immenses ressources de son arsenal et de ses magasins. Or celui-ci, dont le quartier général était à Algeciras, reçut l'ordre d'y marcher en toute hâte ; arrivé à Xérès, il mit ses troupes en poste, les dirigea sur Carmona et accourut de sa personne auprès de la Junte pour conférer avec elle sur les mesures de défense que comportait la situation. Il apprit alors qu'Echavarri, chassé du pont d'Alcolea et abandonnant Cordoue, avait fait sa retraite sur Ecija, derrière le Genil. Trouva-t-il la position de Carmona aventurée, trop voisine de l'ennemi ? Laissant son avant-garde à Carmona, il choisit Utrera où de jour en jour l'armée d'Andalousie se grossit des régiments venus de Cadix, du camp de San Roque et de tous les points de la côte. Séville se transforma en place de dépôt et centre d'approvisionnement; excellente base d'opérations qui lui fournit par surcroît habillement, armes, munitions et subsistances. « Immense est la foule qui se présente de toutes parts pour prendre les armes. Notre armée campe dans le voisinage de la ville et les troupes réglées s'élèvent déjà à près de 40.000 combattants, plus quantité de régiments de volontaires. Il paraît qu'on projette d'attaquer les Français qui sont à Cordoue et environ, au

nombre de 10 à 12.000 *jeanfoutres*, sous les ordres du général Dupont, et que déjà on les a coupés de la Sierra Morena[1]. » *La Gazette de Séville* renchérit : « Non seulement on complète les vieux corps, on a créé 5 nouveaux régiments d'infanterie. Tous sont bien pourvus d'armes et de munitions ; on envoie des fonds partout. En dépit de l'énorme consommation qui en résulte, nos ateliers, arsenaux et magasins sont en mesure de pourvoir une autre armée, et la nôtre présente en ce moment plus de 60.000 combattants. Si peu de séances d'exercices qu'aient eu les jeunes soldats, ils ont fait des progrès qui frappent d'admiration les vétérans et paraîtraient incroyables à ceux qui ignorent les effets prodigieux du patriotisme[2]. »

Entendez enfin la Junte elle-même : « *Notre armée, en majeure partie composée de vieilles troupes et pourvue de tout ce qu'exigent des opérations actives, est sur le point d'attaquer les Français*. Nous espérons de Dieu être en mesure de les détruire complètement[3]. » En s'exprimant de la sorte, elle infligeait un démenti formel aux allégations des historiens espagnols, par trop intéressés à chatouiller l'orgueil national.

III

DUPONT MARCHE SUR CADIX. — RESPONSABILITÉS DE NAPOLÉON

Dans la deuxième quinzaine de mai, au moment où l'expédition d'Andalousie fut décidée, le *corps d'observation de l'Océan* occupait Madrid et celui *des Pyrénées occiden-*

1. *Seb. Moron à Ant. de Bustamente*, Séville, 18 juin.
2. *Gaceta ministerial de Sevilla*, 8 juin (Arch. de Madrid).
3. *La Junte de Séville à celle des Asturies*, 11 juillet.

tales était échelonné de Vitoria à Aranda. Quant au *corps d'observation de la Gironde*, que commandait Dupont, voici sa situation sommaire au 20 mai :

DIVISIONS	BRIGADES	RÉGIMENTS	EMPLACEMENTS	PRÉSENTS	
				HOMMES	CHEVAUX
État-major général[1]			Tolède	5	330
1re Division Général Barbou	*Pannetier* *Chabert*	Garde de Paris 3e légion 4e légion 4e Suisse	Tolède	6056	»
2e Division Général Vedel	*Poinsot* *Cassagne*	5e légion 3e Suisse 1re légion	Aranjuez	5538	»
3e Division Général Frère[2]	*Laval* *Rostolan*	5e légère 2e Suisse 2e légion	L'Escurial	4424	»
Divis. de cavalerie Général Frésia	*Rigault* *Dupré* *Boussart*	1re prov. de cav. 2e — de — 1re prov. chass. 2e — — 10e dragons	Cantonnée entre Madrid et Tolède	2511	2664
Artillerie, train et génie	....	....	....	1063	1067
			Totaux.	19597	4069

Tout entier à ses illusions, Napoléon n'a entretenu aucune inquiétude au sujet de la Galice et des Asturies, car le grand hôpital de Valladolid, où Dupont a laissé ses malades, se trouve sous la protection de *régiments portugais.* Il ne voit de ce côté qu'une sourde fermentation dont on aura facilement raison. A Bessières qui lui fait part

1. La situation porte 91 officiers, 5 *hommes* et 330 chevaux.
2. La division *Frère* ne rejoignit pas : elle fut remplacée par la division *Gobert*, du corps de l'Océan. La brigade de cuirassiers *Rigault* passa, par ordre du 21 mai, au corps de Moncey et la brigade de dragons *Privé* la remplaça. Le *bataillon des marins de la Garde* fut attaché au corps de la Gironde, en vue de l'occupation de Cadix. Enfin, la *brigade de suisses espagnols* se rendit de Talavera à Tolède, où les généraux *Rouyer* et *Schramm* en prirent le commandement ; elle se composait des régiments de Reding n° 1 et de Preux n° 6, soit 4 bataillons forts en tout de 1.500 hommes seulement, par suite de la désertion.

de ses craintes, il répond : « Parlez haut; envoyez à Valladolid et à Salamanque des prêtres et des chefs de couvents. C'est en parlant haut que vous empêcherez ces gens-là de faire des sottises. Si vous croyez qu'ils ont besoin d'une sévère leçon, etc.[1]. »

Aussi, le 10 mai, après avoir manifesté à Murat « sa grande impatience de voir Dupont à Cadix », ajoute-t-il : *Je vous laisse le maître*, si vous jugez prudent de le faire, *de le mettre en marche avec ses deux premières divisions*, sa cavalerie et la brigade suisse espagnole de Talavera, ce qui doit faire une vingtaine de mille hommes[2]. »

En conséquence, Belliard donne l'ordre de mouvement : le corps de la Gironde partira le 18 et les divisions se succéderont à un jour d'intervalle, suivant un itinéraire fixé[3]. Mais le départ est suspendu, et sur les assurances de Murat qu'il n'y a pas un Espagnol disponible à Valladolid et dans la Galice, qu'il ne s'y trouve que les troupes nécessaires à la défense des ports[4], Napoléon se ravise : « *Je pense qu'une seule division française serait suffisante à Cadix et que l'absence de deux divisions du centre de la monarchie pourrait trop affaiblir l'armée*[4]. » Suit l'ordre de mettre en route Dupont *avec la division Barbou seulement, la cavalerie de Frésia et* 18 *pièces de canon*. Il aura en outre sous ses ordres deux brigades de suisses espagnols, dont l'une est à Talavera et l'autre à Grenade. Junot détachera sur Cadix une bonne brigade d'infanterie avec 10 pièces de canon. Par ce moyen, Dupont aura 9.000 Français avec lui, 4.000 tirés de l'armée du Portugal et 8.000 Suisses[5]. Rien n'est magique

1. *Napoléon à Bessières*, 11 mai.
2. *Napoléon à Murat*, 11 mai.
3. *Belliard à Berthier*, Madrid, 15 mai.
4. *Murat à Napoléon*, 16 mai.
5. *Napoléon à Murat*, 18 mai.

comme les chiffres dans les calculs de Napoléon; Dupont entrera en Andalousie avec 12.000 hommes seulement, car la brigade du Portugal ne pourra pénétrer en Extremadure et les Suisses de Grenade passeront à l'insurrection. Les Suisses? Ils n'en avaient guère que le nom, et l'on a peine à comprendre la recommandation de les faire fraterniser, manger et boire avec les nôtres[1].

Solano l'avait bien dit : « Comme auxiliaires à Cadix c'est trop; *s'il y a d'autres desseins, ce n'est point assez.* » Qui pouvait douter des intentions de Napoléon et du désastre auquel il s'exposait?

Il résulte d'un mémoire anonyme espagnol publié à Valence en 1809, que Murat ayant ordonné au maréchal Moncey de marcher en Andalousie, celui-ci lui aurait répondu : « L'empereur m'a donné ordre d'entrer en Espagne non pour conquérir le pays, mais pour venir en aide au prince des Asturies. Depuis lors, je n'ai reçu d'autres instructions, et témoin d'événements aussi épouvantables qu'inattendus, je n'ai cessé de vous avertir que telle n'était point la conduite à tenir en pareilles circonstances. D'autre part, vous n'êtes pas venu en Espagne muni de pouvoirs suffisants pour que je doive vous obéir sans vous représenter mon caractère de maréchal d'empire. Alors même que nous compterions sur les généraux et les troupes espagnoles d'Andalousie, je ne puis ni me charger de l'expédition sans avoir au moins 40.000 hommes, ni compromettre mon honneur et mon jugement, par la raison que nous ignorons comment nous serons reçus. Il ne faut point tant se fier à notre science et à nos forces; nous sommes si faibles et si dénués de tout[2]! » Cette lettre, dont l'authenticité est à démontrer et dont nous ne

1. *Napoléon à Murat*, 5 mai.
2. *Memoria de lo acaecido en el ejercito de Dupont, por un militar que fué testigo de todo* (Arch. Guerre).

donnons que la traduction, reflète visiblement la situation, et Moncey était assez lié avec le grand-duc de Berg pour se permettre de lui écrire avec tant de hardiesse.

Les ordres de Dupont portaient qu'il se dirigerait sur Cadix et s'y rendrait de sa personne avec toutes ses troupes pour s'emparer de la place[1]. Il partit de Tolède, le 23 mai, avec les divisions Fresia et Barbou, dix jours de biscuit et un troupeau. La division Vedel vint d'Aranjuez l'y remplacer et la division Frère resta à l'Escorial.

L'itinéraire fixé par Belliard faisait arriver le corps de Dupont à Cadix du 17 au 21 juin : il paraît avoir été modifié en cours de route, car il s'y trouvait des *étapes de* 18 *lieues!* La brigade suisse, qui venait la dernière et partait de Talavera, devait marcher sans arrêt pendant dix jours, puis de même pendant neuf, de la Carlotta à Cadix. Telle était l'exactitude des renseignements que possédait l'état-major sur les voies de communication en Andalousie. On marcha comme à l'intérieur, par brigades et en cinq colonnes se suivant à un jour d'intervalle, sans autre incident que la désertion qui se mit dans la brigade Schramm à son passage à Tolède, le 26. Ce jour-là, 6 capitaines du régiment de Reding démissionnèrent et 50 soldats disparurent. « De quelque côté qu'on dirigeât ces troupes, elles s'imaginaient toujours qu'on voulait les conduire en France[2] » ; l'exemple des régiments portugais était là. Pouvait-on décemment reprocher à ces malheureux de se souvenir de leur serment et de refuser de nous suivre ?

Le quartier général atteignit Andujar le 2 juin, et c'est là que Dupont apprit le soulèvement de l'Andalousie. « La division Vedel ne paraît pas très utile à Tolède ; elle serait bien placée à Séville. Je pourrais envoyer des déta-

1. *Napoléon à Murat*, 19 mai.
2. *Rapport de Belliard*, 31 mai (Arch. Guerre).

chements sur tous les points agités... Malgré l'effervescence, je ne lui donne point l'ordre de me joindre, craignant de contrarier les dispositions du prince Murat. Le partisan Echavarri prétend nous disputer le passage du Guadalquivir au pont d'Alcolea. Nous y serons le 7[1]. » A cet effet, les dernières colonnes hâtent leur mouvement pour arriver le 6 à El Carpio, où le corps d'armée doit se réunir avant de se porter sur Cordoue; marches forcées qui achèvent de jeter le désordre dans la brigade suisse déjà si mal disposée, car le 5 à Andujar, le régiment de Preux s'insurge, les soldats enlèvent le drapeau du logement du colonel, et une foule d'officiers et d'hommes désertent[2].

N'osant s'aventurer sur Séville sans savoir ce qui se passe du côté de Jaën et de Grenade, Dupont y détache des partis de dragons qui sont enlevés et massacrés peut-être; de même, le courrier qui porte au général Avril commandant la brigade de renfort attendue du Portugal l'ordre de marcher sur Séville; de même, les dépèches envoyées à Belliard, car la dernière qui parvient à Madrid est du 31 mai. Ainsi, 6.000 Français sont enfermés dans la souricière de l'Andalousie, avec 2.500 suisses espagnols sur lesquels on ne saurait compter, et qui peut-être sont prêts à passer à l'ennemi. Pendant un long mois, jusqu'au 2 juillet, le grand quartier général sera sans nouvelles du corps de la Gironde!

Les dix jours de vivres dont la distribution n'avait été évidemment faite que pour la traversée de la Sierra Morena, étant épuisés, il fallut mettre le pays à contribution, et des désordres de tous genres s'ensuivirent. Un habitant écrit : « Nous avons près d'ici (à Andujar) 13.000 Français qui ravagent les localités, enfoncent les portes des maisons, défoncent les tonneaux des auberges

1. *Dupont à Belliard*, 2, 3 juin; (Andujar. Arch. Guerre).
2. *Dupont à Murat*, Cordoue, 7 juin (Arch. Guerre).

après s'être repus de liqueurs, et volent les bijoux et autres objets que j'omets par bienséance pour le sexe féminin. Ils se font envoyer viande, pain, eau-de-vie, orge, bétail et voitures par les localités qu'ils ne traversent pas et menacent de venir si l'on n'obéit point[1]. »

IV

AFFAIRE DU PONT D'ALCOLEA. — PILLAGE DE CORDOUE RETRAITE SUR ANDUJAR

Quelques mots d'orographie comparée feront aisément comprendre la structure générale de l'Andalousie. Imaginons trois dalles allongées, parallèles et accolées, représentant des compartiments de l'écorce terrestre. Si, par l'effet de pressions latérales, l'effort orogénique soulève les dalles extérieures, la dalle intermédiaire s'affaissera en glissant le long des parois séparatrices. Et si l'une des dalles extérieures est soumise à une action plus énergique (déterminant, par conséquent, un relief plus considérable), la dalle intermédiaire, tout en s'abîmant, s'infléchira vers l'autre.

Entre Lyon et la Méditerranée, les Alpes et les Cévennes représentent deux dalles extérieures par rapport au bassin du Rhône qui est une dalle intermédiaire effondrée. Comme les Alpes sont autrement massives et surélevées que les Cévennes, le fond du bassin est rejeté au pied de ces dernières; d'où il résulte que le Rhône sillonne le socle cévenol et marche sur la cassure séparatrice du compartiment exhaussé et du compartiment abîmé. Il n'est personne qui

1. *Ant. de Parvas à la comtesse R. Isla Fernandez*, Porcuna, 5 juin.

n'ait été frappé, en se rendant de Lyon à Avignon, du spectacle contrastant qu'offrent à la vue les deux versants du Rhône : à droite les escarpes des Cévennes, à gauche un immense glacis entrecoupé de ressauts échelonnés, et couronnés dans le lointain par les masses neigeusse des Alpes. Si nos savants géographes couraient les montagnes, une carte géologique à la main, les causes qui ont imprimé à la région rhodanienne les traits fondamentaux de son architecture ne leur échapperaient point; mais ils n'ont d'yeux que sur les cartes, et encore ont-ils une façon de les étudier qui n'appartient qu'à eux.

Or, même causes et mêmes effets: le bassin du Guadalquivir présente une analogie complète avec celui du Rhône; les Sierras Nevada et Morena figurent les dalles surélevées des Alpes et des Cévennes, et le bassin du Guadalquivir la dalle effondrée de la vallée du Rhône. D'Andujar à Séville, le fleuve côtoie le pied de la Sierra Morena, absolument comme le Rhône accompagne la lisière des Cévennes.

Mais la comparaison peut être poussée plus loin. Le cours du Rhône étant rejeté au pied des escarpes cévenoles, la route naturelle de Lyon à Avignon et Marseille suit la rive gauche, et c'est aussi ce qui arrive pour la route d'Andujar à Séville et Cadix. Supposons qu'une armée s'organise à Avignon pour couvrir Marseille, et que, de Saint-Rambert à Saint-Vallier, la route soit fortuitement obligée de passer sur la rive droite, on comprendra l'importance des ponts de ces deux villes. La route d'Andujar à Cadix présente cette particularité : après avoir suivi la rive gauche du Guadalquivir jusqu'à Alcolea, elle passe sur la rive opposée pendant environ 12 kilomètres, et à Cordoue, franchit de nouveau le fleuve pour gagner Séville et Cadix, sans plus quitter la rive gauche. L'armée de Castaños se formant à portée de Séville, les ponts d'Alcolea et de Cordoue que Dupont devait traverser acquéraient l'importance straté-

gique de ceux de Saint-Rambert et de Saint-Vallier; enfin Séville se substituait à Avignon, et Cadix à Marseille. Dans la réalité, le colonel Echavarri commandait à Alcolea l'*avant-garde* de l'armée d'Andalousie, et c'est sous ce titre que la Junte de Cordoue, pénétrée de la nécessité de défendre ce passage, l'avait désignée.

Le corps de Dupont se trouva réuni à El Carpio dans la nuit du 6 au 7 juin. Un bataillon de la 4e légion passa le Guadalquivir à Montoro, avec mission de marcher sur Alcolea par le chemin qui sillonne les hauteurs de la rive droite et de déboucher sur le flanc des Espagnols au moment où il entendrait l'attaque[1]. Après une halte d'une heure, la colonne se mit en mouvement et arriva, à l'aurore, devant le « pont sans avoir aperçu aucune vedette. Dès que le jour permit de le découvrir, on vit une quantité considérable de bataillons rangés sur les montagnes de l'autre côté[2]. »

Construit en marbre noir et comptant vingt arches, le pont d'Alcolea, un des plus beaux de l'Europe, tire son nom d'un groupe de *ventas* ou auberges situées sur la rive droite. Il se trouve au fond d'une anse très vaste du Guadalquivir, bordée d'un hémicycle de hauteurs qui commandent la plaine où serpente la route. Sur la rive gauche, une série de collines s'étendent comme la corde de l'arc décrit par le fleuve, et la plaine se déroule depuis leur pied jusqu'au pont. Enfin, après l'avoir franchi, la route gravit la côte de la Lancha, que la défense pouvait rallier et sur laquelle il lui était loisible de livrer, en avant de Cordoue, un combat d'arrière-garde.

Une compagnie du bataillon léger de Campo-Mayor, avec 2 pièces de canon, occupait le redan qui servait de tête de pont; les 2 bataillons de grenadiers d'Andalousie et le reste de Campo-Mayor étaient rangés sur la rive droite;

1, 2. *Rapport de Legendre*, Cordoue, 7 juin (Arch. Guerre).

derrière eux, sur les hauteurs, 15 à 18.000 volontaires non exercés s'échelonnaient avec 6 bouches à feu. Le colonel de Valdecañas, ayant sous ses ordres un demi-bataillon de Reding n° 2, un escadron du régiment de la Reine et des bataillons de paysans, s'établit sur les éminences de la rive gauche, pour prendre en flanc l'attaque du pont et obliger nos forces à se diviser.

Il ne faut point s'étonner si le général Arteche s'étend outre mesure sur l'affaire : la terrible et légendaire journée de Cordoue allait commencer. Mais il en fait à tort un combat méthodique, passant de l'engagement de l'avant-garde et de l'artillerie à la lutte finale par l'entrée en ligne de la réserve, alors qu'on ne trouve, dans les rapports de Dupont et de son chef d'état-major, qu'un exemple d'attaque brusquée, unique science, à cette époque, d'un trop grand nombre de nos généraux. On se passait volontiers alors des reconnaissances préliminaires : l'ennemi en vue, on marchait droit à lui et prenait le taureau par les cornes. Nous avons hâte de le dire, une telle méthode était trop dangereuse pour s'être généralisée, bien qu'il faille mettre à sa charge nombre de nos défaites dans la Péninsule, comme Busaco et Fuentes de Oñoro. Dans le cas présent, le Guadalquivir n'étant point guéable, il n'y avait de réussite possible que dans l'enlèvement de vive force du pont.

Pannetier déploya sa brigade en face de la position, et Chabert en deuxième ligne se tint prêt à la soutenir. La cavalerie de Frésia et les marins de la garde furent laissés en réserve. Une violente canonnade commença de part et d'autre. A cette heure matinale, la fumée envahit la vallée au point d'obliger Dupont à faire cesser le feu pour s'assurer si le pont était coupé ou miné. S'étant avancé de sa personne, une balle l'atteignit au ventre, mais ne l'empêcha point de rester à cheval et de donner ses ordres. On sonna alors la charge, et la brigade Pannetier, em-

portant l'ouvrage, passa le fleuve et s'empara d'Alcolea. Campo Mayor et les grenadiers d'Andalousie se défendirent bravement et se retirèrent sur la Lancha, tandis qu'en dépit de tous les efforts d'Echavarri pour les arrêter les paysans s'enfuirent vers Cordoue.

Pendant ce temps, le corps de Valdecañas avait paru sur le flanc gauche de l'attaque. Mais Frésia, soutenu par les marins de la garde, marcha à lui et le culbuta, puis, passant le pont au galop vint prendre la tête de la colonne pour poursuivre l'ennemi. Arteche rapporte qu'ayant rallié les grenadiers d'Andalousie et Campo Mayor sur la Lancha avec les pièces de canon qui lui restaient, Echavarri appela à lui les chefs de corps et tint un conseil de guerre. Le lieutenant-colonel Giron, qui devait à la fin de la guerre, comme général de division, acquérir tant de notoriété, émit l'avis « qu'étant donné le peu de vieilles troupes à opposer et l'inutilité de l'aide que pouvaient apporter les paysans, le meilleur parti était de s'enfermer dans Cordoue et de le défendre, afin de permettre à Castaños de rassembler son armée et de venir à leur secours. » L'avis fut adopté et la retraite se fit en bon ordre ; mais en arrivant, « il fallut user de menaces pour se faire ouvrir les portes. On entra enfin par celle de Madrid et, laissant une compagnie de grenadiers à sa garde, on passa sur la rive gauche du Guadalquivir. Echavarri avait désespéré de pouvoir défendre la ville[1]. » Ainsi s'exprime Arteche, et il faut singulièrement en rabattre, car *le même jour* ledit Echavarri arrivait de sa personne à Ecija, d'où il rendait compte de l'affaire à la Junte de Séville en accusant la débandade des paysans[2]. Le fougueux patriote avait fait 68 kilomètres et couru autrement vite encore que les fuyards. Mais revenons à Dupont.

1. Arteche, *loc. cit.*, II, 205.
2. *Echevarri à Saavedra*, président de la Junte de Séville, Ecija, 7 juin.

« La division de cavalerie se porta vivement sur la rive droite du fleuve pour poursuivre l'ennemi chassé d'Alcolea ; il avait opéré sa retraite sur Cordoue où il tenta encore de se défendre. Il abandonna son camp de baraques situé en avant de la ville et où nous avons trouvé des provisions de toute espèce, des armes de forme bizarre, des piques et des fusils anglais. Arrivés aux portes de Cordoue, nous les trouvâmes fermées et barricadées, et nous fûmes accueillis par une grêle de balles. Les coups de fusil partaient des fenêtres et du haut des remparts. Pour éviter à cette ville les désastres où sa témérité l'exposait, on fit demander le corregidor. On envoya à la porte le prieur d'un couvent pour annoncer les intentions bienveillantes des Français, mais tout fut inutile. Le feu des rebelles continua et nous fit perdre plusieurs soldats et officiers. Alors le canon s'approcha et battit en brèche. Bientôt la porte et les murailles furent enfoncées, les sapeurs de la 4e légion renversèrent ce que le canon avait ébranlé. La ville est ouverte et nos troupes s'y précipitent à travers les coups de fusil tirés du haut des maisons et dans les rues. Ce nouveau combat dure une heure, les rebelles hâtent leur fuite et couvrent en désordre la route de Séville. Il était alors cinq heures après-midi, et les troupes, qui avaient marché toute la nuit, combattaient depuis quatre heures du matin... Je n'ai pas négligé après la victoire de ramener le calme et l'ordre dans la ville, que la populace et les rebelles eux-mêmes voulaient piller. Nous avons eu 80 blessés et une trentaine de morts [1]. »

Ce rapport est du 8 ; mais déjà, la veille au soir, Legendre écrit : « Nos premiers cavaliers qui arrivèrent aux portes furent tués par les fenêtres des maisons ; il fallut enfoncer la porte à coups de canon. L'infanterie entra en ville avec

1. *Dupont à Murat*, Cordoue, 8 juin (Arch. nat., AF^{IV}, 1606).

quelques troupes de cavalerie sous les balles qu'on tirait de toutes parts. Les maisons d'où l'on fit feu furent saccagées, l'évêché, surtout l'Inquisition qui étaient de vrais arsenaux furent ravagés : on fit feu de la cathédrale même, dans laquelle on trouva de la poudre et des fusils. Les troupes passèrent le pont de Cordoue pour aller camper au-delà de la ville dont on fit occuper toutes les portes [1]. »

Entendons aussi le général Marescot qui n'avait aucun commandement et se trouvait là comme spectateur. « Les portes de Cordoue restaient fermées, et les habitants tiraient par dessus l'enceinte. Après une inutile sommation, elles furent brisées à coup de canon : et après un léger combat dans les rues, la ville fut emportée à la bayonnette et pillée. C'est à tort que les Espagnols ont reproché ce pillage, qui est la suite ordinaire des attaques de vive force, après lesquelles on ne peut plus maîtriser le soldat. *Le lendemain* 8, *le général Dupont ordonna la cessation du pillage; mais son ordre a été mal exécuté, et le pillage s'est prolongé pendant plusieurs jours* [2]. » « J'ai eu connaissance qu'il s'étendit sur les couvents *et les églises. L'exécution militaire de la ville a duré plusieurs jours.* Elle s'était laissée prendre d'assaut, et cette exécution était la suite naturelle de ces sortes d'événements, *et l'enlèvement de l'argenterie des églises, une suite tout aussi naturelle ; car les habitants tiraient de dedans les églises comme de dedans les maisons.* J'ai failli moi-même être tué par une décharge de coups de fusil partie des portes de la cathédrale, au moment où j'y passais [3]. »

D'autre part, suivant le lieutenant du génie Thiébault : « Les coups de fusil dont nous étions accablés décidèrent

1. *Rapport de Légendre*, Cordoue, 7 juin (Arch. Guerre) ; — Voyez aussi la lettre de *Dupont à Murat*, du 9 (Arch. Guerre).

2. *Rapport de Marescot*, au lazaret de Toulon, 1er septembre (Arch. Guerre).

3. *Interrogatoire du général Marescot*, 1812 (Arch. Guerre).

le pillage. Le désordre fut à son comble, la résistance avait irrité le soldat livré à lui-même ; et méconnaissant ses chefs, il s'abandonna au pillage et à toutes les horreurs de la guerre. *Les femmes, les vieillards et les enfants, rien ne fut respecté. Deux jours après, des cochons mangeaient le sein des femmes qui avaient reçu la mort dans les rues. Ce ne fut que trois jours après que des compagnies d'élite parcoururent les divers quartiers de la ville pour y ramener l'ordre et y maintenir la police.* Il y eut bien quelques patrouilles, le lendemain du jour où l'on entra dans la ville, mais ces patrouilles entraient et pillaient elles-mêmes dans les maisons, et ce ne fut réellement que trois jours après qu'on prit des mesures sévères pour arrêter le désordre. Le général Laplane fut nommé commandant supérieur de la place[1]. »

Dupont ne cessa de protester et d'assurer que « Cordoue ne fut point livrée au pillage et que le combat fini, tout rentra dans l'ordre. Le soldat ne sortit plus de ses rangs, et deux camps furent formés hors de la ville, de manière qu'il ne resta dans les murs que ce qui était nécessaire pour la police... J'ordonnai dès le lendemain des visites dans tous les équipages et dans les sacs des soldats. Les chefs de corps firent rentrer dans les masses de compagnies l'argent qui se trouva sur le soldat, et il ne s'est trouvé que de très faibles sommes... Je ne suis pas descendu de cheval le jour du combat, avant de m'être assuré par moi-même si tout était rentré dans l'ordre. Les généraux et les autres officiers ont parcouru les quartiers de la ville, le lendemain et les jours suivants. *Il ne peut y avoir eu que quelques désordres particuliers, tels qu'il s'en commet dans toutes les garnisons*[2] ! »

Enfin, voici un dernier et précieux témoignage em-

1. *Relation de la campagne d'Andalousie* (Arch. Guerre).
2. *Interrogatoire du général Dupont*, 1812 (Arch. Guerre).

prunté au *Journal* du général Privé, document de premier ordre qui mérite une confiance absolue. « M. le général Dupont établit un camp en avant sur la route de Séville, et un autre en arrière sur la route de Madrid. Ces dispositions prises, il entra dans la ville qu'il trouva livrée au pillage. Il fit battre la générale ; les soldats sortirent des maisons et furent conduits à leurs corps par les patrouilles qui circulaient en grand nombre dans toutes les rues : des sauvegardes furent placées dans les couvents, devant les églises et chez les particuliers qui en demandaient. Des gardes furent placées à chaque porte de la ville, afin d'en empêcher l'entrée aux Français qui, d'après l'ordre du général en chef, durent rester constamment dans leurs camps. Les excès cessèrent et le calme commença à se rétablir[1]. » Cette déclaration est capitale, et s'il est permis de conclure, on dira que les ordres de Dupont furent méconnus et que les efforts des généraux et chefs de corps demeurèrent vains. Voyez plutôt ce qui se passa à Andujar, à quelques jours de là. La ville se souleva et fit la garnison prisonnière ; dans la nuit du 8 au 9, « le commandant de la place et trois hommes de sa garde qui voulurent résister *moururent* dans la maison de D. Juan de Salazar[2]. » A son retour à Andujar, « en punition, Dupont fit fusiller un homme, et l'on toléra pendant le premier jour un *pillage qui, malgré ses ordres et les soins des autres généraux, se prolongea cependant avec plus ou moins de force à peu près pendant tout le mois qu'on y est resté*[3]. » Pour mettre fin à de telles pratiques, il eût fallu l'implacable rigueur d'un Wellington ; il eût fallu mettre la troupe sur les dents par des appels et des prises d'armes incessants, jusqu'à

1. *Journal du général Privé* (Arch. Guerre).
2. *Lettre espagnole d'Andujar*, 9 juin.
3. *Rapport du général Marescot*, au lazaret de Toulon, 2 septembre 1808 (Arch. Guerre).

ce que les coupables eussent été déclarés ou découverts. Les menaces ne suffisant point, de terribles exemples s'imposaient, et il est certain que Dupont ne montra point l'énergie nécessaire. Combien il y a loin pourtant de sa conduite à celle du général Lechi en Catalogne! Entendez l'agent secret de Barcelone, ce sont les dessous de l'histoire... « Il y a quelques jours, la division italienne a brûlé le village de Martorell. Hier dimanche, j'ai vu dans la promenade publique porter ouvertement le fruit de sa rapine. Des officiers de la même nation portaient à leurs doigts, ou montraient à ceux de leurs femmes les diamants qui avaient été leur partage. On nomme le magasin où le général de cette division a pris son lot... J'ai frissonné d'entendre dans le salon d'un négociant français menacer que Sa Majesté ferait de l'Espagne un vaste cimetière[1]. »

Il ne s'agit point ici de déguiser la vérité et d'invoquer le respect dû à l'histoire pour pallier des actes odieux : on a peine à comprendre que Thiers ait cru pouvoir traiter le sac de Cordoue « d'assertion horriblement mensongère » et affirmer que « le massacre fut nul, excepté à l'égard de quelques insurgés pris les armes à la main[2]. » Arteche est bien trop précis ; après avoir rapporté qu'on vola à la cathédrale les magnifiques couronnes d'or garnies de brillants de la Vierge et de l'Enfant, et que dans le palais épiscopal, crosse, mitre, vaisselle plate, garde-robe, tout disparut, il n'hésite point à dire que l'église de la Fuensanta fut convertie en un lupanar immonde où « les plus pervers assouvirent leur lubricité » ; que, peu d'officiers, affrontant de réels dangers, « parvinrent à sauver leurs protégés de la rage, de la cupidité et de la soif de sang de leurs subordonnés » ; que « toutes les femmes

1. *Ch. R.* (38) à... Barcelone, 8, 10 juillet (Aff. étr., vol. 674 ; lettre chiffrée, Espagne).
2. Thiers, *Consulat et Empire*, IX, 77.

présentant quelques attraits, mariées ou filles, et les religieuses mêmes furent déshonorées par les soldats, etc. [1] » Nous lui laissons l'entière responsabilité d'imputations aussi graves. « Les fonds provenant des contributions et des dons destinés à l'entretien de l'armée de Cordoue, ainsi que d'autres dépôts dont un officier espagnol constata l'existence lorsqu'avec des paysans il s'enferma dans le palais épiscopal pour le défendre, passèrent dans les caisses de l'armée française : en tout 2.500.000 francs. Rien n'était plus naturel en pareilles circonstances ; mais ce qui n'admet aucune excuse et constitue une véritable rapine, ce que les historiens français ont essayé de cacher, c'est le sac des églises et les exactions de quelques chefs dans leurs propres logements. Le général Laplane exigea de son hôte une forte contribution et lui vola 2.000 ducats. Divers autres officiers, aussi peu scrupuleux, agirent de même ; de sorte que le séquestre des fonds et dépôts publics, les contributions de Dupont, les exactions des chefs et le pillage de la soldatesque, engendrèrent un sacrifice immense qui provoqua dans la province et dans toute la monarchie une explosion de colère [2]... » La question serait à résoudre, mais où trouver les preuves? Legendre et Dupont s'en défendirent, les payeurs Plauzoles et Lerembourg furent incriminés de détournements ; mais les archives n'ont conservé aucune trace des poursuites exercées contre ces derniers.

Le « bruit public » n'accusa point Dupont, et pourtant, comme les autres généraux de l'armée d'Espagne, il paraît bien qu'il y vivait en grand seigneur. Nous pouvions en douter, lorsqu'en feuilletant les Archives du Ministère des Affaires étrangères, nous découvrîmes la pièce suivante. Si nous ne poussions jusqu'au scrupule le respect de l'his-

1. 2. *Guerra de la Independancia*, II, 210, 212.

toire, s'il y avait en nous le moindre parti pris de réhabilitation, si nous ne comptions *exclusivement* sur les pièces d'archives pour prononcer dans le débat de Baylen, il nous serait facile de la laisser dans le carton où elle aurait tant de chances de demeurer ignorée! En voici des extraits :

Marquis d'Ordoño à l'ambassadeur Beauharnais

Madrid, 12 *février* 1808.

« Le général Dupont occupe aujourd'hui ma maison à Valladolid, et, en outre des meubles et ornements dont il se sert, il force l'intendant à lui fournir à mes dépens une quantité considérable de bougies pour éclairer les salles, des chandelles et autres ustensiles très coûteux dont les frais ne s'élèvent pas à moins de 25 francs par jour : dépense qui paraît tout à fait étrangère au logement. Il force en outre l'intendant à lui renouveler journellement le linge de table, ce qui rend les frais de son luxe insupportables : et pour pouvoir satisfaire l'exigence du général Dupont, dont le luxe est tel qu'il a mis jusqu'à soixante couverts, l'intendant a dû emprunter des serviettes dans différentes maisons de la ville.

« *Je supporte ces dépenses depuis trois mois* que les généraux français ont toujours logé chez moi. Ce n'est pas ce qui m'afflige et dont je souffre le plus, mais d'être obligé à loger dans une auberge avec mon épouse et une partie de ma famille[1]. » Ainsi le pauvre diable, expulsé de sa maison, n'était même pas invité à la table de celui qu'il défrayait.

1. Aff. étr., vol. 673.

Le payeur Julien de la division Vedel écrit: « *La prise de Cordoue a enrichi toute l'armée.* C'était un trésor formé sur le crédit de l'archevêque et du clergé de la ville, qui devait s'élever, suivant leur souscription, à plus de 8 millions, et nos troupes sont tombées sur cette riche aubaine. Je connais la femme d'un général qui m'a montré pour plus de 30.000 francs de perles et pierres précieuses qu'elle a achetées à vil prix. *Des gratifications considérables ont été données aux généraux et officiers supérieurs, et ils désirent avec empressement trouver le moyen de faire parvenir ces valeurs en France*[1]. » A lui seul, l'archevêque avait donné 1 million pour les rebelles[2]. Sans doute, Dupont réclama plus tard une enquête à Cordoue, et il était facile alors d'y procéder. On allégua même que la municipalité de Cordoue avait donné *quitus*... Encore faudrait-il le montrer, et en bonne et due forme. Malgré nous, il nous revient en mémoire qu'en Catalogne Lechi se faisait remettre de singuliers certificats de bien vivre. L'agent secret Ch. Blondel, qui signait (38), écrit de Barcelone le 8 juillet : « La semaine dernière, *le riche village de Mataro a été livré à la dévastation, au pillage et à l'incendie ; les femmes des couvents de religieuses ont été violées et livrées à la brutalité du soldat napolitain. Ces détails sont vrais, malgré le certificat contraire que les menaces ont obtenu*... » Et deux jours plus tard : « Le général italien dont on parle ci-dessus a reçu la police de la place. L'honneur et la fierté espagnoles s'indignent de ses brigandages et accusent le luxe insolent d'une maîtresse qui l'accompagne. Les charmes de cette femme n'ont pas été indifférents au lieutenant général du royaume espagnol lorsqu'il était en Italie[3]. »

1. *Julien à Conscience, payeur à Vitoria*, Baylen, 6 juillet (Arch. Guerre).
2. *Dupont à Murat*, 8 juin (Arch. nat. AF^{IV}, 1606).
3. *Ch. B.* (38) *à Talleyrand*, Barcelone, 8-10 juillet 1808 (Aff. étr., 671. Espagne).

Un *quitus ?* Où s'en trouvent les garanties en de telles circonstances ? et qui démontrera qu'une dernière violence n'en a point exigé la remise?

Dupont se proposait de poursuivre sa marche, le 9, sur Séville et Cadix ; mais il apprit coup sur coup que les officiers et les soldats voyageant isolément étaient massacrés sur les derrières, que ses courriers étaient dévalisés et assassinés sur les routes, enfin que toute communication était interceptée entre Madrid et Cordoue. Puis, de graves nouvelles lui parvinrent de Séville, et il se trouva subitement condamné à garder la défensive. « Il est très instant que le corps de la Gironde soit réuni. Vous le voyez clairement. Vous savez ce que j'ai. Le Midi demande la principale attention du prince. Il y a à Séville 60.000 insurgés et 18.000 hommes de troupes réglées. Le général Reding commande 14.000 rebelles à Grenade et veut, dit-on, marcher sur nos derrières[1]. » « Je prie Votre Altesse de me rendre les deux divisions du corps d'armée. Cadix nous étant aujourd'hui fermé, il ne faut rien précipiter : la brigade de Portugal ne peut être ici avant le 20. J'envoie au général Vedel l'ordre de me rejoindre le plus promptement possible. Aussitôt son arrivée, je marcherai pour combattre l'ennemi. *Je ne puis le recevoir dans cette position : j'aurais en même temps la ville à combattre*[2]. »

Sa situation à Cordoue était intenable, en effet; de jour en jour l'armée de Castaños se grossissait, et déjà son avant-garde occupait Ecija, à deux journées de marche seulement. Regagner Andujar ou Baylen, s'y couvrir du Guadalquivir et attendre les divisions demandées, rien de plus logique, mais il le fit avec une telle hâte qu'on serait tenté de croire qu'il se crût à la veille d'une attaque générale, et pourtant Castaños ne porta des troupes sur Cordoue

1. *Dupont à Belliard*, 9 juin (Arch. Guerre).
2. *Dupont à Murat*, Cordoue, 9 juin (Arch. Guerre).

que les 20 et 22, *plusieurs jours après son évacuation*[1]! tellement il était lui-même peu rassuré.

Interrogé par le conseil d'enquête à l'effet de savoir « pourquoi, *lors de la retraite qui n'était pas faite devant l'ennemi*, on y avait mis une précipitation et une négligence telles qu'on avait oublié de rappeler des postes, abandonné des malades et laissé 400 prisonniers. » Marescot répondit « qu'il n'avait été lui-même prévenu du départ qu'un instant avant[2] ».

L'armée se mit en mouvement, le 16, à sept heures du soir et marcha toute la nuit ; le 17, elle arriva à Aldea del Rio, et, le 18, à Andujar, où elle s'arrêta après deux étapes d'environ dix lieues. Nous le répétons, rien dans l'attitude de Castaños n'avait été de nature à justifier une mesure aussi hâtive et peut-être *désordonnée*.

En effet, l'enthousiasme général et les forces qui journellement venaient grossir son armée au point qu'il renvoyait dans leurs foyers 12.000 volontaires, n'empêchaient pas Castaños de se renfermer à Utrera dans la plus stricte défensive, et son intention n'était même point de défendre Séville, puisqu'il avait évacué sur Cadix 80 pièces de parc et tout préparé pour brûler le matériel de campagne. Pour peu qu'il fût obligé à battre en retraite, il voulait se replier sur cette forteresse. Encore redoutait-il que l'ardeur du peuple ne la forçât à en sortir pour prendre l'offensive sans attendre la réunion des moyens nécessaires. Ces considérations l'amenèrent même à demander qu'un corps anglais occupât Xerez, assurât ses derrières et couvrît Cadix puis, qu'un autre de 8 à 10.000 hommes débarquât dans ce port[3]!

La première proposition ne sourit nullement au général

1. *William Coxe à Dalrymple*, 22 juin ; et *Journal de Bouligny* (Arch. Nat. AF^{IV}, 1607). C'étaient les divisions Lapeña et Pedro.
2. *Interrogatoire* et *Mémoire du général Marescot*. (Arch. Guerre).
3. *Whittingham à Dalrymple*, 12 juin.

Dalrymple, gouverneur de Gibraltar, car, loin de consentir à une opération avec l'armée espagnole, les Anglais se bornaient à convoiter l'occupation de la place ; aussi échoua-t-elle. Quant à l'autre, la Junte de Séville y opposa un refus catégorique. Un des *missi dominici* dont nous avons parlé, le major Coxe fut chargé de reprendre la question; mais il sentit de suite qu'elle n'avait aucune chance d'aboutir, d'autant que l'Angleterre demandait aussi à garder Ceuta *pro tempore*, sous le prétexte de permettre à l'Espagne d'incorporer sa forte garnison dans l'armée d'Andalousie. « L'occupation de Cadix est un sujet difficile et délicat à traiter. Les propositions directes et réitéréés qui ont été faites d'y opérer un débarquement ont excité l'inquiétude du peuple ; il sera très malaisé de dissiper ses craintes et de le convaincre des motifs honorables et désintéressés qui dictent la conduite du gouvernement anglais. » Et à propos de Ceuta, conversant avec le Padre Gil, le membre le plus influent et le plus fougueux de la Junte, il aborde la question. « Tous les membres de l'assemblée s'y sont opposés, m'a-t-il répondu, en ajoutant confidentiellement que la plus grande résistance est venue du général Morla, qui a déclaré qu'à son avis nulle place espagnole ne devait être livrée à l'Angleterre[1]. »

Finalement, la retraite de Dupont entraîna l'offensive de son adversaire ; offensive hésitante et timorée, car enfin, consultant ses généraux en conseil de guerre et arrêtant avec eux des opérations, Castaños a laissé l'idée d'un chef effacé, sans initiative et fort inférieur à ses lieutenants Reding et Coupigny.

Ici les vieux régiments espagnols entrent en ligne, et dès lors il semble que la campagne d'Andalousie va s'ouvrir à Andujar, et que ce qui précède n'en constitue que le prodrome.

1. *Coxe à Dalrymple*, Séville, 16, 24 et 30 juin.

CHAPITRE III

MADRID, VALENCE ET ANDUJAR

I. La ligne de communications avec Madrid est interceptée. — Massacres dans la Sierra Morena. — Alarmes à Madrid. — II. Maladie de Murat. — Arrivée de Savary : ses démêlés avec Belliard et Laforest. — Départ de Murat. — III. Vedel rétablit les communications. — La division Gobert s'échelonne sur la route de Madrid. — IV. Dangereuse situation de Dupont à Andujar.

I

LA LIGNE DE COMMUNICATIONS AVEC MADRID EST INTERCEPTÉE. — MASSACRES DANS LA SIERRA MORENA. — ALARMES A MADRID.

Après avoir franchi le Tage, les routes de Madrid à Aranjuez et à Tolède se réunissent à Madridejos, d'où, traversant les plaines de la Manche par Manzanarès et Valdepeñas, on atteint à Santa Cruz de Mudela le pied de la Sierra Morena. Ici se présente une particularité : tandis que le versant nord de la chaîne est allongé, l'opposé qui domine le bassin d'Andalousie est court et abrupt, comme si ce voussoir montagneux s'était couché vers le sud dans le mouvement qui a effondré la vallée de la Bétique et, par contre-coup, surélevé le plateau de la Manche et de la Castille. Il en résulte que les affluents du Guadalquivir, tels que l'Almuradiel, loin de prendre naissance sur l'axe orographique de la Sierra rejeté vers le

sud, ont leurs sources au nord de cet axe, et que, pour déboucher dans le bassin, ces rivières sont obligées de le traverser par *brèches ou cluses*. Toutes les chaînes de montagnes d'ailleurs, qu'elles soient granitiques, schisteuses ou calcaires, n'ont qu'un seul type, notre *Jura*, et se composent de chaînons plus ou moins parallèles, plus ou moins allongés, que séparent des combes et que rompent des cluses.

Aussi, en arrivant à Santa-Cruz et voyant se dresser devant soi la muraille centrale de la Sierra, suppose-t-on naturellement que la route d'Andujar va s'y élever vers quelque haute échancrure ou col. Grande est la surprise de descendre au lieu de monter; car bientôt elle s'abaisse pour gagner les bords de l'Almuradiel et longer sa rive droite. Tout à coup, rencontrant l'axe de la chaîne, elle s'engage à travers un cañon ou sorte de Via Mala, le *Despeña Perros*, « étroite crevasse ouverte dans la Cordillère, et qui porte les traces du cataclysme qui lui donna naissance. La forme étrange des rochers leur a fait attribuer le nom de *Gargantas* (orgues) *du Despeña Perros*. Les chênes qui se détachent de leurs fissures et se balancent au-dessus du précipice sous le souffle des tourmentes, le torrent qui roule en mugissant et si resserré qu'il semble interdire le passage, les fleurs enfin, qui poussent partout où il se trouve un peu de terre, offrent un spectacle bien différent de celui qui s'est présenté au voyageur dans les tristes plaines de la Manche. La route est à mi-hauteur sur le flanc droit de la gorge[1]. »

Les couloirs traversés, le terrain se découvre et se dégage, et par Sierra Elena, on gagne Baylen et Andujar, c'est-à-dire le Guadalquivir.

A mesure que Dupont s'avançait en Andalousie, l'in-

1. Arteche y Moro, *Geografia historico-militar de España*, II, 437.

surrection éclatait et s'organisait sur ses derrières. Il n'avait d'autre ligne de communication avec Madrid que par Andujar et le Despeña Perros. La Junte de Jaen se montra prudente, elle attendit que l'armée française fût à Cordoue en présence des rassemblements de Séville pour donner, le 8 juin, le signal du soulèvement. « Il a fallu dissimuler avec les Français, et les ménager tant qu'ils ont été à Andujar; une armée de 9.000 hommes menaçait Jaen, qui n'avait aucun moyen de défense. Maintenant, *que les prêtres lèvent l'étendard de la religion*, que les nobles fassent revivre les grands noms des Guzman et des Fernandez de Cordoue[1] ! »

Et la première prouesse fut le massacre de la nuit du 8 au 9. « Aujourd'hui Andujar s'est soulevé et a proclamé Fernando VII. On a fait prisonnier tout ce qui s'y trouvait de Français. Le commandant et trois hommes de sa garde, qui voulurent résister, *sont morts* dans la maison de don Juan de Salazar. Ceci est arrivé à une heure du matin. A six heures, est entré un courrier français porteur de dépêches au grand-duc de Berg; mis en prison, on a ouvert ses lettres, et on les a lues en public. Dupont demande des secours... Il y a deux jours, on s'est emparé au Puerto del Rey des vivres et des munitions que les Français y gardaient. Sept hommes ont perdu la vie, avec un général, un aide de camp et un colonel : on a fait 34 prisonniers, tant capitaines que sous-ordres, *et le reste, au nombre de 400, battant en retraite, a été passé au couteau à Valdepeñas*. Nous avons déjà 5.000 hommes au Puerto del Rey pour couper la retraite[2] ». Il y a ici quelques erreurs de dates et de lieux assez naturelles, et

1. *Adresse de la Junte de Jaen aux habitants*, 8 juin.
2. *Lettre d'Andujar*, 9 juin. Le Puerto del Rey est un passage à l'ouest, et très proche du Despeña Perros. Vieille route partant de Santa Cruz et aboutissant à Santa Elena par le bourg d'Elviso.

comme nos Archives sont obscures sur ce point, nous préciserons dans la mesure du possible.

Les émissaires d'Echavarri s'étaient répandus jusqu'à Manzanarès, si ce n'est Madridejos, annonçant que les Français massacraient les habitants et dévastaient le pays sur leur passage, répandant des proclamations et appelant aux armes. Le train du quartier général et de la division Frésia avait franchi sans obstacle la Sierra Morena; mais celui de la division Barbou, ainsi que des convois de subsistances et détachements de toutes armes, marchaient échelonnés en arrière. L'insurrection les surprit, et il fut aisé, vu leur faiblesse et leur éparpillement, de s'emparer des uns et d'égorger les autres. Bien certainement, à moins que ses ordres n'aient été enfreints, l'état-major général endossa là une grave responsabilité.

Aucun document, à notre connaissance, ne relate la fin atroce du général René. Il avait quitté Madrid le 24 mai, et se rendait en voiture avec son aide de camp au quartier général de Dupont, lorsqu'en arrivant, le 4 juin, dans les gorges du Puerto del Rey, les insurgés s'emparèrent de lui. « Un écrivain français a dit qu'on le brûla vif. Cela est faux. Conduit à la Caroline et grièvement blessé, il s'élança de sa voiture dans le ravin du Roi. Recueilli le 7, on le transporta à l'hôpital de la Caroline, d'où le 15, à la nouvelle des violences de Cordoue, un capitaine de Sagunto ou de Numancia l'arracha et le ramena à Las Correderas. Finalement, des paysans campés sur le peñon du Pañadero le tuèrent à coups de couteau entre les bras du lieutenant-colonel de Sagunto, D. Antonio Cardos, qui, épouvanté de cet acte de barbarie, abandonna les défilés dont il avait la garde et rejoignit son régiment[1]. » « Les brigands ont

1. Arteche y Moro, *loc. cit.*, II, 441.

commis des horreurs dans cette gorge, écrit de son côté le payeur Conscience ; j'ai vu le cadavre d'un Français rôti et d'autres coupés en morceaux. La caisse de la voiture du général René est encore à Sainte-Hélène, au sommet de la montagne[1] »

Le 5 juin, 2 escadrons de marche de dragons destinés à la brigade Privé furent attaqués au Puerto del Rey et rétrogradèrent sur Santa Cruz, en ralliant à El Viso un détachement de 60 hommes d'infanterie[2]. Chemin faisant, le capitaine Bouzat, qui commandait les escadrons, apprit qu'un convoi de subsistances et les équipages de la division Barbou, sous l'escorte de 3 officiers et 115 hommes de la 4e légion de réserve[3], s'étaient engagés dans les défilés par la grande route du Visillo. Il ne put les prévenir à temps : le convoi fut enlevé et l'escorte massacrée. Bouzat espérait pouvoir coucher à Santa Cruz ; mais les officiers qu'il envoya préparer le logement reçurent une décharge de coups de fusil, et l'un d'eux fut grièvement blessé. Le manque de cartouches rendait sa situation plus pénible encore ; il tourna la ville et bivouaqua à mi-chemin de Valdepeñas, bourg devant lequel sa petite colonne se présenta le lendemain dans la matinée, au moment où le général Liger-Belair débouchait de Manzanarès avec un régiment de marche de chasseurs à destination de la brigade Dupré.

A l'arrivée d'une bande d'Andalous ayant à sa tête un fameux contrebandier, Valdepeñas s'était soulevé et 1.200 paysans armés en gardaient les abords ; les avenues et les rues principales étaient barricadées avec des voitures et des cordes tendues entre les grilles des fenêtres.

1. *Le payeur Conscience à son collègue Julien*, Baylen, 6 juillet (Arch. Guerre).

2. *Rapport du capitaine Bouzat au général Liger-Belair*, 5 juin (Arch. Guerre). Voyez le plan général à la fin du volume.

3. *Situation du C. de la Gironde au* 6 *juillet*. Aux *Observations*.

M. Tascher, adjudant-major du 12e chasseurs, se porta vers les insurgés, qui parurent disposés à entrer en arrangement. Le général demanda l'alcade mayor, D. Francesco Osorio, qui vint, « éperdu, lui dire que sans cesse il avait la hache sur la tête et que son autorité était méconnue. Il l'envoya dans la ville tenter un nouvel effort, employer l'influence du clergé, des femmes... Le curé était absent, bien que ce fût jour de fête... Après trois heures passées en tentatives inutiles, il fallut faire usage de la force. Il entoura la ville de pelotons de cavalerie pour observer et contenir les insurgés et, tout étant disposé, après être allé de nouveau, prévenir lui-même aussi infructueusement les rebelles, qui déjà sonnaient le tocsin, il ordonna l'attaque. Les révoltés rentrèrent de toutes parts se mettre à l'abri dans leurs barricades. Un escadron de chasseurs traversa au galop la grande rue, sous le feu des fenêtres et sabrant tout sur son passage[1]. » Mais c'eût été une opération trop lente que de forcer maison par maison, et comme on ne pouvait plus s'enfoncer dans la ville sans perdre beaucoup de monde, Liger-Belair ordonna d'en incendier la moitié. Les insurgés se réfugièrent dans l'autre ou tentèrent de gagner la campagne par les issues de derrière où les postes les écharpèrent. « Il avait fait quelques prisonniers, et, avant d'attaquer l'autre partie de la ville, il les renvoya offrir le pardon à leurs concitoyens s'ils voulaient mettre bas les armes[2]. » Le capitaine Tascher qui les accompagnait courut des dangers, « mais les habitants honnêtes et les femmes le préservèrent, et bientôt on résolut de se soumettre. Un drapeau blanc fut arboré sur le clocher de la principale église, et le combat cessa[3]. » Liger-Belair vit environ 100 cadavres dans la plaine et dans les rues, mais il ne put savoir combien d'hommes moururent dans

1, 2, 3. *Liger-Belair à Murat*, 7 juin. Bivouac de Valdepeñas (Arch. Guerre).

l'incendie des maisons qu'ils défendaient. De notre côté, il y eut 55 tués ou blessés.

La colonne bivouaqua devant Valdepeñas et se retira le lendemain sur Manzanarès, où Dupont avait établi un hôpital. Dans la matinée dudit jour, le général Roize se présentait aux portes de cette ville avec un détachement de 60 convalescents, dont 20 seulement étaient en état de se défendre et n'avaient en tout qu'une soixantaine de cartouches, lorsque le capitaine Chasseriau, porteur de dépêches à Dupont, accourut à sa rencontre. Arrivé la veille à Manzanarès, il y avait couru les plus grands dangers et n'avait dû la vie qu'au maître de poste et au clergé; le peuple était en pleine insurrection et une grande partie des malades de l'hôpital avaient été égorgés. L'alcade et le curé vinrent assurer le général que le désordre avait cessé et le prier avec les plus vives instances d'entrer. Il s'y décida pour se rendre compte des faits, et voici ce qu'il apprit : La révolte avait été suscitée par un individu venu à cheval de Valdepeñas, la veille, à onze heures du matin, criant que les Français égorgeaient partout les Espagnols. Les habitants, exaspérés, au nombre de plus de 2.000, s'étaient portés à l'hôpital et en avaient forcé les portes; ils avaient blessé une grande partie des malades et tué une douzaine. Les prêtres étaient parvenus à faire cesser le massacre, et ils avaient donné autant qu'ils avaient pu des secours aux malades en les réfugiant chez eux. Le commandant de la place, dont on était sans nouvelles, avait dû périr dans la catastrophe[1]. Enfin, l'après-midi, les autorités le prévinrent que dans la nuit, 1.000 insurgés, dont la moitié à cheval, l'attaqueraient. Et Roize se disposait à rétrograder sur Villaharta, lorsque Liger-Belair le rejoignit; ils se replièrent sur Madridejos.

1. *Roize à Belliard*, Manzanarès, 7 juin (Cf. Arch. Guerre).

Si déjà, depuis le 28 mai, on était sans nouvelles de Dupont, quelles ne furent point les alarmes lorsqu'on cessa d'en recevoir de Roize et de Liger Belair qui étaient chargés de rouvrir les communications ! L'insurrection gagnait la Manche et les courriers étaient arrêtés aux portes mêmes d'Aranjuez ! En l'absence de renseignements certains, l'état-major se vit réduit à accueillir les racontars de paysans au sujet des affaires de Santa-Cruz et de Valdepeñars ; ni Roize, ni son collègue, pensait-on, n'avaient écrit depuis leur départ, et leurs rapports ne parvinrent à Madrid que le 16, *avec près de dix jours de retard !*

On voit par la lettre de Belliard du 9 juin qu'il voulut, « s'il n'avait pas de nouvelles le lendemain, faire partir une colonne mobile sur la route d'Andujar pour savoir enfin ce qui se passait[1] ». Or, de colonne point, sans qu'il soit possible d'en connaître la raison ; on attend, on vit au jour le jour et Murat se borne à demander à l'empereur « s'il ne trouverait pas convenable d'écrire au gouvernement suisse pour obtenir un décret qui ordonnât aux régiments suisses qui se trouvent en Espagne d'obéir aux ordres de Sa Majesté[2] ». Une telle bouffonnerie ne prête moins au rire qu'à la stupeur, car enfin quelle action le gouvernement suisse pouvait-il avoir sur eux, et comment pouvait-il leur ordonner de trahir leur serment ? Et c'est ainsi qu'on se morfond pendant *quinze jours*, en répétant à satiété une sorte de ritournelle : *point de nouvelles de M. le général Dupont !* en récoltant d'absurdes rumeurs qui annonçaient par exemple que le corps de la Gironde était détruit, que le général était prisonnier, qu'on lui avait coupé la langue et les oreilles et qu'on les avait envoyées à Murat dans une

1. *Savary à Berthier*, 30 juin (Arch. Guerre).
2. *Belliard à Berthier*, 13 juin (Arch. Guerre).

petite boîte! Finalement en expédiant officiers sur officiers, sauf à dire que *personne ne revient*.

Par surcroît, une grave maladie de Murat vint entraver la marche des affaires et l'expédition de Valence doubler les difficultés de la situation. Comme l'Andalousie, Valence s'était soulevée, mais sans pouvoir opposer une résistance aussi sérieuse. Secondaire, l'opération méritait d'autant plus d'être ajournée que pour l'instant Madrid n'avait rien à redouter, mais le malheur voulut que Napoléon n'attendît point, pour l'ordonner, d'avoir des nouvelles de Dupont. On vivait au château de Marrac dans un perpétuel mirage. Il y a si loin de Bayonne à Madrid que la situation s'y colorait de toutes les illusions, et qu'aux yeux de l'empereur Cadix et Valence n'exigeaient qu'une simple démonstration militaire. Bien d'autres que nous, sans avoir à leur disposition des documents plus autorisés, mais meilleurs analystes, reprendront les débuts de la guerre d'Espagne; ils marcheront eux aussi de surprise en surprise, et la note dominante sera toujours l'illusion entretenue à Bayonne d'où partent l'impulsion, les ordres, la critique hautaine et sans réplique.

L'expédition fut résolue le 28 mai. « *La nécessité de faire voir mes troupes* et l'agitation de Valence me portent à ordonner que le maréchal Moncey se mette en mouvement pour prendre position à Cuenca. La division Chabran, du corps des Pyrénées orientales, prendra position entre Barcelone et Valence. Si Valence ne se soumet pas, le maréchal Moncey marchera avec sa division et combinera sa marche de manière à arriver à Valence avec la division Chabran, c'est-à-dire avec 15.000 hommes. Pour témoigner de la confiance aux Espagnols et les employer, vous désignerez un général de brigade espagnol, homme dont vous soyez sûr, qui, avec 1.500 hommes

d'infanterie espagnole et 400 chevaux, fera partie du corps du maréchal Moncey[1]. » Or il ne s'agit plus des troupes suisses ; ici, l'empereur entend faire marcher les Espagnols les uns contre les autres « pour leur témoigner de la confiance et les employer. » Ils passèrent à l'insurrection et Duhesme prit sur lui de rappeler la division Chabran, « sentant qu'on allait allumer en Catalogne l'incendie qu'on voulait éteindre à Valence[2] » ; ainsi que Dupont réduit à ne faire aucun cas de sa brigade suisse et privé des renforts du Portugal, le maréchal Moncey se présenta devant Valence *avec la seule division Musnier et une brigade de cavalerie : en tout* 9.000 *hommes!* Il quitta Madrid le 4 juin, et presque aussitôt ses communications furent coupées. Par le peu qu'il en apprit, Napoléon jugea sa marche *lente et ridicule*, et le grand état-major fit chorus, disant qu'il *fallait en finir!* On dut envoyer à son secours la division Frère, qui d'ailleurs ne le rejoignit que le 10 juillet, à San Clemente, dans sa retraite. Moncey s'était heurté, le 28 juin, à Valence et n'avait pu l'emporter ; Murat n'était point parvenu à *lui mettre le feu au ventre*... Combien tout cela est triste !

Somme toute, en fait de troupes espagnoles, il n'y avait dans les royaumes de Valence et de Murcie que 9.000 hommes d'infanterie, 1.200 de cavalerie et 25 pièces de canon. Les places étaient démantelées, les caisses de la trésorerie absolument vides, et « Valence pourtant se moqua des menaces du grand-duc, brûla publiquement ses proclamations et se souleva. Elle envoya 3.000 soldats à Tortose pour contenir Chabran, puis, secondée par 16.000 volontaires sans discipline comme sans instruc-

1. *Napoléon à Murat*. Cf. 30 mai.
2. *Mémoires du colonel Lafaille*, 27.

tion, elle se porta à la rencontre de Moncey et essuya quelques revers ; mais, reprenant courage, elle parvint à le mettre en déroute devant ses murs... Ce jour-là, le vieillard combattit avec autant d'ardeur que le jeune homme; le clergé encouragea les timides et combattit aussi : le sexe faible courut aux batteries et servit les pièces. La Junte suprême se présenta sur les remparts et demanda au peuple sa volonté, et le peuple répondit : « *Guerre ! guerre ! plutôt mourir que de se rendre !* » Le prélat bénit ses vœux, etc.[2]. »

Napoléon dut reconnaître qu'il avait fort mal engagé les affaires d'Espagne ; nous doutons qu'elles aient pu prendre une meilleure tournure ; mais en vérité il faut avouer qu'elles furent autrement conduites partout ailleurs. « L'affaire de Valence n'a jamais été d'aucune considération. On ne prend pas d'un coup de collier une ville de 100.000 âmes qui a barricadé ses rues et mis de l'artillerie à toutes ses portes... *Si on a dirigé le maréchal Moncey sur Valence, c'était à une époque où la situation n'était pas la même*[3]. » En quoi avait-elle changé ? Il ne se cache là que l'aveu d'une folle entreprise, et combien il y a loin d'un tel langage à celui qu'il tenait le 9 juin, où, après avoir informé Talleyrand de *l'entrée de Dupont à Séville*, il ajoutait : *Le maréchal Moncey est entré à Valence. Je vous écris cela pour votre gouverne : gardez-en le secret*[4]. » Le 9 juin ! Avant même qu'il fût parvenu à Cuenca, avant qu'il eût tiré un coup de canon ! Talleyrand devait-il entendre par là que le maître en escomptait la nouvelle ?

On ne peut se défendre d'un sentiment pénible en voyant généraux ou diplomates ne parler que d'insurrections partielles, ne faire nul cas de l'armée espagnole, fragmentée à l'infini sans doute, mais dont les éléments se soudent et vont grossissant de jour en jour, mécon-

naître enfin l'irrésistible puissance d'une nation prête à tous les sacrifices pour assurer sa liberté.

Belliard, Laforest, et bientôt Savary, tous ne s'occupent qu'à flatter l'orgueil de Napoléon, sans qu'il soit possible de connaître leurs sentiments intimes, s'ils mentaient ou s'ils s'abusaient. En gens prudents, ils n'ont rien dit qui les compromette, et c'est en vain qu'on chercherait dans les archives des lettres confidentielles qui montrent s'ils avaient ou non un bandeau sur les yeux. Belliard ne voit en Espagne qu'un ramassis de « canailles » à mettre à la raison, et pour Laforest, « les nouvelles répandues sur la résistance éprouvée par Dupont sont exagérées. La peur bannit toute réflexion, et l'on continue à ne voir que des terreurs à Madrid. L'horizon s'éclairera bientôt[1]. » Mais qu'on ne s'y trompe point, ce n'est là qu'un langage officiel, et tous, petits ou grands, semblent redouter le jugement de l'histoire.

Seul, Joseph aura le courage de dire la vérité, et il sera trop tard... Si critique déjà, car Dupont et Moncey sont engouffrés à l'aventure en Andalousie et dans le royaume de Valence, et Bessières, à Burgos, est au moment d'avoir sur les bras l'armée de Galice, la situation se complique de la maladie de Murat et de la sotte querelle de Savary avec Belliard et Laforest. Puis Madrid s'appauvrit des renforts qu'il est indispensable d'envoyer aux quatre coins de l'Espagne. Or, si l'on ne s'entend pas à Madrid, la direction imprimée de Bayonne y contribue pour beaucoup; à Bayonne, en effet, on ne voit point tant les affaires de plus haut que de plus loin.

L'expédition de Valence acheva de compromettre Dupont; elle détraqua son corps d'armée en lui enlevant la division Frère, et la nécessité de conserver à Madrid des

1. *Laforest à Champagny*, 9, 10 juin (Aff. étr., vol. 675, Espagne).

forces respectables obligea de consacrer la division Gobert au maintien des communications avec Andujar. Dupont pouvait avoir 22.000 hommes *effectifs* sur la ligne du Guadalquivir, il n'en eut que 16 à 17.000.

Au reste, l'interruption des nouvelles ne paraît point avoir provoqué de plus vives inquiétudes à Madrid qu'à Bayonne, où l'on se borna à critiquer l'usage des petits détachements, sans se rendre compte qu'au moment où Murat mit le corps de la Gironde en mouvement sur l'Andalousie, rien ne faisait prévoir qu'elle s'insurgerait et que les convois ou éléments de marche isolés qui le suivaient seraient arrêtés. A Belliard qui l'informe de l'intention du prince de faire partir une colonne mobile sur Andujar, s'il n'a pas de nouvelles de Dupont le 10 juin, Berthier répond : « Il n'est pas extraordinaire que, le 10, on n'en eût pas encore. L'empereur est fâché qu'on n'ait pas marché en masse, et puisque les bataillons de marche ne pouvaient le joindre, il aurait été mieux de les garder. L'ordre a été donné de ne laisser partir aucun homme isolé; sans cela, c'est autant d'hommes assassinés[1]. » Piqué au vif, Belliard s'écrie : « J'ai fait la guerre d'Égypte, je la compare à celle d'Espagne... Aucun détachement ne peut partir de Madrid sans un ordre signé de moi. Je les fais organiser en raison des difficultés qu'ils doivent éprouver sur leur route. Avant leur départ, un officier général en passe la revue pour voir l'état de l'armement et savoir si chaque homme a 50 cartouches dans sa giberne. Je n'ai fait partir pour le corps de M. le général Dupont que deux détachements, l'un de 250 dragons et l'autre de 500 chasseurs, et marchant à un jour de distance. Les commandants de ces détachements avaient reçu l'ordre de prendre avec eux tous les hommes d'infanterie appartenant à la 1re division

1. *Berthier à Belliard*, 13 juin (Arch. Guerre).

sion du général Dupont et qui pouvaient se trouver à Aranjuez[1]. » Que conclure, si ce n'est que les ordres du chef d'état-major étaient enfreints, et que, pour marcher plus à l'aise, la cavalerie laissait l'infanterie isolée en arrière.

Somme toute, l'organisation de l'armée d'Espagne n'était point seule une « pétaudière », mais aussi, paraît-il, le commandement. « Les événements survenus aux petites escortes et aux hommes isolés, affligent l'empereur qui ne peut les attribuer qu'au peu de soin pris par l'état-major de Madrid pour faire exécuter ses volontés. L'interruption des communications du général Dupont était naturelle à prévoir, et il ne fallait pas exposer des détachements de 30 à 40 hommes à être égorgés. Si on avait réuni les détachements par bataillons et escadrons et qu'on eût mis tout cela sous les ordres du général Belair, ces malheurs ne seraient pas arrivés, et ce général aurait communiqué avec le général Dupont[2]. » Il est à peu près certain, pourtant, que Belliard ne méritait point ces reproches; en se défendant, il ne dénonça personne, et il fit bien; une telle conduite eût été indigne de son caractère et n'eût rien réparé.

II

MALADIE DE MURAT. — ARRIVÉE DE SAVARY : SES DÉMÊLÉS AVEC BELLIARD ET LAFOREST. — DÉPART DE MURAT

« Je sors de chez le prince, écrit Laforest le 25 mai. Je l'ai trouvé très souffrant de ce genre de colique commun

1. *Belliard à Berthier*, 23 juin (Arch. Guerre). Ce sont évidemment les colonnes du capitaine Bouzat et du général Belair, qui eurent l'affaire de Valdepeñas.
2. *Berthier à Belliard*, 20 juin (Arch. Guerre).

à Madrid... Je soupçonne qu'il a eu des chagrins cachés. » Et en effet, depuis quelques jours, l'empereur ne cessait de manifester son mécontentement de la façon dont étaient menées les affaires d'Espagne. Il reprochait à Laforest « de flagorner Murat au lieu de l'éclairer, et de l'entraîner à faire des sottises ». Il accusait son beau-frère des retards que la Junte de Gouvernement mettait à demander un nouveau roi et n'entendait point qu'il songeât à ses propres intérêts. « L'Espagne désire le grand-duc moins que tout autre : il n'y a pas une voix pour lui[1]. » Soupçonné de rêver la couronne et de se ménager des partisans, Murat avait répondu « qu'il ne se lasserait jamais de lui dire qu'il fallait nommer le nouveau roi ». « Et ne croyez pas que c'est pour moi que je parle. Mes instances sont indépendantes de tout intérêt particulier. Je ne me consolerai jamais que vous m'ayiez soupçonné d'avoir pu trahir votre confiance et travailler en Espagne pour moi[2]. » Nous ne savons que penser ; la correspondance de Laforest ne laisse absolument rien percer de ces vues personnelles, il faudrait des preuves, et nous n'en avons point.

Quoi qu'il en soit, après une crise si pénible qu'il s'ouvrit à l'empereur sur la nécessité d'envoyer quelqu'un à Madrid ou d'adresser directement ses ordres à l'ambassadeur, Murat se trouva assez bien dans les premiers jours de juin pour le rassurer : « Le bruit de ma maladie n'a pas peu contribué à encourager les malveillants, car on répand partout que j'ai été empoisonné et que je vais mourir... Je serai bientôt en état de remonter à cheval et de reprendre mon autorité[3]. » Une lettre interceptée de Madrid disait fort crûment en effet : « Murat est assez

1. *Napoléon à Champagny*, 17 mai.
2. *Murat à Napoléon*, 23 mai.
3. *Murat à Napoléon*, 5 juin,

mal. Que Dieu nous en débarrasse, ou le diable! » Mais ayant eu l'imprudence de se mettre une heure au balcon de son appartement pour voir manœuvrer la garde impériale[1], son état ne cessa d'empirer et son moral de s'abattre. « Il est obsédé des plus funestes pensées, se croit en danger et déplore le malheur de mourir loin de son auguste épouse et des princes ses enfants. Il ne voit de guérison que dans le plus prompt départ pour la France et gémit à chaque heure de délai. Les affaires du gouvernement l'importunent; il ne veut pas qu'on l'en entretienne. Il n'ouvre l'oreille qu'aux rapports militaires[2]. » « Les ministres font des doléances continuelles sur la stagnation des affaires les plus urgentes. Il n'a admis personne aujourd'hui. Belliard a cru devoir différer jusqu'à demain de lui proposer de signer l'ordre qui nous permettrait de le suppléer[3]. »

Mais ce n'eût été là qu'une mesure provisoire, et le 11 juin Berthier avisa Belliard que l'empereur venait d'ordonner au général Savary, son aide de camp, de partir de suite « pour être le *lieutenant du grand-duc*. Il a sa confiance pour mener les *affaires civiles et militaires*.

« Sa Majesté veut que vous expédiiez et signiez comme à l'ordinaire tous les ordres pour l'armée, d'après ceux que vous donnerait le général Savary *quand le grand-duc ne pourra pas vous les donner lui-même, de manière que le maréchal Moncey, le général Dupont et les autres généraux ne s'aperçoivent pas quand ce sera le grand-duc ou le général Savary qui aura ordonné les dispositions que vous aurez expédiées*[4]. » Et de son côté Napoléon informa son beau-frère que Savary « *l'aiderait afin qu'on n'ait à lui parler que d'affaires importantes*, qu'il avait longtemps

1. *Rapport médical de Larrey*, 7 juin (Arch. Guerre).
2. 3. *Laforest à Champagny*, 8, 11 juin (Aff. étr., vol. 675, Espagne).
4. *Berthier à Belliard*, 11 juin (Arch. Guerre).

causé avec lui sur la situation militaire de l'Espagne[1]. » La mission était aussi peu précise que délicate ; mais comme évidemment elle chatouillait l'amour-propre d'un simple divisionnaire appelé, fût-ce en cachette, à donner des ordres à des maréchaux, Savary arriva le 15 juin à Madrid, convaincu qu'il devait du premier coup substituer son autorité à celle de Murat et parfaitement disposé à le faire. De là des froissements et des conflits qui embrouillèrent des affaires qu'il eût fallu, au contraire, faciliter.

Un très bel appartement lui fut donné, mais il ne s'en contenta point. « Comme il s'annonçait venant remplacer le lieutenant général du royaume et voulait parler aux yeux », il s'installa dans le palais même de Murat et ordonna que le service marchât comme lorsque le grand-duc était présent. C'était inconvenant et cela étonna beaucoup. « Il voulait qu'on lui présentât les grands, les ministres, les membres de la Junte. Tous se tinrent à l'écart. Il s'en aperçut et l'aigreur remplaça les préventions. Son humeur contre l'Espagne augmenta... Tout cela produisit un effet déplorable[2]. » Mme d'Abrantès, d'ailleurs, a dépeint d'un mot le faste de Savary : « Son échanson lui servait à boire à genoux ! » Bref cet homme est grisé ; il se croit seul à la tête des affaires d'Espagne et froisse les sentiments de l'ambassadeur et du chef d'état-major. Au moins en ce qui concerne les maréchaux, dont sa fausse situation le met en demeure de diriger les opérations, il a peine à céler son orgueil et sa jalousie et se retranche derrière les ordres de l'empereur. « Assurément il ne devait pas être agréable à aucun maréchal de France d'avoir à obtempérer à ce que je prescrivais, mais peu importait alors aux affaires l'amour-propre offensé de *ces*

1. *Napoléon à Murat*, 13 juin.
2. *Laforest à Champagny*, 25 juin (Aff. étr., vol. 675, Espagne).

messieurs. Je le savais, je le voyais, *et si un seul, quel qu'il fût, avait méconnu la déférence qu'il me devait, j'aurais su me servir de mon autorité pour l'en faire repentir*, et l'empereur m'eût approuvé[1]. » Ainsi parlait le « gendarme à tout faire, l'homme qu'il fallait constamment corrompre ». C'était là un langage que rien dans la conduite des maréchaux ne l'autorisa à tenir et dans lequel on ne saurait voir qu'une indécente bravade.

Tandis que Murat gémit sur son lit de douleur, trois hommes, animés de sentiments absolument opposés, se confinent dans les droits que leur confèrent les charges dont ils sont investis. Belliard entend ne point se départir des instructions de Berthier et n'avoir affaire à Savary que lorsque Murat sera dans l'impuissance de lui donner ses ordres ; Laforest invoque son caractère d'ambassadeur et le rôle de « contrepoids » que Napoléon lui a assigné. Pour Savary, se substituant au grand-duc, il veut gouverner l'Espagne, commander l'armée, tout en se rendant compte « qu'il n'a ni pouvoirs, ni ordres, ni commission, mais *le mot de l'empereur*, et c'est assez[2]. » Dès le lendemain de son arrivée, il commence à se plaindre : « Le prince est toujours souffrant et ne peut nullement s'occuper d'affaires ; il désire beaucoup l'arrivée du roi, afin de s'en aller prendre les eaux. Vous auriez de la peine à le reconnaître : je me trouve chargé de sa besogne et éprouve déjà les petites contrariétés de la part des personnes dont les amours-propres sont choqués. Cela ne m'arrêtera pas, je vous en réponds, et le service de l'empereur marchera avant toutes les petites considérations particulières[3]. » Et le 19 : « Depuis que je suis ici, je n'ai lu aucun rapport, aucune dépêche ni de l'armée ni de vous. Si on me les communique, ce n'est qu'après avoir été à la campagne

1. *Mémoires de Savary*, III, 430.
2. 3. *Savary à Berthier*, 19 juin (Arch. Guerre).

de Chamartin, où est le grand-duc, pour savoir s'il est en état de s'occuper et si le cas arrive, je suis étranger aux affaires, ce jour-là; si le hasard veut que le grand-duc soit malade, le général Belliard reste à sa campagne jusqu'à huit heures du soir, et ce n'est qu'à dix heures du soir que l'on m'apprend ce que j'aurais dû savoir à dix heures du matin pour y réfléchir, prendre des dispositions et vous en informer par le courrier de minuit[1]... » Mais ce n'est rien encore : le conflit prend sans plus tarder un caractère d'une extrême violence, car Savary s'oublie jusqu'à accuser Belliard d'usurper les pouvoirs du lieutenant général du royaume et de les réunir à ceux du chef de l'état-major général de l'armée. Sa lettre du 20 jette une telle lumière sur la situation qu'il est impossible d'en rien retrancher. « Le général Belliard sort de chez moi pour me signifier que le grand-duc se portant bien, il avait travaillé avec lui et allait faire opérer le mouvement qu'il lui avait ordonné; que, *comme je n'avais été envoyé ici avec aucun caractère, il n'avait rien à me déférer*. C'est la première fois que l'on m'a fait un pareil compliment. Je n'avais pas prévu que cela irait si loin, et le zèle avec lequel je suis venu ici ne méritait pas cet accueil.

« *Le général Belliard, qui parle ici au gouvernement espagnol au nom du lieutenant général du royaume dont il a réuni les pouvoirs à ceux de chef de l'état-major de l'armée*, ne me rend aucun compte, ne me communique rien que par conversation et *a déjà peur que je ne vienne à lui enlever la gloire de soumettre en six semaines des insurrections de canailles qui ne devraient pas durer quinze jours avec de l'activité.*

« Voici le raisonnement que je lui faisais : *Puisque le*

1. *Savary à Berthier*, 19 juin (Arch. Guerre).

maréchal Moncey a été assez timide pour ne point s'approcher seul de Valence et qu'il demande à cor et à cri la division Chabran, comment pouvez-vous espérer qu'il marchera seul lorsqu'il saura que cette division a été appelée à une autre destination? Vous me direz cent fois que vous lui en avez envoyé l'ordre, mais vous voyez bien que c'est *le nombre des rebelles qui lui fait peur.*

« Il faut faire faire à la division Frère un mouvement décidé sur le corps de Moncey. Tout le talent de cette espèce de guerre est d'aller vite en besogne. Je vous prédis que, si vous ne prenez pas ce moyen, Moncey ne sera pas à Valence le 1er juillet. On m'a répondu là-dessus : *Tant pis pour lui, il en a l'ordre!*

« J'ajoutai que si le cas arrivait que l'on fût obligé d'échelonner encore le général Vedel qui marche sur Dupont, on pourrait sans inconvénient le faire avec des troupes d'ici. *Le général Belliard m'a donné pour toute réponse que je ne commandais point l'armée...*

« Il est donc inutile que je me mêle de rien, et je vous donne ma parole d'honneur que si je n'étais animé pardessus tout du désir de servir l'empereur et persuadé que le grand-duc peut être sérieusement malade d'un jour à l'autre, je prendrais demain un bidet de poste et je retournerais à Bayonne. Je ne vous dis pas la moitié de l'humeur que j'éprouve de voir comment les choses vont ici. Je ne vois le général Belliard que quand j'ai la complaisance d'aller chez lui ou quand le hasard me le fait rencontrer chez le grand-duc... Tant que le grand-duc continuera à commander, je n'aurai rien à dire; mais, le cas contraire arrivant, *devrait-il en coûter le plus grand événement au général Belliard, je lui ferai voir qu'il n'y a qu'un insensé qui peut supposer que j'ai pris sur moi de venir extorquer un commandement supérieur en Espagne*[1]. »

1. *Savary à Berthier*, 20 juin, à minuit (Arch. Guerre).

On observera qu'à ce moment il ne s'agissait point encore de renforcer Dupont, mais de rouvrir ses communications avec Madrid en échelonnant la division Vedel sur ses derrières. C'est un point à noter, et sur lequel on reviendra, tant il est vrai qu'avant tout la perte de ce général résulta non point des fautes tactiques qui lui ont été reprochées et qu'il n'eût point commises s'il avait eu son corps d'armée réuni, mais de l'abandon où il fut laissé, ou, si l'on préfère, des demi-mesures par lesquelles on crut, à Madrid, avoir subvenu à ses besoins et paré aux dangers de sa situation.

Laforest n'avait point hésité à s'en ouvrir avec Savary sur les difficultés qu'il allait rencontrer ; peu d'heures après son arrivée, il lui avait représenté « qu'à moins de se faire déléguer des pouvoirs de lieutenant général, il risquait de se compromettre[1]. » Mais n'était-ce point à l'empereur à prendre un parti, en présence des alternatives de retour à la santé et de rechutes de son beau-frère, et surtout de l'étrange système de commandement qu'il venait d'introduire en Espagne dans un moment aussi critique?

Au point de vue militaire comme au point de vue philosophique, cette guerre déconcerte les idées reçues et n'a aucun rapport avec les relations qui en ont été données. On constate, on ne peut expliquer ; la cause est criminelle sans doute et les mesures qui s'y rattachent, les espérances qui s'y fondent, tout porte un caractère anormal et injustifiable : comme si, impatiente de prévenir le verdict de l'histoire, l'expiation les marquait déjà du sceau de l'impuissance et de la déraison.

Fort de la confiance de l'empereur et de ses instructions verbales, Savary passa outre aux représentations de Laforest, de sorte que, sur ses difficultés avec le chef

1. *Laforest à Champagny*, 25 juin (Aff. étr., vol. 675, Espagne).

d'état-major, s'en greffèrent d'autres avec l'ambassadeur, à qui il reprocha son formalisme et ses ménagements pour les Espagnols. De jour en jour, la situation de Murat s'aggravait, on s'attendait à une issue fatale, et l'autorisation de rentrer en France n'arrivait point. « Ce matin, son état était si sérieux que l'on m'a appelé pour en juger : il n'a pu ni me parler ni me reconnaître, il était presque au plus mal. Il n'y a pas beaucoup de différence de l'état de mort à celui dans lequel il est encore, cette après-dînée : les médecins ne veulent rien prononcer et ordonnent qu'il soit transporté... Il ne peut plus supporter le bruit que font les bottes en marchant dans son appartement, ni entendre remuer un papier sans entrer presque en convulsions[1]. » « On ne peut, sans une vive douleur, considérer ce prince si brave, si actif, si passionné pour le service de l'empereur, aujourd'hui la tête appuyée sur ses mains, n'ayant qu'une idée fixe, ne parlant que de fuir une atmosphère qui le tue, dégoûté de tout aliment comme il l'était de toute affaire, et accusant ceux qui le retiennent de vouloir sa mort. On est réduit à mille expédients pour le tromper. On lui fait voir des préparatifs... Les médecins attestent que ses forces ne peuvent tenir plus d'une semaine contre une agitation d'esprit aussi ingouvernable[2]. » Redoutant de voir le gouvernement désemparé, Belliard est décidé à annuler les ordres de départ qu'il donnera ; et, en effet, « le prince est la seule autorité légale, reconnue, obéie. Nous n'avons besoin que de son nom. Présent, il est censé ordonner ; absent, il ne peut déléguer[3]. » « Veuillez conjurer Sa Majesté, écrit confidentiellement Laforest, de nommer immédiatement un nouveau lieutenant général, si le roi ne peut être en Espagne *dans six jours au plus tard*. Elle croit peut-être

1. *Savary à Berthier*, 22, 27 juin (Arch. Guerre).
2, 3. *Laforest à Champagny*, Cf. 23, 25 juin (Aff. étr., vol. 675).

avoir pourvu à nos embarras en envoyant à Madrid M. le général Savary. Je le suppose très sage dans sa correspondance. Il m'en coûte beaucoup de vous prévenir qu'il ne l'est point autant dans sa conduite et ses discours... Votre Excellence a remarqué que les meneurs de l'insurrection prétendent, dans leurs publications, que bientôt Sa Majesté sera obligée de détourner son attention de l'Espagne pour faire face à une nouvelle guerre contre l'Autriche et la Russie. Nous avons soin que les gazettes reviennent sur les relations amicales de la France et de la Russie. Le général se moque de ces ménagements ; il répète journellement que les affaires du Nord forcent Sa Majesté à se presser. *Il parle sans cesse avec une espèce de fureur de pillage, d'incendies et de massacres, et ces propos sont entendus* par de jeunes officiers indiscrets, par des domestiques, par des Espagnols : *ils circulent et font frissonner sans rendre plus soumis*[1]. »

Une scène violente éclate le 24, et comme les acteurs la rapportent diversement, nous mettrons en regard leurs versions :

« Hier soir, l'esprit échauffé d'un mauvais travail de l'intendant de l'armée, le général Savary m'a interpellé de le faire exécuter sans délai et s'est livré à sa fougue habituelle. Je ne savais même pas ce dont il s'agissait : je demandai à connaître

« On me jette des chats aux jambes, au lieu de m'aplanir le chemin. Il y a une demi-heure, dans le bureau du général Belliard, en présence du général Grouchy et de M. de Fréville, je demandai à M. de Laforest comment il fallait faire pour obtenir du gouvernement espagnol qu'il fît prêter au trésor royal par la ville de Madrid une portion déter-

1. *Laforest à Champagny*, Cf. 23, 25 juin (Aff. étr., vol. 675).

le travail et à y réfléchir pendant la nuit. J'observai qu'en s'y prenant bien, nous avions obtenu jusqu'ici des autorités espagnoles tout ce qu'il était possible qu'elles donnassent. Le général s'est oublié, il oublie mon caractère, il oublie le zèle amical que je lui ai toujours montré, il me taxe de protéger l'Espagne contre les volontés de l'empereur. Les généraux Belliard et Grouchy et le maître des requêtes Fréville étaient présents[1]. »

minée des recettes de la ville provenant des droits d'entrée, parce que, d'après un travail fait avec M. Denniée, celui-ci me démontrait que, sans trop se gêner, la ville de Madrid pourrait prêter au roi d'Espagne plus de 130.000 francs par mois, qu'on affecterait au service de l'armée, qui ne va réellement pas bien.

« *M. de Laforest m'a répondu d'un air menaçant qu'il était l'homme de confiance de l'empereur et envoyé par lui pour empêcher les extorsions, pour défendre les Espagnols contre les vexations*. Avec ce raisonnement-là, M. Denniée n'aura pas un sol à faire donner demain aux fournisseurs espagnols...

« Un ministre purement diplomate comme M. de Laforest ne comprend pas ce langage-là[2]. »

Savary ajoute : « On ne me fait plus de difficultés pour les affaires militaires, parce que personne n'aime la responsabilité ; cependant vous seriez dans l'erreur si vous étiez persuadé qu'on me voit avec plaisir ici. Il faut absolument que j'aie occasion de me servir de quelques divisions de l'armée pour acquérir *mon droit d'aînesse que je ne me sens disposé à céder à personne*. D'un autre côté, c'est tout au plus si les Espagnols ne m'insultent pas :

1. *Laforest à Champagny*, 25 juin (Aff. étr., vol. 675).
2. *Savary à Berthier*, 24 juin (Arch. Guerre).

mais Votre Altesse peut être sans inquiétude, s'ils me font le plaisir de se révolter, ils se[1]... » « Bref Laforest « veut gagner des cœurs : moi je lui réponds que je n'en voudrais pas de mille au prix de la ration de vin d'un soldat. Aussi ne suis-je pas content de la manière dont il s'explique sur les craintes que lui fait concevoir mon séjour ici[2]. »

A la suite d'une franche explication, tout s'arrangea dans les premiers jours de juillet, au point que Laforest exprima « le regret d'en avoir désespéré trop tôt » ; mais néanmoins Belliard garda rancune, car les choses étaient allées si loin que Berthier avait cru devoir s'interposer. A quelle lettre du ministre Belliard répondait-il ? « Vous me donnez de l'eau bénite de cour. Vous savez que je n'en fais pas usage... Pour le service de l'empereur, il n'est sacrifice que je ne fasse. Toute prétention est mise de côté pour éviter les tiraillements. *Soyez assuré que, malgré ce qui s'est passé, je serai avec le général Savary, sous les rapports de service seulement, comme j'étais avec le grand-duc*[3]. » Il avait bien fallu spécifier la mission de Savary et mettre les points sur les *i*. Qu'avait-on attendu ? La lettre du 24 juin de Berthier à Murat ne dut parvenir à celui-ci que l'avant-veille de son départ ; elle contenait un reproche indirect au chef d'état-major, et qu'il sentit bien : « Sa Majesté ne peut pas se dissimuler que, dans les moments où votre maladie vous a empêché de prendre connaissance des affaires et de donner vos ordres, *les affaires ont été paralysées*[4]... » Belliard savait à quoi s'en tenir ; déjà, le 16, on n'avait point craint de lui rappeler l'étendue de ses devoirs dans les circonstances difficiles où il se trouvait : « Un général en chef peut tomber malade, et

1. *Savary à Berthier*, 24 juin (Arch. Guerre). La suite de la lettre manque.
2. *Savary à Berthier*, 23 juin (Arch. Guerre).
3. *Belliard à Berthier*, 29 juin (Arch. Guerre)
4. *Berthier à Murat*, 24 juin (Arch. Guerre).

l'institution des chefs d'état-major a pour but de continuer la direction des opérations, de les ordonner en son nom. L'empereur voit avec peine que *vous vous regardez plus comme un homme de bureau que comme un chef d'état-major, homme de guerre actif*[1]. » Une telle situation, après tout, qui l'avait créée et prolongée? Si les affaires allaient mal, si Dupont, Moncey et même Bessières se trouvaient compromis, à qui la faute?

Finalement, Murat partit pour la France le 29 juin, *deux heures après sa permission.*

« Tout était préparé, Son Altesse a eu la bonté de nous faire donner lecture d'un décret et d'une lettre qu'elle adresse au gouvernement, ainsi que d'une autre lettre à M. le général Savary, et elle est montée en voiture. Mgr le grand-duc est censé aller au-devant du roi. Son Altesse pourvoit au commandement de l'armée française et à la question des affaires du gouvernement espagnol. Cette démarche m'avait constamment paru indispensable[2] ». « *L'insurrection active est en baisse*, et ne peut, même en Andalousie, se soutenir longtemps. Le roi viendra bientôt et *l'insurrection passive se rattachera au gouvernement.* On verrait déja de grands progrès s'il n'y avait pas autant de mauvaise honte, de mauvaise volonté, de peur même dans les provinces qui conservent, *on ne sait pourquoi, leurs juntes séparées.* La haine féroce du bas peuple contre les Français et l'ignorante vanité des grands éloignent le retour à l'obéissance, jusqu'à ce que paraisse l'autorité dont le nom est vraiment magique en Espagne : *El Rey*[3] !

1. *Berthier à Belliard*, 16 juin (Arch. Guerre).
2. *Laforest à Champagny*. 29 juin (Aff. étr., vol. 676).
3. *Laforest à Champagny*, 1er juillet (Aff. étr., vol. 675, Espagne).

III

VEDEL RÉTABLIT LES COMMUNICATIONS
LA DIVISION GOBERT S'ÉCHELONNE SUR LA ROUTE DE MADRID

En débouchant des gorges du Despeña Perros, la route de Madrid à Séville, l'*Arrecife* des Espagnols, longe une arête assez étroite qui, à la Caroline, se bifurque pour embrasser la vallée du Guadiel en projetant vers le Guadalquivir deux rameaux soutenus et fort accidentés : à l'est, celui de Linharès que sillonne le chemin de la Caroline à Mengibar et Jaën ; à l'ouest, celui de Baylen sur les flancs duquel l'Arrecife décrit sa marche sinueuse et entrecoupée de défilés. Symétriquement situés par rapport au Guadiel, Baylen et Linharès sont les clefs de la défense de la Sierra Morena du côté de l'Andalousie, par la raison que toutes les voies de communication s'y concentrent avant de se réunir en une seule à la Caroline, c'est-à-dire à l'entrée du Despeña Perros.

A Baylen, en effet, convergent la route d'Andujar et celle de Jaën par Mengibar ; à Linharès, les chemins de Mengibar et de Baëza. De Linharès enfin on gagne l'Arrecife à Baylen, Guarroman et la Caroline. En se bornant à occuper Andujar, Baylen et Mengibar, Dupont se fût exposé à voir la route de Madrid coupée sur ses derrières à la Caroline, et cela non seulement depuis Linharès mais depuis Ubeda, car un chemin conduisait directement de ce bourg à la Caroline par Vilches. Il ne suffisait donc point de tenir Linharès, il fallait avoir des détachements à la Caroline. « Si l'ennemi fait un mouvement sur Ubeda pour gagner Linharès ou la Caroline, il faut bien vite se porter en force et avec du canon sur le point essentiel de la Caroline, qui est

la clef de tous les chemins de la Sierra. C'est une position à ne jamais abandonner. Je t'ai engagé à y faire construire quelques ouvrages; fais-y venir tout ce que tu as laissé en arrière, à marches forcées. Tu sens comme moi l'importance de la Caroline[1]... »

Le Guadalquivir était alors guéable en une foule de points et notamment à Mengibar, Espeluy et Villanueva; mais le seul pont était celui d'Andujar, car Dupont avait fait sauter deux arches de celui de Marmolejo, afin d'assurer sa droite.

Andujar est une ville ouverte de 6 à 8.000 habitants, située sur la rive droite du Guadalquivir, dans un entonnoir, et dominée de toutes parts. Les approches en sont favorisées par de vastes plantations d'oliviers. « Il serait difficile, dit Thiébault, de se rendre compte pourquoi on y prit position. La tête de pont qu'on fit tracer sur la rive gauche était impossible à défiler par la proximité des hauteurs et ne remplissait aucun but, puisqu'on passait facilement le fleuve à droite et à gauche du pont. Aussi cet ouvrage a-t-il excité avec raison les plaisanteries de l'armée. Nous étions évidemment trop éloignés du défilé de la Sierra Morena et nos faibles régiments de cavalerie ne pouvaient éclairer le fleuve assez loin[2]. » D'autre part, « les greniers étaient vides, la récolte ne se faisait pas et allait être perdue[3]. » Les habitants étaient parmi les rebelles ou dispersés dans les montagnes, et Dupont avait dû organiser « dans chaque régiment une compagnie de moissonneurs[4] » qui allait moudre le blé au moulin de Baltuano, situé à 2 lieues en amont d'Andujar. « La ration fut bientôt réduite à moitié, et plusieurs fois il n'y eut pas de distribution. Vainement, pour se procurer des vivres, s'empara-t-on momentanément de Jaën ; à peine en était-on

1. *Dupont à Gobert*, 14 et 17 juillet.
2. *Relation de la campagne d'Andalousie* (Arch. Guerre).
3. *Legendre à Belliard*, 28 juin (Arch. Guerre).
4. *Dupont à Belliard*, 8 juillet (Arch. Guerre).

parti que les paysans armés y rentraient. Une température brûlante, constamment soutenue à 36° et insupportable aux Espagnols eux-mêmes, augmentait journellement le nombre des malades. Des sentinelles tombaient mortes de chaleur. On nous tuait ou blessait tous les jours du monde dans les reconnaissances : l'hôpital se remplissait[1] », et l'on manquait même de médicaments et de linge pour les pansements, car « les voitures d'ambulance avaient été enlevées par les insurgés dans la montagne[2] ». « Les généraux paraissaient avoir peu de confiance dans la position d'Andujar ; et lorsqu'on conseillait à Dupont d'aller prendre la position importante qui défendait les gorges du Puerto del Rey, *il répondait qu'il avait l'ordre de tenir à Andujar*[3]. »

A la suite des massacres des 4, 5 et 6 juin au Despeña Perros, à Santa-Cruz et à Manzanarès, Liger Belair et Roize s'étaient retirés sur Madridejos. D'ailleurs, faute d'armes et de munitions, ils ne pouvaient continuer leur route. Enfin, le 15, la division Vedel eut ordre de quitter Tolède pour se rendre à Andujar, où elle devait arriver le 25. En même temps, le parc de réserve se rendit à Aranjuez, où le général Lagrange vint prendre le commandement de la place, et le 6e provisoire d'infanterie, de la division Gobert, fut appelé à Madrid.

En passant à Madridejos, Vedel recueillit le général Boussart avec le 6e dragons et la colonne de Belair formée des régiments de marche de dragons et chasseurs ; mais Savary disposa de ces derniers pour servir d'escorte au roi Joseph, dont l'entrée en Espagne était proche. Les chasseurs regagnèrent Madrid et les dragons restèrent provisoirement à Madridejos sous les ordres du général Frère[4]. Et de la

1. *Dupont à Belliard*, 16 juillet, interceptée.
2, 3. *Rapport de Marescot*, 2 sept. (Arch. Guerre).
4. Cf. *Belliard à Berthier*, 15 juin (Arch. Guerre).

sorte Vedel ne se renforça que du 6e dragons, ce qui porta ses forces à 4.950 hommes, dont 450 de cavalerie, et 10 pièces de canon. Les instructions de Savary portaient : « Vous marcherez pour rétablir la communication avec le général Dupont. Vous lui servirez ainsi d'échelon et d'appui, si sa position devenait chanceuse, ce que l'on n'a aucune raison de présumer, puisque, *jusqu'à cette heure, les plus grandes insurrections ont été dissipées par moins de vingt coups de canon et deux bataillons.* Vous serez suivi par la division Frère, mais elle ne s'appuiera sur vous que lorsque nous aurons en marche, pour rentrer à Madrid, le corps du maréchal Moncey qui soumet Valence. Si vous avez des insurrections à punir, vous serez sévère ; vous choisirez bien vos victimes, et, après les avoir fait pendre, vous ouvrirez la porte du repentir. Vous aurez avec les autorités ce langage, que le sort de l'Espagne est enfin décidé, que le roi Joseph est proclamé, qu'il va arriver ; que, sans quelques insensés, la révolution d'Espagne, nécessaire à sa régénération, n'aurait pas coûté une goutte de sang ; qu'ils doivent s'estimer heureux de conserver l'intégrité de leur territoire, lorsque toutes les nations de l'Europe ont perdu la plus grande partie de la leur[1]. »

Vedel séjourna le 25 à Santa-Cruz et se présenta le lendemain à l'entrée de Despeña Perros. Partout sur la route les alcades avaient protesté de leur dévouement et s'étaient déclarés étrangers aux troubles, « mais aucun d'eux ne savait en distinguer les auteurs[2]. » Les insurgés avaient 5.000 hommes et 6 pièces de canon à l'entrée, au milieu et à la sortie du défilé. « J'arrivai à huit heures et demie du matin. Après avoir reconnu la position, je fis gagner les hauteurs par plusieurs compagnies, qui débusquèrent successivement les rebelles. Pendant ce

1. *Instruction de Savary*, 17 juin (Arch. Guerre).
2. *Vedel à Belliard*, Madridejos, 20 juin (Arch. Guerre).

temps-là, le général Poinsot, commandant l'avant-garde, amusait l'ennemi sur la route. Enfin, maîtres des hauteurs, nos soldats fondirent sur Santa-Elena, où j'ai pris position le soir. Ils ont abandonné leur canon, leurs munitions de guerre et de bouche et avec perte de 300 morts. Le capitaine de frégate Baste arrive à l'instant, il commande une colonne mobile de 1.200 hommes du général Dupont. Le général Dupont est à Andujar. Il m'écrit du 23 juin et me charge de dire à Son Altesse Impériale que ses troupes ont combattu à Cordoue une armée de 40.000 insurgés, que Grenade et Séville sont plus en feu que jamais, et *qu'il a demandé par dix courriers la réunion du corps de la Gironde*. Je fais occuper par un bataillon le passage du Despeña Perros et vais m'établir à la Caroline, où j'attendrai de nouveaux ordres de Son Altesse Impériale[1]. »

De son côté Baste écrit : « Le général Dupont m'expédia pour venir à votre rencontre, et, ce matin, j'ai eu connaissance de vos avant-postes à une demi-lieue de Santa-Elena. Je me suis empressé de venir vous voir, et ma joie a été à son comble. *Depuis notre départ de Madrid, le 22 mai, nous n'avons pas reçu de nouvelles officielles du prince Murat :* jugez de notre inquiétude et de notre embarras dans un pays en pleine révolte ! Lorsque le général saura que je vous ai rejoint, il éprouvera une joie indicible[2]. »

Le premier pas, et le plus essentiel, était fait ; la route de Madrid était rouverte ; mais entre temps une malencontreuse note de Napoléon vint bouleverser les sages dispositions de Savary et compromettre irrémédiablement le corps de la Gironde. En effet Vedel rejoignant Dupont, et Frère s'arrêtant à Madridejos pour attendre l'issue de l'expédition de Valence, en six jours ce corps pouvait se réunir entre Baylen et Andujar. Or, s'aidant

1. *Vedel à Belliard*, SantaE-lena, 27 juin (Arch. nat., AF^{IV}, 1606).
2. *Baste à Vedel*, Santa-Elena, 27 juin (*Id.*).

d'une mauvaise carte d'Espagne, — il n'en existe point de bonne aujourd'hui encore — Napoléon vit qu'il y a la même distance (à vol d'oiseau sans doute) de San-Clemente et de Madridejos à Andujar, et ordonna que la division Frère se portât à San-Clemente pour protéger le flanc droit de Moncey et appuyer en même temps Dupont[1]. Quel appui ? et par quel chemin ?

Frère parti, la route d'Andujar se trouva de nouveau interceptée; *après être resté pendant un mois sans nouvelles de Dupont, on cessa d'en recevoir même de Vedel.* Comment rouvrir les communications ? Il y avait bien, à Madrid, les divisions Morlot et Gobert, la garde impériale et une brigade de cuirassiers, mais Savary n'osait s'y dégarnir, et sa première pensée avait même été de retenir Vedel sur la Sierra Morena[2]. Heur ou malheur, ses ordres lui parvinrent trop tard; justement impatient d'être secouru, Dupont lui avait enjoint de descendre sur Baylen. « Faites-en part à Belliard. Le prince sentira la nécessité de nous envoyer de suite la 3e division, le parc, un régiment de cuirassiers et de renforcer même le corps d'armée[3]. » « *Combien n'ai-je point regretté que les premières dispositions n'aient été suivies ! Après le succès de Cordoue, si j'avais eu* 5 *ou* 6.000 *hommes de plus, j'aurais pu marcher sur Séville et la réduire.* J'ai attendu dix jours la division Vedel dans cette position. Mais j'ai senti qu'il entrait dans vos intentions de ne rien précipiter avant la réunion des moyens nécessaires pour obtenir un résultat décisif. Je me suis porté, en conséquence, sur Andujar pour favoriser le passage des renforts à travers la Sierra Morena et contenir en même temps les rebelles de Jaën et de Grenade. *J'espère que la position où je me trouve*

1. *Note de Napoléon à Savary*, 19 juin (Corr., 14147.)
2. *Ordres de Savary du* 24 *juin* (Arch. Guerre).
3. *Dupont à Vedel*, 28 juin (Arch. Guerre).

ne sera que très momentanée et que je pourrai agir offensivement sous peu de jours. Je vous prie de réunir au corps d'armée la division Frère. Il sera en outre nécessaire de placer un corps de 12 *à* 15.000 *hommes dans la Sierra pour protéger la communication*[1]. » Or, qu'entend Dupont par *les premières dispositions*, si ce ne sont les ordres de Napoléon du 10 mai et rapportés le 18 ? Pouvait-il dire plus clairement que l'échec de l'expédition était imputable à l'empereur ?

Vedel ayant laissé un bataillon au puerto del Rey, les communications devaient être coupées de Santa-Cruz-de-Mudela à Madridejos, *sur* 28 *lieues*. Au reçu de la lettre de Dupont, Savary comprit que « la guerre paraissait vouloir *prendre un caractère* dans l'Andalousie, et ne doutant plus que la Junte de Séville était parvenue à rallier à elle les troupes de San-Roque et de Cadix, sachant les insurgés très près d'Andujar[2] », il y achemina la division Gobert au lieu et place de la division Frère, qui d'ailleurs était en route pour San-Clemente. Par ordre du 2 juillet, le mouvement s'effectua sur trois colonnes ainsi qu'il suit[3] :

DATES	COLONNE DU GÉNÉRAL GOBERT	COLONNE DU GÉNÉRAL CAVROIS	COLONNE DU GÉNÉRAL LEFRANC
3 juillet	Valdemoro	Tembleque	Manzanarès
4 —	Ocaña	Madridejos	*Séjour*
5 —	Tembleque	Villaharta	d°
6 —	Madridejos	Manzanarès	d°
7 —	Villaharta	S^{a} Cruz-de-Mud^{a}	S^{a}-Cruz-de-Mud^{a}
8 —	Manzanarès	*Séjour*	Santa-Elena
9 —	*Séjour*	d°	Baylen
	—	—	—
	7e, 8e provisoires[4]	6e prov^{re} (1er B^{on})	6e prov^{re} (2e B^{on})
	8e cuirassiers	2 p. de canon	6e dragons (1 Esc.)
	6 p. de canon	Parc de réserve	2 p. de canon

1. *Dupont à Savary*, 28 juin (Arch. Guerre).
2. *Savary à Berthier*, 2 juillet (Arch. Guerre).
3. *Itinéraire de la route que tiendront MM. les généraux Gobert Cavrois et Lefranc* (Arch. Guerre).
4. Le 5e provisoire d'infanterie est à Cuenca avec le général Caulaincourt. Tous les régiments provisoires sont à 2 bataillons, en dépit des situations

Ainsi la colonne Dufour avec laquelle marchait Gobert devant s'arrêter à Manzanarès, et celle de Cavrois à Santa-Cruz, *Dupont ne recevait de la division Gobert qu'un bataillon et un escadron !* Si mystère il y a, Belliard va nous l'expliquer : « *La lenteur avec laquelle on a* (le maréchal Moncey, s'entend) *mené l'affaire de Valence*, qu'on ne sait point encore être terminée, *a beaucoup dérangé le système des opérations du Midi*. Aussitôt la prise de Valence, Frère a l'ordre de revenir sur Madridejos pour être en réserve, soit pour Dupont, soit pour Madrid. *Nous dégarnissons beaucoup la capitale*[1]... »

Ne point trop dégarnir Madrid, telle était, en effet, la grande préoccupation, et Savary croyait avoir arrangé les choses en échelonnant Gobert : « Nous avons des colonnes mobiles derrière Vedel, et je mande aujourd'hui à Dupont ce qu'il y a de troupes derrière cette division, desquelles il pourrait se faire étayer au besoin. *Je pense bien qu'il en aura assez pour attendre le résultat de l'expédition de Valence*. Dans tous les cas, je ferai partir d'ici le reste de la division Gobert pour joindre aux deux colonnes mobiles, qui sont en communication derrière Vedel et qui ensemble feraient une force égale à la division Frère. *Je n'ai donc plus d'inquiétude pour Dupont*[2]. » Toujours des demi-mesures.

Sans doute Gobert était autorisé à rejoindre Dupont au premier appel[3] ; mais, outre que sa division était affaiblie du 5e provisoire, il dut échelonner le 8e avec 3 pièces de canon de Manzanarès au Despeña Perros, puis laisser des détachements à la Caroline, à Sainte-Hélène,

fournies par la division Gobert, qui les portent à 4. Nous n'avons pu savoir quand ce remaniement avait été opéré. C'est d'ailleurs un fait à éclaircir.

1. *Belliard à Berthier*, 2 juillet (Arch. Guerre).
2. *Savary à Berthier*, 29 juin (Arch. Guerre).
3. *Instruction au général Gobert* (Arch. Guerre).

sur tous les points de la route où débouchaient les chemins de Linharès et de Baëza. Peut-on imaginer rien de plus extravagant? Savary se prend alors à rêver d'une diversion sur Grenade qu'exécuterait le maréchal Moncey après avoir mis Valence à la raison. Dupont en est instruit et répond avec infiniment de sagesse : « Vous connaissez la force des troupes que j'ai. Je suis en véritable campagne depuis un mois, devant un ennemi très nombreux. *Cette diversion à* 30 *lieues de distance nous serait beaucoup moins utile qu'un renfort de troupes réuni au corps d'armée. L'ennemi est devant Andujar, c'est là qu'il faut agir*[1]. » « Une division, représente-t-il aussi à Belliard, nous servirait mieux ici que deux à Grenade. Je vous engage à peser cette observation essentielle[2]. »

Anxiétés, illusions, on passait alternativement des unes aux autres au quartier général de Madrid. Les bruits les plus pessimistes circulaient : on imprimait dans les couvents, chez la duchesse d'Ossuna et la marquise de Santa-Cruz, des centaines de feuilles alarmantes. « Nos troupes se seraient accoutumées à respecter ces misérables rassemblements d'insurgés, tandis que de toutes parts on apprend que nos jeunes soldats mordent dessus avec une valeur digne de la grande armée. J'ai fait prévenir les citoyens de Madrid que toutes les fois qu'il y aurait de bonnes nouvelles des points insurgés, je le leur annoncerais par neuf coups de canon. Mais j'étais loin de m'attendre que Belliard est venu me dire de la part des ministres espagnols qu'ils ne pouvaient se réjouir des succès remportés sur leurs compatriotes et qu'ils ne répondaient de rien si mon ordre s'exécutait. Si je n'avais pas connu la *pusillanimité des ministres et la timidité du général Belliard*, j'aurais pu revenir sur ce que j'avais ordonné. Il n'y a que deux

1. *Dupont à Savary*, 4 juillet (Arch. Guerre).
2. *Dupont à Belliard*, 4 juillet (Arch. Guerre).

espèces d'Espagnols, les sujets soumis au roi Joseph et les insurgés divisés en deux classes, les pusillanimes qui attendent qui sera le plus fort, et les rebelles. A ces derniers, je fais bonne guerre, et leur sang ne m'apitoie pas plus que celui des Anglais. J'ai fort mal reçu le général Belliard et reconnu dans cette démarche la faiblesse avec laquelle on a mené les affaires d'Espagne pendant les vingt-cinq jours de maladie grave du grand-duc[1]. » « On ne tire le canon que pour de grandes victoires », observe l'empereur ; « que Laforest donne des avertissements aux maisons qui se comportent mal[2] ». — « Je ne ferai point parler à la duchesse d'Ossuna et à la marquise de Santa-Cruz, réplique Savary. Elles seraient trop contentes qu'on traitàt avec elles par ambassadeurs. J'en serais pour les frais. Elles changeront de ton avec toute l'Espagne quand le roi sera arrivé[3]. »

Nous revenons ici, bien malgré nous, au chapitre des illusions. « Je fais envoyer par O'Farrill des ordres à Castaños et aux colonels de tous les régiments pour qu'ils aient à rejoindre sur-le-champ leur camp de San Roque, d'où ils n'auraient point dû sortir, *en les menaçant d'un conseil de guerre* en cas de refus de leur part. J'ai écrit moi-même à Castaños et à la Junte de Séville[4] », et Savary a raison d'ajouter : *Cela produira ce que cela pourra*, car dans les circonstances où l'on se trouvait il était difficile d'imaginer démarche qui pût donner davantage à rire à la Junte et à Castaños. Le bruit courait que Grenade, Jaën, Cordoue et Séville étaient en rivalité et que leurs juntes se refusaient à reconnaître un chef. « S'il en est ainsi, Castaños sera enchanté de recevoir les ordres d'O'Farrill et de retourner au camp de San-Roque[5]. » Au reste, pour

1. *Savary à Berthier*, 30 juin (Arch. Guerre).
2. *Napoléon à Berthier* (*Corr. nap.*, 14152).
3. Cf. *Savary à Berthier*, 6 juillet (Arch. Guerre).
4. 5. *Savary à Berthier*, 2 et 4 juillet (Arch. Guerre).

Laforest comme pour tout le monde peut-être à Bayonne et à Madrid, Castaños marchait par force et ne demandait qu'à se ranger de notre côté. L'opinion de Monsieur l'ambassadeur sur l'état des esprits mérite d'être connue : « Si l'Espagne a 10 millions et demi d'habitants, on peut dire que 10.400.000 ne savent plus ce qu'ils veulent, si ce n'est d'être abandonnés à eux-mêmes. Il reste au plus 100.000 personnes éclairées qui sentent la nécessité de se rallier à la dynastie de Napoléon. *Cette fièvre est éphémère*[1]. » Dupont, lui aussi, avait tenté de négocier, et plus tard Marescot lui reprocha de ne s'être point servi de ses bons offices, ayant eu des relations personnelles avec Castaños en 1795 et apprécié « son caractère doux et conciliant[2]. » Conciliant et *ami des Français*, ira-t-il jusqu'à dire. « Le grand-duc de Berg m'avait déclaré à Madrid être sûr de sa fidélité. Je me persuadai qu'il n'était que par force et par circonstance à la tête des insurgés, effrayé par le massacre de Solano et d'autres[3]. » En tout cas, une sorte de représentant du peuple, le comte de Tilly était constamment à ses côtés et semblait avoir pour mission de surveiller sa conduite, sans compter que l'Anglais Whitingham attaché à son état-major n'eût point manqué de signaler ses compromissions avec Dupont. Espionné, à supposer qu'il agît à contre-cœur, Castaños était dûment averti des dangers auxquels il s'exposait s'il secondait les vues du gouvernement français ; et certes son attitude au camp de San-Roque, pendant l'intérim de la Peña à Cadix, n'avait guère permis de lui supposer des sympathies pour le nouvel ordre de choses.

Le général se doublait d'un politicien, et comme Cuesta ou Morla, il nageait avec plus ou moins d'habileté.

1. *Laforest à Champagny*, 6 juillet (Aff. étr., vol. 675).
2. *Rapport de Marescot*, 2 septembre (Arch. Guerre).
3. *Précis de la conduite du général Marescot pendant la campagne de* 1808. Papier de la succession Jourdan (Arch. Guerre).

Dupont s'adressa au général, et le politicien répondit : les négociations qu'il entama le 21 juin ne cessèrent de rencontrer une résistance que nul appel à la conciliation ne put vaincre. Castaños n'était point seulement au courant de nos embarras par la correspondance qu'échangeaient Savary, Belliard et Dupont, — *elle se trouvait entre ses mains* — il avait derrière lui la Junte de Séville et une armée nombreuse, outillée, solide ; il se sentait fort et parla haut. Vainement, dans ses lettres des 21 juin et 3 juillet, Dupont invoqua *la rébellion de la Junte et les châtiments qui l'attendaient*; *la fuite ou l'échafaud*, « la vengeance des lois et celle du trône outragé »; la puissance invincible de l'empereur, « qui mettait sa gloire non à conquérir le royaume, mais à lui rendre son ancienne splendeur » ; la renonciation de Ferdinand à la couronne et « son désaveu des tentatives qu'on pourrait faire en sa faveur »; l'irrévocabilité des événements: bref, que « des officiers généraux estimables et de braves troupes de ligne ne pouvaient embrasser le parti coupable de l'insurrection, l'honneur et le devoir s'y opposaient. Nous pouvons nous entendre pour pacifier l'Andalousie, etc.[1]. »

Une dernière tentative, le 8 juillet, n'eut pas plus de succès que les précédentes; elle fournit même à Castaños l'occasion de prendre une attitude très nette vis-à-vis le nouveau gouvernement de Madrid et de donner à ses premières relations avec Murat leur véritable caractère, sur lequel on s'était abusé.

Dupont à Savary

Andujar, 9 *juillet*.

« J'ai envoyé une personne de confiance à M. le général Castaños pour connaître l'impression que *vos lettres*, *celles*

1. *Dupont à Castaños*, 21 juin, 3 juillet (Arch. Guerre)

du ministre de la guerre O'Farrill et les miennes ont fait sur son esprit. M. Leremburg, payeur de la 1re division, se trouvant allié avec la famille de M. de Castaños, je l'ai choisi pour remplir cette mission. Il s'est rendu hier au quartier général ennemi, et il vient de revenir à l'instant. Il a vu M. de Castaños, sous prétexte d'affaires de famille : il lui a demandé un entretien particulier, mais ce général lui a refusé. Alors M. Leremburg a été obligé de lui parler en présence d'une tierce personne qui se trouvait avec lui et qui ne le quitte point : c'est M. le comte de Tilly, membre de la Junte de Séville, qui accompagne ce général comme ministre de la guerre *et semble placé auprès de lui pour surveiller ses opérations et sa fidélité au parti de l'insurrection. M. de Castaños, qui passe pour un esprit faible et indécis, même dans son armée, a néanmoins témoigné une opposition très prononcée à toute espèce de conciliation;* il a prétendu qu'il avait une correspondance suivie avec les provinces de l'Espagne et avec Madrid, que les affaires de l'insurrection sont dans un état bien différent de celui qu'on lui exposait, qu'il avait 50.000 hommes à nous opposer. M. le comte de Tilly s'est répandu en propos violents, et il a montré une répugnance plus forte encore que celle du général contre une négociation pacifique.

« *Quant à l'observation que j'avais faite à M. de Castaños, qu'il avait reconnu le nouvel ordre de choses dans une lettre écrite au grand-duc de Berg, il a répondu que c'était au lieutenant du roi Charles IV qu'il avait promis obéissance, et qu'il ne reconnaissait pas l'établissement de la nouvelle dynastie.*

« La conversation s'est prolongée pendant quatre heures ; comme elle ne produisait rien de satisfaisant, M. Leremburg s'est retiré. »

Dès lors la parole était au canon, et si alarmante qu'elle

fût déjà, la situation allait s'aggraver encore par suite de l'échec de Moncey. Non seulement le rêve s'évanouissait d'une diversion sur Grenade qui eût partagé les forces de Castaños, jusqu'à la capitale parut menacée, *et l'ordre vint de Bayonne d'y rallier la division Gobert!*

Les mauvaises nouvelles de Valence arrivèrent à Madrid le 9 juillet. « Moncey s'est retiré sur Almanza; Frère s'est rabattu de Requeña sur Albacete pour le joindre. J'étais loin de m'attendre à ce mouvement... Je fais sur-le-champ expédier à Dupont l'*ordre de ne point sortir de sa position d'Andujar à moins d'y être forcé*, et à Gobert de rester dans la Manche, à moins que Dupont ne l'appelle à lui.. En dernière analyse, Dupont n'a rien de trop avec la division Gobert[1]. » « Ce matin, j'ai vu au ministère de la guerre espagnol l'état des troupes qui peuvent être opposées au maréchal Bessières et celles qui peuvent l'être au général Dupont. Il y a une différence du double contre Dupont[2]. »

Déjà avant d'avoir reçu ces lettres, l'empereur s'était élevé contre le départ de la division Gobert, et Berthier reprochait à Savary de s'être trop dégarni à Madrid. « Vous devez exécuter l'ordre de l'empereur avec la plus grande activité et faire rapprocher de la capitale les dernières colonnes dirigées sur le général Dupont. Reployez sur Madrid le général Gobert. » « Vous me recommandez, répond Savary, de ne point dégarnir Madrid et de ne point argumenter les dispositions que vous me faites connaître de la part de l'empereur. Si j'ai été obligé de le faire et si je le fais encore aujourd'hui, c'est parce que l'état des affaires actuelles est diamétralement opposé à celui dans lequel elles étaient lorsque je suis parti de Bayonne. Encore faut-il le temps aux troupes d'arriver

1. 2. *Savary à Berthier*, 9, 11 juillet (Arch. Guerre).

où Votre Altesse indique qu'on les porte... *Vous regardiez Valence comme une affaire faite, et c'est précisément celle qui est manquée.* Nous ne sommes point engagés dans l'Andalousie, nous sommes seulement en mesure de prévenir un accident comme celui de Valence, et *à moins d'un ordre positif de votre part, je ne retirerai point un homme du corps de Dupont. Tout Madrid a les yeux fixés sur lui*[1]. »

Berthier à Savary

Bayonne, 13 *juillet.*

« Les deux vrais points importants sont le général Dupont et particulièrement le maréchal Bessières, parce que le premier a devant lui les corps du camp de San-Roque et de Cadix, et l'autre les troupes de Galice et celles qui étaient à Porto. Dupont a près de 20.000 hommes; *il ne peut avoir contre lui un pareil nombre de troupes* et, au pis aller, il ne peut être contraint qu'à repasser les montagnes. Le maréchal Bessières est beaucoup moins fort, et les *troupes de Porto et de la Galice sont plus nombreuses que celles d'Andalousie.* Le moindre insuccès du maréchal Bessières intercepte toutes les communications de l'armée et compromettrait même sa sûreté. *Le général Dupont se bat pour Andujar et le maréchal Bessières se bat pour les communications de l'armée.* Si le maréchal Bessières fait un mouvement rétrograde, son principal but doit être de couvrir Burgos; une colonne d'insurgés peut se diriger sur Madrid, et si l'ennemi y arrivait avant Dupont, on conçoit la possibilité de malheurs qui ne peuvent jamais venir du côté de l'Andalousie... Arrêtez le mouvement

1. *Savary à Berthier*, 14 juillet (Arch. Guerre).

de Gobert, celui de Frère et de toutes vos colonnes, jusqu'à ce que vous ayez vu le pli que prennent les affaires du maréchal Bessières... S'il fait un mouvement rétrograde, il sera nécessaire de rappeler tous les secours que vous aviez envoyés à Dupont, même Vedel, en plaçant Dupont sur les montagnes...

« L'empereur est content de votre zèle, de votre énergie. Je vous invite seulement à peser un peu plus ce que je vous écris. N'ayant jamais commandé en chef, il est naturel que la plupart des grandes combinaisons de l'empereur vous soient nouvelles. Vous devez employer à bien comprendre ses idées le temps que vous mettez à faire prévaloir votre esprit. »

Maintenant écoutons le maître dont Berthier vient de s'inspirer.

Notes pour le général Savary

Bayonne, 13 *juillet.*

« Le but de tous les efforts de l'armée doit être de conserver Madrid. C'est là qu'est tout. Madrid ne peut être menacé que par l'armée de Cuesta : il peut l'être aussi par l'armée de Castaños, mais d'une manière beaucoup moins dangereuse, parce que, par toutes les marches que fait Dupont sur ses derrières, il se renforce. *Vedel et Dupont étaient suffisants, ayant plus de* 20.000 *hommes ;* le maréchal Bessières ne l'est pas proportionnellement, vu que sa situation est plus dangereuse ; *un échec que recevrait Dupont serait peu de chose*, un échec que recevrait le maréchal Bessières se ferait sentir à l'extrémité de la ligne. La vraie manière de renforcer le général Dupont n'est pas de lui envoyer des troupes, mais d'en envoyer

au maréchal Bessières. Le coup porté à ce maréchal serait un coup porté au cœur de l'armée, qui donnerait le tétanos.

« Il faut rapprocher de Madrid Frère et Gobert, afin qu'ils puissent y arriver avant Cuesta, si celui-ci battait le maréchal Bessières... Voilà l'esprit général de la guerre d'Espagne. Peu de jours après que vous recevrez cette note, beaucoup de choses se seront éclaircies. » Beaucoup de choses, en effet; Dupont capitulera, les « grandes combinaisons » avorteront, et à peine entré dans son palais, Joseph s'enfuira vers l'Ebre, devant l'ombre de Castaños! Il était d'ailleurs trop tard pour arrêter Gobert; Dupont l'avait appelé à lui, et déjà le 12, ce général était arrivé à Guarroman, après avoir, contre son gré, semé ses régiments sur la route. Au moment enfin où la note de l'empereur parvint à Savary, le canon tonnait sur les rives du Guadalquivir.

Dans l'idée que « Madrid était tout » et qu'il ne fallait point « s'y dégarnir », Napoléon avait lancé Moncey et Dupont dans de périlleuses aventures avec des moyens dérisoires. Si l'un échappa au naufrage, l'autre allait sombrer. C'était dans l'ordre des choses à prévoir, et les mesures capables d'empêcher la catastrophe, les mesures que réclamait Dupont ne furent point prises. Évidemment ce dernier était fondé à l'invoquer dans sa défense, en 1812, et s'il ne le fit point, il appartenait au Conseil d'enquête de passer outre au fait brutal de la capitulation, d'en rechercher les origines, d'en établir les responsabilités; mais effrayés de mettre en cause l'homme en qui l'Europe voyait la personnification du génie de la guerre et qui par-dessus tout dispensait les faveurs et la fortune, les juges s'en gardèrent. Et Dupont, devenu par raillerie comme par flétrissure, *Dupont-Baylen*, fut mis hors la loi, ainsi que le « vagre » de l'antique Germanie.

Loin de prendre, au fond de sa conscience, la part de responsabilité qui lui incombait, loin d'accorder au malheur pitié et pardon, les seuls sentiments qui s'éveillèrent en Napoléon furent le mépris et cette sorte de colère, qui, suivant l'expression de Mgr de Pradt, « ne dépassait jamais le cou », tout en s'exhalant avec une indicible violence.

IV

DANGEREUSE SITUATION DE DUPONT A ANDUJAR

« Si vous pouvez ne commencer à tirer le canon que quand nous aurons des nouvelles de Valence, nous mènerons vivement la guerre du Midi, parce que nous aurons de quoi vous alimenter. Ne faites point de marche rétrograde au-delà de la Sierra Morena, sans quoi vous nous amèneriez l'insurrection jusqu'aux portes de Madrid. Mais tout cela est rigoureusement soumis à ce qui se passera en avant de vous. Voilà plus de 19.000 hommes qui sont à votre disposition, avec 38 pièces de canon. Gobert vous mène plus de monde que vous n'en auriez trouvé dans la division Frère[1]. » Nous ne savons au juste dans quelle situation était cette dernière, mais il est certain qu'affaiblie du 5e provisoire détaché avec Caulaincourt, et du bataillon irlandais laissé à Madrid pour cause de désertions, la division Gobert ne comptait plus que trois régiments ; et qu'ayant dû échelonner le 8e provisoire sur la route d'Andujar, son général ne joignit le corps de Dupont qu'avec les 6e et 7e provisoires. Au reste, établissons

1. *Belliard à Dupont*. 2 juillet (Arch. Guerre).

nettement les forces de Dupont à l'arrivée de Vedel et de Gobert. Nous comptons au 6 juillet :

	PRÉSENTS	
Division Barbou	5555	
Brigade suisse	1500	
Marins de la garde	344	
Division de cavalerie Frésia		2495
Division Vedel	5071	
— Gobert (6ᵉ, 7ᵉ provisoires)	2942	
Général Boussart (6ᵉ provisoire de dragons)		447
Général Lagrange (2ᵉ provisoire de cuirassiers)		673
Artillerie, génie (38 pièces de canon), environ	600	
	16012	3615

Soit au total 19.627 hommes.

Jusqu'alors Dupont avait occupé en forces Andujar, et s'était borné à garder Mengibar par quelques compagnies, à surveiller les gués entre ces deux localités, et à pousser des colonnes sur Jaën pour se procurer des vivres et voir ce qui se passait du côté de Malaga. A son arrivée, Lefranc serra sur Andujar avec le 6ᵉ provisoire et 4 canons, puis Vedel prit position à Baylen et chargea Liger-Belair de défendre le passage de Mengibar avec 2 bataillons de la 5ᵉ légion, 1 escadron du 6ᵉ dragons et 4 pièces de canon; enfin Gobert s'arrêta à Guarroman avec le 7ᵉ provisoire et 4 pièces de canon, et détacha Lagrange sur Linharès avec le 2ᵉ cuirassiers.

Andujar s'élève en amphithéâtre sur la rive droite du Guadalquivir, et ses premières maisons en sont très proches. Sur cette rive, et à l'entrée d'un pont de trois arches, se dresse une tour dans laquelle passe la route qui de là débouche dans le terre-plein du ridicule ouvrage qu'avait construit le général Dabadie, sorte de bastion armé de quelques pièces. Et là s'embranche le chemin d'Arjona qui escalade directement les Visos, tandis que la route, prenant à main droite, les gravit par des rampes

plus douces. Sur le revers de ces hauteurs s'étend, parallèlement au fleuve, la vallée de Salado, qui se termine au bourg de Marmolejo dont on a coupé le pont.

La division Barbou est ainsi répartie : Pannetier dans la tête du pont et Chabert sur la rive droite, en amont et en aval : une compagnie de grenadiers dans la tour. Lefranc, avec le 6ᵉ provisoire, est tout à la droite, observant les débouchés de Marmolejo; les marins de la garde à Andujar; la brigade suisse en réserve sur les derrières; l'artillerie à l'entrée du pont qu'elle enfile, ou distribuée sur les pentes de manière à flanquer la tête de pont à travers le fleuve; le parc, à la sortie de la ville, et à portée de la route. La cavalerie enfin patrouille dans les directions de Villanueva et Mengibar, où elle a des grand'gardes que soutiennent des piquets d'infanterie.

En somme, les Visos commandent le cours du Guadalquivir, et comme il est loisible à Castaños de manœuvrer inaperçu dans le couloir du Salado pour masser ses forces en face d'Andujar ou de Mengibar, Dupont a un bandeau sur les yeux. Mengibar est en l'air; une fois ce poste enlevé, l'ennemi peut en deux ou trois heures gagner Baylen, c'est-à-dire intercepter la route de Madrid, à laquelle on accède non moins sûrement à Guarroman ou à la Caroline par les chemins latéraux de Linharès et d'Ubeda que le corps de la Gironde est trop faible pour garder.

Les dangers d'une telle position sautaient aux yeux, et Dupont ne cessa de la présenter comme *provisoire*, *expectante* et *obligée* ; mais l'expectative dépassa les bornes de la prudence, et le provisoire en réalité devint définitif. Ces deux fautes suffiraient pour expliquer le désastre; mais allons plus loin, en quoi consista le bien fondé de l'*obligation*, et dans quelle mesure excuse-t-elle

1. *J'ai ordre de tenir à Andujar*, répondait-il constamment aux officiers qui lui exprimaient leurs inquiétudes.

sa conduite? A notre avis, Belliard et Savary commirent une grave inconséquence en lui parlant sans cesse d'*Andujar* et non de la *ligne du Guadalquivir*. Il ne leur appartenait point de juger s'il fallait défendre directement les passages à Andujar et Mengibar, et non en arrière à Baylen et à Javalquinto ; le choix de la position incombait à Dupont, et ils le mirent dans le cas de prendre au pied de la lettre des indications que leur ignorance du terrain ne leur permettait pas de préciser[1]. D'autre part, Dupont était-il en droit de passer outre et d'abandonner un système de défense aussi vicieux, aussi condamné par l'expérience? Évidemment, et il s'agissait là pour lui d'un *devoir élémentaire* qu'il ne pouvait méconnaître.

Si donc, étant donné que les mouvements qui eussent assuré sa situation n'exigeaient pas plus d'une nuit, Dupont persista à conserver ses forces sur le Guadalquivir, c'est que des considérations, majeures à ses yeux, l'emportèrent sur les dangers qu'il courait en s'y immobilisant. Et ces considérations, les voici : « Trois semaines d'opération suffiront pour réduire Séville et Cadix... Il me faut 10.000 hommes de renfort[1]... Il est instant d'agir pour sortir d'une position difficile où les vivres sont rares, et pour empêcher l'ennemi d'organiser, d'augmenter et d'aguerrir ses troupes[2]... Comme *le moment où nous pourrons reprendre l'offensive n'est pas éloigné, nous devons tenir dans notre position jusqu'à la dernière extrémité*[3]. » Leurré par les promesses de Savary et comptant recevoir à temps les divisions Gobert et Vedel, d'autres encore peut-être, *Dupont ne veut point avoir à reprendre les passages qu'il aurait bénévolement abandonnés à l'ennemi*, *et il se juge en meilleure posture à Andujar*

1. *Dupont à Savary*, 6 juillet (Arch. Guerre).
2. *Dupont à Belliard*, 8 juillet (Arch. Guerre).
3. *Dupont à Vedel*, 10 juillet.

pour déboucher du fleuve qu'il ne le serait à Baylen. Son attention se fixe et ses yeux se rivent sur les Visos : c'est de là qu'il s'attend à voir déboucher les colonnes de Castaños, et c'est là qu'il compte porter ses coups pour s'ouvrir la route de Séville.

Au reste partout, à Bayonne comme à Madrid et à Andujar, on ne découvre qu'illusions, faux calculs et mécomptes... ; une sorte de vent de folie agite les têtes. Jusqu'ici — le mot semble venu du grand état-major de Bayonne — « quelques volées de canon ont dissipé les insurrections », et tout d'un coup surgissent de véritables armées qui menacent Madrid : Cuesta en Castille et Castaños en Andalousie. Le désarroi va de pair avec la surprise : on estime que le plus grave danger est du côté de Bessières, et l'on sacrifie tout pour le soutenir, alors que Moncey fait sur Valence une démonstration qui tourne au tragique, alors que le corps de Dupont est incomplet, disloqué, épars. On s'abuse sur les talents et les forces de Cuesta, et méconnaît les éléments qu'une situation exceptionnelle permet à l'Andalousie de grouper sous les ordres de Castaños. Sans doute, une fois Bessières victorieux, on renforcera Dupont ; mais à ce moment, par un concours de circonstances dont l'histoire ne fournit pas d'exemple, le corps de la Gironde aura sombré.

CHAPITRE IV

BATAILLE ET CAPITULATION DE BAYLEN

I. Castaños prend l'offensive. — Journée du 15 juillet. — II. Journées des 16 et 17 juillet. — III. Dupont s'attarde à Andujar. — IV. Retraite et bataille de Baylen. — V. Castaños exige une capitulation immédiate et refuse une suspension d'armes. — VI. Odieuse conduite des généraux espagnols. — Capitulation. — VII. Rapports de Castaños et de Whitingham sur les opérations de Baylen. — VIII. Violation de la capitulation.

I

CASTAÑOS PREND L'OFFENSIVE. — JOURNÉE DU 15 JUILLET

Si Dupont crut qu'il recevrait à temps les renforts qui lui étaient nécessaires pour reprendre l'offensive, si Savary jugea le corps de la Gironde, même réduit aux deux tiers de son effectif, capable de se maintenir sur le Guadalquivir jusqu'à l'arrivée de la division Frère, Castaños trompa leurs prévisions. « Je fus si heureux dans le choix des généraux et chefs de corps pour organiser l'armée que, le 29 juin, elle se mit en mouvement pour déloger Dupont, après que le président de la Junte de Séville, D. Francisco de Saavedra, l'eût passée en revue[1]. »

De Cordoue, où elle entra le 2 juillet, deux routes conduisent à Andujar : l'une remonte le Guadalquivir par El

1. *Notes manuscrites de Castaños.*

Carpio ; l'autre tire sur la droite par Bujalance et Porcuna. La marche s'exécuta sur deux colonnes, et celle de droite marcha au-devant des troupes que D. Teodoro Reding amenait de Grenade par les montagnes de Jaën. La jonction s'opéra le 8, et le lendemain le quartier général s'établit à Porcuna. Les journées des 9 et 10 furent consacrées à l'endivisionnement et à l'organisation définitive de l'état-major[1]. Enfin, le 11, on arrêta les opérations en conseil de guerre. « Une sorte d'avant-garde s'empara des villages d'Arjona et d'Arjonilla, à une lieue et à trois quarts de lieue d'Andujar. Ce corps fit tous les jours l'exercice à feu, au fusil et au canon, et ne fut pas inquiété[2]. »

Sans doute, l'arrivée inattendue des divisions Vedel et Gobert nécessita un remaniement du plan concerté à Porcuna ; mais il subsista néanmoins dans ses dispositions essentielles, et nous croyons devoir reproduire le procès-verbal qu'en dressa le chef d'état-major de l'armée espagnole, D. Tomas Moreno.

« L'ennemi étant en position à Andujar et s'y étant fortifié, notre principal objet est de l'en chasser. Pour cela, l'armée doit, par un mouvement de flanc, se porter sur Baylen. En attaquant le détachement qui occupe Baylen, elle l'empêchera de se réunir au corps principal qui est à Andujar ; et en coupant la retraite à ce dernier, elle l'obligera à se rendre ou à combattre avec désavantage, autant qu'on est en droit de l'attendre de notre supériorité numérique.

« En conséquence :

« La 1re division (*Reding*) commencera le mouvement. Elle franchira les deux gués en amont de Mengibar ;

« La 2e division (*Coupigny*) passera le fleuve entre Men-

1. Voyez la situation détaillée de l'armée espagnole : elle ne donne que les corps qui prirent part aux opérations de Baylen.
2. *Rapport de Marescot*, 2 septembre 1803.

gibar et Andujar, au plus près de Mengibar. Elle attendra pour le faire que la division Reding soit de l'autre côté et en état d'agir ;

« La 3e division (*Jones*) passera plus bas que la 2e, et après elle ;

« Enfin la réserve (*Lapeña*) passera au même point que la 3e et suivra le mouvement général.

« Le fleuve franchi, on marchera sans perte de temps sur Baylen, et les divisions s'épauleront mutuellement.

« Les corps des colonels *Reyna* et *Valdecañas*, qui ont passé avant la division Reding et au-dessus d'elle, s'établiront entre Baylen et Guarroman lorsqu'elle attaquera Baylen, afin d'achever la déroute du détachement qui l'occupe, dans le cas où il se retirerait vers la Sierra Morena, et d'arrêter les secours qui lui viendraient par le Despeña Perros. »

Ainsi, l'armée espagnole se proposait de franchir à gué le Guadalquivir entre Mengibar et Andujar, en échelons par division la droite en avant, et de marcher concentriquement sur Baylen ; mais, à l'arrivée des divisions Vedel et Gobert, force fut à Castaños de charger la division Jones et la réserve d'observer Andujar ; et seuls, Reding et Coupigny passèrent le fleuve pour couper à Baylen la route de Madrid. Un concours de circonstances vraiment extraordinaires favorisa l'exécution d'un projet qui, par suite, perdait la moitié de ses chances de réussite ; car Dupont à Andujar, Gobert et Vedel devant Villanueva et Mengibar, l'armée de Castaños n'eût pu forcer le passage du Guadalquivir.

Le 14, tandis que la 3e division et la réserve se portaient sur Arjonilla, les 1re et 2e marchèrent sur Mengibar et Villanueva. Dans la matinée, l'avant-garde de Reding rejeta la grand'garde de Mengibar de l'autre côté du fleuve. Ce général comptait tenter le passage le len-

demain ; mais, averti par Liger-Belair du danger qu'il courait, Vedel quitta Baylen dans la nuit et alla masquer sa division derrière les hauteurs qui bordent la rive droite. Au matin, le poste du bac de Mengibar fut attaqué ; Belair le renforça, et Vedel ayant montré ses forces, l'ennemi dut se retirer.

Au même instant, Coupigny refoulait les avant-postes de Villanueva. « Les Français avaient une excellente position : ils firent un feu très vif sur l'infanterie légère, qui dut céder du terrain. Je fis avancer l'artillerie, tandis que je manœuvrais pour passer les gués. Lorsqu'ils virent ce mouvement, ils se replièrent en bon ordre, et *je les poursuivis au-delà de la route de Baylen à Andujar*. Ils laissèrent plus de 200 morts sur le champ de bataille, sans compter les blessés[1]. » C'est beaucoup dire ; mais les archives sont muettes sur cette affaire, et nous ignorons jusqu'à la composition des avant-postes de Villanueva ; 2 bataillons de la 4e légion s'étaient portés à leur secours[2].

De son côté, Castaños fit attaquer les 3 compagnies en grand'garde sur les Visos d'Andujar, et les ayant refoulées, il se déploya sur les hauteurs et poussa son artillerie au bas des pentes, à 1.500 mètres de la tête du pont, qui fut vainement canonnée. En même temps Juan de la Cruz, avec sa division de montagne, traversa le fleuve à gué, à la hauteur de Marmolejo et se porta par les plateaux de la Cementera contre le flanc droit de Dupont ; mais Lefranc, à la tête du 6e provisoire, le culbuta dans les ravins, ce qui ne l'empêcha pas de chanter victoire. « L'attaque d'hier m'a contraint à m'enfoncer dans la montagne. L'ennemi avait 2.000 hommes, et moi 1.500 seulement[3]. A la fin, je suis parvenu à gagner

1. *Coupigny à Castaños*, Villanueva, 15 juillet.
2. *Dupont à Savary*, 15 juillet. Lettre interceptée.
3. Inversons, et l'on sera dans le vrai.

une position avantageuse d'où je puis rapidement m'opposer à la retraite des Français de ce côté et *aider les opérations de la 3e division contre leur flanc droit.* J'ai perdu 13 morts et 28 blessés, et l'ennemi a eu plus de 100 tués et blessés. Il s'est retiré lorsque j'ai occupé ma nouvelle position... J'ai hâte de savoir les résultats qu'ont obtenu les 1re et 2e divisions[1] ». Conclusion : la seule présence de la division Vedel devant Mengibar avait fait échouer le grand mouvement de Castaños, et tout portait à croire qu'il en serait de même le lendemain, lorsqu'un grand malheur arriva. S'attendant, pour le lendemain, à une « tentative nouvelle et plus sérieuse[2] », Dupont fit demander à Vedel *un bataillon ou une brigade*[3], s'il n'avait point trop de monde devant lui, et l'informa que « l'ennemi avait cherché à passer le Guadalquivir, qu'il avait effectué son passage sur plusieurs points, mais encore en petit nombre[4]. » « Je renforçai de 4 compagnies le général Liger-Belair, dit Vedel, et jugeant ainsi le poste de Mengibar suffisamment défendu, et d'ailleurs à portée d'être secouru par Gobert qui avait pris position à Baylen, je résolus de marcher sur Andujar (à cinq heures du soir), avec le reste de ma division. *J'envoyai sur-le-champ l'aide de camp Walner prévenir le général en chef de ce mouvement, afin que, s'il le désapprouvait, je pusse en chemin recevoir le contre-ordre. Mon aide de camp arriva à sept heures du soir à Andujar*... A deux heures du matin, le 16, j'arrivai seulement à la maison de poste (Casa de postas) à mi-chemin de Baylen à Andujar. *On y témoignait autant d'impatience que de désir de me voir arriver.* A la vue des renforts que j'amenais, l'ennemi qui, le 16, avait

1. *D. Juan de la Cruz à Castaños*, 16 juillet, 8 heures et demie du matin.
2. *Dupont à Savary*, 15 juillet. Lettre interceptée.
3. Clarke dit *un bataillon et un escadron*. Rapport à l'empereur (Arch. nat., AF^{IV}, 1613).
4. *Interrogatoire de Vedel*. Conseil d'enquête de 1812 (Arch. Guerre).

recommencé son attaque et qui canonnait vivement Andujar, cessa son feu. Le reste de la journée fut tranquille... *On m'avait dépêché plusieurs officiers pour accélérer ma marche.* J'avais prévenu le général Gobert de mon mouvement[1]. »

Mais Vedel oublie de dire qu'obligé de défiler devant Villanueva et de longer la rive droite du Guadalquivir, Coupigny découvrit son mouvement et se jeta sur sa division. « Ayant observé dans la soirée qu'une colonne et un convoi se dirigeaient par le chemin royal sur Andujar, j'ordonnai au régiment de cavalerie de Bourbon, au bataillon de Catalogne et aux guerillas de passer les gués, afin de les prendre en flanc, de les harceler et d'en tuer ce qu'ils pourraient. Ainsi firent-ils, sans que l'ennemi interrompît sa retraite. Quelques bataillons et escadrons se formèrent en bon ordre sur mon front pour protéger le convoi, ce qui n'empêcha point, que, chargeant leur flanc gauche et leur arrière-garde, on ne leur tuât beaucoup de monde et fît bien des prisonniers, notamment un courrier que Dupont envoyait à Madrid, du matériel, etc. Les prisonniers que j'ai interrogés disent tous qu'ils souffrent de la faim, ce que confirment les lettres mêmes de Dupont : aussi, en dépit du langage qu'il tient à notre égard, *soyez persuadé que vous avez 10.000 hommes devant vous, et croyez que, s'il en recevait la sommation avec les avantages que son honneur et sa dignité pourraient lui faire accorder, il se rendrait avec ses troupes*[2]. »

Fort probablement la lecture de ce rapport leva les indécisions que pouvait avoir Castaños ; toutefois, suivant son habitude de ne rien entreprendre sans consulter ses généraux, il convoqua un nouveau conseil de guerre, où

1. *Observations de Vedel* (Arch. Guerre).
2. *Coupigny à Castaños*, Villanueva, 16 juillet.

l'on décida que « *Coupigny et Reding attaqueraient conjointement Baylen, pendant que Jones et la réserve attireraient l'attention de l'ennemi par une démonstration sur Andujar*[1]. »

II

JOURNÉES DES 16 ET 17 JUILLET

Il n'est point admissible que Vedel ait négligé de rendre compte à Dupont de l'échauffourée qu'il venait d'avoir entre la maison de poste et Andujar, ainsi que de l'enlèvement de ses dépêches du 15 au soir à Savary et du 16 au matin à Belliard. C'était là un *premier avertissement* des dangers que couraient la gauche et les derrières de l'armée.

Tout autre général que Dupont s'en fût ému et eût évacué Andujar le soir même, pour se concentrer à Baylen, en ne laissant sur le Guadalquivir que des postes d'observation; mais tel n'était point son dessein, et quels qu'ils fussent, les mouvements de l'ennemi ne pouvaient l'amener à l'abandonner. Vedel s'en rendait mieux compte; lorsqu'à son arrivée à Andujar, le général Marescot accourut au-devant de lui pour lui souhaiter la bienvenue : *Je suis fort aise de ne plus avoir de responsabilités*[2], fut sa réponse. L'allusion était claire, et peut-être ne pensait-il point si bien dire, car elles se dressaient derrière lui; par sa faute, Liger-Belair culbuté, Gobert impuissant à contenir Reding et mortellement blessé, la route de Madrid allait être découverte...

1. *Whittingham à Dalrymple*, 21 juillet.
2. *Précis historique de Marescot* (Arch. Guerre).

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, on donnera ici, autant que les pièces de correspondance permettent de le faire, le tableau d'emplacement des troupes, *le* 16 *au matin*, lorsque Vedel fut entré à Andujar.

DIVISIONS	BRIGADES	RÉGIMENTS	EMPLACEMENTS
Quartier-génal	....	....	Andujar.
1re div. BARBOU			id.
2e div. VEDEL	*Liger-Belair*	5e Légion	1er, 3e bat. à Andujar, 2e bat. devant Mengibar avec 4 pièces de canon.
		3e suisse	Devant Mengibar, avec le général *Liger-Belair*.
	Cassagne	1re Légion	Andujar.
Div. suisse-esp. ROUYER	*Schramm*	....	id.
		Marins de la garde	id.
	Lefranc	6e provisoire	id. avec 4 p. de can. Le 5e prov. est en route dans la Manche pour rejoindre.
Div. GOBERT	*Dufour*	7e............	2 bons à Baylen, 2 à Linharès
		8e.......... ...	Echelonné de Madredijos à la Caroline avec le reste de l'artillerie de la divis.
Div. de cavalie	....	....	Andujar. 1/2 esc. de drag. devant Mengibar.
FRÉSIA		5e prov. de cuiras.	1 esc. à Andujar, 2 à Baylen et 2 à Linharès avec le général *Lagrange*.

Le bac de Mengibar et les gués avoisinants conduisent à une petite plaine où s'embranchent les chemins de Linharès et de Baylen. Sur la rive droite, une redoute, et sur l'autre, de modestes tranchées dominées par les hauteurs commandaient ces passages; 4 compagnies les occupaient, mais en amont, le Guadalquivir était franchissable en une foule de points que Liger-Belair avait trop peu de monde pour garder et même pour observer. Dans la nuit, les dragons envoyés en reconnaissance sur Javalquinto l'informèrent que des partis s'étaient montrés à Baëza; aussi, menacé sur son front et son flanc gauche et ne pouvant douter qu'il serait attaqué dès la pointe du jour,

demanda-t-il des secours à Gobert. Or ce malheureux général, dont la division était entièrement disséminée, et qui ne disposait que de 2 bataillons, 2 escadrons et 4 bouches à feu, se trouvait lui-même dans la plus grande perplexité, car Lagrange lui avait mandé de Linharès que 5.000 Espagnols occupaient Baëza et paraissaient vouloir se diriger sur la Caroline. « *Si je vais à eux*, écrit-il à Dupont, *je me sépare de vous : si je reste, la porte de Madrid sera fermée*[1]. » Le 16 au matin, il ne sait encore quel parti prendre : « Je reste à Baylen avec 1.100 hommes, dont 200 de cavalerie. » Mais alors une seconde dépêche de Liger-Belair, lui annonçant qu'il est attaqué et qu'il se replie sur Baylen, lève ses incertitudes. « Je marche. Belair est forcé à la retraite. »

En effet, à trois heures du matin Reding avait lancé sa division de l'autre côté du Guadalquivir, en laissant sur les hauteurs qui commandent le bac 2 bataillons, 2 pièces de canon et quelque cavalerie que Coupigny lui avait envoyés pour le recueillir au besoin. Et comme il eût été long et dangereux de faire passer toutes ses troupes sur le bac, la majeure partie avait traversé le fleuve au gué de Rincon, à 3 kilomètres en amont[2].

On entendra ici les rapports de Dufour et du commandant d'Affry, du 3e suisse, ils se complètent ; celui de Reding est vague et célèbre à outrance un succès par trop facile.

« Le 16 au point du jour, l'ennemi descendit vers le Guadalquivir, et le feu de son artillerie obligea les 4 compagnies à se retirer sur les hauteurs en arrière et à se joindre aux autres troupes. Le général Belair exécuta un changement de front en arrière sur sa droite. Le commandant d'Affry fut chargé de couvrir la gauche ; le

1. *Gobert à Dupont*, Baylen, 15 juillet, trois heures après-midi.
2. Arteche, *loc. cit.*, II, 484.

2e bataillon de la 5e légion se retira par la droite. L'artillerie filait au centre : le tout en bon ordre.

« On était tourné par la gauche : M. d'Affry, en gagnant la forêt, fut attaqué par une force triple et, la fusillade étant très vive, il fallut abandonner une pièce et un caisson. La retraite se fit sur Baylen.

« L'ennemi déboucha avec 12.000 hommes d'infanterie (25 bataillons), 800 à 1.000 chevaux (10 escadrons) et 10 bouches à feu » (*D'Affry*).

« Au premier avis de l'attaque, Gobert s'était mis en marche pour soutenir Belair. Il joignit ses troupes à mi-chemin de Baylen à Mengibar, et ce ne fut pas sans beaucoup d'efforts qu'il parvint à les rallier. Sa présence arrêta la poursuite de l'ennemi, et quoique ses forces fussent de beaucoup supérieures aux siennes, il se décida à l'attaquer sur-le-champ ; mais il jugea convenable ensuite de se retirer. Pendant qu'il me donnait ses ordres à cet effet, il fut blessé mortellement à la tête et mourut en chemin [1].

« Le moment devint d'autant plus critique que l'ennemi marchait à nous avec beaucoup de résolution. Sentant qu'il était urgent de lui en imposer par un mouvement vigoureux, j'ordonnai aux cuirassiers de charger. L'apparition de cette belle troupe, que l'ennemi n'avait point encore vue, arrêta son ardeur, et il n'osa plus avancer. Chacun resta dans sa position, et le feu ayant cessé, je profitai de ce moment pour instruire le général en chef. *Il était environ midi quand ma lettre partit.* Vers les sept heures du soir, le poste de Linharès fut attaqué par une colonne partie d'Ubeda, forte de 3.000 hommes. Jugeant par la direction du feu que *ce poste, qui avait ordre de se retirer sur Guarroman, se retirait au contraire sur Baylen et livrait le chemin de la Caroline* », à dix heures

1. Il mourut dans la nuit, à la cure de Guarroman, où on l'avait transporté.

du soir, le général Dufour ordonna la retraite par Baylen sur Guarroman où il prit position le 17, au point du jour (*Dufour*).

De son côté, *et son mouvement resta inaperçu*, à deux heures du soir, Reding rétrograda sur Mengibar et repassa le fleuve, « afin de ne point augmenter le nombre des victimes de la chaleur, de la soif et de la fatigue restées sur le champ de bataille[1]. » Cette fausse manœuvre, en dessillant les yeux de Dupont, aurait dû avoir pour lui les plus heureux résultats, car il avait encore le temps de parer au danger qui menaçait Baylen ; mais bien qu'averti *pour la seconde fois* qu'il ne lui restait d'autre parti à prendre que d'évacuer Andujar et de concentrer ses forces, il s'obstina à porter son attention sur les Visos où Castaños agitait la marotte et simulait des préparatifs d'attaque sérieuse.

Vedel s'est défendu d'avoir découvert Baylen, et comme on touche ici au nœud du drame, il va de soi que les pièces doivent être données *in extenso*. « On me blâme d'avoir marché *moi-même* au secours d'Andujar. Il résulte de la relation du général Dupont que *Gobert avait*, *en joignant ses troupes à celles de Liger-Belair*, *des forces suffisantes à opposer à l'ennemi*, *et que*, *sans sa blessure*, *l'avantage nous serait resté*[2]. » Et en effet, Dupont déclare que « Gobert emmena avec lui 2 bataillons et le 2e provisoire de cuirassiers. Le combat fut très vif, et nous aurions conservé *nos avantages* sans la blessure qu'il reçut[3] ! » Le rapport de Dufour montre au contraire que ce général fut mortellement blessé au moment où il lui donnait ses ordres *pour la retraite*. « J'avais, dira aussi Dupont, donné au général Vedel l'ordre de m'envoyer *un bataillon*

1. *Reding à Castaños*, Mengibar, 16 juillet.
2. *Observations du général Vedel* (Arch. Guerre).
3. *Relation de Dupont* et *Précis des opérations*, par le même (Arch. Guerre).

ou une brigade, s'il n'avait pas d'ennemis devant lui. Cet ordre si précis fut violé : *le général Vedel marcha avec toute sa division* et abandonna la position de Mengibar qui couvrait Baylen[1]. »

L'exagération est évidente, et peut-être voulue : Vedel s'alarma outre mesure des dangers que courait son général en chef devant Andujar, et crut bien faire en s'y rendant *de sa personne*, avec *la majeure partie, mais non point avec la totalité* de sa division. Au surplus, « si ma marche était une faute, pourquoi ne l'avoir point prévenue[2]. » Dupont le pouvait-il ? En avait-il le temps ? Oui, évidemment.

La dépêche de Dufour parvint à Andujar vers quatre heures du soir, et Vedel retourna sur-le-champ à Baylen par une marche de nuit.

Dupont à Vedel

Andujar, 16 *juillet.*

« Je vous prie de vous porter le plus rapidement possible sur Baylen, pour y faire votre jonction avec le corps qui a combattu aujourd'hui à Mengibar et qui s'est retiré sur cette ville. Le 6e provisoire et 2 escadrons, l'un de dragons et l'autre de chasseurs, seront adjoints à votre division.

« J'espère que l'ennemi sera rejeté demain sur Mengibar, au-delà du fleuve, et que les postes de Guarroman et de la Caroline resteront en sûreté : ils sont d'une grande importance.

« *Lorsque vous aurez obtenu ce succès, je désire que*

1. *Relation de Dupont* et *Précis des opérations*, par le même (Arch. Guerre).
2. *Observations du général Vedel* (Arch. Guerre).

vous réunissiez à Andujar une partie de vos forces, afin de combattre l'ennemi qui se trouve devant nous. Vous ne laisserez à Baylen que ce qui sera nécessaire pour sa défense.

« Si l'ennemi occupe Baëza, il faut l'en chasser. »

Depuis que les avant-postes avaient été refoulés sur la rive droite du fleuve, les Visos d'Andujar s'étendaient comme un bandeau devant les yeux de Dupont; il ignorait que s'il avait 10.000 Espagnols en face de lui, 17.000 s'apprêtaient à déboucher sur sa gauche. A supposer qu'il eût manqué de perspicacité, l'ennemi commettait faute sur faute et semblait vouloir lui dévoiler ses projets. Le secret et la célérité étaient là, comme partout et toujours, les garanties essentielles du succès; or, à quoi logiquement devaient aboutir les tâtonnements des 15 et 16 juillet, si ce n'est à montrer à Dupont le point faible de sa position? Au lieu de se servir du couloir du Salado, pour faire filer, comme il le pouvait, ses troupes sur Mengibar Castaños ne prit même pas la peine de cacher ce mouvement! « *Dans la soirée du* 16, *on vit partir la droite de l'ennemi de devant Andujar, et prendre une direction qui semblait conduire à Mengibar ou à Baylen.* Le lendemain, la partie de l'armée ennemie restée devant Andujar fit un mouvement comme pour partir, puis le soir, elle revint prendre sa position, mais sans tirer [1]. » Si ridicules qu'elles fussent, et surtout exécutées de la sorte, ces contremarches avaient un but qui n'échappa à personne.

Dupont n'avait conservé avec lui que « la plus faible moitié de ses troupes, restant de sa personne au *poste le plus dangereux et le plus difficile* [2], et Vedel l'avait quitté à neuf heures du soir. En passant à la maison de poste, à

1. *Rapport de Marescot* (Arch. Guerre).
2. *Précis des opérations du général Dupont. Journée du* 16 *juillet* (Arch. Guerre).

environ 15 kilomètres d'Andujar, ce dernier lui adressa une dépêche que nous n'avons pu retrouver, mais dont la réponse donne assurément le sens.

Dupont à Vedel.

Andujar, 17 juillet, onze heures du matin.

« J'ai reçu votre lettre de ce matin, datée de la maison de poste[1]. Je désire bien apprendre votre arrivée à Baylen et votre réunion avec le général Dufour. J'ai reçu la lettre qu'il m'a écrite à trois heures après-midi[2].

« *L'ennemi est encore devant Andujar, mais moins fort qu'hier; il aura probablement fait un mouvement par sa droite.* J'espère que vous arriverez à temps pour joindre M. de Reding et le battre. *S'il y avait des ennemis à Baëza*, menaçant Guarroman ou la Caroline, il faudrait aussi les combattre, car *nous devons nous opposer à tout prix à ce qu'ils s'établissent sur notre ligne d'opérations et de communications.*

« *Cet objet important rempli, il faut nous réunir promptement pour chasser l'ennemi qui est devant nous*, et profiter du moment où il est séparé en plusieurs corps.

« Si vous trouvez devant vous des forces trop considérables, je marcherai de suite pour vous joindre : *l'essentiel n'est pas de garder Andujar, mais de battre l'ennemi et de rester maîtres de nos communications.* Après un avantage remporté, nous serons maîtres de nos mouvements.

1. La *Casa de postas*, dite aussi *Casa del Rey*.

2. Dufour mandait que « Liger-Belair s'était replié sur Gobert qui marchait déjà à son secours, et *qu'il craignait d'être obligé de se retirer sur Guarroman, afin d'y devancer l'ennemi, estimé fort de* 12.000 *hommes, et ce qui avait marché le matin à Linharès, de* 7.000. »

« Je compte sur notre fortune, sur vous et sur nos braves. »

S'il y avait des ennemis à Baëza! non seulement Gobert n'avait cessé, le 15 et le 16, de lui en rendre compte, Dufour les signalait en mouvement *sur Linharès* au nombre de 7.000. De son côté, Vedel qui avait détaillé les forces de Reding, accusait 10 ou 12.000 hommes! Ainsi, d'après tous les rapports 17.000 hommes menaçaient notre unique ligne de retraite, et bien qu'aucun doute ne pût subsister dans son esprit, Dupont persista à rester à Andujar pour « chasser l'ennemi qu'il avait devant lui! » Voici d'ailleurs une note plus grave encore et qui donnerait à penser qu'il perdit la tête; la dépêche avait un post-scriptum : « *Il est onze heures, je n'ai pas encore de vos nouvelles. Un parti ennemi s'étant présenté sur la route, j'envoie 2 compagnies à la poste. Marquez-moi bien vite la force et le mouvement de l'ennemi de votre côté.* »

Ce n'est qu'à l'entrée de la nuit qu'il reçut de son lieutenant la lettre suivante, bien faite pour redoubler ses alarmes et l'engager à décamper sur l'heure. En courant après Vedel, comme Vedel courait après Dufour, il eût ramené son armée entre Baylen et la Caroline, et là elle était sauvée!

Vedel à Dupont

Baylen, 17 *juillet, huit heures et demie du matin.*

« J'arrive à Baylen, où je n'ai trouvé personne. Le général Dufour en est parti à minuit et a marché sur Guarroman. Comme il n'a laissé personne pour m'instruire des motifs de cette démarche, je ne puis rien dire de positif à cet égard; mais le bruit commun étant que les

troupes ennemies qui ont attaqué hier le général Belair, se sont dirigées avec celles qui étaient à Ubeda (Baëza), vers les gorges par Linharès et Sainte-Hélène, on doit penser que le général Dufour s'est mis à leur poursuite.

« Comme *les instructions de Votre Excellence portent que je dois faire ma jonction avec le corps qui s'est replié sur Baylen*, quoique harassé je partirai d'ici pour me rendre aujourd'hui à Guarroman, afin de regagner la journée que l'ennemi a sur moi, l'atteindre, le battre et déjouer ainsi ses projets sur les gorges. Je vais écrire au général Dufour pour l'informer de mon mouvement, savoir quelque chose de positif sur sa marche et sur les données qu'il peut avoir de celle de l'ennemi.

« Le corps ennemi qui a combattu le général Belair est évalué à 10.000 hommes. On n'a pu me dire le nombre de ce qu'il y avait à Ubeda. Il n'est rien passé de ces troupes à Baylen. Je désire recevoir cette nuit, à Guarroman, des ordres de Votre Excellence; j'en partirai de bonne heure.

« Je fais porter cette dépêche par 12 dragons; j'espère qu'ils ne trouveront pas d'obstacles. »

Dufour répondit « qu'il avait tenu en avant de Baylen jusqu'au moment où il avait su que 300 hommes du 7e provisoire avaient été forcés à Linharès par 6 à 7.000 hommes *dont* 1.000 *de cavalerie en habits jaunes* partis de Baëza; n'ayant alors aucune nouvelle du général Dupont, il avait cru devoir partir pour Guarroman, et avait appris en y arrivant que 9 à 10.000 ennemis étaient entre Linharès et Guarroman, marchant sur Sainte-Hélène, où il avait envoyé un bataillon du 7e provisoire. [1] »

1. *Dufour à Vedel*, Guarroman, 17 juillet. Que d'habits jaunes! A notre connaissance, seul le régiment de *dragons Lusitania* les portait de cette couleur, et il ne faisait point partie de l'armée d'Andalousie.

Chemin faisant, Vedel se monta la tête au point de croire que déjà l'ennemi était à la Caroline. Dans son *Rapport sur les événements du* 15 *au* 17 *juillet*, Dufour nous apprend à ce sujet qu'en arrivant à Guarroman, à dix heures et demie du soir, Vedel fut très étonné de l'y trouver *parce que, prétendait-il, l'ennemi était maître de la Caroline*, et qu'en conséquence il lui donna l'ordre de s'y rendre sur-le-champ. « Bien persuadé que l'ennemi était à *Linharès*, je lui observai que le mouvement sur la Caroline où j'avais déjà fait pousser une forte reconnaissance, devenait non seulement inutile, mais même dangereux ; que *l'ennemi n'avait pu s'y porter qu'en me passant sur le corps, toute autre communication que celle que j'occupais étant impraticable pour un corps de troupes*. Malgré mes observations, il insista pour que je me rendisse *non seulement à la Caroline, mais même à Sainte-Hélène ;* ajoutant qu'après avoir laissé reposer sa division quelques instants, il se rendrait lui-même à la Caroline. A cette détermination, je ne pus m'empêcher de m'écrier : « *Mais que deviendra le général Dupont ?* » Il répondit *qu'il avait laissé une brigade à Baylen, commandée par Cavrois ; qu'au surplus il allait écrire au général en chef pour l'inviter à se retirer sur-le-champ ;* qu'enfin il avait ordre de chercher l'ennemi, de le combattre et de revenir. *Je lui observai que l'ennemi était à Linharès ; que d'ailleurs c'était par des reconnaissances et non pas en corps d'armée qu'il convenait de le chercher*. Toujours persuadé que l'ennemi était à *la Caroline*, M. le général Vedel me donna derechef l'ordre de partir. De mon côté, voyant que toute représentation était inutile, je le priai de m'en donner l'ordre par écrit, ce qu'il fit dans les termes ci-après :

A M. le général Dufour

Guarroman, 17 *juillet.*

« Vous partirez de suite pour vous rendre à Sainte-Hélène, et y prendrez position avec vos troupes. »

Le général de division,

Signé : VEDEL.

« Ce fut en présence d'une partie des officiers de l'état-major du général Vedel et du mien qu'eurent lieu, à Guarroman, les explications ci-dessus. »

Une telle déclaration constitue une charge d'autant plus écrasante contre Vedel qu'il n'avait laissé à Baylen *qu'un bataillon et une pièce de canon* avec le général Cavrois [1], et que même il les rappela à lui quelques heures après son départ ! Rien ne transpira de cette discussion dans ses dépêches à Dupont. Si, comme il l'assure, les reconnaissances envoyées « vers le Guadalquivir » lui donnèrent « la certitude qu'il n'y avait point d'ennemis entre le fleuve et Baylen [2] », ce n'était point assez : *il fallait reprendre le contact* et pousser des pointes sérieuses *sur Mengibar et Villanueva*, et non à mi-chemin.

On le conçoit sans peine, *tout était là* et dès lors tout changeait de face, car les patrouilles eussent découvert *sur la rive droite du fleuve* l'ennemi après lequel il courait à marches forcées vers le Despeña Perros. Mais non, se bornant à des reconnaissances insuffisantes ou mal faites, Vedel *infère de ce qu'elles n'ont point rencontré l'ennemi entre le Guadalquivir et Baylen, qu'il se porte sur la Caroline !* Alors qu'en peu d'heures sa cavalerie peut

1. *Ordre de Vedel au général Cavrois*, 17 juillet.
2. *Observations de Vedel* (Arch. Guerre).

l'éclairer sur la situation, *il préjuge*, et rien à la guerre n'est plus dangereux; il marche en aveugle vers les défilés de la Sierra Morena, à la poursuite d'un ennemi imaginaire et avec une telle précipitation qu'il laisse Baylen à la merci des colonnes espagnoles prêtes à déboucher de Mengibar et de Villanueva.

Vedel à Dupont

Guarroman, 17 *juillet, dix heures et demie du matin.*

« J'arrive à Guarroman. J'y ai rejoint les généraux Dufour et Belair. Ils partent à l'instant pour aller prendre position à Sainte-Hélène. Peut-être l'ennemi y arrivera-t-il avant eux. Dans ce cas, ils m'attendront pour agir, s'ils ne le peuvent sans moi.

« Les rapports de quelques paysans s'accordent à dire que l'ennemi marche par plusieurs chemins pour s'emparer des gorges. On le dit fort de 8 à 10.000 hommes. Ceci paraît exagéré; quoi qu'il en soit, j'espère que nous le mènerons demain à la française.

« *Je donne ordre au général Cavrois, que j'avais laissé à Baylen pour protéger la communication, d'en partir au reçu de ma lettre, pour me rejoindre demain matin à Sainte-Hélène.*

« Je chercherai l'ennemi sur toutes les routes, afin de le battre partout. Mon expédition terminée, je reviendrai à Baylen avec le gros de ma troupe et y prendrai position pour vous rejoindre ensuite dans le plus court délai.

« J'ai examiné la situation de Baylen. Elle me paraît très avantageuse sous tous les rapports. *Un corps d'armée établi à Baylen serait maître de tout le royaume de Jaën, en faisant occuper Baëza et Ubeda, et y vivrait bien.* »

Vedel entra à la Caroline dans la matinée du 18, au

moment où, par son ordre, Dufour atteignait Sainte-Hélène. D'Espagnols, point : la route de Madrid était ouverte et les courriers y circulaient. Vainement prétendra-t-il plus tard avoir agi « avec l'approbation de Dupont » ; dans la nécessité de s'en remettre aux informations qu'il en recevait, celui-ci se borna en somme à lui répondre : « Vous êtes mieux placé que moi pour voir et savoir, faites... »

Après une aussi horrible manœuvre, et pour peu qu'il songeât aux dangers que courait le général en chef, Vedel devait à toute bride se rabattre sur Baylen ; il n'en fit rien. Aux fautes qu'il commit les 16, 17 et 18, devaient s'ajouter par surcroît celles du 19, dont les conséquences furent si terribles que ne pouvant les attribuer à des malentendus, à des renseignements erronés, Clarke en arriva à le soupçonner de jalousie et de mauvais vouloir. « *Tout me fait craindre que Dupont ait été mal obéi... Je ne sais si la similitude de grade n'a pas eu une influence funeste sur la discipline*, etc[1]. »

III

DUPONT S'ATTARDE A ANDUJAR

Pourquoi Dupont remit-il au 18 au soir l'évacuation d'Andujar? A quel moment lui apparurent le danger de sa position et les responsabilités qui s'amassaient sur sa tête? Abandonner Andujar le 17 ou l'abandonner le 18 c'était sauver ou peut-être perdre l'armée, et seules, les pièces de correspondance présentent un caractère de certitude assez absolu pour permettre de résoudre des questions d'une telle gravité dans les circonstances où l'on se

1. *Clarke à Napoléon*, 7 août (Arch. Guerre).

trouvait. D'ailleurs, Dupont n'a rien dit ni écrit à ce sujet, et le Conseil d'enquête de 1812 ne le mit point en demeure de rendre compte de l'emploi qu'il fit de la journée du 17, non plus que de la nuit suivante. Rien pourtant n'était plus essentiel, car le sort du corps de la Gironde se décida les 17 et 18.

Lorsque Dupont débarqua à Toulon, le 4 octobre, l'ordre fut donné de le mettre en arrestation, de poser les scellés sur ses papiers et de les envoyer à Paris. Il existe aux Archives nationales un *Rapport* sans date *du duc de Feltre à l'Empereur*[1], renfermant le *Procès-Verbal d'inventaire* que dressèrent trois attachés du ministère de la Guerre, désignés pour procéder à l'ouverture du portefeuille. Clarke dit : « J'ai nommé une Commission pour examiner les papiers et en faire l'analyse, afin de me mettre à même d'en rendre compte à Votre Majesté. Il résulte de cet examen que, sur 304 pièces qui forment la totalité des papiers trouvés chez le général Dupont, 25 ou 30 seulement sont de nature à jeter quelque jour sur la malheureuse affaire de Baylen. » Or, ayant fait le triage de ces dernières, grande a été notre surprise de n'en trouver qu'un nombre restreint, tant aux Archives nationales qu'à celles de la Guerre et aucune qui ait trait aux journées des 16, 17 et 18 juillet. Nous ne sommes point éloigné de croire que le dossier a été soustrait, et la perte serait irréparable si, antérieurement à sa disparition, Cabany [2] n'avait inséré dans son ouvrage et reproduit *in extenso* la correspondance de Dupont et de Vedel au moment de Baylen, et si l'analyse des pièces portées sur l'inventaire n'était *absolument digne de foi*. Nul doute que Dupont reçut les dépêches de Vedel et de Dufour, on les a trouvées en sa possession ; et de même pour

1. *Arch. Nat.*, AF^{IV}, *3161, 14e dossier.*
2. *Étude hist. sur la Capitulation de Baylen.*

Vedel et Dufour, celles du général en chef, puisqu'on en saisit la trace dans les *Observations* de l'un et le *Rapport* de l'autre.

Laissons Vedel pousser devant lui Dufour sur Sainte-Hélène, et lui emboîtant le pas sur de simples bruits, courir à la Caroline ; si énorme que fût cette faute, non moindre devait être celle de Dupont. Marescot nous le montre « renfermé et ne prenant avis de personne », et pourtant nul de ses généraux ne lui aurait caché que la ligne de communication se trouvant exposée, il fallait sur-le-champ évacuer Andujar, dût-on avoir sur les talons les troupes que Castaños commandait en personne. De passive, la défense fût devenue active, et l'armée concentrée à Baylen eût défié les efforts de l'ennemi, par la raison que le terrain s'y prêtait à merveille et qu'elle était manœuvrière. Mais non, on ne décampe ni le 16 au soir, ni même le 17, à la nouvelle si alarmante pourtant qu'il n'y a personne à Baylen. Dans sa *Relation* comme dans son *Précis*, Dupont se garde de parler de l'ordre de départ qu'il donna le 17 au soir et rapporta aussitôt. A ce sujet, Privé apprend que, « dans la matinée du 17, le général Frésia ordonna de faire une reconnaissance sur le point où la colonne ennemie qui la veille, avait tiré sur la droite, s'était dirigée. Je chargeai le 2e provisoire de dragons de cette reconnaissance. M. le major Bessart me rendit compte, à son retour, qu'il avait trouvé l'ennemi bivouaqué sur une hauteur, à côté de Villanueva ; que, s'étant approché de cette position, on lui tira quelques coups de canon, que les Espagnols se mirent en bataille et qu'il reconnut que leurs forces étaient d'environ 9 à 10.000 hommes. J'en fis mon rapport au général Frésia, qui me conduisit au même instant chez le général Dupont. *D'après les renseignements que je lui donnai, le général Dupont ne douta plus que l'intention de l'ennemi ne fût de l'attaquer sur*

ses derrières. Il se détermina à quitter Andujar, et donna l'ordre de nous tenir prêts à partir le soir même... On ne partit point. J'ignore les raisons qui ont déterminé le général en chef à changer sa première résolution. Toute la journée du 18 se passa à observer l'ennemi. Mais on remarqua que le camp espagnol se dégarnit de troupes à chaque instant.»

D'autre part, Marescot rapporte que le 17 Dupont donna l'ordre de départ pour le soir. « Il devait laisser à Andujar un bataillon pour garder et ramener les malades; mais *la crainte que ce bataillon tombât entre les mains de l'ennemi fit différer jusqu'au lendemain afin de partir tous ensemble.* » La raison est peu plausible, car le général qui avait abandonné ses malades à Cordoue, n'était point homme à hésiter à les laisser encore à Andujar et à sacrifier un bataillon pour sauver le reste de l'armée. Nous n'hésiterons point à dire que, s'il temporisa, c'est qu'il s'illusionna jusqu'au dernier instant, qu'il escompta les succès de Vedel et caressa son rêve de renforts et d'offensive. Tels sont en effet le ton et le sens de ses dernières dépêches. Lorsque plus tard le ministre de la Guerre demanda au capitaine Villoutreys « comment le général Dupont n'était pas parti, le 17, avec tout son corps pour entreprendre sa retraite », celui-ci répondit : « J'ai toujours conservé l'idée qu'il n'abandonnait pas l'espoir d'attaquer l'ennemi dans sa position devant Andujar, s'il n'était pas inquiété sur ses derrières. » Au fond, nous ne disons point autre chose. Vedel n'ayant signalé qu'environ 10.000 Espagnols dans la direction de Linharès, il s'attendait à recevoir la nouvelle qu'il les avait culbutés ; sans doute, le rapport de reconnaissance du major Bessart l'ébranla et, sur l'instant, il donna un premier ordre pour la retraite; mais la dépêche qu'il reçut de ce général, quelques heures plus tard le rassura au point

qu'il sursit au départ et se borna à expédier dans la soirée 2 bataillons sur Baylen, où il ne se trouvait plus personne.

Dupont à Vedel.

Baylen, 17 *juillet*.

« J'ai reçu votre lettre de Baylen : d'après le mouvement de l'ennemi, le général Dufour a très bien fait de le gagner de vitesse sur la Caroline et sur Sainte-Hélène, pour occuper la tête des gorges. Je vois avec plaisir que vous vous hâtez de vous réunir à lui, afin de combattre avec avantage, si l'ennemi se présente. Mais, au lieu de se rendre à Sainte-Hélène, l'ennemi peut suivre la vieille route, qui de Baëza va à Aldea Quemada et qui est parallèle à la grande route. S'il prend ce parti, il faut le gagner encore de vitesse au débouché de cette route, afin de l'empêcher de pénétrer dans la Manche[1]. *D'après ce que vous me dites, ce corps ne serait que d'environ* 10.000 *hommes, et vous êtes en mesure de le battre complètement;* s'il est plus considérable, manœuvrez pour suspendre sa marche, ou pour le contenir dans les gorges, en attendant que j'arrive à votre appui.

« Je vous engage, pour avoir des nouvelles, à envoyer un parti assez fort à Linharès et Baëza, pour qu'il ne soit pas compromis. *Il est de la plus haute importance de savoir la force et la direction des ennemis qui ont passé par ces deux villes.*

« Il y a encore, devant Andujar, un ennemi assez nombreux : *mais s'il est passé plus de* 10.000 *hommes par les montagnes, je ne dois pas balancer à quitter Andujar et à*

1. Cette vieille route rejoint la nouvelle à Santa-Cruz-de-Mudela. Il n'y pouvait guère passer que de l'infanterie.

me réunir à vous, pour suivre l'ennemi et lui livrer bataille. Marquez-moi bien rapidement ce que vous saurez de certain. Mon parti dépend de ce que vous me direz.

« Si vous trouvez l'ennemi à la Caroline ou sur tout autre point de la grande route, *tâchez de le battre*, *pour venir me rejoindre et repousser ce qui est devant Andujar*... Nos succès dépendent en ce moment de la célérité de vos opérations... J'attendrai vos lettres avec la dernière impatience. »

Ainsi se passa la journée du 17. Le lendemain, *dans la matinée*, Dupont apprit que les bataillons détachés sur Baylen n'avaient pu franchir le Rumblar et que les Espagnols occupaient les hauteurs de la rive gauche. La route était interceptée; Reding et Coupigny s'étaient établis à Baylen, *à neuf heures du matin*[1].

On se demandera comment il se fit que ces bataillons n'entrèrent point à Baylen au plus tard à la pointe du jour, car la distance d'Andujar n'est guère que de 5 lieues... Évidemment les Espagnols ne purent couronner les hauteurs en avant de la ville et y pousser leurs avant-postes qu'entre dix et onze heures, et à supposer que le courrier expédié par le commandant du détachement n'ait point perdu de temps, Dupont dut en être informé entre midi et une heure, et non point *dans la matinée*. Mais à tout prendre, quelques heures plus tôt ou plus tard ne pouvaient changer la situation qui, de critique, était devenue subitement désespérée; non seulement la retraite se trouvait interceptée, mais l'armée était coupée en deux tronçons qu'une nouvelle série de fautes étranges ne devait point permettre de souder.

Reding avait repassé le Guadalquivir le 17 au soir, et

1. *Whittingham à* *mple*, Andujar, 21 juillet; *Castaños à la Junte*, 9 juillet.

couché sur les positions dont il avait chassé Liger-Belair, lors du combat de la veille. A la pointe du jour, Coupigny l'y avait joint, et conformément aux décisions du Conseil de guerre, ils s'étaient portés sur Baylen [1]. Or, pas un coup de fusil et personne sur la route ; la ville était absolument dégarnie de troupes et ils y avaient pris position.

Tandis que les Espagnols approchaient de Baylen, Dupont reçut la dépêche de Vedel datée de la veille, à Guarroman. Poursuivi par l'idée d'offensive, les yeux rivés sur les Visos, négligeant les avertissements qui se succédaient sans interruption depuis le 16, enfin commettant la pire des fautes, qui consiste à escompter les succès de son lieutenant et à croire que l'ennemi manœuvrera mal, sa conduite est inexplicable et sera sévèrement jugée : tout, jusqu'à sa réponse à Vedel accuse à la fois les dangers de sa situation et l'absurde opinion qu'il persiste à s'en faire. Aveuglement et suprême imprudence, confiance et perplexité, tout cela se heurte et se mêle dans le désordre de son esprit. On ne sait que conclure, ou plutôt on ne le sait que trop, car nombreux sont les officiers sur les lèvres desquels pourrait se lire le mot que nous n'avons point le courage de prononcer.

Dupont à Vedel.

Andujar, 17 juillet, 7 heures du matin.

« Je reçois à l'instant votre lettre de Guarroman, de 10 heures et demie du soir.

« *L'intention de l'ennemi est évidente. Il a voulu nous*

1. *Reding à Castaños*, Baylen, 22 juillet.

enfermer dans la Sierra Morena entre Andujar et Sainte-Hélène, dans l'espoir de nous affamer *pour nous attaquer ensuite de front.* J'espère que le général Dufour sera arrivé à temps à Sainte-Hélène, et que l'ennemi n'aura pu gagner les gorges avant la réunion de vos forces sur ce point si important. *Après l'avoir battu, vous le rejetterez sur Baëza* et vous établirez une bonne défense à Sainte-Hélène. Faites-y construire quelques ouvrages pour y placer du canon. Ce poste sera alors plus en sûreté.

« Baëza et Linharès devront être aussi gardés.

« *Lorsque vous serez de retour à Baylen, le résultat de vos opérations déterminera le parti que nous aurons à prendre. Aussitôt que vous le pourrez, envoyez-y quelques troupes pour assurer nos communications. Je ne puis pas me dégarnir ici, comme vous le sentez bien, ayant toujours devant moi l'ennemi que vous avez vu et qui paraît être de la même force.*

« J'avais craint que le corps qui s'est jeté dans les montagnes ne cherchât à gagner la Manche par Aldea Quemada. Cela nous aurait obligés à un mouvement très long et nous aurait séparées.

« Je ne vous recommande pas de hâter vos opérations, vous en sentez trop l'importance. Instruisez le général Belliard du résultat de vos mouvements, *et demandez un itinéraire des renforts qui doivent être en marche. Leur arrivée ne peut être trop prompte. Il faut reprendre sur-le-champ l'offensive.*

« *Les bataillons de la division Gobert à Madridejos et Manzanarès ont dû recevoir l'ordre de se réunir à la division.* Assurez-vous si cet ordre s'exécute. Il faut que d'autres troupes les remplacent pour assurer la route. Parlez-en au général Belliard. Je l'ai demandé plusieurs fois au général en chef.

« *J'attends avec impatience des nouvelles de votre journée. J'ai la meilleure espérance, et ce que vous me dites y ajoute encore. Ce moment est bien important pour nous.*

« J'ai gardé les dragons qui m'ont apporté hier votre lettre : gardez ceux qui vous ont porté ma réponse.

« Mille amitiés.

P.-S. — « Je suis navré de la perte du général Gobert : Je le regretterai amèrement toute ma vie.

« J'espère que votre retour à Baylen sera très prompt ; *l'ennemi fait des mouvements devant nous.* »

Oui, sans doute, « le moment était fort important » ; suivant l'énergique expression du maréchal Bugeaud, il s'agissait de f..... le camp, et après avoir hésité, tergiversé, caressé des chimères, Dupont ne le sut point.

Persuadé que les pièces de correspondance suffiraient à établir les faits, nous n'avons voulu ni suivre la guerre à coups de *mémoires* que les généraux se firent par la suite, ni moins encore les mettre en contradiction avec eux-mêmes. Les malheureux parurent avoir oublié que leurs dépêches démentent leurs déclarations; en se rejetant les responsabilités, ils ont confirmé l'opinion que nous ne craignons point d'émettre qu'il les partagent au même degré.

IV

RETRAITE ET BATAILLE DE BAYLEN

Décamper en plein jour à la vue de l'ennemi était d'autant moins possible que la chaleur étouffante eût mis la

colonne en désordre, et Dupont attendit que la nuit dérobât son départ. Outre 1.200 malades, — on en laissa 300 non transportables à Andujar — il fallait escorter le parc d'artillerie, les bagages et les ambulances. On verra bientôt à quoi se réduisait « l'immense » convoi de 800 voitures dont on lui fit reproche. Un témoin oculaire n'a point craint d'écrire que « cette petite armée avait plus de bagages qu'une armée de 150.000 hommes. De simples capitaines avaient des carrosses à quatre mules. On comptait au moins cinquante chariots par bataillon; *c'étaient les dépouilles de la ville de Cordoue*[1] »... Certes, la lecture des Marbot, Thiébault, Saint-Chamans, et tant d'autres, est bien faite pour mettre en garde contre les exagérations dont la passion ou d'autres sentiments moins avouables peuvent rendre coupables des personnes qui pourtant s'affublent du titre de *témoins oculaires*. Nos appréhensions à cet égard sont si vives que nous voudrions faire suivre tout lambeau de phrase qui leur est emprunté d'une série de points d'interrogation, afin que le lecteur ne se méprît point sur notre pensée.

L'avant-garde se mit en marche le 18 à 6 heures du soir, et la colonne, une heure et demie plus tard. « Il importait beaucoup de dérober notre mouvement au général Castaños, qui n'était éloigné d'Andujar que d'une portée de canon. Il était impossible d'évacuer la tête de pont et la ville pendant le jour. La marche ne pouvant s'opérer que sur une colonne, les troupes furent disposées de manière à pouvoir combattre en marchant, en avant et en arrière. Placées entre deux corps ennemis, cet ordre était indispensable. Les ambulances, le parc et les bagages furent rangés en conséquence[2]. »

1. *Relation du médecin Treille, de la division Barbou.*
2. *Procès du général Dupont* (Arch. Guerre).

Voici le dispositif, tel qu'on le trouve dans le rapport de Saint-Jean d'Angély :

Avant-garde : Général *Chabert*.	1 bat^{on} de la 4e légion et 4 c^{ies} d'élite de cette légion. 1 escadron de chasseurs. 2 pièces de canon.
	Distance, 1 *h*. 1/2.
Colonne	4e légion. 4 pièces de canon. Convoi, escorté par le 4e bataillon suisse. Brigade suisse Schramm. Brigade Pannetier. Brigade Dupré. } Division de cavalerie Frésia. — Privé. } 1 escadron de cuirassiers.

Un ordre de marche reflète évidemment les préoccupations et les vues du général, et à ce titre, il mérite plus qu'on ne serait tenté de le croire un examen attentif.

Or ici, l'avant-garde est trop faible, puisqu'on marche à l'ennemi ; le convoi est trop en tête du gros de la colonne et toute la cavalerie est à l'arrière-garde. L'obsédante conviction que la masse principale de l'ennemi n'a cessé d'être du côté d'Andujar se manifeste ainsi par un dispositif qui, sans cette préoccupation exclusive, eût réparti les éléments d'une manière toute différente. Si, d'une part, Castaños devait mettre un certain temps à reconnaître et à passer le pont d'Andujar, de l'autre il fallait enlever le pont du Rumblar, chasser Reding des hauteurs qui le commandent, et le refoulant sur Baylen, s'ouvrir le passage. Les efforts de Dupont devaient avant tout tendre vers ce but, et il suffisait de laisser à l'arrière-garde les forces strictement nécessaires pour contenir Castaños pendant quelques heures. Il n'en fut rien : l'affaire s'engagea et se poursuivit horriblement mal, parce que la colonne avait été aussi mal disposée. « L'avant-garde sera d'abord seule aux prises avec l'ennemi, à 3 heures et demie du matin. A 5 heures, la brigade de chasseurs Dupré arrivera ayant

dépassé le convoi aux premiers coups de canon, et successivement à 6, 8 et 9 heures, le reste des troupes[1]. » En d'autres termes, *le gros de la colonne mettra cinq heures à se dégager du convoi qui obstrue la route, pour se porter à la hauteur de l'avant-garde !* Des engagements vains et répétés épuiseront les troupes et rendront ses efforts impuissants ; au surplus, une dernière faute sera commise : *Il s'agit de faire une trouée, Dupont livrera bataille !*

En arrivant à Baylen, Reding avait demandé à Castaños s'il devait poursuivre la colonne qui se retirait sur la Caroline, et celui-ci lui avait enjoint de se rabattre sans délai sur Andujar[2]. Le mouvement devait s'exécuter le lendemain 19, à la pointe du jour.

A environ 6 kilomètres de Baylen, la route traverse le pont du *Rumblar* ou *Herrumblar*, torrent presque à sec dont le lit est encombré de blocs de rochers et les rives escarpées. De là, elle s'élève sur le flanc du vallon de la *Dehesa*, vers le *col de la Croix-Blanche* (*Collado de la Cruz-Blanca*). En l'atteignant, on se trouve à l'entrée d'un cirque de hauteurs dont Baylen occupe le fond à une distance de 1.500 mètres. A droite, en effet, se dressent le *Cerrajon* et la *Haza Walona ;* à gauche et symétriquement par rapport à la route, le *grand* et le *petit Zumacar*. En travers du cirque, du nord au sud, *le Cerro de Valentin*, issu du grand Zumacar, couvre directement Baylen. De la Croix-Blanche, la route s'abaisse vers le *Rio Alamises*, qui longe le pied du Valentin, et après avoir franchi le Cerro, elle entre dans le bourg que domine au nord la hauteur de la *chapelle San-Cristobal.*

A la sortie de Baylen, la route s'élève vers un court défilé qu'encadrent deux croupes du fond du cirque, le *Cerro de las Nieves* et l'*Ahorcado ;* de là, elle gagne Guarroman.

1. *Rapport de Regnault de Saint-Jean d'Angély.* (Arch. Guerre.)
2. *Whittingham à Dalrymple*, 21 juillet.

Les pentes du Cerrajon, de la Haza et des Zumacar sont raides, parsemées de bois ou de bouquets d'oliviers, mais nullement rocheuses, et il en est de même des rampes d'accès de la Croix-Blanche du côté de la *Dehesa*, l'escalade n'en présente aucune difficulté, même pour la cavalerie[1].

Les divisions Reding et Coupigny, fortes ensemble de 17.000 hommes, dont 1.200 de cavalerie, et 16 pièces de canon, bivouaquaient sur le Cerro de Valentin, à cheval sur la route : Reding au nord et Coupigny au sud. Et comme il fallait observer les débouchés de Guarroman, par où Vedel pouvait revenir et attaquer à dos pendant la marche sur Andujar, Reding avait fait occuper le San-Cristobal par 3 bataillons et l'Ahorcado par 3 autres ; le régiment de cavalerie de Montesa patrouillait dans la direction de Guarroman. Il se rendait visiblement compte de sa situation, en somme tout à fait comparable à celle de Dupont.

Chabert passa le Rumblar, atteignit la Croix-Blanche sans avoir rencontré personne et culbuta l'avant-garde ennemie. Il lui enleva même 2 pièces de canon, mais sans pouvoir les emmener. Les hauteurs du petit Zumacar et du Cerrajon avoisinant le col furent aussitôt occupées.

A ce moment, l'armée espagnole rompait les faisceaux et, le jour se levant, s'apprêtait à se mettre en marche sur Andujar : entendant la fusillade, les divisions se formèrent sur place et lancèrent vers les hauteurs des régiments qui parvinrent sans peine à nous en déloger. Chabert n'avait avec lui qu'un bataillon de la 4e légion, 4 compagnies de grenadiers, 1 escadron et 2 pièces de canon ; il se replia sur le col et s'y cramponna. En vain les brigades de cavalerie Dupré et Privé, accourant de la queue de la colonne, attaquèrent les hauteurs : expulsé et perdant même des drapeaux, l'ennemi y revenait sans cesse avec

1 Voyez le plan du champ de bataille.

des troupes fraîches. En vain les brigades Rouyer et Pannetier[1], se formant à la Croix-Blanche tandis que le convoi serrait et passait le Rumblar, marchèrent contre la gauche de l'ennemi ; elles furent ramenées à leur tour. Massée sur le Valentin, l'artillerie espagnole vomissait le fer à toute volée dans la trouée, et sur un terrain aussi resserré, que confinaient les pentes de la Hazana, du Cerrajon, des Zumacar, que coupaient les bois d'oliviers, nos colonnes étaient dans l'impuissance de se déployer. A la fin, réduite à rester sur la route sous le feu convergent de 16 pièces, notre artillerie fut démontée, et de 10 canons, 5 ou 6 seulement furent en état de tirer. Successivement, les forces de Dupont étaient entrées en ligne, à l'exception du détachement laissé à la garde du pont du Rumblar, devant lequel on s'attendait à voir paraître Castaños. Les heures s'écoulaient en pure perte ; la fatigue d'une marche de nuit, la soif, l'atroce chaleur, des attaques incessamment renouvelées, avaient anéanti les forces physiques et morales du soldat, et d'un instant à l'autre, le canon de Castaños allait répondre à celui de Reding. Enfin D. Juan de la Cruz, qui avait traversé le Rum-

1. Nous hésitions à citer la brigade Pannetier, car, si Dupont écrivit à Savary que *toutes ses troupes avaient donné*, le général Privé parle dans son *Journal* de « *près de 2.000 hommes employés à la défense du convoi* » et le croquis du lieutenant Thiébault, joint à son manuscrit, place en effet derrière le pont du Rumblar la garde de Paris et la 3e légion, soit les 4 bataillons de Pannetier, dont la force totale s'élevait aux 2.000 hommes dont parle Privé. Il est vrai que le manuscrit de Thiébault accuse *quelques compagnies*, et qu'une surcharge qui ne peut guère être de sa main remplace *compagnies* par *bataillons*.

Dans la réalité, Pannetier gardait le pont avec sa brigade, les marins de la garde et 3 pièces de canon ; et pour exécuter la charge finale, Dupont les fit avancer sur la Croix-Blanche, à l'exception d'un bataillon de la 3e légion et des 3 pièces qui restèrent en position. Il résulte en effet des recherches auxquelles s'est livré M. Martinien dans ses *Tableaux des officiers tués et blessés pendant les guerres de l'Empire*, que les régiments ci-dessus perdirent, dans cette charge, 44 *officiers*. Grâce à notre ami, ce point d'histoire se trouve élucidé ; si Dupont avait livré bataille aux 17.000 Espagnols de Reding avec les seules brigades Chabert et Schramm, soit 5.000 hommes, quelle charge plus grave aurait pesé sur lui ?

blar à deux lieues en amont du pont avec la division de montagne, occupait Los Baños. Encore une heure oudeux, et Vedel pouvait être, lui aussi, coupé de Baylen ! Où donc se trouvait ce général, qui avait ordre de s'y rabattre au plus vite, dès qu'il aurait culbuté les colonnes supposées en marche sur Sainte-Hélène et le Despeña Perros? On le savait à la Caroline et, depuis la veille, on était sans nouvelles de lui. S'il était victorieux, que tardait-il à paraître en vue de Baylen et à dégager son chef en ouvrant par derrière la porte qu'il s'épuisait vainement à enfoncer par devant ? Si, au contraire, il avait échoué, s'il était lui-même battu, il ne restait plus qu'à se rendre ou à se faire jour.

Dupont termina l'affaire par où elle aurait dû commencer ; mais à ce moment la brigade espagnole, abandonnant ses braves et loyaux officiers, passa à l'ennemi, et dans ces conditions, une charge générale à la baïonnette n'avait plus aucune chance de succès, alors que, trois heures plus tôt, le salut en eût dépendu [1]. Blessé, abattu, à bout de forces, ne disposant plus d'un seul bataillon, il se résigna à passer sous les fourches caudines et demanda un armistice pour traiter avec Castaños. Il était environ midi et demi : on s'était battu sans interruption pendant neuf heures, et sur 9.000 hommes, 2.400 jonchaient le champ de bataille. « J'appris, rapporte Privé, que M. le général Dupont, perdant tout espoir, s'était déter-

1. Nous ne savons à quelle source Arteche a puisé pour donner une relation circonstanciée et méthodique de l'engagement. Les Archives de la Guerre sont muettes à cet égard, et nous ne pouvons mieux faire que de rappeler, d'après cet historien, les phases successives d'une affaire à laquelle, comme pour Alcolea, il imprime un caractère un peu *scientifique :*

1° *Engagement de l'avant-garde ;*

2° *Entrée en ligne et engagement de la brigade Chabert ;*

3° *Attaque de la Hazana Walona, du centre et du petit Zumacar par les brigades Chabert et Schramm et la cavalerie ;*

4° *Attaque générale par le corps entier de Dupont*, à l'exception d'un bataillon de la 3e légion laissé au pont du Rumblar ; la brigade suisse passe à l'ennemi.

La division Reding était formée à droite de la route et la division Cou-

miné à envoyer au général Reding un parlementaire pour demander à *capituler :* que l'on *était convenu de cesser le combat et que les deux armées devaient garder leurs positions respectives.* Vivement affecté, je me rendis auprès du général en chef. Je lui représentai qu'il me semblait que rien ne devait être encore désespéré et que le passage pouvait être forcé. *Je lui proposai*, pour l'effectuer plus sûrement, *d'abandonner toute espèce de voitures qui gênent et entravent la marche de l'armée et à la défense desquelles étaient employés près de* 2.000 *hommes*, de réunir toutes ses forces vis-à-vis l'aile droite de l'ennemi et de marcher en colonne d'attaque, faisant flanquer la gauche par toute la cavalerie : les Espagnols, vu leur position, ne pourraient résister à cette attaque, surtout lorsqu'ils verraient notre cavalerie déborder leur aile droite et les attaquer en flanc, et ils seraient forcés de nous céder le passage; alors l'armée, continuant à marcher, se battrait en retraite jusqu'à ce qu'elle se fût réunie à la division Vedel. J'ajoutai que ces dispositions et cette attaque étaient d'autant plus faciles à faire que nous étions masqués par un bois, qui empêchait que les Espagnols ne pussent voir aucun de nos mouvements pour former nos colonnes. Accablé dans ses réflexions, bien pénibles sans

pigny à gauche. Les ailes s'avançaient sur les Zumacar et la Haza Walona, tandis que le centre, placé en avant de Baylen sur le Valentin, était retiré. Il serait difficile d'imaginer une position plus forte. Arteche dit que Dupont n'écouta point les officiers qui lui conseillaient de former une seule masse de tous ses bataillons et de faire une trouée par la route : *l'attaque générale se fit sur tout le front du champ de bataille.* Si le fait est vrai, on n'a qu'une faute de plus à enregistrer.

Dans une *note sur la bataille de Baylen* insérée à la suite de son *Histoire des dernières guerres de la Péninsule*, le commissaire des guerres Amade dit que les bataillons Teulet et Freuler eurent la lâcheté de passer à l'ennemi. C'est une atrocité. Amade est inexcusable; il s'agit de la brigade suisse-*espagnole* de Schramm, et non point des braves *bataillons suisses au service de la France ; Teulet d'ailleurs commandait la 4e légion!* Et voilà comme on écrit l'histoire... Pauvre public! Il n'y avait qu'un bataillon suisse-français à Baylen, et il y perdit 14 officiers.

doute, le général Dupont ne répondit rien à toutes mes propositions : je n'insistai pas, je me retirai[1]. »

Par son ordre, le capitaine de Villoutreys s'était rendu en parlementaire aux lignes ennemies, et Reding avait dû s'estimer heureux d'accorder un armistice. Il nous déplaît sans doute d'avoir à citer ici, en le traduisant de l'espagnol, le mémoire ou journal d'un officier français demeuré introuvable à la *Bibliothèque* et aux *Archives nationales*, mais ce qu'il rapporte présente un cachet de vérité auquel on ne peut se méprendre : « Les deux armées avaient un égal intérêt à faire des efforts extraordinaires : la nôtre, pour forcer la position et passer; celle des Espagnols pour s'y maintenir; car toutes deux étaient menacées de se trouver entre deux feux ; nous, par le corps principal espagnol que nous avions laissé sur les hauteurs d'Andujar en nous retirant et qui, par conséquent, pouvait tomber au premier instant sur nos derrières; Reding, par l'arrivée de Vedel, qui avait dû quitter la Caroline et ne pouvait être loin du champ de bataille. Ainsi, vu leur position réciproque, les deux armées devaient mutuellement se hâter de terminer une affaire appelée à décider et qui effectivement décida du sort de l'une d'elles, et, sans aucun doute, de l'indépendance de la nation espagnole[2]. »

Quelle situation fut jamais plus atroce, quel malheur plus complet? L'émotion nous étreint le cœur à la pensée des hontes et des infamies qu'il nous reste à rapporter, car l'opprobre suivit de près la victoire et la déshonora à jamais, et le malheur n'inspira ni pitié ni respect.

Malheur, deux fois malheur au vaincu, si aux outrages de l'ennemi viennent s'ajouter la haine et le mépris de ses concitoyens! Qu'a-t-on attendu dans notre pays pour condamner une telle injustice, établir les responsabilités

1. *Journal du général Privé* (Arch. Guerre).
1. *Mémoire* ou *Journal du capitaine Baste.*

et montrer aux contempteurs jusqu'où les ont conduits l'aveuglement et la passion.

V

CASTAÑOS REFUSE UNE SUSPENSION D'ARMES : IL EXIGE UNE CAPITULATION IMMÉDIATE

La question est si grave et de simples extraits des pièces de correspondance dénatureraient tellement les faits, que nous n'hésiterons point à reproduire la majeure partie tant des lettres des généraux espagnols et des rapports de Castaños à la Junte que des interrogatoires ou déclarations de Dupont, Legendre, Marescot, Chabert, Martial Thomas et Villoutreys devant le Conseil d'enquête ; tous documents inédits qui forment un dossier complet pour les journées des 19, 20, 21 et 22 juillet, où se traita et conclut la capitulation.

Castaños à la Junte de Séville.

Andujar, 19 *juillet*, 8 *heures du matin*

« Hier, Reding me fit savoir qu'il était entré, *le matin à neuf heures*, à Baylen avec sa division et celle du marquis de Coupigny, et que l'ennemi se retirait à Guarroman, après avoir laissé un bataillon qui en fut chassé aussitôt[1]. Je lui ordonnai sur-le-champ de prendre Andujar en flanc avec ses deux divisions, tandis que je l'attaquerais de front.

« Je me préparais à le faire à la pointe du jour, lors-

1. Il semblerait résulter de là que le bataillon laissé à Baylen avec le général Cavrois en fut chassé, le 18, vers neuf heures du matin, avant d'avoir reçu de Vedel l'ordre de le rejoindre à la Caroline.

qu'à deux heures du matin j'appris que l'ennemi évacuait Andujar et se retirait précipitamment par la route de Madrid. *Je ne puis cacher mon étonnement que les habitants d'Andujar ne m'en aient donné le moindre avis.* Craignant qu'il ne m'échappât, j'ordonnai à Lapeña de harceler l'arrière-garde avec sa division : disposition d'autant mieux justifiée que je reçus, au moment même, une lettre de Reding m'informant *qu'il quitterait Baylen à trois heures pour attaquer Andujar à onze*. Ainsi, par ce mouvement, Dupont va se trouver entre les divisions de Reding et celle de Lapeña.

« J'occupe la ville avec la division Jones, et j'y ai pris une position qui s'adapte à toutes les occurrences. L'ennemi y a laissé trois cents malades. Le général Cruz[1] m'a averti qu'il a pénétré avec ses tirailleurs jusqu'à Los Baños, et si le colonel Valdecañas a bien suivi mes instructions, bientôt nous occuperons le Despeña Perros. »

Lapeña ne quitta Andujar *qu'à huit heures du matin*. Afin de regagner du temps, il marcha en masse de guerre : la cavalerie et l'artillerie sur la route et l'infanterie par les côtés, à travers champs. L'avant-garde, aux ordres de D. Rafael Menacho, déboucha *à deux heures* devant le pont du Rumblar et Lapeña fit tirer quatre coups de canon à intervalle régulier pour annoncer son arrivée à Reding[2]. A ce moment, vint à lui le capitaine Villoutreys, qui arrivait du camp espagnol et portait à Castaños la dépêche suivante :

Reding à Castaños.

Baylen, 19 *juillet*.

« *A midi, lorsque le feu commençait à se calmer, un parlementaire du général Dupont s'est présenté. Comme*

1. D. Juan de la Cruz, commandant la division de montagne.
2. *Menacho à Castaños*, 19 juillet.

je n'ai point pouvoir pour traiter d'une capitulation et qu'on ne m'en a jamais parlé[1], je vous envoie le susdit M. de Villoutreys, afin qu'il vous dise ce dont il s'agit; pendant ce temps nous serons tranquilles, et, s'il est nécessaire, j'enverrai un peu d'eau à l'ennemi.

« Je n'en puis dire davantage.

« *Lapeña a reçu mon avis de s'arrêter au point où il se trouve*, à une demi-lieue, je crois, de l'armée française. »

Dupont avait demandé, mais *verbalement :* 1° *une suspension d'armes. Reding l'accorda, sous la réserve formelle que Castaños la confirmerait*[2]; et comme conséquence, outre que les troupes engagées resteraient sur leurs positions respectives, celles de Castaños venant d'Andujar comme celles de Vedel attendues de la Caroline, s'arrêteraient et s'interdiraient tout mouvement offensif; 2° *le libre passage par Baylen* vers la Sierra Morena et Madrid. *Reding refusa ;* 3° *une capitulation* honorable. *Reding déclara ne point avoir les pouvoirs nécessaires, qu'il fallait en référer à son général en chef.*

Or, qu'arriva-t-il ?

Castaños à la Junte de Séville.

Andujar, 19 *juillet*, 6 *heures du soir.*

« Il est *cinq heures et demie*[3] : un officier parlementaire (M. de Villoutreys) est arrivé porteur de la demande que je voulusse bien ordonner à Lapeña de suspendre toute hostilité pendant la conférence que Dupont avait

1. « *Como yo no tengo facultad de capitular ni jamàs me se ha hablado de esto*, envio el mismo M. de Villoutreys para que el diga cuanto hay sobre el asunto... »

2. *Défense de Villoutreys*, 1812.

3. Nous soulignons les heures des dépêches et mouvements, autant qu'il est possible, car elles ont ici la plus grande importance.

avec Reding. *J'ai refusé. Peu après, j'ai reçu des lettres de Lapeña, me faisant savoir que les Français demandaient à capituler. J'ai déclaré que je ne leur accordais d'autre condition que d'être prisonniers de guerre*, permettant au général et aux officiers de conserver leur épée et un porte-manteau qui ne contiendra que leurs effets personnels, en raison du pillage auquel ils se sont livrés dans nos cités. J'ai promis aussi qu'ils seraient traités avec les mêmes égards que les prisonniers faits dans la rade de Cadix, et avec la générosité qui caractérise la nation espagnole.

« Tandis que mes ordres s'exécutent, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que Dupont est cerné de toutes parts. »

Ainsi donc Reding n'a pu s'engager pour la division Lapeña et les troupes restées à Andujar ; il a demandé des ordres à Castaños qui, débordant d'orgueil, rejete jusqu'à la *suspension d'armes*. En attendant que ses instructions lui parvinssent, et ce ne pouvait être qu'assez avant dans la soirée, Lapeña attaque notre arrière-garde, franchit le Rumblar et s'établit sur les hauteurs de la rive gauche *entre 4 et 5 heures;* les troupes de Dupont sont entassées dans le ravin desséché de la Dehesa. Il en informe Castaños : « Dupont a demandé à capituler lorsqu'il a entendu nos coups de canon. Du pain, du vin, de l'eau-de-vie, je vous prie par Dieu, pour mes soldats si patients et si dignes de la plus grande considération [1] ! » Sans savoir si le général en chef rejettera la suspension d'armes accordée par Reding, Lapeña prend sur lui de la violer. Viennent les ordres, il occupe les hauteurs dominantes et nous foudroiera : hors d'état de l'en empêcher, Dupont s'est résigné et l'a laissé faire.

1. *Lapeña à Castaños*, 2 heures et demie du soir.

Lapeña à Castaños.

Camp près de Baylen, 19 *juillet.*

« Ce soir, j'ai envoyé le capitaine de dragons D. Ignacio Corral dire au général Dupont que *mes opérations étaient indépendantes de celles de Reding, et que s'il ne se rendait immédiatement prisonnier de guerre avec toute son armée, je ne pouvais moins faire que d'exécuter les ordres de mon général en chef.* Pressé par Corral, il a déclaré qu'il venait de vous envoyer un des premiers personnages de son armée et qu'il avait traité pour la suite à donner.

« Corral a observé la détresse et la mauvaise situation de l'ennemi, et je crois devoir vous en rendre compte.

« Je conserve l'excellente position que j'ai prise ce soir. Le pain manque, et le peu qui en est arrivé est mauvais. Ce pays, dans l'état où il a été laissé, ne peut rien fournir. »

Mais ce n'est rien encore; *Reding réclamera le bénéfice d'une suspension d'armes refusée à son adversaire, et Lapeña criera à la trahison pour l'inobservation par Vedel d'une convention qu'il a été le premier à violer ! d'une convention qu'il sait rejetée par son chef!*

Ne trouvant personne sur la route de la Sierra Morena, Vedel avait écrit le 18, à 10 heures et demie du matin, qu'il prenait position à la Caroline, qu'il se reporterait le lendemain à Baylen [1], et que Dufour, de son côté, se rabattrait de Sainte-Hélène sur Guarroman. Il y a 4 lieues et demie de la Caroline à Baylen ; en faisant diligence, la colonne pouvait effectuer le trajet en cinq heures. Ainsi, partant de la Caroline au point du jour, c'est-à-dire à 4 heures du matin, *Vedel devait déboucher à 9 heures devant les hauteurs du San-Cristobal et de l'Ahorcado.* Or

1. *Vedel à Dupont.* La Caroline, 18 juillet, 10 *heures et demie du matin.*

il n'arriva qu'à 5 *heures du soir*, *étant resté* 7 *heures à Guarroman*, à 2 lieues du champ de bataille, bien que depuis le matin on entendît la canonnade dans la direction de Baylen ! « Au point du jour, les troupes se mirent en marche pour Guarroman. A peine sorti de la Caroline, j'entendis le canon. L'allure de la troupe était aussi prompte que le permettaient l'incommodité d'une épaisse poussière, l'excessive chaleur et la nécessité de marcher dans le meilleur ordre pour avoir, au besoin, les troupes toujours ralliées et prêtes à combattre ; je pouvais rencontrer l'ennemi à la Caroline et à Guarroman. La prudence commandait les mesures les plus sages. La marche s'est trouvée parfois entravée par des accidents qui survenaient à l'artillerie, et souvent par l'attrait irrésistible de l'eau, où le soldat, en foule, se portait pour étancher sa soif.

« *Ce fut dans la matinée que j'arrivai à Guarroman ; je ne saurais en préciser l'heure. Le canon tirait encore ; mais une halte était nécessaire après cinq heures de marche* (5 heures pour faire 12 kilomètres) ; *je l'ordonnai d'une heure.* Demi-heure ou 3/4 d'heure après mon arrivée, le feu cessa. Je pensai alors pouvoir sans inconvénient attendre l'arrivée de la reconnaissance que j'avais envoyée sur Linharès. A son retour, je me mis aussitôt en marche (vers midi), laissant à Guarroman le général Lefranc avec le reste de la division Gobert et les cuirassiers commandés par le général Lagrange. Deux bataillons de cette division étaient restés à Sainte-Hélène, un dans le Despeña Perros et 2 compagnies à la Caroline. A mon approche des hauteurs de Baylen, on aperçut quelques troupes : je les pris d'abord pour celles d'Andujar, *présumant que le général en chef serait venu s'y établir pendant que j'étais à la recherche de l'ennemi dans les gorges de la Sierra Morena.* Mais j'appris bientôt que c'étaient

des troupes espagnoles. Je fis alors mes dispositions d'attaque[1]. »

Chacun jugera ce qu'il doit penser d'une telle conduite. *Vedel ne marcha point au canon* et transforma une victoire certaine en un lamentable désastre; *Dupont capitula, au lieu et place de Reding !* « Les inculpations de l'armée, qui lui a attribué une partie de ses malheurs, ont laissé *des doutes qui pourraient faire juger ses intentions défavorablement*[2]. » Ainsi s'exprime le lieutenant du génie Thiébault, mais écoutons aussi Adrien Pascal : « *A* 3 *heures du matin, Vedel fut éveillé en sursaut par le canon de Baylen; il attendit jusqu'à* 5 *heures pour partir. Après* 3 *heures de marche*, il s'arrêta à Guarroman, à 2 lieues du champ de bataille ; le canon grondait encore et le crépitement de la fusillade arrivait distinctement à ses oreilles. Officiers et soldats comprirent instinctivement qu'une affaire importante se décidait, qu'une grande calamité pesait sur l'armée. *Des murmures se firent entendre, on demanda à marcher en avant*. La halte, qui devait être d'une heure seulement, se prolongea jusqu'à midi. A cette heure, le canon et le feu de la mousqueterie cessèrent de retentir, et un silence profond succéda à l'horrible fracas de la bataille. Vedel pensa que le danger était passé et laissa la halte se prolonger encore... Une telle conduite est inouïe dans les fastes de la guerre[3]. »

Il était cinq heures du soir lorsqu'il déboucha devant les hauteurs du San-Cristobal et de l'Ahorcado, sur lesquelles Reding avait échelonné huit bataillons, et ses dispositions d'attaque étaient prises lorsque deux officiers espagnols accoururent en parlementaires lui dire qu'un armistice était conclu avec Dupont. « Prenant cela pour une ruse,

1. *Observations de Vedel* (Arch. Guerre).
2. *Relation de Thiébault* (Arch. Guerre).
3. *Observations historiques sur la bataille de Baylen*. Paris, 1842.

je leur répondis de prévenir leur général que je n'écoutais aucune proposition, que j'allais l'attaquer et que j'espérais que nous nous battrions comme il faut. Ils insistèrent en m'assurant que, dans le moment même, des officiers de l'état-major de Dupont étaient auprès de Reding. Comme le soleil était encore haut, j'envoyai près de ce général un de mes aides de camp (le commandant Meunier) avec injonction de revenir dans un quart d'heure. N'ayant point trouvé les officiers désignés, sa mission était ainsi remplie. Mon aide de camp voulait se retirer, Reding s'y opposa et le fit conduire malgré ses instances, pour son retour, près du général Dupont.

« Ne le voyant pas revenir, j'ordonnai l'attaque. » L'Aborcado fut enveloppé, et *les bataillons qui le défendaient se rendirent avec 3 drapeaux et 2 canons*. Le San-Cristobal résista énergiquement. « Je le fis vivement canonner et renouvelais l'ordre de l'attaquer lorsqu'un aide de camp du général en chef (le capitaine Barbarin) me remit au milieu du feu une lettre qui me prescrivait de ne rien entreprendre contre l'ennemi. » Cette lettre, la voici : « Je vous prie de ne point agir jusqu'à nouvel ordre. D'après ce qui s'est passé aujourd'hui, *il a été convenu entre M. de Reding et moi qu'on chercherait les moyens de faire un arrangement*, et des officiers ont été, en conséquence, envoyés à M. de Castaños. *J'attends sa réponse sous peu d'heures* et vous serez prévenu des conditions qui auront été faites. »

La nuit se passa sans que rien fût décidé. « Ce n'est que dans la matinée du 20, par le retour de mon aide de camp, que j'appris la position critique du général Dupont. Que de regrets alors de ne pas en avoir été informé la veille[1] ! » D'un mot, Dupont pouvait mettre Vedel au courant de sa situation, pourquoi ne l'a-t-il point fait? Dès

1. *Observations de Vedel, loc. cit.* (Arch. Guerre).

lors, *imitant Lapeña, celui-ci eût été fondé à déclarer ses opérations distinctes de celles de Dupont et à sommer Reding de se rendre sans conditions. Il était également en droit de se dérober s'il se jugeait impuissant à dégager son général en chef.* Il ne lui vint point à l'esprit que ce dernier n'avait plus d'ordres à lui donner et ne pouvait associer son sort au sien. « La division Vedel, dit une lettre de la Junte de Cordoue, surprit l'arrière-garde de Reding et l'attaqua, bien que de son côté Dupont eût suspendu les hostilités. Devant cette conduite irrégulière et embarrassante, Reding adressa des représentations aux deux généraux français. *Vedel répondit qu'il agissait indépendamment de Dupont et que la capitulation concernait les troupes de ce dernier et rien de plus*[2]. » Malheureusement, les choses ne se passèrent point ainsi ; mais il est curieux d'observer que cette assemblée démontra, sans en avoir conscience, l'identité des situations respectives de Castaños et Dupont, et fixa la conduite que Vedel avait le droit et le devoir de tenir.

Tel était en effet l'enferrement des deux armées, et l'on a peine à concevoir que Dupont, en recevant la dépêche de Lapeña, n'ait point saisi le parti qu'il en pouvait tirer ; il lui suffisait de la communiquer à Vedel qui, argumentant de la même façon, eût sinon fait pencher la balance en faveur de nos armes, du moins rétabli l'équilibre. Mais ceux qui avaient tout intérêt à le proclamer méconnurent le point de droit qui assurait leur salut. Les Espagnols criaient qu'ils passeraient au fil de l'épée les divisions Barbou et Frésia? Encore avaient-ils à compter avec les 10.000 hommes de Vedel qui, dès le 20 au matin, se fussent rués à l'attaque de Baylen ; et certes, cette expectative était de nature à rabattre le ton de M. de Castaños! Voilà ce que dictait à nos généraux le sentiment

1. *Lettre de la Junte de Cordoue*, 21 juillet (Arch. de Madrid).

de leur position et du sort qui les attendait s'ils s'inclinaient devant l'arrogance d'un adversaire qu'enivrait le succès. Pour des raisons qui nous échappent, et pour d'autres qui peut-être sont par trop évidentes, ce sentiment leur fut étranger, et dès lors les prétentions de l'ennemi ne connurent plus de mesure. Il y eut deux justices, l'une à son avantage et l'autre à notre perte, et Castaños en devint l'unique arbitre.

VI

CAPITULATION. — ODIEUSE CONDUITE DES GÉNÉRAUX ESPAGNOLS

La journée du 20 fut grosse d'incidents. Castaños porta son quartier général à la maison de poste, à mi-chemin d'Andujar; puis, dans la matinée, les divisions Lapeña et Jones furent s'établir au nord et au sud de la Croix-Blanche, *ce qui dégagea tout à fait Reding et Coupigny et leur permit de faire face à Vedel*[1]. En recevant l'ultimatum que Villoutreys lui apporta d'Andujar et aux termes duquel toute capitulation lui était refusée, *la division Vedel n'y étant point comprise, puisqu'elle n'était point cernée et allait être combattue*[2], Dupont se rendit compte apparemment que la détresse de ses troupes était plus absolue encore que la veille. Et voyant les positions avantageuses que l'ennemi venait d'occuper, il pria Marescot d'aller trouver Castaños afin d'en obtenir des conditions moins dures. « Je lui demandai ses véritables intentions. Il me dit *qu'il voulait que la division Vedel et*

1. *Journal de Bouligny*. (Arch. Nat. AF^{IV}, 1607).
2. *Rapport de Marescot*, 2 septembre 1808 (Arch. Guerre); et *Interrogatoire de* 1808.

les autres troupes fussent comprises dans la capitulation; qu'il désirait que je prolongeasse la conférence jusqu'à la nuit, s'il était possible; et du reste, il ne me donna aucuns pouvoirs pour terminer[1]. » On comprendra la gravité d'une telle déclaration, que Marescot fit officiellement et à diverses reprises.

Lapeña à Castaños.

Camp du Rumblar, 20 juillet.

« Au reçu de vos instructions, j'ai envoyé un parlementaire intimer à Dupont que, s'il ne se rendait à discrétion, je commencerais aussitôt les hostilités. En réponse, le général Marescot est arrivé et a émis la prétention de passer pour vous voir. Je ne l'ai point permis, *et je lui ai dit que, s'il était porteur de pouvoirs, il devait traiter avec moi*, vu que je ne pouvais suspendre mes opérations. Il m'a répondu qu'il n'en avait point. Je lui ai observé que dès lors il était inutile d'aller vous trouver, *que je n'admettais d'autre proposition que la reddition à discrétion* et que je suspendrais ma marche si toute l'armée se rendait aux mêmes conditions que l'escadre de Cadix. Pleinement éclairé, il m'a demandé à retourner voir Dupont, en me donnant sa parole qu'il serait de retour ici *avant une heure et demie.*

« *La division Jones vient d'arriver.*

« Il a échappé au général Marescot de dire qu'il n'y avait point de Français aujourd'hui *au Despeña Perros. Peut-être conviendrait-il de s'emparer de ce point sans perte de temps.* »

« Tout cela n'est donc qu'une conversation », avait conclu Lapeña[1], en se plaignant de ce qu'il appelait la *la rupture de l'armistice* par le général Vedel. Marescot revint promptement auprès de Dupont et lui observa qu'il fallait

1. *Rapport de Marescot*, 2 septembre 1808 (Arch. Guerre).

se décider à capituler ou à combattre; que l'ennemi était proche[1]. *Entre dix et onze heures du matin*, les généraux et chefs de corps, réunis en conseil de guerre, émirent l'avis que « l'honneur de l'armée était sauvé par le combat de la veille, et qu'il était indispensable d'adhérer aux propositions de l'ennemi pour conserver à S. M. l'Empereur des troupes aussi dévouées à son service; qu'en prenant ce parti, le général en chef cédait à la nécessité militaire la plus évidente, et qu'il devait éviter par un traité qui ne violât en rien l'honneur de l'armée, la ruine entière de ces troupes[2]. »

La capitulation admise en principe, il ne s'agissait plus que de désigner les négociateurs, et Dupont songea de nouveau à Marescot. En l'envoyant, le matin, à Andujar, il lui avait dit : « Vous connaissez Castaños; il doit avoir de la considération pour vous. Personne n'est plus en état que vous d'adoucir notre sort. » Marescot refusa les pleins pouvoirs; toutefois il consentit à accompagner les commissaires, non pour collaborer à la capitulation, mais « parce que, ne faisant pas partie de l'armée, il lui importait de tâcher de n'être pas prisonnier de guerre. » Chabert accepta, et Dupont le flanqua de l'inévitable capitaine Villoutreys, dans lequel il plaçait sa confiance et qui ne la méritait point, car le comte Muraire l'a dépeint en ces termes devant le Conseil d'enquête : « Sans consistance, il se mêle de tout, veut être de tout. Sans pouvoirs, sans mission, sans caractère, il assiste aux conférences préparatoires de la capitulation. Il donne son avis qu'on ne lui demande pas, et parle si haut qu'on est obligé de lui imposer silence[3]. »

Au moment de partir, cet officier est, en effet, tellement convaincu qu'il a mission de traiter, qu'il dit à Marescot : « Général, quoique vous ne vouliez pas être

1. *Précis historique de la conduite du général Marescot* (Arch. Guerre).
2. *Rapport de Marescot* (Arch. Guerre).
3. *Délibération du Conseil de guerre*, au camp devant Baylen, le 20 juillet.

commissaire, cependant, *si nous avons besoin de vos conseils*, nous espérons que vous ne nous les refuserez pas. »

— « Sans doute, mais ce ne seront que des conseils. »

On partit et l'on rencontra *Lapeña*, qui, *voyant les pleins pouvoirs de Dupont, dit qu'il fallait aller trouver le général Castaños à Andujar.* » Ainsi le matin, Lapeña avait des pleins pouvoirs pour traiter avec Marescot, et le soir, il ne les avait plus pour traiter avec Chabert! La conduite de ce général est louche, et nous en fournirons d'autres preuves. Les commissaires abordèrent sur la route Castaños qu'accompagnaient le comte de Tilly et D. Ventura Escalante, et l'on entra dans la maison de poste.

Laissons-les discuter, et retournons auprès de Vedel. Il avait envoyé, dans la journée, le capitaine Baste proposer à Dupont d'attaquer; lui aussi avait tenu un conseil de guerre, et l'on y avait pris cette résolution. « J'ignore, dit Privé, ce qui lui fut répondu; mais, le soir même, la division Vedel décampa et se retira pendant la nuit en se dirigeant vers Madrid. »

La réponse faite au capitaine Baste est facile à deviner : on capitulait, les commissaires étaient partis.

Au reste, Vedel est fort explicite : « Inquiet de la lenteur des négociations, et craignant avec raison d'être enveloppé, car *des nuages de poussière au loin, à droite et à gauche, semblaient m'annoncer la marche de quelques troupes*, j'envoyai au général en chef le capitaine de frégate Baste, proposer d'attaquer l'ennemi, le lendemain, au point du jour, en même temps et à un signal convenu qu'il me ferait. A peine lui permit-on de s'expliquer. Tout ce qui entourait le général en chef témoigna hautement un avis contraire au mien, et l'on prétendit que cela gâterait *tout ce qui était déjà fait.* D'après mes instructions, le commandant Baste demanda à se rendre au lieu des conférences, afin d'y avoir connaissance des conditions déjà

stipulées. Il y fut conduit, mais on lui refusa l'entrée, prétendant que tout était sur le point d'être conclu, et que sa présence pourrait amener des *changements défavorables*. Le commandant Baste persista en vain, alléguant qu'il trouvait étrange que, dans un traité où l'on comprenait la division Vedel, on refusât d'admettre à la conférence un officier supérieur de cette division, qui pût en discuter les intérêts. Il dut revenir[1]. » Qu'eût dit cet honnête homme, s'il eût su qu'il n'était point dans les intentions de l'ennemi de faire entrer sa division dans la capitulation, « vu qu'elle n'était point cernée », et que *le général en chef lui-même avait tenu à ce qu'elle y fût comprise?* Car Marescot l'atteste, telle était la *« volonté constante » de Dupont, et en partant pour aller parlementer avec Castaños, il la lui rappela formellement en présence de plusieurs généraux*[2]. Bien certainement, si Vedel en eût été informé, il se serait échappé dans la soirée et aurait refusé de revenir sur ses pas... Mais poursuivons.

« Lassé sans doute d'attendre l'issue des négociations, le général en chef me fit dire de profiter de la nuit pour me retirer. *Cet ordre me fut donné et retiré plusieurs fois dans la journée.* « Enfin, je mis à exécution les dispositions du dernier[3] et je partis. »

En apprenant, le lendemain matin, le départ de Vedel, Reding et les généraux espagnols crièrent à la trahison. Ces gens qui, depuis plus de deux jours, manœuvraient pour l'enfermer et dont les colonnes marchaient sur ses derrières pour lui couper la retraite, eurent l'impudeur d'*invoquer un armistice refusé !* L'histoire flétrira une con-

1. *Observation de Vedel et Précis historique de Marescot* (Arch. Guerre).
2. *Interrogatoire de Marescot* (Arch. Guerre). Dès lors comment Dupont a-t-il osé dire que « *n'ayant pu obtenir que la division Vedel eût la fa-* « *culté de se retirer, il était de son intérêt qu'elle fût comprise dans le* « *traité* » (*Précis des opérations. Journée du 21*).
3. *Obs. de Vedel.*

duite aussi odieuse ; mais ils pouvaient tout se permettre, « même de menacer Dupont de passer ses troupes au fil de l'épée si Vedel ne revenait prendre sa position[1]. » Les commissaires espagnols parlèrent de mauvaise foi et allèrent jusqu'à vouloir rompre les négociations[2]. Aussi le comte Muraire a-t-il eu raison de dire : « Je ne puis m'empêcher d'observer qu'il semble qu'un sentiment de faiblesse, qu'un vertige d'inconséquence s'était emparé de toutes les têtes. » Nous serions volontiers plus énergique ; chacun dans l'entourage de Dupont n'eut que reproches à l'adresse de Vedel..., même le général Privé, adversaire déclaré pourtant de la capitulation !

Coup sur coup et à franc étrier, l'adjudant-commandant Martial Thomas, puis Privé furent lancés à ses trousses pour lui ordonner de s'arrêter et de revenir à Baylen. L'un partit à six heures du matin et l'autre à une heure du soir, tellement les Espagnols se montraient impatients d'en être sans nouvelles. En passant au quartier général de Reding, Privé manifesta hautement « la profonde indignation qu'il éprouvait de la fuite de son collègue[3]. » *Pas d'exception, nous capitulerons tous ensemble!* tel semblait être le mot d'ordre. Dans quelle mesure la jalousie contribuait-elle à entretenir chez Dupont et chez ceux qui l'approchaient, une aussi inqualifiable résolution?

« Ce fut le général Legendre, rapporte Martial Thomas, qui me remit un ordre par écrit et cacheté. Il me dit de faire connaître au général Vedel *que son mouvement de retraite exposait le corps aux ordres du général Dupont à être massacré par l'ennemi* et qu'il était urgent qu'il arrêtât sa marche. On croyait le général Vedel à

1. *Journal de Privé.*
2. *Interrogatoire et Rapport de Marescot* (Arch. Guerre).
3. Hoy en dos viages han ido emisarios, entre ellos el mismo general de caballeria al parecer sue mamente entusiasmado coutra la huida de su compañero Vedel. *Reding à Castaños, sans date*, mais évidemment du 21 *au soir.*

Guarroman : je le trouvai à Sainte-Hélène ; il devait se remettre en marche à quatre heures du soir. Il ne me remit point à moi-même la réponse; il en chargea le général Cassagne, qui revint avec moi. Cette réponse portait que le général Vedel acquiesçait à tout ce que ferait le général Dupont. Je fus de retour auprès du général Dupont vers huit heures du soir, le général Cassagne s'étant arrêté au camp ennemi pour faire part au général Reding des dispositions du général Vedel[1]. »

« Arrivé sur les hauteurs de Guarroman, rapporte de son côté Privé, j'aperçus au loin sur ma droite un nuage de poussière considérable que je soupçonnai être occasionné par la marche de quelques troupes. A la Caroline, le capitaine espagnol qui m'accompagnait recommanda à l'alcade de donner des logements et de procurer tout ce qui serait en son pouvoir aux malades et aux blessés de la division Vedel, que nous avions rencontrés en route. A peine avais-je fait une demi-lieue au-delà de la Caroline pour me rendre à Sainte-Hélène, que je rencontrai l'adjudant-commandant Martial Thomas avec le général Cassagne... Je trouvai le général Vedel à Sainte-Hélène : *sa division était en insurrection : une partie était sous les armes et voulait se retirer sur Madrid ; l'autre, au contraire, désirait retourner à Baylen et se battre pour délivrer l'armée de M. le général Dupont ;* enfin les têtes se calmèrent et l'on convint que la division reviendrait à Baylen.

« Je partis le 22, à la pointe du jour, pour retourner auprès de M. le général Dupont. *Je trouvai la Caroline occupée par des troupes espagnoles*[2] : j'acquis la conviction que je ne m'étais point trompé sur le nuage de poussière que j'avais vu sur ma droite, la veille, et que *c'était*

1. *Interrogatoire de Martial Thomas* (Arch. Guerre).
2. C'était la division Coupigny : elle avait reçu l'ordre de se porter sur les derrières de Vedel. Le fait est d'ailleurs attesté par Arteche, II, 556, et par le *Rapport de Whittingham à Dalrymple*. Andujar, 21 *juillet*.

une colonne qui se rendait à la Caroline. J'appris qu'à leur arrivée dans ce village les Espagnols avaient massacré les malades et les blessés qui attendaient le retour de la division Vedel. Je vis chez l'alcade les fusils et les gibernes de ces malheureux..... *Le soir, le général en chef donna l'ordre de se tenir prêt à partir le lendemain, à trois heures du matin, sans donner connaissance de la capitulation.* »

Dans son ignorance, le soldat put croire à une sortie, à une attaque désespérée, alors qu'il s'agissait de défiler devant l'armée ennemie et de déposer les armes !...

« J'appris que *M. le général Legendre avait présenté aux généraux et aux chefs de corps un écrit à signer, dans lequel on cherchait à excuser la conduite du général Dupont, et à rejeter les malheurs de l'armée sur les soldats.*

« Je ne pouvais le signer[1]. » Ici, tout est à sa place et il n'y a pas un trait à retrancher au tableau. Personne n'y est flatté, et si les Espagnols crient, libre à eux !

Que s'était-il donc passé à la division Vedel que Privé trouva « en insurrection »? Le 27 décembre 1809, Clarke adressa à Napoléon l'analyse d'un exposé du colonel Vigier, chef d'état-major de la division Gobert, signé par huit officiers supérieurs et relatant les circonstances qui avaient amené cette division et celle de Vedel à adhérer à la capitulation.

« Le 21 juillet, jour où la nouvelle se répandit, parmi les troupes, de la capitulation où elles avaient été comprises, l'indignation fut si vive qu'elle produisit un tumulte général, et les officiers ne parvinrent à calmer l'effervescence du soldat qu'en promettant de faire tous leurs efforts pour obtenir de Vedel qu'il refusât son adhésion à la capitulation et qu'il continuât sa retraite sur Madrid. Les chefs de corps et officiers supérieurs se

1. *Journal de Privé.*

ransportèrent chez ce général et lui firent observer que *son corps d'armée jouissant de toute sa liberté, ne pouvait être en situation de capituler, et que Dupont, qui était enveloppé, avait perdu le droit de lui donner des ordres ; que l'honneur ne permettait pas d'accepter une pareille capitulation, puisqu'on était encore maître des gorges de la Sierra Morena et qu'on avait douze heures de marche sur l'ennemi.* A toutes ces représentations, Vedel opposa a nécessité d'obéir, les conséquences d'un refus et l'obligation de tenir ses engagements : plusieurs généraux appuyèrent ses raisonnements et insistèrent sur le danger de repasser la Sierra Morena, prétendant qu'il n'y avait de salut que dans la capitulation. Il ne resta plus qu'à persuader le soldat, et l'on parvint enfin à le décider à se soumettre à la volonté du général en chef... Ainsi donc, *Vedel a adhéré à la capitulation contre le vœu des troupes et des chefs de corps*, et, bien plus, à une capitulation qui n'était point conclue encore, qui ne fut signée que le 22 dans l'après-midi et dont il ne connut les conditions que dans la nuit du 21 au 22[1] ! »

« Votre division, disait Legendre dans la lettre que portait Martial Thomas, se trouve comprise *dans le traité que nous venons de faire* avec le général en chef de l'armée espagnole. En conséquence, veuillez rester où la présente vous trouvera, *en attendant que je puisse vous envoyer copie du traité.* »

Copie d'un traité dont on discutait alors les articles ! Et plus tard Dupont, dépêchant à son tour le général Privé, déclarait : « Votre division est comprise dans le traité *qui a eu lieu...* » Il sentit si bien la gravité de sa conduite en cette circonstance que dans son interrogatoire, croyant ses dépêches perdues, il affirma n'avoir prévenu Vedel que *le* 22 ; et que, dans son *Précis*, il va jusqu'à dire qu'il

1. *Rapport de Clarke à Napoléon*, 27 déc. 1809 (Arch. nat. AF^IV 1606).

refusa de signer une lettre impérative, qu'il se borna à le prévenir qu'il était compris dans le traité, le laissant libre de continuer sa retraite, s'il la jugeait praticable. *Vedel n'a pas cru sans doute sa retraite possible, et il a accédé au traité*[1].

Dupont s'était rendu le complice de l'ennemi en tendant à Vedel le piège où il eut le malheur de se laisser prendre, malgré les représentations de ses officiers et l'attitude non moins clairvoyante que courageuse de ses troupes. Impudeur d'un côté et « vertige d'inconséquence » de l'autre, on se demande vainement où se trouvaient la dignité et l'honneur qui eussent dû présider au règlement de la capitulation. L'honneur? la dignité? On a déjà vu et l'on va voir encore que les Espagnols les méconnurent au même degré, et qu'ils y joignirent une de leurs vertus naturelles, la barbarie.

Lapeña à Castaños.

Camp du Rumblar, 21 *juillet.*

« Ce matin, il y a eu une fusillade assez vive sur ma gauche. Le commandant de mon avant-garde est allé aussitôt prévenir D. Juan de la Cruz du traité et de la reddition de l'armée ennemie. Le feu a cessé, et *il n'y a eu que trois Français de tués. Ce soir, je porterai ma ligne en avant afin d'être davantage sur l'ennemi*, *au cas où cette nuit Dupont trahirait... Je laisse en ce moment passer les vivres à l'armée française*, *mesure que j'avais suspendue*, *parce que l'expérience oblige à se méfier des gens qui si souvent manquent à leur parole.* »

Ainsi, non content d'avoir négligé d'informer D. Juan de la Cruz de l'armistice qui existait au moins en fait,

1. *Conclusions du Procureur général* et *Précis des opérations de Dupont*.

puisqu'on traitait de la capitulation, l'ignoble personnage affamait l'armée! Le lendemain encore, alors que la capitulation était sinon signée, du moins conclue, M. de Lapeña se disposait à attaquer lorsque Chabert survint à propos pour l'en empêcher.

Lapeña à Castaños.

Camp du Rumblar, 22 juillet.

« Le général Chabert m'ayant présenté ce matin au lever du soleil, la lettre de Vedel, dans laquelle il acquiesce aux dispositions de la capitulation du général Dupont, j'ai suspendu l'attaque que j'allais commencer dans une excellente position, puisque *mes avant-postes, qui étaient à une portée de pistolet de l'ennemi, après l'avoir délogé sans qu'il ait répondu à mon feu, étaient sur les Français qui m'ont demandé la permission d'enterrer sur le terrain même un de leurs généraux.* »

Il n'y eut là sans doute, comme la veille, que « trois Français tués! » C'est horrible. Les négociations traînaient, et le moment semblait approcher où un massacre, un épouvantable assassinat allaient rendre toute capitulation inutile. Reding et Lapeña s'impatientaient et jugeaient sévèrement Castaños, dont la place n'était point à la maison de poste, mais à l'armée et en rapport direct avec Dupont. Pour la part qu'il avait prise à la journée de Baylen, ses lauriers n'étaient qu'une brassée de foin.

Reding à Castaños.

Baylen (sans date, mais visiblement du 21 au soir.)

« *Il y aurait beaucoup à dire sur la capitulation de nos ennemis*, mais nous laisserons cela pour le moment où

j'aurai le plaisir de vous voir... Mon avis serait que vous veniez au camp de Lapeña, et que là, traitant en un instant avec le général Dupont, on achève une affaire si importante. Nous sommes tous impatients comme pleins de confiance que vous saurez la terminer en due forme. Mais *le retard ne convient d'aucune façon et nous rendrait tous ridicules.*

« Permettez-moi de vous dire que *la division Jones devrait marcher sans perte de temps sur le Despeña Perros*, puisque Valdecañas est toujours à Baeza, Ubeda et Linharès, et ne l'a point fait. »

Les conditions de la capitulation ayant été arrêtées le 21 dans la soirée, Chabert revint trouver Dupont qui les accepta. A son retour à la maison de poste, le lendemain matin, les négociateurs, se trouvant trop à l'étroit, se rendirent à Andujar pour rédiger et signer l'acte dont nous donnons ici la traduction littérale de l'espagnol, rapprochée minutieusement ensuite de la pièce insérée dans le rapport de Saint-Jean d'Angély du 17 février 1812. Cette précaution est d'autant plus nécessaire que certains textes portent des variantes et des erreurs de dates ou de localités.

« Leurs Excellences le comte de Tilly et le général don Francisco Javier Castaños, commandant en chef l'armée d'Espagne en Andalousie, voulant donner une preuve de leur haute estime à S. E. le général comte Dupont, Grand-Aigle de la Légion d'honneur, commandant en chef le corps d'observation de la Gironde, ainsi qu'à l'armée sous ses ordres, pour la belle et glorieuse défense qu'ils ont faite *contre une armée infiniment supérieure en nombre* et qui l'enveloppait de toutes parts : et M. le général Chabert, commandant de la Légion d'honneur, chargé des pleins pouvoirs de S. E. le général en chef de l'armée française, S. E. le général comte Marescot, Grand-Aigle

de la Légion d'honneur et premier inspecteur du génie, présent ;

« Sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. — Les troupes françaises sous les ordres de S. E. le général Dupont sont prisonnières de guerre, *la division Vedel et les autres troupes françaises en Andalousie exceptées.*

Art. 2. — La division Vedel, et généralement les troupes françaises en Andalousie, n'étant point dans la position des troupes comprises dans l'article premier, évacueront l'Andalousie.

Art. 3. — Les troupes comprises dans l'article 2 conserveront généralement tous leurs bagages ; et pour éviter tout sujet de trouble pendant la marche, elles remettront leur artillerie, train et autres armes à l'armée espagnole, qui s'engage à les leur rendre au moment de leur embarquement.

Art. 4. — Les troupes comprises dans l'article 1er sortiront de leur camp avec les honneurs de la guerre : chaque bataillon ayant deux canons en tête ; les soldats armés de leurs fusils, qui seront déposés à 400 toises du camp.

Art. 5. — Les troupes du général Vedel et autres, ne devant pas déposer les armes, les placeront en faisceaux sur leur front de bandière ; elles y laisseront aussi leur artillerie et leur train, et il en sera dressé procès-verbal par des officiers de deux armées, et le tout leur sera remis ainsi qu'il est convenu à l'article 3.

Art. 6. — Toutes les troupes françaises d'Andalousie se rendront à San-Lucar et Rota, par journées d'étape qui ne pourront excéder quatre lieues de poste, avec les séjours nécessaires, pour y être embarquées sur des vaisseaux avec équipages espagnols et transportées en France au port de Rochefort.

Art. 7. — Les troupes françaises seront embarquées

aussitôt leur arrivée. L'armée espagnole assure leur traversée contre toute expédition hostile.

Art. 8. — MM. les officiers généraux, supérieurs et autres, conserveront leurs armes, et les soldats leurs havresacs.

Art. 9. — Les logements, vivres et fourrages, pendant la marche et la traversée, seront fournis à MM. les officiers généraux et autres ayant droit, ainsi qu'à la troupe, dans la proportion de leurs grades et sur le pied des troupes espagnoles en temps de guerre.

Art. 10. — Les chevaux de MM. les officiers généraux, supérieurs et d'état-major, dans la proportion de leur grade, seront transportés en France et nourris sur le pied de guerre.

Art. 11. — MM. les officiers généraux conserveront chacun une voiture et un fourgon; MM. les officiers supérieurs et d'état-major, une voiture seulement, *sans être soumis à aucun examen.*

Art. 12. — Sont exceptées de l'article précédent les voitures prises dans l'Andalousie, dont l'examen sera fait par M. le général Chabert.

Art. 13. — Pour éviter la difficulté d'embarquer les chevaux des corps de cavalerie et d'artillerie, compris dans l'article 2, lesdits chevaux seront laissés en Espagne, d'après l'estimation de deux commissaires français et espagnol, et acquittés par le commissaire espagnol.

Art. 14. — Les blessés et les malades de l'armée francaise, laissés dans les hôpitaux, seront traités avec le plus grand soin, et seront transportés en France sous bonne et sûre escorte, aussitôt leur guérison.

Art. 15. — *Comme, dans plusieurs endroits, et notamment à l'assaut de Cordoue, plusieurs soldats, au mépris des ordres de MM. les généraux, et malgré les soins de MM. les officiers, se sont portés à des excès qui sont conséquents et inévitables dans les villes qui font résistance*

au moment d'être prises, MM. les généraux et autres officiers prendront les mesures nécessaires pour découvrir les vases sacrés qui peuvent avoir été enlevés, et les restituer, s'ils existent[1].

Art. 16. — Les employés civils attachés à l'armée française ne sont point considérés comme prisonniers de guerre ; ils jouiront cependant, pour leur transport en France, de tous les avantages de la troupe, dans la mesure de leurs emplois.

Art. 17. — Les troupes françaises commenceront à évacuer l'Andalousie le 23 juillet, à 4 heures du matin. Pour éviter la grande chaleur, la marche des troupes s'effectuera de nuit et on se conformera aux journées d'étape qui seront réglées par MM. les officiers d'état-major français et espagnols, en évitant le passage des troupes dans les villes de Cordoue et de Séville.

Art. 18. — Les troupes françaises, pendant leur marche, seront escortées par les troupes de ligne espagnoles, à raison de 300 hommes par colonne de 3.000 hommes, et MM. les officiers généraux seront escortés par des détachements de cavalerie de ligne.

Art. 19. — Les troupes, dans leur marche, seront toujours précédées par des commissaires français et espagnols, qui devront assurer les logements et vivres nécessaires, d'après les états qui leur seront fournis.

Art. 20. — La présente capitulation sera portée de suite à S. E. le duc de Rovigo, commandant en chef des troupes françaises en Espagne, par un officier français qui devra être escorté par des troupes de ligne espagnoles[2].

Art. 21. — Il est convenu par les deux armées qu'il

1. « Los excesos que son consiguientes é inevitables en las ciudades que hacen resistancia al tiempo de ser tomadas ». Au risque d'une incorrection, nous avons voulu donner le mot à mot. Cet article et l'article 11 sont les plus graves du traité.
2. Le capitaine Villoutreys.

sera ajouté, comme articles supplémentaires à la capitulation, ce qui peut avoir été omis et qui pourrait augmenter le bien-être des troupes françaises pendant leur séjour en Espagne et la traversée.

Convenu et fait en double à Andujar, le 22 juillet 1808.

Xavier Castaños.

Comte de Tilly, représentant et député de la Junte suprême de Séville.

Ventura Escalante, capitaine général de l'armée et côte de Grenade.

Général Chabert.

Comme témoin, le général de division Marescot.

ARTICLES SUPPLÉMENTAIRES

Art. 1[er]. — Il sera fourni deux charrettes par bataillon, pour servir au transport des porte manteaux de MM. les officiers.

Art. 2. — MM. les officiers de cavalerie sous les ordres de S. E. le général Dupont conserveront leurs chevaux pour la route seulement, et les laisseront à Rota, lieu de l'embarquement, à un commissaire espagnol qui sera chargé de les recevoir. La gendarmerie servant à la garde de M. le général en chef jouira de la même faculté.

Art. 3. — Les malades qui sont dans la province de la Manche, ainsi que ceux qui peuvent se trouver en Andalousie, seront conduits dans les hôpitaux d'Andujar ou autres qui paraîtraient plus convenables. Les convalescents les accompagneront. Ils seront, au fur et à mesure de leur guérison, conduits à Rota, où ils seront embarqués pour être transportés en France, sous la garantie mentionnée dans l'article 7 de la capitulation. »

Fait en double à Andujar, le 22 juillet 1808, par ordre du général en chef.

Tomas Moreno, adjudant général.

En 1812, le Conseil d'enquête incrimina les articles 11 et 15 concernant les bagages et les vases sacrés. De plus, le rapporteur parla des bagages « portés par une file de chariots qui retardèrent la marche de l'armée, le 18 et et le 19, et exposèrent les troupes de Sa Majesté au malheur de se défendre par corps, par fractions au lieu d'attaquer en division et en masse, et ces bagages étaient venus de Cordoue. » La question est à examiner, et nous sommes heureusement en mesure de démontrer, chiffres en main, la fausseté de ces allégations.

Les Archives de la Guerre conservent en effet une brochure intitulée : *Relacion de los generales, oficicialidad y tropa de la division Dupont que rindieron las armas al ejercito español*, où nous espérions trouver la trace de « l'immense convoi de 800 *voitures* contenant les dépouilles de Cordoue et de Jaën ». Or grande sera la surprise que provoquera le relevé du matériel saisi, même en y comprenant l'artillerie.

	DIVISION DUPONT [1]	DIVISION VEDEL [1]	TOTAUX	OBSERVATIONS
Généraux	15	7		[1] C'est-à-dire les *colonnes* Dupont et de Vedel.
Officiers	469	163		
Troupe	8242	10.000 [2]		[2] Castaños dit 9.000 dans son rapport du 24 juillet à la Junte de Séville.
Artillerie :				
Canons de 8	4	6		
— de 4	9	14	40	
Obusiers de 7 pièces	4	3		
Caissons de munitions	32	24	138	
— de parc	82			
Voitures :				
Carros baleros	10			
— Violin	1			
— à la Catalana	1			
— de Varas	1		24	
Furgones	3			
Galeras manchegas	2			Voitures d'outils.
Fraguas de campaña	6			Forges de campagne.
TOTAL GÉNÉRAL			202	

En somme, il n'y a là qu'un modeste *train de combat* de corps d'armée, accompagné de 82 caissons de parc. Où donc se trouve « l'immense *convoi* » ? Observons que l'article 12 prononçait la restitution des « voitures prises en Andalousie », et que l'article supplémentaire premier disait : « Il sera fourni deux charrettes par bataillon pour le transport des porte manteaux des officiers. » Dès lors le décompte est facile, à quelques unités près ; il suffit de consulter la situation de l'armée, au 6 juillet.

22 généraux emmenèrent............	44	voitures
80 officiers d'état-major..............	80	—
19 chefs de corps......................	19	—
32 bataillons..........................	64	—
5 régiments de cavalerie..............	10	—
Artillerie et génie..................	4	—
Total.....	201	—

Encore sommes-nous trop larges sans doute pour l'état-major en donnant des voitures aux aides de camp, commissaires des guerres et adjoints qui n'avaient évidemment que faire d'un tel luxe. Et c'est là tout ce qui fut concédé à l'armée, *non point sur « l'immense convoi » amené d'Andujar, mais sur la totalité du matériel de transport qui, d'une part, suivit Dupont à Baylen, et de l'autre, s'y rabattit avec Vedel*. Où sont, répétons-nous, les 600 voitures qui manquent au convoi de Dupont ? Certes, s'il eût traîné derrière lui des bagages à la Darius, Castaños n'eût point manqué d'en parler.

Or, *la « Relacion » n'en dit mot et n'y fait aucune allusion*. La réponse est péremptoire. Dupont avait ordonné au colonel Huchet, commandant la gendarmerie, de brûler tous les équipages non réglementaires, et il faut croire que ses ordres avaient été rigoureusement exécutés. Dépouillé de sa correspondance, de son registre d'ordres, le malheureux général dut baser sa défense sur de

simples souvenirs. « Ses hésitations et ses incertitudes furent l'image de la situation d'esprit et de cœur où il se trouvait dans ce moment fatal, situation dont tous les actes qu'il avoua portent le déplorable caractère[1]. »

L'accusation voulut voir aussi dans l'article 15 « une stipulation flétrissante pour le soldat français, qu'elle inculpa d'un pillage honteux, d'une stipulation sacrilège[2]. » A ce sujet, Marescot rapporte que, se tenant renfermé dans sa chambre à la maison de poste, tandis que Chabert et Villoutreys discutaient les conditions de la capitulation, les commissaires espagnols s'adressèrent à lui pour l'insertion de cet article.

« *Ils alléguèrent l'extrême superstition du peuple, son exaspération*. Ils dirent qu'ils ne répondaient pas qu'il ne se portât à des violences pour retrouver les objets du culte. Il fallait ôter à ces rebelles furieux qui, dans les hôpitaux, sur les routes, partout enfin, massacraient les Français, le prétexte d'égorger les prisonniers qu'ils allaient avoir. *Il fallait ôter aux commissaires espagnols le prétexte qu'ils cherchaient visiblement de rompre la capitulation et d'éluder le retour de l'armée en France, qu'ils se repentaient d'avoir accordé ;* prétexte qu'ils coloraient sous celui de leur sûreté personnelle, qui, disaient-ils, exigeait l'insertion de l'article. Je tâchai d'en faire modifier la rédaction. On spécifia que la recherche des vases sacrés ne serait faite que par des officiers français et non par des officiers espagnols, ainsi qu'ils le prétendaient, et que la remise en serait faite sur parole. L'article fut encore rédigé de manière à ne pas convenir positivement que les argenteries eussent été enlevées. Elles devaient être rendues dans le cas seulement où il s'en trouverait[2]. »

Or il ne s'en trouva point. Les journaux n'eussent

1. Cf. *Conclusions du Procureur général*. (Arch. Guerre).
2. *Précis historique du général Marescot*. (Arch. Guerre).

point manqué d'en parler, d'en donner l'inventaire, et d'ailleurs, à l'arrivée des généraux et des états-majors *au port Sainte-Marie, la populace, ayant ouvert et pillé les bagages, ne découvrit rien.*

L'armée devait être conduite sous escorte à San-Lucar et Rota pour être embarquée à destination de Rochefort. Le commandant Bouvier, de l'état-major de Marescot, entendit répéter à Castaños « *qu'il répondait de l'exécution des articles stipulés, qu'il se chargeait de ce qui concernait les Anglais. Le commissaire de la Junte, comte de Tilly, donnait les mêmes assurances*[1]. » Mais, si chacun sait qu'en violation du traité elle fut emprisonnée sur les pontons de Cadix, après avoir été décimée en route par le poignard et les fusillades des Espagnols, on ignore qu'afin de les massacrer sans danger, les misérables eurent la lâcheté de faire dépouiller les soldats, *sur l'ordre même de nos généraux*, des couteaux qui leur restaient pour défendre leur vie[2].

Les troupes de Dupont défilèrent à Baylen, le 23 juillet, et, le lendemain, celles de Vedel, qui avaient couché à Guarroman.

Castaños à la Junte de Séville.

24 juillet.

« En vertu de la Convention, la division Dupont, forte de 8.000 hommes, a mis bas les armes dans la journée d'hier en ma présence, devant le centre de mon armée, à une distance de 400 toises de notre camp : elle nous a abandonné ses aigles, ses drapeaux, son artillerie, ses munitions, *toutes les voitures et équipages* en un mot tout

1. *Interrogatoire du comte Bouvier*, 8 oct. 1808.
2. *Ordres des généraux Rouyer et Frésia pour la recherche des couteaux et poignards*, 4 août (Arch. Guerre).

ce qui n'était pas expressément excepté par la capitulation.

« Dans la même soirée, je me suis rendu à Baylen pour y passer la revue des divisions Reding et Coupigny. Du fond de mon cœur et les larmes aux yeux, je remerciai chaque soldat de sa persévérance. L'aspect de ces soldats qui, oubliant leurs peines, leurs fatigues, leurs dangers et même la brillante victoire qu'ils venaient de remporter, ne pensaient qu'à manifester leurs vœux pour leur roi Ferdinand VII et ne demandaient qu'à être conduits à de nouveaux triomphes, me combla de joie.

« Ce matin, les divisions Gobert et Vedel, réduites ensemble à 9.000 hommes, sont entrées dans Baylen pour mettre bas les armes et rendre leur artillerie. J'aurai l'honneur de vous transmettre l'inventaire de tout ce qui est tombé entre nos mains[1].

« En vérité, la fortune, en cette occasion, a été une fois juste ; elle a même dépassé nos espérances. Hier, je suis allé au quartier général de Dupont ; la division Lapeña et la réserve étaient formées en bataille ; les Français ont défilé devant nous. La première colonne, de 2.000 hommes, a excité notre admiration ; elle était entièrement composée d'hommes de la taille des grenadiers. Les colonnes suivantes étaient aussi de la plus belle tenue. Quel spectacle pour moi ! La plus grande humiliation que *les arrogants soldats de l'arrogant Napoléon* aient essuyée jusqu'à présent ! Je ne sais quels sentiments ont éprouvés nos troupes en voyant défiler nos ennemis ; quant à moi, je crus que le Ciel m'envoyait un songe, et, élevant mon cœur et mes mains vers le Dieu des armées, je lui offris mes actions de grâces pour sa toute-puissante assistance.

1. Ce ne peut être que la *Relacion* dont nous avons parlé.

« Nous avons ensuite traversé la ville et le champ de bataille. Ce soir, à 7 heures, le général Vedel et son état-major se sont présentés devant moi. Ses troupes avaient déposé les armes.

« Tout s'est passé dans le plus grand ordre. C'était une troupe qui, en proportion de son nombre avec le nôtre, eût effrayé tous autres que des Espagnols. »

Un correctif pourtant : ils ne trouvèrent point leur compte d'armes et de chevaux, car « après le défilé, tels étaient la rage et le désespoir des soldats devant cet acte d'humiliation qu'au moment où la tête de colonne déposait ses armes, la gauche se répandit par les oliviers de chaque côté de la route pour se garantir du soleil, brisa celles-ci et les jeta dans les ravins, et laissa aller les chevaux. La perte fut considérable et ne put être évitée, malgré le concours des paysans des fermes et localités voisines[1]. »

« Il serait difficile, rapporte de son côté le lieutenant Thiébault, de donner une idée de l'état déplorable dans lequel se trouvaient les débris de l'armée, depuis le 19 jusqu'au 23 au matin, jour de son départ comme prisonnière de guerre jusqu'à Cadix, où elle devait être embarquée. *Une chaleur excessive avait corrompu les cadavres, qui exhalaient une odeur infecte, et avait rendu toutes les blessures mortelles.* Dévorés par la soif et la faim, les officiers et les soldats étaient couchés sous les oliviers. Et ceux que le besoin commandait impérieusement allaient chercher de l'eau sur les bords d'une fontaine placée de l'autre côté du ravin, où ils recevaient la mort des paysans embusqués près de la route. Le feu avait été mis à tous les champs de blé, et on avait obligé de déplacer à plusieurs reprises le parc de l'artillerie, qui, plus d'une

1. *Relacion, loc. cit.* à la note (Arch. Guerre).

fois, pendant l'action. avait couru les plus grands dangers. Le malheur et l'état d'accablement dans lequel presque toute l'armée était plongée la rendait pour ainsi dire insensible aux insultes et aux outrages des Espagnols, dont les officiers et un grand nombre de moines traversaient le camp resserré[1]. »

Un chirurgien du corps de Dupont a écrit : « *Il faut au soldat une prospérité à bascule;* aujourd'hui la disette, demain tout à profusion; après-demain la disette encore, puis de nouveau l'abondance. Pourvu qu'on aille en avant, personne ne reste en route : il n'y a à l'ambulance que des blessés. Notre armée était pleine de vigueur, lorsque les dispositions de son général la précipitèrent dans un un faux pas dont il ne sut ou ne voulut pas se retirer avec honneur. Elle ne se vit pas plutôt à la discrétion d'un ennemi contre lequel il ne lui avait pas été permis d'essayer les dernières ressources de sa bravoure, qu'elle perdit tout à coup cet aspect de santé qui suffit à parer un modeste uniforme. Les troupes allèrent en déclinant Chaque jour, les mines s'allongeaient; elles devinrent sombres et piteuses. Les longues files de nos régiments déguenillés ressemblaient à des processions de malades indigents qu'un incendie a chassés de leur hôpital; elles cheminaient lentement dans un complet désordre, et sans reconnaître d'autre discipline que la crosse du fusil des soldats qui formaient notre escorte. Tout prisonnier qui s'écartait pour un besoin, ou qui, n'écoutant que sa faiblesse, s'obstinait à ne pas suivre la colonne, se reposait sur sa tombe! Les habitants accouraient pour le massacrer; nous n'avions qu'à nous retourner pour être témoins de ces assassinats, et, ne l'eussions-nous pas fait, des cris lamentables et les chants barbares des égorgeurs ne nous révélaient que trop ce qui se

1. *Relation de la campagne d'Andalousie.* Manuscrit (Arch. Guerre).

passait. Femmes, enfants, vieillards, tous s'en mêlaient.

« Après des marches forcées, après des campements sous un ciel torride, dans un pays où il n'y avait pas d'être qui ne fût un ennemi, après un long trajet à travers des plaines arides, nous parvînmes enfin au terme de notre voyage. Cadix, où nous aurions dû entrer en maîtres, put jouir de notre humiliation ; quand on nous fit passer dans les rues de cette ville, où l'on nous montra comme des trophées, les Espagnols se demandaient, avec un ricanement d'insulte, si c'étaient là ces Français qui faisaient tant de bruit dans le monde. A coup sûr, soit dans nos personnes, soit dans notre tenue, il y n'avait rien de bien imposant. Des visages pâles, émaciés, et dont les barbes n'étaient plus coupées depuis qu'on avait jugé à propos de prendre jusqu'aux rasoirs de nos *fraters*, des corps exténués, point de souliers, point de linge ; des habits couverts de poussière, parce qu'on nous avait enlevé nos brosses comme un meuble inutile[1]. »

Des 17.000 prisonniers de Baylen, 2.000 *seulement*, réduits à l'état de spectres nus et affamés, furent ralliés, en 1814, à l'îlot de Cabrera par deux frégates françaises : le reste était mort de misère dans une lente et épouvantable agonie, et les ossements de ces infortunés gisèrent sans sépulture jusqu'au mois de juin 1847, où le prince de Joinville les fit recueillir et enterrer religieusement[2].

Les Archives de la Guerre ne fournissent aucun relevé des pertes du corps de la Gironde. Celles en hommes demeureront inconnues ; mais il résulte des recherches insérées dans les *Tableaux des officiers tués ou blessés pendant les guerres de l'Empire*[3], que les divisions Frésia

1. *Relation d'un aide-major.* Lorédan Larchey.
2. Voy. *le Moniteur universel* du 12 juin 1847.
3. Magnifique ouvrage du bénédictin des Archives de la Guerre, notre excellent ami *Martinien.*

et Barbou, seules engagées à Alcolea et à Baylen, eurent 85 officiers tués ou massacrés et 192 blessés, *soit* 277 *sur un effectif de* 520 *au* 1er *juin.*

Ainsi s'acheva le lugubre drame.

« Combien n'ai-je pas regretté que les premières dispositions n'aient pas été exécutées ! Si, après le succès de Cordoue, j'avais eu la division Vedel, Séville et Cadix seraient soumis... L'événement a malheureusemeut justifié mes craintes. Je n'ai cessé de demander des renforts. J'ai répété vingt fois que la position d'Andujar était dangereuse et que le midi de l'Espagne demandait la principale attention. Je suis accablé de ma situation ; mais l'honneur a été sauvé par la manière dont je me suis battu[1]. »

L'histoire retiendra ces paroles. Que Saint-Jean d'Angély ait cru pouvoir signaler parmi les conséquences de la catastrophe, « l'Andalousie livrée à *la séduction des Anglais* et à l'*embrasement de la rébellion*, l'exécution d'une des opérations les plus importantes à la *consolidation du système continental*, *l'union d'intérêts des Espagnes et de l'Empire français* coûtant déjà plusieurs années de fortes dépenses et beaucoup de *sang répandu par le fanatisme et la perfidie*[2] », c'était là un langage officiel, obligatoire, courtisanesque. En ce qui concerne les Espagnols, elle exalta leur présomption jusqu'au délire et leur haine jusqu'à la fureur, Ils rêvèrent de franchir les Pyrénées et d'envahir la France. Tel fut du moins le corollaire du plan d'opérations concerté à Madrid, le 5 septembre. Quels obstacles désormais étaient capables de les arrêter ?

« Nous sommes fort obligés à nos bons amis les Anglais,

1. *Dupont à Belliard*, 28 juin et 16 juillet. *A Savary*, 21 juillet.
2. *Conclusions du Rapporteur général dans l'affaire de Baylen.* (Arch. Guerre).

« dirent-ils alors aux officiers de Sir John Moore; *nous « aurons le plaisir de les escorter jusqu'à Calais et ne « leur donnerons point la peine de battre les Français. « Pourtant nous les verrons avec plaisir assister à nos vic- « toires.* » « Cette absurde confiance aurait eu les plus grands résultats, si la sagesse, l'activité ou la valeur l'eussent secondée; mais *ce n'étaient là que des paroles et rien plus*[1]. » On a dit justement des Espagnols qu'ils valent plus qu'on le croit communément et beaucoup moins qu'ils ne le pensent eux-mêmes. Si l'on assiste aux discordes de Tudela, au décousu des opérations de la deuxième campagne, on conçoit que, sur l'Èbre, leurs généraux ne devaient récolter qu'une ample moisson de roseaux. On vit alors la Junte s'enfuir d'Aranjuez sous le torrent des injures et des malédictions, sans savoir où porter ses pas; les armées éparses, débandées, criant à la trahison, massacrer leurs chefs et terroriser leur patrie. Qu'étaient devenus les lauriers de Baylen?

VII

RAPPORTS DE CASTAÑOS ET DE WHITTINGHAM SUR LES OPÉRATIONS DE BAYLEN

Il n'existe, à notre connaissance, aucune relation française, officielle et authentique de la bataille[2]. Dupont informa Savary du « résultat malheureux de l'affaire » et nous n'avons pu découvrir sa dépêche, qui peut-être entrait dans les détails. Il se borne à dire, le 21, « qu'entouré par 45.000 hommes, il a été forcé, après le plus violent combat, de traiter avec l'ennemi pour conserver

1. *Observations de Napier*, I, 56.
2. On trouvera à la fin de l'ouvrage le rapport de Dupont du 22 juillet. Nous l'avons découvert trop tard aux *Archives nationales* pour l'insérer ici.

à Sa Majesté un corps d'armée qui aurait péri tout entier dans les montagnes où il est enveloppé. »

Dans ces conditions, peut-être nous saura-t-on gré de produire ici le rapport de Castaños à la Junte de Séville sur les opérations du 16 au 23 juillet, en l'écourtant autant qu'il sera nécessaire, et de le faire suivre de la lettre autrement précise du capitaine Whittingham à Dalrymple, gouverneur de Gibraltar. Ces deux documents se complètent et se corrigent à la fois, en ce sens que, si Castaños devait ménager l'orgueil de ses compatriotes, Whittingham n'était point tenu à garder tant de mesure. Il se pourra que les fautes de Dupont et les chances de salut dont il ne sut profiter éclatent aux yeux davantage encore, à la lecture de la dépêche de l'officier anglais; mais au moins, les défenseurs à outrance de notre malheureux général sauront à qui s'en prendre, et, en ce qui nous concerne, nous suivrons le sage conseil de Montaigne : « Je me tapis soubs l'umbre estrangiere. »

Castaños à la Junte de Séville.

Andujar, 27 *juillet.*

« Dans la matinée du 16, le général Reding prit ses dispositions pour occuper l'ennemi devant Mengibar, tandis qu'avec le gros de ses forces il effectuait le passage du fleuve à une demi-lieue de là, au gué de Rincon. L'opération réussit ; l'ennemi fut chassé de toutes ses positions, poursuivi jusque dans le voisinage de Baylen et battu complètement : son général Gobert fut tué. Après avoir rempli son but et obtenu tous les avantages qu'il pouvait espérer, il repassa le Guadalquivir dans le meilleur ordre et reprit son ancienne position jusqu'au 17 au soir où, les environs étant débarrassés d'ennemis et le fleuve pouvant

être traversé en n'importe quel point, il franchit de nouveau les gués dans le voisinage de Mengibar et s'établit sur les hauteurs de la rive droite. Coupigny l'y joignit, le 18 au matin, et ils marchèrent sur Baylen.

« Dès qu'ils y furent entrés, on donna les ordres nécessaires, et les colonnes d'attaque se formèrent dans la direction d'Andujar; mais le 19, à trois heures du matin, au moment où les troupes allaient se mettre en marche, le général Dupont, qui était sorti d'Andujar la veille, à la nuit tombante, attaqua notre camp et ouvrit le feu de son artillerie, dans le dessein sans doute de nous surprendre. Aussitôt, toutes les troupes, conduites par leurs chefs et soutenues par l'artillerie, se portèrent aux points attaqués. Leurs mouvements s'exécutèrent avec tant de vivacité que la 1re batterie à cheval et celle de bataille eurent des engagements corps à corps (*Cuchilladas*) avec l'ennemi. Se formant en colonnes suivant les points qu'occupaient les troupes, la division de gauche (Coupigny) marcha à l'attaque des hauteurs. Après une résistance très vive, l'ennemi en fut délogé, perdit deux pièces de canon, et, s'étant formé en carré, fut attaqué avec beaucoup de vigueur par le régiment suisse de Reding (n° 3) et les gardes walones. Entièrement rompu, il dut *se retirer sur le pont*, *mouvement qui l'obligea à reculer à plus d'une demi-lieue de son centre. Il se réunit alors à une réserve qui venait d'Andujar*, *revint deux fois à l'attaque*, *et ne parvint qu'à la deuxième à enlever le pont*[1], et c'est

1. 2. Cette première phase de l'engagement est obscure. Ainsi, la droite de notre avant-garde aurait été culbutée dans le vallon de la Dehesa, et Dupont aurait dû forcer ensuite le passage du Rumblar, pour de là reprendre le Cerrajon? Le rapport de Reding, qui commandait en chef, et que Castaños a textuellement copié, est muet sur cet incident. D'autre part, il est évident que la bataille se livra *entre la Croix-Blanche et Baylen;* autrement les troupes de Dupont, entassées dans le cul-de-sac de la Dehesa et sous le feu du Cerrajon et du Zumacar, ne s'y furent point trouvées *à couvert* et *dans une position avantageuse.*

de là que partit le général Dupont dans ses attaques contre notre centre et notre droite.

« Lorsque le jour parut, nos troupes étaient déjà rentrées en possession des hauteurs; et l'ennemi, *qui avait l'avantage de former ses colonnes à couvert de notre feu, grâce à la meilleure position qu'elles occupaient*[1], et protégé par son artillerie, attaqua différents points de la ligne. Partout il fut ramené et poursuivi, en dépit de la vigueur des charges qu'il renouvela sans autre interruption que le temps nécessaire pour se replier et former de nouvelles colonnes, et sans pouvoir gagner du terrain. En diverses occasions pourtant, il rompit nos lignes avec l'intrépidité naturelle chez des troupes habituées à vaincre, arrivant jusqu'à nos batteries, qui, ce jour-là, furent servies d'une manière qui l'épouvanta et l'atterra, car non seulement elles démontèrent à l'instant les siennes, mais elles détruisirent toutes ses colonnes. A midi et demi, l'ennemi, fatigué et désespéré de n'avoir obtenu aucun avantage, entreprit une dernière attaque dans laquelle le général Dupont et les autres généraux se mirent à la tête des colonnes; mais, en dépit de l'intrépidité et des efforts les plus extraordinaires, les résultats furent aussi vains, et dans cette situation, le général Dupont demanda à capituler : *les hostilités furent suspendues dans l'une et l'autre armée, chacune d'elles restant sur ses positions*[2].

1. Voir la note de la page précédente.

2. Les pièces que nous avons données fournissent des preuves péremptoires du contraire. Castaños, d'ailleurs, reproduit ici un passage du rapport de Reding : *En este estado pidió el general Dupont entrar en capitulacion, y se suspendieron las hostilidades, conviniendo en queder cada uno exercito en sus respectivas posiciones.* » Oui, sans doute, tel fut l'arrangement convenu entre Reding et Dupont, mais il valait bien la peine que Castaños rappelât *qu'il ne l'avait point ratifié* et que *son armée, loin de rester sur ses positions, n'avait cessé de manœuvrer autour des troupes françaises pour achever leur investissement, et même de les menacer*. Peut-être jugea-t-il ne pouvoir l'écrire : en quoi il fit bien, laissant à l'histoire le soin de révéler l'indignité de sa conduite et celle de ses lieutenants.

« Le maréchal de camp marquis de Coupigny, chef de la 2e division, de commun accord avec le général Reding, commandant la 1re, accourut avec ses forces sur les points les plus exposés dans les trois attaques générales, et par ses connaissances comme par son valeureux exemple, contribua aux heureux résultats que je viens de rapporter.

« ... Si la conduite des généraux Reding et Coupigny est digne des plus grands éloges, celle du lieutenant général D. Manuel de la Peña ne l'est pas moins. Avec son corps de réserve et la 3e division, sous les ordres du maréchal de camp D. Félix Jones, il s'est emparé le 15 au matin des Visos d'Andujar, hauteurs d'où il tua beaucoup de monde à l'ennemi et démonta deux de ses pièces. La surprise que causa à Dupont l'enlèvement de cette position, et la crainte que ces divisions n'attaquassent le pont et les gués avoisinants, lui firent sans doute concevoir le projet d'abandonner la ville, ce qu'il fit dans la nuit du 18 par le chemin de Baylen. Informé de ce mouvement au point du jour, le 19, le général de la Peña se mit à sa poursuite et donna le commandement de son avant-garde à D. Rafael Menacho, chef du régiment de Campo Mayor. La marche si rapide de ses troupes, la lassitude, l'excessive chaleur, la soif, s'opposèrent insurmontablement à leur désir de se battre ; et si elles n'eurent point ce bonheur, au moins leur approche atterra l'ennemi, car les quatre premiers coups de canon que tira l'avant-garde et qui indiquèrent à Reding et Coupigny la position de la Peña, décidèrent Dupont à capituler. Il envoya plusieurs parlementaires, *les hostilités cessèrent et les deux armées restèrent sur les positions qu'elles occupaient.*

Pendant cette suspension, le général Vedel, qui était à Guarroman, fit un mouvement sur Baylen, en manquant

ainsi aux lois de la guerre. En conséquence, Jones se réunit à la Peña, et prenant l'un et l'autre position pour attaquer Dupont, ils intimèrent à ce dernier l'ordre de se rendre à discrétion sans plus parlementer ; *mais Vedel retourna au point d'où il était parti, et l'on traita de la capitulation*[1].

« Tandis que les quatre divisions mettaient à exécution le plan d'attaque qui leur avait été prescrit, le lieutenant-colonel D. Juan de la Cruz, suivant mes instructions, se dirigea au nord-ouest d'Andujar, passa le fleuve au pont de Marmolejo, et s'établit sur les hauteurs de la Sementera sur le flanc droit de l'ennemi... Les grâciés (*indultados*) de Malaga[2] et les guerillas de chaque corps reconnaissaient les bois d'oliviers du voisinage, lorsque, le 16 au matin, l'ennemi les attaqua : ils durent se retirer sur les tirailleurs de Cadix, qui étaient en première ligne et les soutinrent bravement. Et comme les forces de l'ennemi étaient très supérieures, ce bataillon fut obligé de se replier sur les autres corps, qui s'engagèrent à l'envi ; de sorte que l'ennemi abandonna le champ de bataille en y laissant plus de trente tués et une multitude de blessés. De

1. Avec quelle légèreté et quelle rapidité tout cela est dit ! « *Durante esta suspension el general Bedel hizo un movimiento sobre Baylen, faltando à las leyes de la guerra* ». Puisqu'il n'y avait point de suspension, puisque Castaños n'y avait point consenti, Vedel ne pouvait y manquer en attaquant Baylen. D'autre part, lisez les dépêches de Lapeña, et vous verrez que les mouvements de ce général et de son collègue D. Felix Jones, pour achever de cerner Dupont ne furent point la conséquence du mouvement incriminé de Vedel, mais un acte d'hostilité pur et simple par lequel ils voulaient amener Dupont à « *rendirse a discrecion, sin dar lugar à mas parlamentos* ». Les manœuvres de l'ennemi autour de Baylen et ses menaces ne cessèrent pas un instant, bien que *Vedel volviese à ocupar el punto de donde habia salido*, c'est-à-dire qu'il se fût replié sur Guarroman. Cette situation peut se traduire ainsi : Il y a suspension des hostilités pour le corps de la Gironde, mais non point pour l'armée espagnole, qui demeure libre d'assurer et d'étendre ses positions, de manœuvrer pour fermer le cercle d'investissement et imposer la capitulation dans les termes qui lui conviendront.

2. Les contrebandiers, voleurs, déserteurs, et autres gens, aussi peu recommandables de Malaga, qui avaient bénéficié de l'édit de grâce du 30 mai, et s'étaient formés en compagnies.

notre côté, nous eûmes dix-sept tués et vingt-cinq blessés. Après cette glorieuse affaire, les troupes se transportèrent sur les Peñas del Moral, et elles y demeurèrent jusqu'au moment où, averties que dans la nuit du 18 l'ennemi abandonnait Andujar et se retirait sur Baylen, elles se mirent en marche sur le bourg de Baños, pour communiquer avec la division Reding et combiner leurs mouvements avec elle. Mais, avant d'y arriver, elles entendirent le feu qui, par sa vivacité et sa continuité, ne laissait aucun doute sur la rencontre de Dupont avec nos divisions : aussi D. Juan de la Cruz accéléra sa marche, et ses avant-postes s'établirent à deux portées de fusil de l'ennemi, qui se trouva dans l'impossibilité de puiser de l'eau au Rumblar dans cette partie...

« Le 22, les troupes de la division Dupont, au nombre de 8.242 hommes, défilèrent devant notre armée, rendirent leurs armes, aigles et drapeaux, et se constituèrent prisonnières de guerre. La division Vedel, forte de 10.000 hommes, remit aussi ses armes et son artillerie le lendemain.

« *Les pertes de l'ennemi s'élèvent à* 2.200 *morts sur le champ de bataille et* 400 *blessés*[1]*;* les nôtres sont de 243 tués, dont 10 officiers, et 735 blessés, dont 24 officiers.

« Finalement, ce rapport serait interminable, s'il fallait énumérer tous ceux qui se sont montrés dignes du nom espagnol. Il suffit de dire que l'ennemi était avantagé de toutes les manières, et en effet :

« 1° Ses forces s'élevant à 12.000 hommes, il avait la supériorité du nombre, et bien que les troupes de Reding

1. Cette disproportion est effrayante, et l'on croirait qu'il y a erreur de copie. Mais Castaños eut le temps de faire faire le relevé exact de nos pertes, et d'ailleurs le capitaine Whittingham accuse les mêmes chiffres. La chaleur était si forte que, le défaut de soins aidant, les blessures devinrent toutes mortelles. On entendra Thiébault à ce sujet. L'eau, les objets de pansement, presque tout manquait ; le soleil et l'entassement firent le reste.

et de Coupigny, les seules qui furent engagées, comptassent à peu près 14.000 hommes, on en détacha un corps considérable pour observer les mouvements du général Vedel ;

« 2° Ses dispositions pour attaquer nos divisions devant Baylen étaient faites, lorsque celles-ci prenaient l'ordre de marche ;

« 3° Son artillerie était beaucoup plus nombreuse ;

« 4° Attaquant, elle avait d'incalculables avantages sur un adversaire pour ainsi dire surpris en marche ;

« 5° Son organisation en généraux, officiers de tout grade était complète ; ses trains étaient bien conditionnés et rompus aux mouvements en colonnes et manœuvres ;

« 6° Enfin, ses troupes étaient bien disciplinées, aguerries et accoutumées à vaincre[1].

« Cette armée, si supérieure à la nôtre, n'a point été seulement battue et mise en déroute, elle a dû rendre les armes, éprouvant la suprême humiliation militaire qu'elle avait infligée à toutes les autres nations de l'Europe : et les célèbres aigles impériales qui les soumirent sont devenues le trophée de l'heureuse armée espagnole d'Andalousie dans les champs de Baylen. *Dans une lutte si inégale*, nos troupes se sont surpassées par leur héroïque constance ; affrontant les dangers, les fatigues, le froid et la chaleur, elles déployèrent tant de fermeté contre les attaques de l'ennemi que chaque soldat semblait avoir jeté de profondes racines dans le poste qu'il défendait[2], et montrèrent tant de vivacité et d'ardeur en

1. Si l'on rapproche la situation des divisions Barbou et Frésia, au 9 juillet, et ce que nous savons de leur organisation, de leur discipline et de leurs effectifs, des allégations de Castaños, on reconnaitra que la supériorité se trouvait du côté des Espagnols. Les divisions Vedel et Gobert ne valaient même pas la division Barbou. Whittingham en fut frappé.

2. *Cada soldado parecia haber echado profundas raices en el puesto que defendia.*

chargeant les Français, que ceux-ci n'ont jamais rien vu de pareil dans aucune des nombreuses armées avec lesquelles ils se sont mesurés.

« Le digne corps de l'artillerie royale a immortalisé sa gloire, à l'admiration des deux armées, et l'on peut assurer que la rapidité de ses mouvements et la sûreté de son feu (qui démonta 14 pièces à l'ennemi) annoncèrent la victoire longtemps à l'avance, ou pour mieux dire, la fixèrent dès le début de l'action.

« Telle est, en résumé, la mémorable bataille de Baylen. Votre Altesse a honoré mon peu de mérite en me confiant le commandement de troupes en majeure partie composées de conscrits ; mais c'étaient des Espagnols et ce sont aujourd'hui des héros ; ils ne m'ont rien laissé à faire ni à désirer pendant la bataille, et maintenant je me vois confus, ne trouvant point d'expressions suffisantes pour dire combien ils méritent de la patrie. »

Whittingham à Dalrymple.

Andujar, 25 *juillet.*

« Le 23, à 4 heures du matin, les troupes des 3e et 4e division ont été formées en ligne de chaque côté de la route, à environ 3 kilomètres du camp français. Le général Castaños et son état-major se sont placés à la droite, vers Baylen. A 7 heures, la tête de la colonne française a commencé à défiler devant les troupes espagnoles.

« Les troupes françaises étaient dans le meilleur ordre et certainement parmi les plus belles que j'aie jamais vues ; 5.500 hommes, dont 1.200 de cavalerie, suivis de 20 pièces de canon, défilèrent devant l'armée espagnole et déposèrent leurs armes, à 1.500 mètres de distance.

« Il paraît que les forces de Dupont, à la bataille de Baylen, dépassaient 9.000 hommes, savoir :

5.500 prisonniers :
2.600 tués et blessés dans l'affaire ;
1.100 déserteurs[1].
9.200.

« Le général Reding avait une *force nominale* de 15.000 hommes, dont 3.000 organisés en bataillons de paysans s'enfuirent au début de l'action et n'ont plus été revus. Sur les 12.000 restants, il y avait au moins 5.000 conscrits mêlés aux troupes régulières.

« Le général Dupont a fait sept attaques partielles et quatre générales sur les lignes espagnoles et il a été constamment repoussé à grandes pertes. L'artillerie espagnole a accompli des prodiges. En moins de deux heures, elle a démonté 14 pièces ennemies, et ses décharges à mitraille sur la ligne française, lorsqu'elle se portait en avant, ont produit le plus bel effet.

« Si nous ajoutons les 400 malades laissés à Cordoue et les grandes pertes que l'ennemi à subies à Mengibar et à Villanueva, il est évident que la division Dupont comptait d'abord 12.000 hommes.

« Le 24 juillet, à Baylen, à 9 heures du matin, la division Vedel, consistant en 9.100 hommes, dont 1.500 de cavalerie, a déposé ses armes et pris la direction de Mengibar.

« La cavalerie de cette division est en bien meilleur état que celle de Dupont. L'infanterie ne m'a point parue aussi bonne. Il y a maintenant quarante jours que Castaños arriva à Carmona, où son armée se composait de

1. D'où vient ce chiffre? Comment a-t-il été constaté ? Il apparaît là comme un appoint destiné à grossir l'effectif des troupes de Dupont et à leur donner la supériorité numérique. Nous faisons toutes nos réserves ; le cercle d'investissement était si bien fermé, et par de telles masses, qu'il n'était point possible d'y faire une trouée. Par où ces 1.100 hommes se seraient-ils fait jour, et où se seraient-ils portés ?

3.000 hommes de troupes régulières et environ 15.000 paysans, qui se déshonorèrent à l'affaire du pont Alcolea. Dans ce court espace de temps, Son Excellence a organisé une armée dont la valeur et la discipline lui ont permis de battre 21.000 Français et de les réduire à l'ignominieuse nécessité de déposer les armes. »

Il y aurait certes beaucoup de réserves à faire. Nous en laisserons le soin à ceux qui reliront la lettre de la Junte de Séville en date du 11 juillet[1] et consulteront les situations des troupes espagnoles d'Andalousie aux 20 mai et 19 juillet. Des conscrits ? Le corps de la Gironde n'était composé que de jeunes soldats ; et encore, au lieu d'être encadrés dans de vieux régiments par des officiers dans la force de l'âge, constituaient-ils, avec des cadres usés et tirés des dépôts, tout un assemblage de formations bâtardes, incohérentes, sans esprit de corps ; bref, la « pétaudière » de Belliard. On remarquera aussi qu'au dire de Castaños les troupes de Dupont défilèrent devant lui, le 22, au nombre de 8.242 hommes, et celles de Vedel, le 23, fortes de 10.000, alors que Whittingham parle de 5.500, *le 23*, et 9.100, *le 24*. La différence des dates importe peu, mais celle des effectifs est par trop considérable, et l'on croirait vraiment que Castaños a compris les morts parmi les prisonniers. L'hypothèse n'est point si ridicule, car c'est par ce moyen qu'il est parvenu à établir l'égalité, ou voire même l'infériorité des forces de Reding, alors qu'il est dûment constaté que, *conscrits ou non*, ce général avait 17.000 hommes, dans de *vieux régiments*, et Dupont 8.000 *conscrits* incorporés dans des *formations de hasard*. Ces 17.000 hommes ressortent de la situation de l'armée de Castaños, dans laquelle ne figurent ni les bataillons de paysans, ni même la division de montagne de D. Juan de la Cruz.

1. *La Junte de Séville à celle des Asturies*, p. 88.

C'est là, pour n'y plus revenir, ce qu'il était essentiel d'établir. Dupont fut battu ; mais, de grâce ! non point par des paysans, subitement devenus *los heroes de Baylen*, en attendant qu'on en fît des *martires*. Il est permis, croyons-nous, de sourire de ces rodomontades. On est même en droit de hausser les épaules à la vue de tant de jactance et d'orgueil que les terribles journées d'Espinosa, de Burgos et de Tudela étaient bien faites pour abaisser et confondre. Castaños, en effet, ne sut point conserver son prestige ; peu de mois plus tard, après Tudela, l'opinion publique l'accusa d'incapacité, et bientôt, jugeant avec calme un succès qui avait dépassé leur attente, les vainqueurs se montrèrent peu s'en faut aussi cruels envers eux-mêmes que Napoléon devait l'être à l'égard de Dupont. On vit alors les soldats espagnols massacrer leurs généraux, et la Junte s'enfuyant de Madrid sous les menaces et les imprécations du peuple, errer de ville en ville sans savoir où se fixer. En 1809 déjà, les affaires de l'Espagne étaient singulièrement en baisse. Si au début de l'insurrection, la Junte de Séville avait trouvé à foison des volontaires au prix de 1 franc par jour, un an plus tard, celle d'Extremadure dut leur offrir 2 fr. 50 et le pain [1] !... L'enthousiasme s'était bien refroidi, le peuple paraissait avoir assez de la guerre, et la Junte de Truxillo en était si pénétrée qu'elle reconnaissait l'impossibilité de continuer la lutte. « *Baylen!* disait-elle, *sans doute nous y avons été victorieux, mais grâce à un concours de circonstances aussi hasardeuses que la réussite d'un terne à la loterie. Les généraux espagnols qui y ont pris part peuvent en témoigner* [2]. »

1. *Proclamation de D. Gregorio Laguna*, gouverneur de l'Extremadure, 4 juin 1809.
2. *La Junte de Truxillo à celle de Séville*, 28 mai 1809.

VIII

VIOLATION DE LA CAPITULATION

L'armée prisonnière, formée en deux colonnes, se dirigea par petites étapes vers les ports de Rota et de San-Lucar, en évitant Cordoue, Séville et Xérès qu'elle n'eût pu traverser sans être exposée à un massacre général.

DATES	QUARTIER GÉNÉRAL DIVISION DE CAVALERIE 1re DIVISION D'INFANTERIE	2e, 3e DIVISIONS D'INFANTERIE
23 juillet	Villanueva	Higuera
24 —	Higuera	Séjour
25 —	Bujalance	Porcuna
26 —	Castro del Rio	Bujalance
27 —	La Rambla	Castro del Rio
28 —	Ecija	La Rambla
29 —	Fuentes	Ecija
30 —	Arahal	Fuentes
31 —	Utrera	Arahal
1er août	Las Cabezas	Utrera
2 —	Séjour	Las Cabezas

A leur arrivée à Lebrija et Las Cabezas, la marche fut suspendue et les colonnes bivouaquèrent jusqu'au 13, où des cantonnements définitifs leur furent assignés dans ces localités et dans les villages voisins. Dupont écrivit à Castaños, qui venait de faire la veille, avec Morla, une entrée triomphale à Séville, pour lui rappeler les clauses de la capitution dont il redoutait justement la violation. Voici, en effet, ce qui se passait dans la capitale de l'Andalousie.

M. Cox à Dalrymple[1].

Séville, 3 août.

« ... Le général de Castaños et D. Tomas Morla sont arrivés avant-hier : le premier a été reçu par toutes les classes de la population avec les plus grandes démonstrations de joie et de reconnaissance. Afin qu'il n'y eût point de jalousies, chacun d'eux reçut à son arrivée les mêmes compliments, et l'on envoya à leur rencontre une députation de la Junte.

« *Ils se sont enfermés hier toute la matinée avec la Junte ; je penche à croire que les débats ont été très sérieux et qu'ils ont porté sur des points de grande importance, mais j'en ignore encore le résultat. J'ai des motifs de penser que Morla est fortement partisan de la rupture du traité conclu avec Dupont et qu'un grand nombre de membres de la Junte sont du même avis. Naturellement, Castaños s'oppose à un tel acte qui blesserait si sensiblement son honneur. Ils paraissent tous anxieux de connaître les sentiments de Votre Excellence et de lord Collingwood sur ce sujet.* »

Nous ignorons quel fut l'avis du gouverneur de Gibraltar ; pour Collingwood, il se borna à poser des conditions que l'état de guerre de sa nation avec la France lui paraissaient imposer. Le port de Rochefort étant bloqué par une escadre anglaise, comme tous les autres ports de guerre d'ailleurs, il ne pouvait permettre à la marine espagnole d'y débarquer le corps de la Gironde ; et d'ailleurs, l'Angleterre n'était nullement tenue, aucun traité d'alliance n'existant encore entre elle et l'Espagne[2], de respecter une convention à laquelle elle n'avait point participé, qui lui était absolument étrangère et dont l'exé-

1. Voyez aussi la *Gazette de Séville*, du même jour.
2. Il ne devait être conclu que le 14 janvier 1809.

cution l'obligeait à prendre des mesures préservatrices de ses propres intérêts.

*A bord de l'*Océan[1].

Lord Collingwood aux Ministres de la Junte suprême de Séville.

« Ayant reçu de la Junte suprême de Séville une demande de passeports pour des bâtiments destinés à conduire au port de Rochefort les troupes françaises qui ont capitulé à Baylen, je dois signifier à Vos Excellences les ordres que j'ai reçus à ce sujet des ministres de Sa Majesté. La valeur et l'énergie dont l'armée espagnole a donné des preuves, les grands talents militaires du général qui la commandait, l'intrépidité et la loyauté avec lesquelles cette victoire a été remportée, ont excité dans l'âme de Sa Majesté les sentiments de la plus grande admiration.

« Je dois déclarer à Vos Excellences qu'une capitulation imposée aux ennemis de Sa Majesté et à laquelle elle n'a eu aucune part, ne peut l'obliger à en exécuter aucune clause, ainsi que l'enseignent les lois internationales. Et en effet, bien que Sa Majesté le Roi ait déclaré suspendues les hostilités sur les territoires espagnols non sujets à la France, bien qu'elle ait fait connaître sa résolution de les soutenir et qu'actuellement elle porte secours aux provinces qui ont pris les armes contre la France, elle n'a conclu aucun traité avec aucune partie de l'Espagne, et nulle proposition ne lui a été faite pour qu'à un titre quelconque elle renonce à ses droits de belligérant indépendant.

1. Cette lettre, dont nous donnons la traduction de l'espagnol, ne porte point de date : elle est tirée de l'histoire du général Arteche, aux *Pièces justificatives*, et nous paraît postérieure au 6 août.

« Mais à supposer qu'un traité unît l'Espagne à l'Angleterre et qu'ainsi elle fût un allié reconnu, comme puissance belligérante contre la France Sa Majesté conserverait cependant le droit de s'opposer à la conduite en France d'un ennemi qui, à un titre quelconque, y reprendrait les armes et travaillerait hostilement contre Sa Majesté ou contre ses alliés.

« Les Espagnols étant convenus de conduire l'armée française à Rochefort, l'exécution d'un semblable traité apporterait une restriction aux droits de Sa Majesté, comme puissance belligérante et indépendante.

« Pour toutes ces raisons, il est de mon devoir de protester contre le droit que l'Espagne se suppose de considérer Sa Majesté comme tenue par la convention de suspendre les hostilités contre un ennemi rapatrié de la sorte.

« Mais, nonobstant son droit légitime de s'opposer à l'exécution du traité, Sa Majesté n'y mettra point obstacle, à la condition que les clauses suivantes relatives à la sécurité de ses domaines soient observées :

« 1° L'armée française qui a capitulé à Baylen sera embarquée par fractions qui ne dépasseront pas 4.000 hommes et sur bateaux marchands, désarmés et manœuvrés par des Espagnols ; elle sera conduite à un port de France non bloqué par les escadres anglaises ;

« 2° Comme le port de Rochefort est étroitement bloqué par les escadres de Sa Majesté, en vertu du précédent article, les Français ne pourront y être débarqués ; on permettra de le faire en quelque port entre Brest et Rochefort ;

« 3° Afin d'empêcher que les bâtiments de transport ne soient retenus par le gouvernement français et employés hostilement contre les domaines de Sa Majesté, il est stipulé que la deuxième fraction de 4.000 hommes ne mettra

à la voile qu'au retour des transports qui auront convoyé la première, et ainsi de suite ;

« 4° Il sera entendu que les prisonniers ne pourront être transportés en France sur des bâtiments de guerre : l'Angleterre ne saurait y consentir, vu la conduite antérieure de la France.

« En tant que l'honneur et les véritables intérêts de l'Espagne puissent se concilier avec la sécurité permanente et les intérêts de l'empire britannique, *j'ai l'honneur de remettre à Vos Excellences des passeports pour les navires marchands et désarmés qu'il s'agit d'employer au transport de* 4.000 *hommes de troupes françaises dans les ports de France situés entre Rochefort et Brest...* »

Dans l'ignorance des conditions qu'imposerait l'Angleterre, et dans l'expectative peut-être d'un refus formel, la Junte avait élaboré une série d'articles additionnels à l'acte de la capitulation.

« Article premier. — On a sollicité du roi d'Angleterre et de l'Amirauté anglaise des passeports pour la sûreté du passage des troupes françaises.

« Art. 2. — L'embarquement s'effectuera sur des vaisseaux de la flotte espagnole ou sur tous autres bâtiments de transport qui seront nécessaires pour conduire la totalité des troupes françaises, au moins par division, en commençant par celle du général Dupont.

« Art. 3. — Le débarquement s'effectuera sur les côtes du Languedoc ou sur celles de Provence, ou bien au port de Lorient, suivant que le voyage sera jugé plus commode et plus court.

« Art. 5. — *Dans le cas où l'on n'obtiendrait pas de l'Angleterre les passeports demandés, on traitera des moyens les plus convenables pour le passage par terre.*

« Art. 6. — Chaque division française sera cantonnée

dans un rayon de huit à dix lieues, en attendant que son embarquement puisse se faire.

Séville, 6 août.

Signé : X. Castaños.

Ces clauses nouvelles parvinrent le lendemain à Dupont, qui devina le but des lenteurs et tergiversations de la Junte et s'en plaignit d'autant plus justement que déjà, le 3, Castaños lui « avait fait connaître que *l'embarquement « des troupes ne pourait avoir lieu par la difficulté de « rassembler un nombre suffisant de bâtiments de trans- « port*[1]. » Il écrivit à Morla coup sur coup, les 7 et 8, et sa réponse du 10 est tellement impudente et brutale qu'on n'en saurait rien retrancher.

Morla à Dupont[2].

Cadix, 10 *août*.

« Monsieur le général Dupont,

« Je n'ai jamais eu ni *mauvaise foi*, ni *dissimulation*. Ce que je vous ai écrit le 8 a été dicté, étant donné mon caractère, par la plus grande sincérité, et je suis peiné que votre réponse d'hier m'oblige à répéter ce que j'ai eu l'honneur de vous dire, et qui certainement se vérifiera.

« Ni la capitulation, ni *l'approbation de la Junte*, ni un ordre pressant de notre cher Souverain ne sauraient rendre possible ce qui ne l'est point ; *il n'existe ni bâtiments, ni ressources pour s'en procurer.* Quelle preuve plus péremptoire que de retenir ici dispendieusement les

1. Sommaire de la pièce n° 218 portée dans le procès-verbal de l'inventaire des papiers trouvés à Toulon chez le général Dupont, le 27 oct. 1808. Arch. nat. AF^IV 1613, 14e dossier.

2. Nous rappelons que Morla était alors gouverneur de Cadix et capitaine général de l'Andalousie.

prisonniers de votre corps, faute des moyens nécessaires pour les rapatrier?

« Lorsque le général Castaños promit d'obtenir des Anglais des passeports pour le passage de votre armée, il ne s'obligea qu'à les demander instamment, et c'est ce qu'il a fait. Comment avez-vous pu croire que l'Angleterre la laisserait passer, certaine qu'elle lui ferait la guerre sur un autre point ou peut-être sur le même?

« *Je suis persuadé que ni le général Castaños ni vous, n'avez cru la capitulation exécutable : Castaños a voulu sortir d'embarras, et vous, obtenir des conditions qui, bien qu'irréalisables, honorassent votre reddition. Chacun de vous a obtenu ce qu'il désirait, et maintenant la nécessité impose ses lois.*

« Notre caractère national nous défend d'user de représailles avec les Français. Vous m'obligez à vous dire des vérités qui ne peuvent que vous être amères. De quel droit exigez-vous l'exécution de la capitulation d'une armée qui a envahi l'Espagne sous le voile de l'alliance et de l'amitié, qui a emprisonné notre roi et la famille royale, qui a dévasté ses palais, assassiné et pillé ses sujets? Si vous ne voulez vous attirer davantage encore la juste indignation de la population, que je m'efforce de contenir, cessez d'aussi intolérables réclamations, et cherchez par votre conduite et votre résignation à atténuer la douloureuse impression des horreurs que vous avez commises à Cordoue. Soyez assuré qu'en vous donnant cet avertissement, je n'ai en vue que votre propre bien; le vulgaire ne pense qu'à rendre le mal pour le mal, et je ne puis m'empêcher de vous rendre responsable des funestes résultats qu'entraînerait votre répugnance à vous soumettre à la nécessité.

« Les ordres que j'ai donnés à D. Juan Creagh Lascy, et qui vous ont été communiqués, sont ceux de la Junte

suprême, et ils sont indispensables dans les circonstances présentes : tout retard dans leur accomplissement alarmerait le peuple et attirerait des malheurs. Déjà ledit Lascy m'a rendu compte d'un fait qui me donne les plus vives inquiétudes. Quel aiguillon, pour la populace, de savoir qu'un seul soldat était porteur de 2.180 livres tournois!

« J'espère que cette réponse sera la dernière sur ces objets, demeurant sur tout autre dans le désir de vous être agréable. »

Les ordres donnés à Lascy concernaient l'établissement du corps de la Gironde à Lebrija et Las Cabezas[1], et le 12, Dupont fit paraître un ordre « annonçant aux troupes qu'elles allaient être cantonnées en attendant leur embarquement[2] ». En même temps, il prévint le général Privé, qui commandait à Las Cabezas la deuxième colonne, qu'il se rendait avec son état-major et tous les autres généraux au port Santa-Maria. A sa lettre était joint l'état des cantonnements et un ordre pour l'armée, par lequel il le chargeait de veiller au bien-être de la troupe et de traiter pour cet objet avec les autorités locales. Les chefs de corps et de cantonnements devaient correspondre avec lui et lui adresser leurs rapports à Lebrija, que le général en chef élit pour son quartier général. Plus qu'étonné d'une semblable disposition, Privé écrivit à Dupont pour lui observer « que, n'ayant aucune connaissance de la capitulation, il était beaucoup plus convenable que l'officier général qui avait négocié ce traité fût désigné pour remplir la mission dont il le chargeait, et qu'il le priait de vouloir bien l'en dispenser.

« Le 13, un commissaire espagnol passa la revue des troupes de la 2e colonne, et les prévint qu'elles partiraient

1, 2. *Procès-verbal d'inventaire*. Pièces n°s 229, 230. Nous croyons que Morla avait choisi pour chef d'état-major ce colonel D. Juan Creagh Lascy, du régiment de Zaragoza.

le lendemain pour aller occuper les cantonnements qui leur étaient désignés.

« Le général Privé partit de Las Cabezas le 14 pour se rendre à Lebrija avec le 1er provisoire de dragons. A son arrivée, on lui remit une lettre de M. le général Dupont, datée encore du 12, qui renfermait deux traités faits avec le général Castaños, savoir : la capitulation de l'armée signée le 23 juillet à Andujar, et un acte additionnel signé le 6 août à Séville. On lui donna un logement dans une auberge. Les officiers du 1er provisoire de dragons furent placés tous ensemble dans une chapelle, et les hommes dans une très grande prison. Installé dans son logement, il s'empressa de prendre connaissance des deux traités qui lui étaient adressés. Il vit que la capitulation, qu'il ne connaissait point encore, était peu honorable pour l'armée française, et que *le traité fait en dernier lieu à Séville, était un acte illusoire, rédigé en termes vagues, qui donnait à connaître assez clairement que la Junte suprême, sans respect pour la foi des traités, ne voulait pas tenir la capitulation.*

« Le lendemain 15, la Junte de Lebrija vint lui communiquer, de la part de Morla, que toute communication entre les officiers et les soldats français était défendue. L'alcade lui apprit que tous les généraux et autres officiers qui se rendaient au port Santa-Maria avaient été assaillis et maltraités par le peuple, à leur arrivée dans cette ville ; que leurs équipages avaient été totalement pillés ; qu'il ne leur restait plus rien, mais que cependant aucun d'eux n'avait été tué.

« ... Le 23, la Junte de Lebrija se transporta à la prison pour y faire des perquisitions. Les sacs des dragons, les porte-manteaux des officiers furent fouillés avec l'attention la plus scrupuleuse. On y trouva seulement du linge et des effets d'habillement à leur usage, et

quelques sommes modiques provenant de la solde payée par la caisse de l'armée française ; ces sommes, toutes modiques qu'elles étaient, furent enlevées à ceux à qui elles appartenaient. La Junte vint chez le général Privé, le même jour, à l'improviste. Il se récria contre une inconvenance pareille. L'alcade lui fit voir l'ordre qu'il en avait reçu de M. le général Morla. On fit l'inventaire de ses effets, et cette Junte lui enleva 4.500 francs, son fusil de chasse et une paire de pistolets... Le 4 septembre, un nouvel ordre de Morla prescrivit à la Junte de Lebrija de faire enlever les chevaux de MM. les officiers qui avaient le droit d'en conserver, d'après la capitulation. Cette Junte fit prendre chez le général 2 chevaux, 6 juments, son fourgon et tous ses équipages.

« ... Le général Privé apprit le 1er octobre que tous les généraux français étaient partis de Cadix et arrivés même en France. Cette nouvelle lui fit voir clairement qu'il était la dupe de son zèle et de son dévouement, et qu'ayant trop fortement manifesté son opinion contre la capitulation, on lui avait donné l'ordre de rester en Espagne, seul de tous les généraux, dans la crainte que, s'il retournait en France avec les autres, il ne nuisît par ses discours à ceux qui avaient voulu cette capitulation[1]... »

Nous n'avons point voulu interrompre le journal de Privé ; la *Relation de Thiébault* nous ramènera au pillage du port Santa-Maria et aux discussions qui s'ensuivirent entre Dupont, Vedel et Morla. « Nous restâmes dix jours à Lebrija, et nous en partîmes le 12 août au soir afin de passer à Xérès de nuit, parce que les habitants avaient promis que, si nous y passions le jour, ils nous fusilleraient des croisées de leurs maisons. Nous y arrivâmes

1. Cf. *Journal du général Privé.*

effectivement, vers une heure du matin, et nous passâmes tranquillement. Le 13 au matin, nous arrivâmes au port Santa-Maria, où nous comptions être embarqués de suite pour la France. Nous y fûmes reçus, comme à l'ordinaire, par des nuées de pierres et d'injures. On vint nous prévenir que les bâtiments de transport n'étant point assez vastes, on ne pourrait emporter avec soi qu'un seul porte-manteau ; nos effets restants devaient d'ailleurs être enregistrés à la douane, où l'on devait nous en tenir un compte exact. Nous vîmes bien, dans ce moment, que l'on n'embarquerait point nos chevaux, et nous en fîmes le sacrifice, nous voyant prêts à quitter cet infernal pays. Aussitôt des cris se font entendre, et je vois une populace effrénée se précipiter avec fureur sur les fourgons des généraux, briser en mille pièces toutes les voitures et traiter avec la dernière cruauté des hommes respectables qui, dans une circonstance moins malheureuse, leur avaient donné des exemples de modération et de bonté[1]. Le vieillard comme le jeune homme, rien ne fut respecté; nous crûmes que des ordres avaient été donnés et qu'on devait nous fusiller tous sur la place de Santa-Maria. Les habitants venaient nous offrir un refuge contre l'orage et nous entraînaient dans leurs maisons; aussitôt qu'on y était entré, on nous dépouillait et l'on nous chassait; ensuite on était fort heureux quand on n'était point frappé de quelques coups de poignard. J'ai vu une femme, ou plutôt une furie, introduire sa main dans la culotte d'un officier pour lui arracher les testicules; ne pouvant y parvenir, elle coupa avec ses dents un doigt de la main gauche de cet officier qui cherchait à l'éloigner pour éviter sa rage. Je puis attester que des moines, qu'on aurait dû voir dans cette circonstance comme des médiateurs, étaient

1. A quel événement l'auteur fait-il allusion?

au contraire à exciter cette vile populace contre nous. On a vu ces brigands offrir des poignards pour percer les victimes qu'ils désignaient du doigt.

« Je fus assailli par quatre grands coquins qui, pour avoir meilleur marché de moi, commencèrent par me donner un coup de poing dans la poitrine, qui me renversa et me fit venir le sang dans la bouche. Je fus dépouillé entièrement, et l'un d'eux tira de sa gaine un large couteau qu'il me passa sur le ventre pour me couper ma ceinture, où il y avait 1.454 francs en or. A l'approche de ce maudit instrument, je crus qu'il allait m'éventrer, je fis un mouvement pour me sauver, mais un coup de bâton sur la tête me fit retomber de nouveau. Sans forces, rempli de sang et presque nu, mon domestique me prit sur son dos et me jeta dans une barque qui me mena à bord du *Prince des Asturies*, vaisseau-amiral de 123 canons... On ne voulut point nous recevoir... On nous conduisit à bord de la *Montañer* où l'on nous laissa, mes camarades et moi, étendus sur le pont pendant le reste de la journée, sans nous donner le moindre secours. L'équipage s'étant révolté et voulant nous jeter à la mer, le capitaine nous en prévint et nous fûmes obligés d'aller sur un bâtiment stationnaire où nous passâmes la nuit sans avoir rien mangé depuis notre départ de Lebrija. Cependant, le lendemain, on nous apporta du riz et du pain. Nous restâmes, le 14 et le 15, à bord de ce bâtiment. Le 16, on nous mit sur le *Vencedor*, vaisseau de 72. De nouveaux projets de nous assassiner, par l'équipage, nous en firent partir le même jour pour cette même ville de Santa-Maria, premier théâtre de nos malheurs. Nous y entrâmes entre deux doubles haies de gardes espagnoles. *La fureur du peuple commença à renaître à notre aspect, et l'on parvint à le calmer en faisant une décharge de mousqueterie qui tua 18 à 20 paysans*. On nous mit dans le couvent des mis-

sionnaires, où nous fûmes gardés par un bataillon de la milice de Cadix. *Il y avait chaque jour dans la ville des affaires entre les paysans et les troupes*, et ces furieux tentèrent plusieurs fois de mettre le feu au couvent pour nous rôtir tous, ne pouvant nous massacrer... Enfin, le 5 septembre, nous fûmes embarqués à bord d'un bâtiment sarde qui partait pour la France. Nous attendîmes les généraux, qui avaient été séparés de nous depuis notre entrée à Santa-Maria. Nous mîmes à la voile, le soir même, dans notre polacre, qui contenait 10 généraux, 90 officiers d'état-major, 50 domestiques, quelques passagers et l'équipage... Nous nous présentâmes devant la rade de Toulon, le 20 septembre. »

Vainement, le jour même du pillage de Santa-Maria, Dupont réclama-t-il auprès de Morla ; il ne s'en attira que de nouvelles insolences.

Morla à Dupont[1].

Cadix, 14 août.

« J'ai reçu avec la plus grande surprise votre lettre d'hier, par laquelle, invoquant les principes de l'honneur et de la probité, vous me réclamez les équipages, l'argent, le mobilier, les chevaux et autres objets à vous appartenant et aux généraux qui vous accompagnaient, que la populace du port de Santa-Maria vient de détruire et de saccager. « *Les horribles excès de cette populace*, dites-vous, *m'ont fait gémir, jaloux que je suis de la gloire espagnole.* »

« Sans doute la conduite de la populace m'a été très sensible, non parce que ses actes ont été honteux, mais parce qu'elle a manifesté de la défiance à l'égard du gouver-

1. Arch. Guerre.

nement et des magistrats, et s'est rendue elle-même justice ; parce qu'il pouvait arriver que, furieuse, elle remplît le vil et horrible office de bourreau, se souillât du sang du prisonnier désarmé et ternît la gloire de ses compatriotes en versant le sang qu'ils ont épargné sur le champ de bataille. Telles sont les véritables causes de mon agitation et de ma sensibilité : elles m'avaient conduit à écrire au colonel D. Juan Creagh de vous représenter qu'il serait convenable, pour votre sécurité et celle de ceux qui vous accompagnent, de consentir à une prudente visite et au dépôt des équipages, avant de quitter Lebrija, de passer de nuit à Xérès, de vous mander enfin que votre conduite prudente et votre soumission pouvaient seules vous sauver de l'indignation du peuple. *Jamais il n'a été dans mon intention, et moins encore dans celle de la Junte suprême, que vous et votre armée emportiez de l'Espagne le fruit de votre rapacité, de votre cruauté et de votre irréligion.* Eh! comment avez-vous pu croire que nous serions aussi stupides et aussi insensibles? Une capitulation qui ne parle que de la sécurité des équipages peut-elle assurer la propriété des trésors que les assassinats, la profanation de tout ce qui est sacré, les cruautés et les violences ont accumulé dans l'armée, à Cordoue et autres villes? Non, il n'est droits ou principes qui prescrivent de garder foi et même humanité envers une armée qui a envahi un royaume allié et ami sous des prétextes captieux et fallacieux, qui s'est emparée avec la même fourberie, de son roi innocent et de toute sa famille, qui leur a arraché des renonciations impossibles en faveur de son souverain, qui, grâce à elles, s'est crue autorisée à saccager ses palais et ses villes, et qui, parce que nous n'acquiesçons point à d'aussi iniques procédés, profane et pille nos temples, assassine leurs ministres, viole les

vierges et les souille, au caprice de son barbare plaisir, s'empare de tout ce qu'elle peut transporter et détruit le reste Est-il possible qu'elle ait l'audace de se dire opprimée, en se voyant priver des fruits horribles de son iniquité, et d'*invoquer les principes de l'honneur et de la probité?*

« Jusqu'à présent ma modération naturelle m'a engagé à vous montrer des égards dans ma correspondance ; mais je n'ai pu m'empêcher d'esquisser votre conduite à la vue de vos extraordinaires demandes ; elle reviennent à me proposer ceci : *Saccagez les temples et les habitants de Cadix pour me dédommager de ce que la populace du port Santa-Maria m'a enlevé, et que j'avais pillé avec tant d'atrocité, de violence et de turpitude à Cordoue*[1].

« Dépouillez de semblables illusions, et qu'il vous suffise que la nation espagnole, par son noble caractère, s'abstienne de faire le vil office de bourreau.

« Je ferai tout ce qui sera possible pour votre sécurité personnelle, et les plus grandes diligences pour que vous soyiez au plus tôt transporté en France.

« C'est tout ce que j'ai à vous répondre ; etc., etc. »

Il est bon qu'on le sache, les lettres de Morla étaient autant de manifestes destinés à la publicité, et la Junte de Séville en ordonna l'impression. Elles expliquent et prétendent excuser le pillage et les violences de Santa-Maria, la violation même de la capitulation. S'il pouvait subsister le moindre doute sur l'état des esprits en Andalousie et dans toute la Péninsule, après Baylen, il suffirait de rappeler que Morla « *reçut des lettres anonymes de différentes villes d'Espagne, par lesquelles on s'efforçait de le convaincre qu'il était de son honneur, de la justice et du bien de la nation, d'exterminer Dupont et les autres généraux français :* quelques-unes de ces lettres vou-

1. Les passages soulignés le sont dans le texte.

laient même que *cette sanglante exécution s'étendît à tous les prisonniers.*

« Je n'exerce, répondit-il, aucun pouvoir suprême : c'est la Junte de Séville qui a prononcé le rapatriement de Dupont et des autres généraux français. Je n'ai eu qu'à obéir... Si Murat, si Dupont et les autres troupes qu'ils commandaient ont assassiné, violé et pillé jusqu'aux temples, ils l'ont fait sans ordres, ou sur les ordres de leur souverain : dans le premier cas, il les punira, et, dans le second, nous ne devons les châtier qu'en opposant la force à la force au moment de l'action ; mais nous ne devons pas les égorger lorsqu'ils se sont rendus et qu'ils ont déposé les armes sur la foi d'une capitulation accordée par l'autorité légitime. En pareil cas, Napoléon ne manquerait pas d'user de représailles, et les exécutions qui en résulteraient feraient amèrement pleurer ceux mêmes qui, en ce moment, demandent le supplice de Dupont. Vous me diriez alors : « Morla, n'aurais-tu pas dû prévoir les « funestes effets de nos désirs? Comment as-tu pu y « céder?... Si tu les as prévus, tu es un traître, et si tu « ne les as pas prévus, tu es inepte. »

« Le défaut de réflexion du vulgaire lui fait souvent approuver les plus grandes sottises, et voilà pourquoi les paysans, les femmes surtout, maltraitent les prisonniers : s'ils le font, c'est qu'ils n'ont point à redouter les représailles et ne songent point à celles que l'ennemi exercera à son tour. Celui qui à chaque instant est exposé aux cruautés que l'ennemi peut exercer sur lui par représailles, celui-là est généreux et humain. Les habitants éloignés du théâtre de la guerre, ceux qui sont exempts du service militaire, ceux qui affectent une valeur qu'ils n'ont pas, font les fanfarons et critiquent les opérations, voilà les hommes qui, n'ayant que le courage des bourreaux, veulent en remplir l'office et massacrer ceux que leurs

généreux concitoyens ont vaincu. De même que les bourreaux, ils ne sont bons qu'à égorger des hommes sans défense... De même, ceux qui viennent de piller les prisonniers ne l'ont point fait dans la noble intention de fournir à l'État les moyens de continuer la guerre, ou de restituer ces vols à leurs légitimes propriétaires, mais bien dans celle de s'approprier ce butin...

« Ne point offenser les prisonniers, ne point venger les injures sur des malheureux, pardonner..., telles sont les vertus inséparables du caractère espagnol. Il n'y a que le vice enraciné et la plus grossière stupidité, qui soient capables de les effacer. Toutes les nations civilisées ont adopté les maximes d'un Dieu sauveur qui, en expirant, priait son père pour ses bourreaux...[1]. »

L'état-major du corps de la Gironde et les généraux de la première colonne ayant été embarqués le 5 septembre, il s'agissait de convoyer ceux des divisions Vedel et Dufour. A son tour, par sa lettre du 16 août déjà, Vedel avait tenté d'obtenir pour ses troupes l'exécution de la capitulation : n'étant point prisonnières de guerre, elles devaient bénéficier des avantages particuliers que le traité leur concédait. Or Morla ne cessa de lui opposer des fins de non-recevoir en équivoquant, argumentant et jouant l'indignation, ainsi qu'il l'avait fait avec Dupont, mais d'une manière plus brutale encore, si c'est possible, et sur un ton de condescendance.

Morla à Vedel[2].

Cadix, 18 *août*.

« J'ai reçu la lettre que vous avez jugé à propos de m'écrire, où vous insistez sur l'entière exécution de la capi-

1. *Vindicacion de Morla.*
2. *Arch. nat.* AF^{IV} 1606. 5e dossier. Nous n'avons trouvé aucune des lettres de Dupont et de Vedel à Morla sur la violation de la capitulation.

tulation. Je pourrais éluder tout éclaircissement et toute réponse en vous disant, ainsi que cela est absolument vrai, que la Junte ne m'a imposé aucun devoir en ce qui concerne votre division, mais seulement à l'égard de celle du général en chef Dupont. Je serais également fondé à vous dire que *la Junte et la nation se feront un devoir sacré de remplir de la manière la plus rigoureuse cette capitulation, dès que votre Souverain aura cessé de violer les droits sacrés et naturels que notre Souverain bien-aimé et une grande partie de ses troupes ont à la liberté dont ils ont été perfidement dépouillés*[1]. Il n'est paysan qui ne sache que *tant que cette oppression inouïe et sans exemple durera, nous ne saurions être tenus à faire rien d'avantageux à la France.*

« Je pourrais également vous dire que, quand même vous auriez pour vous, de la façon la plus favorable et la plus marquée, la volonté de la Junte suprême, des généraux et des magistrats, vous n'en seriez pas plus avancé, car *le peuple, irrité, furieux même des maux et des opprobres incroyables qu'il a reçus*, de la France, durant plusieurs années *ne respecterait personne qui voudrait l'empêcher de se rassasier de vengeance et ne permettrait jamais d'exécuter entièrement la capitulation.*

« Mais nous n'avons point besoin de ces raisons, qui pourtant ne sont que trop vraies, pour *nous excuser de ne point tenir ce que nous avons promis par la capitulation.* Il nous suffit d'alléguer l'impérieuse loi de la nécessité qui, comme le destin, gouverne tout. *Dans la déplorable situation où notre impolitique et fatale alliance avec la France nous a jetés, avons-nous, en effet, les moyens, soit en bâtiments, soit en numéraire, d'effectuer un pareil transport de* 18.000 *hommes?* Et quand bien même nous les

1. Allusion aux régiments espagnols faits prisonniers en Danemark et en Portugal.

aurions, pourrions-nous confier ces bâtiments et leurs équipages à la bonne foi de l'homme qui, y manquant, a fait prisonnières nos troupes, au moment même où comme alliées elles secondaient les siennes?... Mais passons tout cela sous silence ! *Comment les généraux français ont-ils pu croire que le gouvernement britannique permettrait que* 18.000 *hommes de ses implacables ennemis traversassent ses escadres victorieuses pour aller lui faire la guerre? Parlons franchement. M. le général D. Javier Castaños, en accordant la capitulation, n'a eu en vue que de se débarrasser de ses ennemis.* Il se proposait sans doute de faire tout ce qui dépendrait de lui pour remplir sa promesse, mais il n'avait pas examiné les difficultés, et j'assure qu'ils l'a accomplie autant qu'il était en lui. *Les généraux français veulent obtenir une capitulation trop honorable, et ils la demandent ainsi, tout en prévoyant qu'elle sera inexécutable, afin de couvrir leur responsabilité aux yeux de leur Souverain et de sortir du péril. On est arrivé à son but de part et d'autre. Vous vous disculperez sur notre manque de foi ; vous ne direz point à votre Souverain que ce manque de foi tient au sien qui exposait la division du général Dupont à être taillée en pièces, et la vôtre à ne pouvoir échapper à une nombreuse armée victorieuse, en fuyant à travers des provinces soulevées où tous les bras s'armaient, jusqu'à ceux des femmes.*

« Ces vérités sont certaines, et il n'y a pas moyen de faire autrement. Je vous conseille de vous prêter sur-le-champ à laisser cantonner votre division dans les villages indiqués. La Junte suprême, à laquelle j'en écris, pourvoira aux moyens. Je vous conseille également de laisser reconnaître et visiter vos équipages et de nous confier en dépôt tout ce qui pourrait exciter l'avidité de la populace. Enfin que vos troupes ne montrent pas de hauteur! Si le général Dupont, à qui j'avais donné les mêmes conseils,

m'avait écouté, il ne se serait pas vu deux fois en très grand danger, malgré toutes les précautions que j'avais prises : on n'aurait saccagé ni ses équipages, ni ceux des autres généraux, et la population des campagnes ne se serait point soulevée.

« Voilà tout ce que je puis répondre avec franchise et candeur à la lettre de Votre Excellence, dont la personne est d'ailleurs fort estimable à mes yeux, n'ayant point appris qu'elle se soit souillée de sang. C'est pourquoi je voudrais pouvoir faire tout ce qui lui serait agréable. »

Vedel revint à la charge, et il est regrettable que sa correspondance avec Morla ne puisse être mise en regard des réponses de ce dernier ; mais on ne la trouve nulle part, et le *Procès-verbal d'inventaire* dont nous avons parlé se borne à signaler sous la rubrique uniforme « Exécution de la capitulation, » des lettres de Dupont à la Junte de Séville, le 21 août et le 2 octobre. La dernière dépêche de Morla dont nous ayons pu prendre connaissance, se termine par un coup de massue, et Vedel dut comprendre qu'il était inutile d'insister en se réclamant de la conduite et de la situation particulière de ses troupes. De capitulation, de transport par mer ou par voie de terre, il n'était plus question; le gouvernement espagnol se déclarait libre d'agir comme il l'entendrait.

Morla à Vedel[1].

Cadix, 24 septembre.

« Quoique votre conduite ne ressemble en rien à celle du général Dupont, que l'on peut qualifier d'*infâme, cruelle et dévastatrice*, vous n'en n'avez pas moins participé, ainsi que vos troupes, au *grand crime* d'être entrés

1. *Arch. nat.*, AF^{IV} 1606, 5e dossier.

dans nos provinces comme amis et alliés, pour nous opprimer ensuite, nous tyranniser et *chercher à faire régner sur nos cendres un Corse à la place de notre auguste Souverain*, que l'on a traîtreusement, et par la plus vile comme la plus perfide des actions, enfermé dans une prison. *Quel droit vous reste-t-il pour réclamer soit capitulation, soit considération quelconque?...*

« Vous me répondrez que vous n'avez fait qu'obéir. Mais celui qui obéit à un *capitaine de bandits* n'en est pas moins coupable de tous les crimes qu'il commet sous ses ordres. Et voilà pourquoi *notre gouvernement est pleinement libre de vous traiter, vous et vos troupes, comme il le jugera convenable*, et sans autre respect que celui de l'humanité qui le caractérise.

« Dieu vous garde de longues années. »

En lisant ces pièces, nous partageons les angoisses du lecteur; elles sont si cruelles que nous n'avons le courage ni de commenter ni de poursuivre. Qu'un autre raconte le massacre, à Lebrija, des officiers du 1er régiment provisoire de dragons; qu'il nous montre un prêtre porteur du Saint-Sacrement, couvrant de son corps le général Privé et le sauvant du poignard des assassins [1]; qu'il suive nos malheureux compatriotes sur les pontons de Cadix et que, de là, il les accompagne à l'îlot de Cabrera, d'où, *l'humanité caractéristique de la nation espagnole* aidant, ceux qui résistèrent aux plus épouvantables souffrances physiques et morales, ne devaient revoir la France que frappés de folie, ou à l'état de squelettes décharnés.

Nous n'avons point hésité à donner les pièces *in extenso :* elles sont inédites, et chacun pourra, faisant à son gré litière de convictions qui ne s'étayent d'aucunes

1. Sur 18 officiers, un seul parvint à s'échapper. Voyez *in Lérodan Larchey* la relation laissée par cet officier du nom de Daubon (*Relations des captifs de Baylen*).

preuves et de revendications qui s'inspirent d'un faux patriotisme, juger en connaissance de cause. Ici, Dupont passe au second plan, Napoléon comparaît devant le tribunal de l'histoire. Une lettre datée d'Andujar montre l'étendue de ses déceptions : « La fuite de Joseph et de toute son armée a été si précipitée qu'ils ont abandonné un butin évalué à plus de 3 millions. On ne peut en deviner la cause. Napoléon est bien reconnu pour être un traître. Junot est sans duché, Murat a perdu son mât d'artimon. Lefebvre a été écrasé à Saragosse ; Moncey a été mis en déroute à Valence, et Dupont a capitulé à Andujar... Les voilà donc enchaînés, les héros d'Austerlitz, de Marengo et d'Iéna[1] ! » L'Espagne pouvait exulter, et *la Gazette de Madrid* du 26 août, jour où Castaños y fit son entrée, put s'écrier pompeusement : « Peuple de Madrid, apprends le chemin de l'immortalité que te montrent ces vaillants soldats ; va combattre pour la religion, pour la patrie, pour le roi, pour tes fils et tes épouses qui ont été jetés dans la servitude. »

On vient de voir que l'Espagne ne sut point être victorieuse ; il nous reste à montrer que Napoléon ne sut point davantage être vaincu et que son orgueil ne lui permit de voir que des coupables dans les instruments de sa criminelle ambition.

Peut-être nous saura-t-on gré de faire connaître plus complètement encore l'exécuteur des volontés de la Junte suprême, à qui la violation de la capitulation doit être attribuée ; l'homme qui, peu de mois plus tard, chargé, de la défense de Madrid, vint tremblant, suppliant, offrire à l'empereur la soumission de la place. L'*hombre-globo* devait déserter la cause sacrée de sa patrie et solliciter les faveurs de l'*intrus ;* il alla jusqu'à se contenter des fonc-

1. Arch. Guerre.

tions de conseiller d'État, et disparut aussitôt de la scène politique sur laquelle il avait joué un rôle si important.

Morla pourtant eut son historien. En 1858, D. Alf. Castro publia une *Historia de Cadiz* dont nous détacherons la page suivante : « Dans son indignation, la Junte le qualifia d'homme qui, en des temps sereins, avait montré une loyauté et un patriotisme apparents, une valeur et une science militaire qu'il ne possédait point ; de fils impur de la patrie qui, l'ayant abandonnée au moment du danger, avait scellé sa lâcheté par une telle conduite et s'était livré à l'infamie et à la honte. Morla perdit ainsi tous les titres au respect que lui prodiguaient si libéralement les Juntes, en d'autres temps si avares, et termina sa carrière comme beaucoup le font dans les révolutions : au début, des éloges outrés, et à la fin, l'exécration. Le vol funestement rapide du temps, avec la force la plus cruelle et sans interruption, mina son existence et la laissa bientôt dans un état si misérable qu'à peine pouvait-on dire qu'il vivait. La maladie d'yeux dont il souffrait à Cadix s'aggrava. De vulgaires nouvellistes racontèrent qu'à force de pleurer les injures qu'il reçut de Napoléon, il avait perdu la vue et que ses yeux s'étaient desséchés. Chassé du piédestal de la fortune et de l'ombre des lauriers, et relégué vivant sous celle d'un cyprès, il eut le loisir d'apprendre les atrocités dont notre patrie fut la malheureuse victime.

« Il expira sans pouvoir suppléer du regard aux paroles déjà mortes sur ses lèvres pour donner le dernier adieu à sa patrie. L'éloquence n'a effeuillé aucunes fleurs sur son cadavre [1]. » Dès la première entrevue, Joseph l'avait séduit. « Il ne vit point en lui l'homme dépravé, aux mauvais penchants et viles habitudes que se dépeignait le vul-

1. « Ningunas flores ha deshojado la elocuencia sobre su cadaver. » Nous n'avons pu que traduire littéralement la citation de D. Alf. Castro.

gaire ignorant, mais *un prince comblé de toutes les idées de vertu propres à un souverain qui aspirait à égaler les gloires de Marc-Aurèle.* » « Comme conseiller d'État, écrivait-il, j'ai vu hier le prince Joseph, notre roi désigné et l'objet des sarcasmes de la populace. Je vous assure, avec toute l'ingénuité qui m'est naturelle, que *j'ai trouvé un sage philosophe, enthousiaste des plus saines maximes de morale, d'humanité et plein d'attachement au peuple que sa destinée l'appelle à gouverner.* » En France, aujourd'hui encore, un tel portrait ferait sourire, car le frère de Napoléon a été jugé tout autrement ; et pourtant c'est un Espagnol qui l'a tracé.

CHAPITRE V

CONSÉQUENCES IMMÉDIATES DE BAYLEN

I. Arrivée du roi Joseph à Madrid. — II. La correspondance et les mémoires de Savary. — III. Lamentable retraite sur l'Ebre. — IV. La guerre d'Espagne et la conscription.

I

ARRIVÉE DU ROI JOSEPH A MADRID

L'Empire, qui s'appuyait exclusivement sur la force de ses armées, venait d'être mortellement frappé. Réparer une perte de 20.000 hommes n'était rien, et Baylen par lui-même ne méritait point l'énorme retentissement qu'il eut en Europe ; mais il avait rompu la chaîne de nos victoires et dénoncé dans le régime impérial les plus graves symptômes de faiblesse et d'instabilité. La célèbre prédiction de Pitt se réalisait. C'était pendant l'automne de 1805 : il donnait un dîner auquel assistaient Liverpool, Castlereagh, Bathurst et le duc de Wellington, alors sir Arthur Wellesley. On lui remit, à ce moment, une dépêche dont la lecture le laissa pensif. Le couvert enlevé et les domestiques sortis, Pitt prit la parole : « Très « mauvaises nouvelles ; Mack s'est rendu à Ulm avec « 40.000 hommes, et Bonaparte marche sur Vienne... « Oui, Messieurs, l'Espagne sera la première nation où « s'allumera cette guerre patriotique qui seule peut

« rendre la liberté à l'Europe. Mes connaissances sur ce « pays, que je tiens pour fort exactes, sont que si la no- « blesse et le clergé ont dégénéré sous un mauvais gou- « vernement, le peuple a conservé sa pureté primitive, et « sa haine de la France, aussi vivace que jamais, égale « son amour pour ses souverains. Bonaparte croit et doit « croire leur existence incompatible avec la sienne ; il « voudra s'en débarrasser, et c'est alors que je l'attends « avec la guerre que je désire tant. » « Le fait, dit Toreno à qui nous empruntons ce récit, m'a été rapporté en Angleterre par plusieurs des convives, et Wellington l'a rappelé dans un repas diplomatique que le duc de Richelieu donna à Paris, en 1816, aux ambassadeurs et ministres de toute l'Europe[1]. »

Parmi les conséquences de Baylen, s'il en fut d'immédiates, telles que l'abandon de Madrid, la retraite de l'armée sur l'Ebre et le redoublement des charges de la conscription, d'autres se traduisirent par la vaine campagne d'hiver que Napoléon dirigea en personne et par la stérilité d'une guerre de six années.

On a vu par quels artifices les souverains espagnols furent attirés dans le traquenard de Bayonne. Napoléon usait de mensonge avec son frère, lorsqu'il lui écrivait, le 12 mai, que « la nation espagnole, par l'organe du Con- « seil suprême de Castille, lui demandait un roi et qu'il « lui destinait cette couronne. Laissez la régence à qui « vous voudrez et partez pour vous rendre à Bayonne. « Gardez le secret, on ne s'en doutera peut-être que « trop... » Et en effet, c'est le 13 seulement que Murat informa le Conseil des intentions de l'empereur. « Qu'on me fasse sous peu de jours la demande du roi de Naples ; *je l'accorderai.* »

1. Toreno, *Historia del levantamiento de España*, I, aux pièces justificatives.

Ébloui et rêvant cour, chambellans, ambassadeurs, — finances surtout, — Joseph s'échappa de Naples et arriva à Bayonne, le 9 juin, après avoir laissé au maréchal Jourdan le soin d'expédier les affaires pendant une absence qu'il savait définitive. A Stanislas Girardin, son ami et confident, qui lui représentait « qu'il ne sacrifierait pas un royaume comme celui de Naples pour s'embarquer sur une mer orageuse et affronter les tempêtes qu'il rencontrerait inévitablement au-delà des Pyrénées », il répondait que « pénétré de reconnaissance pour les bienfaits de son frère, il devait lui obéir. Or, il était facile d'apercevoir dans ses regards qu'une obéissance parée du titre de roi d'Espagne lui coûtait peu [1]. »

Choisis dans le haut clergé, la noblesse et le tiers-état espagnols, 90 députés s'étaient réunis à Bayonne pour dresser une constitution. Pris au dépourvu, ces malheureux, qui presque tous désertèrent la cause française, « avaient été poussés à se compromettre [2] ». La Constitution, dite de Bayonne, fut élaborée en *onze séances*, et c'est, appuyé sur cet instrument, que le nouveau feudataire entra en Espagne. On avait eu grand soin de lui cacher les mauvaises nouvelles que l'on en recevait, ou d'en atténuer la portée. « L'empereur pouvait craindre que s'il en était informé, il ne voulût renoncer à gouverner un pays en pleine rébellion [3]. » Aussi, dans son illusion, le 10 juin, le pauvre Joseph lança à l'Espagne une longue proclamation qui pouvait se résumer en ces termes : « La Providence m'appelle à vous gouverner. Recevez-moi, je vous apporte l'âge d'or... » En la signant, il ne craignait point de s'affubler de cent titres parfaitement ridicules pour tout autre qu'un Charles-Quint : « Nous, *Don José*, par la grâce de Dieu, roi de Castille,

1. 3. *Journal de Stanislas Girardin*, II, 70, 79.
2. *Laforest à Champagny*, 16 juin. Affaires étrangères, vol. 675, Espagne.

d'Aragon, des Deux-Siciles, de Jérusalem, de Sardaigne, des Indes, etc., etc.; grand-duc d'Autriche, comte de Tyrol, de Habsbourg, de Flandres, duc de Bourgogne, etc. » *Duc de Bourgogne !* Pour le coup, l'empereur se fâcha, et Girardin lui dit avec infiniment de malice : « Il me paraît fort prudent que Votre Majesté prenne à la fois autant de couronnes, parce que toutes ne viendront pas sans doute à lui manquer à la fois[1]. »

Au surplus, comment se proposait-il de gouverner l'Espagne et quelle était sa ligne politique? Rien de plus simple : sacrifier au besoin les Français de son entourage et gouverner avec les Espagnols au seul avantage de l'Espagne. Certes, tel ne fut point au début son langage avec son frère, sans quoi l'aigreur et la brouille qui plus tard se mirent entre eux se fussent déjà déclarés à Bayonne. En faisant peau neuve et ménageant outre mesure l'orgueil et les susceptibilités de personnages qui, dans leur for intérieur, le méprisaient et n'attendaient que l'occasion de trahir leur serment, Don José entendait gouverner exclusivement avec eux. Ses ministres, ses courtisans pensaient, qui sait? qu'à l'aventure il y avait tout à gagner, puisque les maîtres étaient partis sans idée de retour. Rares furent les Espagnols qui, entrés de plain-pied dans la voie nouvelle, demeurèrent fidèles au malheur : presque tous, attendant des événements le parti qu'ils devaient embrasser, se refirent une virginité dans les rangs de l'insurrection : les uns en s'aidant de manifestes ou de pamphlets, les autres, d'actes de repentance.

L'état d'esprit dans lequel vivaient les privilégiés du moment et en général les députés de la Junte de Bayonne, reflétait celui de l'Espagne, et Laforest, dans son optimisme, s'en fit la plus fausse et la plus dangereuse opi-

1. *Journal de Stanislas Girardin*, II, 80.

nion. Notre ambassadeur parlait sans cesse de *fièvre éphémère, de pulsations du moment*[1]. « Il est de la dernière nécessité que le roi paraisse; attendre que la soumission soit établie et que la voix unanime appelle Joseph Napoléon, c'est établir un cercle vicieux, parce que l'arrivée du roi peut seule commander la soumission. Un homme d'esprit, membre du conseil de Castille, me disait ingénieusement ce matin : *L'Espagne est le pays de l'Europe où l'on croit la plus à la présence réelle*[2]. » « Dans le flux et le reflux du bon effet des publications venues de Bayonne, toujours détruit le lendemain par des réflexions empoisonnées, il n'y a de fixe que l'impatience d'avoir un roi[3]. » « Le roi viendra bientôt, et tout ce qui de l'insurrection passive n'aura pas été rattaché au gouvernement le sera immédiatement après. La haine féroce du bas peuple contre les Français et l'ignorante vanité des Grands éloignent d'autant le retour à l'obéissance, jusqu'à ce que paraisse l'autorité dont le nom est vraiment magique en Espagne, *El Rey*[4]. » « Les gouvernants et les gouvernés ne savent plus que demander quand le roi paraîtra; les premiers pour reprendre le courage du commandement, les seconds pour avoir des motifs d'obéissance[5]. »

L'entrée de Joseph en Espagne ne devait être le signal ni de la paix, ni de la concorde. Depuis un mois déjà, le canon tonnait de l'autre côté des Pyrénées et Dupont était « en véritable campagne ». « On avait combiné les choses, de manière que Bessières pût avoir battu les rebelles avant son arrivée[6] » et que dès lors, il ne s'agît plus que de « leur faire porter des paroles de paix[7]. » « L'affaire du maréchal Bessières tirera le rideau de toute cette affaire d'Espagne[8]. »

1 à 5. *Laforest à Champagny*, 6 juillet, 16, 29 juin, 1er et 3 juillet. Affaires étrangères, vol. 675, Espagne.
6, 7, 8. *Napoléon à Joseph*, 12 et 14 juillet (Corr. 14184, 14195).

Joseph passa la Bidassoa le 9 juillet, sous l'escorte d'une belle division d'infanterie, et suivi d'une foule de voitures qui portaient sa cour, ses ministres et les députés de la Junte. Du coup ses yeux se dessillèrent. « Personne ne vous a dit jusqu'ici toute la vérité. Il n'y a pas un Espagnol qui se montre pour moi, excepté le petit nombre de personnes qui voyagent avec moi. Les autres se sont cachés, épouvantés par l'opinion unanime de leurs compatriotes... Il m'importe beaucoup d'arriver à Madrid; nos affaires y ont empiré de cent pour cent[1]. » « M. d'Azanza, président de la Junte, trouve un peu de tiédeur sur le passage de Sa Majesté. Ce n'est pas de la tiédeur, c'est de la peur. Les allées et venues de Madrid, les lettres anonymes que reçoivent les membres du gouvernement, les bulletins qui, en dépit de la police, pénètrent dans tous les cercles, me donnent la mesure des ressorts qu'on fait jouer sur la route du roi... On poursuit avec une persévérante audace le plan de glacer tous les esprits d'effroi sur son passage et d'empêcher que le peuple de Madrid ne reçoive son souverain avec l'impatience qu'il manifestait[2]. »

Peu à peu, les députés s'échappèrent, et le mouvement fut suivi par la cour et par les ministres. On arriva le 20 à Chamartin, en vue de Madrid, et là s'étaient rendus Savary, Belliard, Laforêt, pour régler la cérémonie de la pompeuse entrée qu'il s'agissait de faire. « Le roi, qui pouvait difficilement s'expliquer l'absence de son immense cortège en partant de Bayonne, croyait de très bonne foi que tous les Espagnols qui le composaient s'étaient empressés d'aller dans la capitale pour y échanger leurs voitures de voyage pour des voitures de ville. Savary me pressa à différentes reprises de faire

1. *Joseph à Napoléon*, 16 juillet.
2. *Laforest à Champagny*, 17 juillet (Aff. étr., vol. 675. Espagne).

partir le roi, qui me répondait toujours : « Il faut attendre que les Espagnols qui font partie obligée de mon cortège soient arrivés. » Enfin, à six heures du soir, ils n'étaient pas encore rendus à Chamartin, et Savary me prévint qu'il était impossible de différer le départ du roi plus longtemps, qu'il serait inconvenant de traverser Madrid la nuit et même qu'il lui serait impossible de préserver le roi des dangers qu'il pourrait y courir. J'obligeai donc, pour ainsi dire, Sa Majesté à partir : elle avait aux portières de sa voiture, les généraux Merlin et Franceschi, et le colonel Clermont-Tonnerre, aide de camp de Sa Majesté. Dans la seconde voiture, étaient le général Saligny et moi. *La troisième voiture était vide.*

« Voilà tout ce qui restait du cortège du roi, qui était composé de plus de soixante voitures en entrant en Espagne !... Les rues étaient bordées par des troupes françaises : on ne voyait personne aux fenêtres. Pas un cri ne se fit entendre, et jamais silence plus lugubre n'a régné pendant une semblable cérémonie. Il était huit heures et demie lorsque nous descendîmes de voiture dans le palais de Charles IV et de Ferdinand VII. Savary me témoigna à quel point il avait été satisfait de la réception faite au roi. J'en parus surpris. « Non seulement, me dit-il, je croyais que le roi serait insulté, mais *je m'attendais encore à ce qu'il aurait plus de trente coups de fusil à essuyer. Si cela n'est point arrivé, j'en suis redevable aux précautions de sévérité que j'avais prises, et en vertu desquelles personne n'aurait pu se présenter impunément à sa croisée*[1]. »

Il eût été dur de faire à l'empereur un compte rendu exact d'une telle réception. Deux heures après son arrivée,

1. *Journal de Girardin*, II, 121 et suiv. « A l'entrée de cette extravagante et honteuse Majesté, Madrid semblait un désert » : *Resumen de los hechos mas notables en la capital de España*, 52, Arch. Nat., AF^{IV} 1610.

Joseph lui écrit qu'il a été « moins mal reçu que l'on ne devait l'attendre d'une ville dont les dispositions sont très mauvaises[1] ». Quant à Savary, il ment effrontément : « Nous venons de mettre le roi d'Espagne sur le trône. *Notre cortège était si beau qu'il a rempli la population de Madrid d'un étonnement qu'on prendra peut-être pour de l'approbation* (!). En dépit de tous les bruits de la malveillance répétés par les tâtonneurs, le roi occupe le trône que Votre Majesté lui a donné, et personne ne l'en fera descendre[2]. » « Madrid est dans une petite crise et se prépare à changer de couleur. Ce matin, le roi a eu une cour brillante. Faites savoir à M. de Castaños que tout ce qu'il y a d'Espagnols ici a fait son devoir et que les moyens de rigueur ne tarderont point à être déployés contre les autres[3]. »

On le remarquera, cette dernière lettre est adressée à Dupont à la date du 21, *deux jours après Baylen!...*

Belliard a raconté la première réception royale. « Étranger à tout ce qui s'était passé et fort de sa conscience, Joseph convoqua au palais toutes les personnes qui pouvaient être considérées comme représentant les diverses classes de la société. Toutes les salles se trouvèrent remplies pour la première fois par l'affluence de tant d'hommes étonnés de se trouver ensemble. Le nouveau roi s'expliqua avec candeur sur les événements qui l'amenaient en Espagne, sur les motifs de sa conduite, sur ses projets. Il s'aventura seul dans les salles encombrées de tant de gens prévenus contre lui et inspira tant de confiance par celle qu'il montrait, qu'il enleva tous les suffrages ; et, en peu de jours, ces missionnaires changèrent totalement l'opinion de la capitale ; au point que lorsque sept jours

1. *Joseph à Napoléon*, 20 juillet.
2. *Savary à Napoléon*, 20 juillet (Arch. Nat.).
3. *Savary à Dupont*, 21 juillet (Arch. Guerre).

après cette réunion, la nouvelle du désastre de Baylen arriva, on discuta au palais s'il fallait évacuer la capitale, ou traiter avec l'armée de Castaños[1]. »

« Je compte, écrivait Joseph, sur l'effet de mon arrivée à Madrid, et *de ce que je me propose de dire aux moines et au clergé*[2]. » Mais ici, il fut moins heureux, bien qu'à son avis, leur ayant parlé pendant une heure, il lui ait paru qu'ils étaient partis dans de bonnes dispositions[3]. Dans un discours dont la première phrase était en espagnol et les suivantes en italien (langue que la plupart ignoraient), le roi leur dit sérieusement : « Dieu peut tout et sa volonté seule règne. Il n'est pas permis de douter de cette vérité ; on doit s'y soumettre : c'est le devoir de tout bon catholique. Tout ici-bas porte l'empreinte du doigt de Dieu. Si les Bourbons ont été précipités de leur trône, c'est Dieu qui les a marqués du sceau de sa réprobation. Si ma dynastie a succédé à la leur, c'est que Dieu l'a permis : ne pas m'obéir serait désobéir à Dieu[4]. »

On dira, quelle naïveté ! mais non ; à Girardin qui le plaisantait sur son homélie, Joseph répliquait *qu'il était hors de doute que son élévation au trône d'Espagne ne fût l'ouvrage de Dieu*, *qu'il ne se trouvât à Madrid par sa volonté*, *que c'était à Dieu à soutenir son ouvrage*. Et Girardin de lui conseiller néanmoins de s'en rapporter, pour l'étayer, à 300.000 hommes de troupes françaises. « *Vous n'êtes que le vice-roi de Napoléon*... Il est le tronc de l'arbre dont vos frères et vous vous êtes les branches. *Vous voulez être Espagnol ; or Napoléon est tellement puissant, même dans votre capitale, qu'il vous ferait arrêter jusque dans votre palais. Il ne vous a point fait venir en Espagne pour augmenter le nombre des ennemis de la France*[5]. » Rien

1. *Mém. de Belliard*, III, 294.
2. *Joseph à Napoléon*, 18 juillet.
3. *Joseph à Napoléon*, 26 juillet.
4, 5. *Journal de Girardin*, II, 131, 138.

n'y fit ; en dépit des remontrances de Laforêt, « qui le menaçait du courroux de son frère et le mettait, pour ainsi dire, sous sa tutelle[1] », Joseph cherchait avant tout à gagner le cœur des Espagnols. Il est vrai de dire qu'il désespérait d'y parvenir. « L'état de Madrid est le même : l'émigration continue dans toutes les classes ; c'est le même feu qu'en 89.

« Nous n'avons bientôt plus le sou ; toutes les provinces sont occupées par l'ennemi, qui est partout. Henri IV avait un parti, Philippe V n'avait à combattre qu'un compétiteur ; et moi, j'ai pour ennemi une nation de douze millions d'habitants, braves, exaspérés au dernier point. On parle publiquement de mon assassinat : tout ce qui a été fait ici le 2 mai est odieux ; on n'a eu aucun des ménagements qu'il fallait avoir pour ce peuple. Sa passion était la haine du Prince de la Paix ; ceux qu'elle a accusés d'être ses protecteurs en ont hérité et m'ont transmis cette haine.

« Il faut des forces immenses et beaucoup de millions, et le rappel de quelques voleurs et des gens exécrés par la nation...

« Non, Sire, vous êtes dans l'erreur ; *votre gloire échouera en Espagne*. Mon tombeau signalera votre impuissance. Tout ceci arrivera, car je suis décidé à ne pas repasser l'Ebre[2]. »

Ne pas repasser l'Ebre ! Il allait en donner l'ordre...

Napoléon à Joseph.

Bordeaux, 31 *juillet*.

« Le style de votre lettre ne me plaît point. Il ne s'agit pas de mourir, mais d'être victorieux ; et vous le serez.

1. *Journal de Girardin*, II. 138.
2. *Joseph à Napoléon*, 24 juillet.

« *Je trouverai en Espagne les colonnes d'Hercule, mais non les limites de mon pouvoir.*

« Savary est un homme de tête et de cœur, qui a erré dans ses dispositions générales, parce qu'il n'a pas l'habitude de commander en chef, mais qui cependant est encore plus fort que ce que vous avez autour de vous.

« Votre position peut être pénible comme roi, mais elle est brillante comme général. Il n'y a qu'une chose à craindre. Prenez garde de perdre l'esprit de l'armée et de le sacrifier aux Espagnols. Il n'y a point de ménagements à garder avec les brigands qui assassinent nos blessés. Il est fort naturel de les traiter comme l'on fait... *Soyez tranquille sur l'issue de tout cela. Rien de tout ce qui est arrivé ne m'a surpris : aurais-je sans cela envoyé* 150.000 *hommes en Espagne, levé deux conscriptions et dépensé* 80 *millions ?* »

Déjà les prévisions de Joseph se réalisaient ; Dupont passait sous les fourches caudines. Jusqu'alors clairvoyant, Napoléon, dans l'ivresse du pouvoir et du succès, était devenu aveugle[1] ; il défiait la Fortune de lui être contraire.

II

SAVARY : SA CORRESPONDANCE ET SES MÉMOIRES

L'étude pourrait être considérée comme achevée, si les quelques pages suivantes ne devaient établir de telle façon les responsabilités qu'il n'y aura plus à y revenir. Les derniers ordres donnés à un général privé de sa liberté, la stupeur et l'émoi de Madrid, la retraite enfin sur l'Ebre, sorte de honteuse panique, forment un digne pendant à la catastrophe.

1. Pradt. Cf. *Mémoire sur la révolution d'Espagne*, 184.

Il importe avant tout de fixer la date à partir de laquelle s'interrompirent les communications entre Savary et Dupont, lorsque Castaños, arrivé sur le Guadalquivir, menaça Andujar et Baylen. Autrement, on serait tenté de croire que leur correspondance et les dépêches journalières de Bayonne, en exerçant une influence sur les opérations, ont laissé un ensemble de faits à la charge de Dupont. Il n'en est rien.

La dernière lettre que Savary reçut de Dupont porte la date du 13 *juillet* ; celle du 16, où il rendait compte des tentatives de passage du fleuve par l'ennemi et demandait des secours, fut interceptée. A ce sujet, le capitaine Villoutreys déclara devant le Conseil d'enquête que Castaños lui avait montré toute la correspondance enlevée, assez considérable peut-être, mais sans doute fort instructive pour ce dernier, qui put ainsi connaître la position de son adversaire et les alarmes de notre état-major. Savary d'ailleurs rapporte que Villoutreys lui en rendit compte [1]. Quant aux dépêches des 20 et 21 annonçant la défaite, elles ne parvinrent à Madrid que par l'entremise de Castaños.

De même, le dernier courrier de Savary remis à Dupont est celui du 13 *juillet*. Nous ne l'avons point trouvé aux Archives, mais son contenu ressort des lettres suivantes :

Savary à Berthier.

Madrid, 9 *juillet*.

... Le maréchal Moncey s'est retiré sur Almanza. J'étais loin de m'attendre à ce mouvement... *Je fais sur-le-champ expédier au général Dupont l'ordre de ne point sortir de sa position d'Andujar, à moins d'y être forcé, et au géné-*

1. *Mém. du duc de Rovigo*, III, 390 et suiv.

ral Gobert l'ordre de rester dans la Manche, à moins que le général Dupont ne l'appelle à lui.

« En dernière analyse, le général Dupont n'a rien de trop avec la division Gobert. »

Dupont à Savary.

Andujar, 13 *juillet.*

« J'ai reçu par un courrier extraordinaire votre dépêche *en date du* 9.

« *Le général Gobert occupe depuis hier la position de Guarroman. Il a laissé en arrière* 3 *bataillons pour assurer les communications.*

« *Je remplirai vos instructions en me maintenant dans la position d'Andujar.* Quels que soient les desseins de l'ennemi, nous emploierons la dernière vigueur pour repousser toutes ses tentatives. »

On comprend la gravité de ces dépêches; Dupont se condamna *par ordre* à garder et défendre la position d'Andujar. A entendre Savary, il lui aurait donné en dépit de l'empereur « *l'ordre d'évacuer sur-le-champ* « *l'Andalousie et de repasser les montagnes* pour s'établir « dans la Manche. Ma lettre, ajoute-t-il, lui fut remise « par Vedel; il m'en accusa réception, et j'envoyai l'une « et l'autre à l'empereur. *Il persistait à rester en Anda-* « *lousie, en m'observant qu'il n'aurait rien à craindre des* « *troupes de Castaños, s'il avait une fois réuni son corps* « *d'armée... Je me déterminai à faire partir une troi-* « *sième division, celle de Gobert;* je lui remis une lettre « qu'il devait faire parvenir à Dupont. Par cette commu- « nication, je le prévenais que je faisais marcher la divi- « sion Gobert *pour appuyer sa retraite, que je prévoyais* « *devoir être forcée*, et qu'il ne pourrait appeler cette « division à lui que dans le cas où la sûreté des deux

« qu'il avait serait compromise. Aussitôt qu'il eut atteint « les échelons de communication de Vedel, Gobert envoya « ma lettre à Dupont, qui lui envoya en retour l'ordre « de passer la Sierra Morena et de venir le joindre. J'en « fus averti par Gobert ; sa lettre me jeta dans une agi- « tation que je ne puis rendre... Je me relevai, la nuit, « pour écrire à Dupont quatre lignes par lesquelles je lui « ordonnais impérativement de repasser la Sierra Morena « avec ses trois divisions. Ce fut M. de Fénelon qui porta « la lettre ; il fut pris et ses dépêches furent portées à « Castaños pendant qu'on traitait de la capitulation[1]. » Presque tout ce qu'on vient de lire est démenti par le même Savary, qui joue à la fois sur des ordres qu'il ne donna point et sur d'autres qui n'arrivèrent point à destination. Il se garde bien d'ailleurs d'indiquer des dates, et en pareil débat elles auraient une extrême importance.

Mais il est d'autres preuves encore des... infidélités de sa mémoire :

1° En faisant partir la division Gobert, Savary ne fit que rendre à Dupont la division appelée à remplacer celle du général Frère et qu'il n'avait cessé de réclamer par « dix courriers » ;

2° On ne trouve trace nulle part, dans la correspondance de Dupont, de la confiance qu'il aurait eue de n'avoir rien à redouter de Castaños, si son corps d'armée était réuni. Les dangers de sa position lui paraissent tellement pressants que « si la division Gobert était réunie à Andujar, ainsi que celle du général Musnier, qui est dirigée sur Grenade, il livrerait bataille sur-le-champ[2]. » Une division de plus lui aurait suffi il y a un mois, « aujourd'hui il faut 12.000 hommes de renfort,

1. *Savary à Napoléon*, 29 juillet (Arch. Guerre).
2. *Dupont à Savary*, 10 juillet.

non compris 4 bataillons pour assurer les communications avec Madrid[1] »;

3° Les instructions de Gobert ne portent nullement qu'il marche *pour appuyer la retraite de Dupont qu'on prévoit être forcée*, et que ce général ne doit l'appeler à lui que « dans le cas où la sûreté des deux divisions qu'il a serait compromise. » On y lit seulement ceci : « *Vous êtes destiné à appuyer le général Dupont*, et s'il vous appelait à lui, il ne faudrait pas perdre un moment. Vous ouvrirez ses dépêches, et si vous voyez qu'il réclame instamment de l'appui vous marcherez avec toutes vos troupes pour le rejoindre, en ayant soin de prendre des précautions pour que le défilé de la Sierra Morena ne soit jamais intercepté[2] »;

4° De la confiance! Savary en montra plus que Dupont. Si Gobert part, il n'aura plus d'inquiétude[3]. « *Continuez*, écrit-il à Dupont, *à tenir votre position d'Andujar : vous y êtes plus que respectable pour l'ennemi qui est devant vous*[4]. » Et à Berthier : « Je vous le répète, *Dupont est bien assez fort pour obtenir un succès, soit qu'il attaque ou qu'il soit attaqué ; mais il n'est point en mesure de poursuivre*[5]. »

Au surplus, son optimisme n'était peut-être qu'officiel et de commande. Les affaires se gâtaient, et même il avait maille à partir avec Berthier dont il contrecarrait les instructions, en sachant que le chef d'état-major général était le porte-parole de l'empereur. Audace ou plutôt courage dont il faut lui tenir compte, car enfin l'étrangeté d'une situation qui lui imposait de commander à des maréchaux, lui simple divisionnaire, et les diffi-

1. *Dupont à Belliard*, 4 juillet.
2. *Instructions de Gobert*, 2 juillet.
3. *Savary à Berthier*, 29 juin.
4. *Savary à Dupont*, 9 juillet.
5. *Savary à Berthier*, 2 juillet.

cultés qu'il avait eues avec Murat, Belliard et Laforêt ne l'empêchaient point de juger l'état des affaires en Espagne plus sainement qu'on ne pouvait le faire à Bayonne. A la longue et à un moment donné, Savary comprit toute la gravité des ordres qu'il recevait, et il en découvrit les conséquences. De là ses résistances. On ne pourrait certes en faire un homme scrupuleux, Napoléon disait qu'il fallait constamment le corrompre ; mais enfin, dans cette circonstance il montra une énergie et une clairvoyance louables qui dégagent presque complètement sa responsabilité dans le désastre de Baylen. Nous ne voulons point dire par là qu'il ait prévu et annoncé la catastrophe, loin de là ; mais l'éparpillement de la division Gobert sur la route de l'Andoulasie résulta des représentations continuelles de Berthier : « Vous vous dégarnissez trop à Madrid ! » Il s'arrêta à une sorte de moyen terme qui consistait à tenir les divisions Frère et Gobert dans un rayon de protection de la capitale aussi proche que possible de Moncey et de Dupont, leur donnant ainsi d'une main ce qu'il leur retirait de l'autre. Ce fut la perte de Dupont.

L'exécution pure et simple des ordres venus de Bayonne eût à elle seule amené un Baylen. Méconnaissant la situation où se trouvait ce général, Napoléon écrivait en effet à Savary que, « dans le métier de la guerre, une fausse disposition change les choses. Contre mon avis, vous avez disséminé les divisions Frère et Gobert. J'avais destiné la division Gobert à renforcer le corps du maréchal Bessières. Ce maréchal ainsi fort de 6.000 hommes de plus, il n'y avait plus aucune chance contre lui... Il y a dans la situation de l'armée deux points principaux : le premier de tous est celui où se trouve le maréchal Bessières ; *le deuxième est celui où se trouve le général Dupont : il y a là plus de forces qu'il ne faut* [1] ! »

1. *Note à Savary*, du 13 juillet.

Avouons-le, les instructions de l'empereur manquaient de franchise, et il eût mieux valu reconnaître que l'échec de l'expédition de Valence avait tout compromis, que Savary était dans l'impuissance de faire face aux dangers que l'armée courait à la fois en Andalousie et dans la Vieille Castille. Or la faute avait été commise à Bayonne, et non point à Madrid.

Quel inénarrable chapitre que celui des illusions entretenues au grand quartier général ! Sur ces entrefaites, Napoléon reçoit le bulletin de la victoire de Bessières à Medina del Rio Seco, et, dans son rapport, ce maréchal s'aplatit jusqu'à dire que ses troupes ont chargé les positions espagnoles au cri de *Plus de Bourbons en Europe!* A cette nouvelle, l'empereur s'écrie : *Cette bataille décide les affaires d'Espagne!* Et, par sa lettre du 17 juillet à Joseph, il l'autorise à « faire filer sur Dupont la division Gobert et celles qui sont placées en intermédiaires. *Il est bien important que le général Dupont mette en déroute l'armée d'Andalousie. Il peut sérieusement y penser*[1]. » Or, à cet instant, Gobert mourait de ses blessures à Guarroman, et l'on sait le reste... Que servirait de rapporter les « savantes combinaisons » élaborées dans l'ignorance d'une catastrophe qui allait plonger Madrid dans la stupeur et l'épouvante ?

A la rigueur, nous comprenons que dans ses *Mémoires* Savary ait grossi son rôle, et nous l'excuserons même d'avoir pris plaisir à lancer des bravades à l'adresse des maréchaux; ces petitesses étaient à sa taille ; mais rien ne l'autorisa à charger Dupont et à dénaturer les faits dans le but de couvrir une responsabilité personnelle que nul d'ailleurs ne songeait à établir. Il lui suffisait, pour s'en dégager, de donner la série des ordres qu'il reçut et

1. *Napoléon à Joseph*, 17, 18 juillet. Corr. 14212, 14215.

des réponses qu'il leur fit. L'homme des vilaines besognes n'hésita point à sacrifier le général dont, mieux que personne, il pouvait défendre la cause, et il poussa l'impudeur jusqu'à écrire que *l'empereur n'eut que le tort de ne pas punir assez ni plus tôt des généraux qui avaient déshonoré leurs troupes : la sévérité qu'on lui reproche a été une véritable clémence*[1]. Oui, si dans cette circonstance l'histoire doit épargner le général, elle flétrira le publiciste qui a fait œuvre d'adulation et de mensonge !

III

LAMENTABLE RETRAITE SUR L'EBRE

En proie à une inquiétude qu'il cachait à son entourage, mais dont témoignent ses lettres à l'empereur, constatant l'inefficacité de ses homélies au clergé, de ses sourires à ses nouveaux sujets et des efforts qu'il faisait pour leur plaire, Joseph se flatta qu'en éloignant Belliard et Savary, autrement dit en réprouvant publiquement en quelque sorte leur conduite lors du 2 mai et du voyage de Ferdinand à Bayonne, les esprits iraient à lui. Depuis le 23 juillet déjà, des bruits alarmants circulaient à Madrid, des lettres venues d'Andalousie annonçaient la capitulation de Dupont, et l'opinion, un moment hésitante, subissait un revirement complet : la joie de notre défaite se peignait sur tous les visages ; il fallait réagir.

Ce sont là les dessous de l'histoire, et Savary s'est chargé de les dévoiler. Il l'a même fait en des termes qui ne laissent aucun doute sur le sentiment qu'il avait de son rôle.

1. *Mémoire de Rovigo*, III, 445.

Savary à Napoléon.

Madrid, 27 juillet.

« Depuis trois jours, je combats contre le désir de vous faire connaître la situation des affaires d'Espagne... Depuis l'arrivée du roi, tout va de mal en pis. Dans un conseil où le roi était avec plusieurs officiers généraux et ministres, il s'expliqua ainsi : « Je ne puis faire la guerre à « chaque village d'Espagne, ou je dois renoncer à y ré- « gner ; il faut donc que j'emploie la persuasion et *un* « *peu de cajolerie;* alors *il faut que je me serve d'hommes* « *et d'instruments qui, en même temps qu'ils me con-* « *viennent, peuvent plaire à ce pays que je cherche à* « *calmer.* »

« A la suite de ce conseil, il me fit entrer avec le général « Belliard et nous parla ainsi : « L'empereur croit que « tout ceci est en bien meilleur état, et je vois *qu'il n'y a* « *pas un neutre en Espagne, que tout y est contre nous.* « Cela se conçoit ; *en France, la révolution s'est faite pour* « *les Français, elle a eu un parti : ici, elle ne plaît pas,* « *n'a aucun partisan, et de plus, elle est faite par des* « *étrangers : à ce seul nom tout se met en armes.* Ici, je ne « trouve rien pour moi que l'armée française. Il faut « donc que j'emploie d'autres moyens, il faut chercher à « leur plaire et faire disparaître cette terreur que leur « ont inspirée quelques mesures prises ici. Bessières de- « mande de la cavalerie : envoyez-lui les Mamelucks, qui « sont odieux ici. »

« Et le roi a ajouté : « De même pour vous, général « Savary, *l'empereur me l'a dit lui-même, qu'il convenait* « *qu'il vous faisait jouer en Espagne un triste rôle,* mais « qu'il avait le projet de vous rappeler incessamment « auprès de lui : vous avez ici trop d'ennemis pour m'y

« être utile... Il faut aussi que vous partiez. D'ailleurs « j'attends Jourdan ; je suis accoutumé à lui et lui à moi. « Ensuite j'ai Saligny : c'est tout ce qu'il me faut. »

« J'ai répondu que j'étais à ses ordres, que je savais bien qu'il était inconvenant aux Espagnols de me voir dans le palais de Madrid[1], et que ce qui m'a empêché d'accepter l'offre de M. de Tournon, c'est que je n'ai point voulu *avoir l'air d'être renvoyé si promptement*, mais que, quand il le jugerait convenable, je répondrais à l'empereur avec beaucoup d'empressement.

« Le roi ne m'a rien dit de désobligeant de sa part ; mais il parlait *d'après sa politique*, et dans le fait il lui faut un homme qui attire à lui les Espagnols, ou bien la frayeur de l'insurrection les éloignera. *Le roi a raison de dire qu'on désire mon éloignement. Au reste, je n'y puis rien, mon devoir a été rempli.*

« Le roi aura ici une grande besogne. Votre Majesté devra s'occuper de lui envoyer de grands moyens, ou l'Espagne le retiendra longtemps. Il faut ici des troupes et de l'argent pour le roi, qui ne pourra pas employer des mesures violentes pour faire vivre les troupes, et *qui, en ce moment, n'a en son pouvoir que les déserts de l'Espagne.* »

Mais Joseph n'eût point le temps de *cajoler*. Et si le même jour, informant Berthier « qu'il avait dû « y avoir le 19 une affaire générale » et que Dupont « paraissait avoir réuni tout son monde », Belliard pouvait se croire en droit d'ajouter « qu'avec 16 ou 17.000 hommes et 38 bouches à feu, un bon général comme lui, *s'il se trouvait pressé, faisait une trouée, perdait du monde, mais passait* », c'étaient bien là les dernières nouvelles rassurantes qui devaient parvenir à Madrid. En effet, après avoir pris

1. La Forêt le lui avait assez représenté.

part au combat livré par le général Belair le 16, le commandant d'Affry, du bataillon du 3e suisse-français, auquel Girardin donne le nom de *colonel Castella*, inconnu au corps de la Gironde, s'était acheminé isolément sur Madrid, où il était arrivé dans la soirée ou la nuit du 25 au 26. Invité par Savary à lui fournir un rapport sur ce qu'il avait vu ou appris, d'Affry avait rendu compte de la mort du général Gobert et de la retraite de Dufour sur Sainte-Hélène[1]. Ce rapport était corroboré par le commandant Plique du bataillon détaché à Madridejos, sur la ligne d'étapes, et qui annonçait une défaite[2]. L'état-major général se refusait à croire à un tel malheur, qui devait rendre la position de l'armée en Espagne des plus critiques. « On en a dit autant de Bessières après le combat de Medina del Rio Séco. J'en conclus, écrit Savary, ce que je désire, que l'un n'est pas plus vrai que l'autre[3]. »

Tous les doutes cessèrent le 28, à l'arrivée d'un officier expédié de Madridejos par le commandant Plique et porteur d'une lettre écrite sous la dictée du capitaine Villoutreys, qui avait quitté Baylen, le 24, avec la triste mission « de porter l'acte de capitulation à S. E. M. le duc de Rovigo, sous l'escorte de troupes de ligne espagnoles ». Il marcha « *à pas de tortue*, sans daigner même donner de ses nouvelles ni dire à peu près ce qu'il en était[4] », jusqu'à ce qu'il atteignît Madridejos. Au dire de Savary, « il voyageait dans une calèche à lui, conduite par ses propres chevaux, et sa calèche était chargée d'objets non soumis à la visite[5]. »

Bref, la lettre de Plique annonçait *officiellement* le désastre, et aussitôt, après avoir rassemblé un conseil de

1. *Rapport du comte d'Affry*. Arch. Nat.
2. *Rapport du commandant Plique*, 22-23 juillet (Arch. Guerre).
3. *Savary à Berthier*, 27 juillet (Arch. Guerre).
4. Belliard à Berthier, 29 juillet.
5. *Mém.* de Rovigo, III, 420.

guerre, Joseph ordonna la retraite sur Aranda derrière le Duero. La correspondance ne fait mention ni de la réunion, ni des débats de ce conseil; il faut se reporter aux *mémoires de Belliard* qui, d'ailleurs, n'en précisent point la date. Les dépêches suivantes permettent de croire que la délibération eut lieu le 28, et qu'ainsi Joseph ne crut point devoir attendre l'arrivée de Villoutreys, c'est-à-dire la notification de l'acte de capitulation.

Belliárd à Berthier.

Madrid, 28 *juillet.*

« J'ai eu l'honneur de vous écrire ce soir, à 7 heures, pour vous annoncer le malheureux événement arrivé au général Dupont, en vous envoyant la lettre du commandant de Madridejos. D'après la perte de ce corps entier, Sa Majesté, avec les troupes qui sont à Madrid, ne se trouvant pas en mesure d'attendre l'ennemi, qui paraît être en pleine marche pour lui livrer bataille sous les murs de Madrid, a ordonné ce qui suit :

« Toutes les troupes qui sont à Madridejos, Manzanarès et la colonne du général Laval ont ordre de se replier et de se réunir, à Ocaña, à la division du général Musnier. Aussitôt que cette réunion sera opérée, le général Musnier partira pour venir à Madrid.

« Le maréchal Bessières reçoit l'ordre de s'établir à Mayorga. L'intention de Sa Majesté étant de concentrer tous les moyens pour livrer une bonne bataille aux ennemis, ordonne au général Verdier de lever le siège de Saragosse et de se rendre sur Logroño.

« Toutes les troupes qui sont à Madrid se mettront en marche, dans trois ou quatre jours, pour se rendre à Aranda et prendre position derrière le Duero; ensuite le roi les portera à Burgos.

« Demain, on commence l'évacuation des hôpitaux. J'écris aux commandants de Buitrago, Aranda, Burgos, Vitoria et autres villes sur la route de France, d'évacuer leurs hôpitaux sur Bayonne. »

Savary à Berthier.

Madrid, 28 *juillet*.

«... Vous jugez de l'embarras dans lequel la capitulation du général Dupont nous met. J'espère que l'officier porteur de la dépêche aura averti en chemin tous les détachements qu'il aura rencontrés de se retirer sur Madrid. Nous pouvons ici, en comptant les dépôts, tout le monde, réunir 18.000 hommes et environ 1.200 chevaux. C'eût été une folie de vouloir, avec ce corps, garder la capitale, le roi, et en même temps livrer bataille à une armée qui vient de prendre 19.000 hommes, 38 pièces de canon et en même temps la moitié de la cavalerie de l'armée. En conséquence, le roi s'est décidé à évacuer Madrid.

« ... Nous avons probablement quatre ou cinq jours à nous avant de voir arriver la tête de l'armée de M. de Castaños. Nous allons les employer à évacuer nos malades qui sont à 3.000 ce soir, et pour organiser les transports dont nous pourrons avoir besoin.

« Voilà un événement auquel l'empereur n'était sûrement pas préparé. Je ne puis me rendre compte comment le général Dupont peut s'être trouvé dans cette situation. »

Le malheur fut plus complet encore que ne le supposait Savary, car les deux bataillons du 8e provisoire détachés à Manzanarès et au Puerto del Rey se laissèrent ramener à Baylen par les Espagnols, ou tout au moins le bataillon de Manzanarès, que commandait le chef de bataillon Berthet. Et de la sorte, le 5e provisoire, le dernier régiment

de la division Gobert, fort également de deux bataillons, fut le seul qui échappa à la capitulation : il forma plus tard le 116e de ligne. Revenu de Cuenca, le 5e provisoire, aux ordres du major Rouelle, faisait partie de la *colonne Laval* ainsi composée :

5e provisoire;
2e bataillon de marche;
5e régiment d'infanterie légère;
1er escadron de chasseurs à cheval;
Bataillon de marche de Madridejos;
Bataillon de marche de Manzanarès;
Artillerie de marche 4 pièces. En tout, près de 4.000 hommes.

Le général Laval avait ordre de rouvrir les communications avec Dupont et de le joindre en poussant devant lui le bataillon de marche de Madridejos et les bataillons de Manzanarès et du Puerto del Rey. Le 5e provisoire prit la tête et se porta d'Ocaña sur Madridejos le 25; le 5e d'infanterie légère, les chasseurs et l'artillerie partirent de Madrid le 26, pour se rendre de même à Madridejos où devait s'effectuer la concentration[1]. En arrivant dans cette ville, le major Rouelle rencontra le capitaine Villoutreys qui le mit au courant et l'informa que son régiment était compris dans la capitulation. Il le rassembla et fit sonner à l'ordre. « Messieurs, dit-il aux officiers, on veut nous forcer à nous rendre, nous qui n'étions pas à cette malheureuse affaire, nous dont on n'a pu disposer que par un abus de pouvoir et un excès de lâcheté, nous enfin qui avons des armes! Le souffrirons-nous? Non, tant que j'aurai une goutte de sang dans les veines, je la disputerai aux Espagnols, et je ne la rendrai pas sans combat. » — « Est-ce votre avis? » demanda-t-il en parcourant le cercle du regard. — « Oui, mon colonel, oui! » s'écria-t-on de toutes parts. Et Rouelle ordonna la retraite sur

1. *Belliard à Berthier*, 26 juillet (Arch. Guerre).

Madrid[1], mouvement qu'imitèrent les autres éléments de la colonne Laval, y compris sans doute le bataillon de marche du commandant Plique.

Villoutreys fut interrogé plus tard par le général Nansouty sur la conduite qu'il tint dans sa route en se rendant à Madrid; ses réponses méritent d'être rapportées. » Je suis parti le 24 juillet, à 2 heures du matin, sous l'escorte de vingt Espagnols commandés par un officier. J'ai couché ledit jour à la Caroline : le 25, à un village de ce côté-ci du défilé de la Sierra Morena; le 26, à Manzanarès; le 27, à la Fonda Real, auberge isolée; le 28, à Tembleque; le 29, je suis arrivé par Aranjuez à Madrid.

« *J'ai rencontré dans les défilés de la Sierra Morena deux divisions de troupes espagnoles qu'on m'a dit fortes ensemble de* 4.000 *hommes.* » Nouvelle preuve du respect de Castaños pour les conditions de l'armistice. « J'ai rencontré, à Manzanarès, un bataillon français d'environ 500 hommes, dont à peu près 200 malades. »

« *Je n'ai trouvé aucun poste français à Baylen et à Manzanarès* », d'où il faut conclure que Dufour avait appelé à lui le 3e provisoire, qui s'y échelonnait.

« De ce côté-ci de Manzanarès, un bataillon à Madridejos; un détachement de 200 hommes à Tembleque. J'ai traversé la nuit Ocaña, où était le général Musnier, que j'ai prévenu des événements.

« *Il n'y avait point de troupes françaises lorsque je suis passé* (le 25) *au poste du Puerto del Rey; il était au contraire gardé par des troupes espagnoles.* Je savais les troupes de Manzanarès comprises dans le traité, et j'ai toujours été persuadé que celles de Madridejos n'y étaient pas comprises. Si des troupes ont été surprises, elles sont

1. *Spect. mil.* Juillet, 1841. Le futur maréchal Bugeaud, alors lieutenant au 5e provisoire, dirigea son régiment sur l'armée en contournant Madrid qu'on n'eût pu traverser sans être massacré par les habitants.

seules coupables, puisque j'atteste les avoir prévenues, et j'ajoute encore que j'ai cru devoir engager le général Laval, qui entrait à Tembleque, à faire retirer les troupes de Manzanarès, malgré qu'elles fussent dans le traité. Le général Laval m'assura qu'il ferait le nécessaire pour cela.

D. — « Ne saviez-vous pas que du moment où un général est prisonnier ou a capitulé, ses subordonnés ne sont plus sous ses ordres?

R. — « Je ne me croyais pas en droit de donner des ordres au commandant de Manzanarès; je lui ai donné connaissance du traité, en l'informant qu'il y était compris. Tout ce que je lui ai dit devait le porter à se retirer; l'événement de Villaharta[1], la crainte d'éprouver le même sort, la répugnance d'abandonner ses hôpitaux, ont porté le commandant à garder sa position.

D. — « Vous n'avez rien dit, à Manzanarès, au chef de détachement, et par suite *ce détachement a été pris trois jours après votre passage* (le 29).

R. — « Le commandant de Manzanarès connaissait déjà les événements de Baylen. Je ne lui ai rien laissé ignorer. Je ne puis connaître le motif pour lequel le poste a été pris; mais je dois l'attribuer à toutes les craintes du commandant sur sa position, qu'il jugeait si critique que lui-même ne sortait jamais sans être accompagné par l'alcade de la ville.

D. — « Vous avez prévenu à Madridejos, parce que vous y avez trouvé un homme ferme et qui vous a forcé à parler.

R. — « Je déclare que tous les avis que j'ai donnés au commandant de Madridejos ont été l'effet de ma volonté, *et je ne puis être soupçonné d'avoir eu des intentions que la contrainte seule pouvait commander.* »

1. Faut-il lire Valdepeñas? A notre connaissance, il n'y avait eu que deux traînards massacrés entre Madridejos et Villaharta, le 7 juillet. *Gobert à Savary*. Villaharta, 7 juillet (Archives Guerre).

On conçoit qu'il y ait là de nombreux points à éclaircir : ceux qui auraient pu donner la lumière, les témoins, étaient sur le chemin de la captivité.

Belliard à Berthier.

Madrid, 29 *juillet.*

MON PRINCE,

« *Quel événement que celui d'Andalousie! Combien il change notre position en Espagne! Combien il influe sur l'Espagne et ne laissera pas que de faire impression en Europe! Nous quittons donc la capitale.* Mais nous y retournerons et avant qu'il soit longtemps... Je pense que l'armée de Dupont s'en va avec armes et bagages ; alors l'armée ennemie aura dû faire un gros détachement pour l'escorter jusque dans les ports et pour rester même avec nos troupes jusqu'à l'époque de leur embarquement. Cela diminuera d'autant les forces qui se porteront sur Madrid ; mais à la vérité, elles seront grossies par les insurrections. Les habitants de tous les pays ne demandent pas mieux que d'agir... »

Savary à Berthier.

Madrid, 30 *juillet.*

« ... V. A. jugera aisément dans quel état moral un événement comme celui du 19 juillet nous a mis. *Il faut avoir une grande force morale pour ne pas perdre la tête dans un débagagement comme celui-là.* »

Belliard à Berthier.

Madrid, 31 *juillet.*

« Le 2, de très grand matin, l'armée doit quitter Madrid. La terreur est déjà répandue dans la ville : tous les Français établis dans le pays, tous les Espagnols qui ont paru être nos amis, tous ceux qui se sont mis en avant, cherchent à quitter la ville pour éviter d'être massacrés. Cette malheureuse capitale, quand nous l'aurons quittée, sera, je le crains bien, le théâtre de beaucoup d'horreurs ; et lorsque les insurgés y rentreront, la grande masse des habitants nous regrettera en faisant la comparaison de leur conduite avec la nôtre.

« Lorsque les gens de la cour ont vu faire des préparatifs de départ, ils se sont tous cachés, et ce soir, on n'a pas trouvé un seul de ces innombrables palefreniers pour atteler deux mules. Tous les harnais ont disparu. »

Moncey à Belliard.

Madrid, 31 *juillet*, 2 *heures du matin.*

« Le général Castaños pourrait très bien être à Tolède et le général Musnier (à Ocaña) l'ignorer. A moins de savoir par nos propres yeux, rien ne se sait par les Espagnols... »

Si, à cette correspondance, on ajoute les lettres de Joseph à son frère, on devine la stupeur et le désarroi de Madrid, d'autant que le bruit courait que l'ennemi s'avançait à marches forcées, que déjà son avant-garde avait atteint Madridejos. Le spectacle d'un souverain et d'une cour décampant au milieu d'une armée qui l'escorte à la façon d'un convoi n'est certes point banal, et nous aurions volontiers donné l'ordre de marche de Bel-

liard, car au convoi royal s'en joignait un autre, le parc d'artillerie, les équipages, etc., de l'armée.

Le général Grouchy commandait l'arrière-garde, et d'après une lettre de la Junte de Séville du 3 août, il aurait écrit à Castaños, comme gouverneur de Madrid, pour « solliciter la *capitulation* de la place à la condition que les Français, malades ou domiciliés dans la ville, ainsi que les personnes et propriétés des habitants, seraient respectés. Castaños a répondu qu'il se prêtait à la *capitulation* et qu'il donnait ses pouvoirs à son chef d'état-major, lequel se rendrait immédiatement à Madrid. Une autre du même jour disait : « Les troupes françaises ont évacué la capitale au moment où le général Grouchy invitait notre commandant en chef à s'y porter avec une partie de ses forces, en mettant à couvert, par ce moyen, les habitants et leurs biens, ainsi que les Français malades qui s'y trouveraient. » Trop de capitulations, à la fin! Les Espagnols ne rêvaient plus que de cela, et l'on devine aisément dans quel but ces démarches furent faites et dans quelles limites elles devaient se renfermer. *Nous laissions à Madrid* 2.750 *malades ou blessés*[1].

Joseph s'attendait à quelque « mauvaise scène » avant son départ[2]; mais la population demeura parfaitement calme, et Stanislas Girardin raconte que des Espagnols consentirent même à pousser les roues de sa calèche en lui souhaitant bon voyage : *Surtout ne revenez pas.*

La retraite commença le 1er août, par une chaleur accablante (33° R. à l'ombre au milieu du jour), et elle s'opéra dans des conditions désastreuses. « Il n'existait plus la moindre subordination ; la voix des généraux n'inspirait plus ni crainte, ni respect, *et notre départ de Madrid ressemblait bien plutôt à une fuite qu'à une retraite.* La

1. *Denniée à Grouchy*, 31 juillet (Arch. Guerre).
2. *Joseph à Napoléon*, 28 juillet.

licence était portée à ce point que, dans notre camp, on volait même les équipages du roi. On a su, ou du moins on a dit que l'avant-garde de Castaños était entrée le 1er août, à 6 heures du soir, à Madrid. On avait cherché à cacher ces nouvelles ; mais ce fut inutilement ; répandues dans l'armée, elles en accrurent l'inquiétude ; et il faut le dire, l'inquiétude des soldats avait gagné les chefs. Chacun n'y songeait guère qu'à soi... Les soldats tuaient des moutons en quantité suffisante pour nourrir une armée de 80.000 hommes. Des coups de fusil tirés par les maraudeurs se faisaient entendre de tous les côtés, et je crois qu'il n'en eût pas été tiré davantage si nous eussions été attaqués par l'ennemi. Nous n'étions pas dans une situation à le combattre ; notre artillerie surtout était dans l'état le plus déplorable. On avait fait sauter 60 caissons dont les roues étaient brisées... Les soldats s'attendaient à chaque instant à se voir surpris par l'armée de Castaños, et leurs craintes étaient partagées. Brûler est un plaisir dont ils ne peuvent se lasser, ils mettaient le feu aux champs de blé à la veille d'être récoltés, et le feu n'était pas plutôt mis dans un champ que l'œil découvrait, bientôt après, une vaste étendue de flammes ; à peine étions-nous sortis des chaumières où nous avions passé la nuit qu'elles étaient en feu. La guerre met à l'aise tous les vices que l'ordre social s'occupe de maintenir[1]. » Voilà pour les amateurs de couleur locale. Et pourtant on ne faisait que des étapes de 16 à 18 kilomètres ! Et pourtant, le jour même de notre départ, loin de songer à nous poursuivre, — il en eût été fort empêché — Castaños faisait à Séville une entrée triomphale. On peut lire en effet dans *la Gazette ministérielle*, organe de la Junte, les détails de la réception enthousiaste qui l'accueillit : « Lundi 1er août, à 10 heures du matin, arrivèrent dans cette capitale

1. *Journal de Girardin*, II, 158 et suiv.

LL. EE. le comte de Tilly et D. Francisco Xavier Castaños, général en chef de notre armée. Au bruit des décharges du parc d'artillerie, et au milieu des vivats et des acclamations du peuple entier accouru pour voir entrer le vainqueur de Baylen, celui-ci s'est dirigé, avec une députation de la Junte, à l'église métropolitaine pour rendre grâces de sa victoire au Dieu des armées et à notre saint roi Ferdinand. De là, il s'est rendu à pied à la Junte suprême, qui l'a reçu avec l'effusion due à son mérite et à ses services : elle lui a donné la couronne de laurier, et ce symbole de la victoire, entre les mains du héros, a rappelé aux Sévillains attendris les triomphes de la Rome antique[1]. »

Comme la fable, l'histoire ne vaut que par sa morale. *Le Moniteur* garda pendant plusieurs mois un mutisme absolu sur les affaires d'Espagne. Il lui arriva pourtant de lâcher une énormité : « *Le roi a quitté Madrid, et toute l'armée est entrée dans des quartiers de rafraîchissement*[2]. Puis un beau jour, le silence à la longue ne pouvant plus être observé, parut un fulminant réquisitoire contre Dupont... « Comme Sabinus Titurius, il a été entraîné à sa perte par un esprit de vertige, et il s'est laissé tromper par les ruses et les insinuations d'un autre Ambiorix ; mais, plus heureux que les nôtres, les soldats romains moururent les armes à la main, etc. » Démêle qui voudra ce pathos : c'est ainsi que la France apprit du même coup la catastrophe et la honte qu'on la conviait à partager. Peut-être ne vint-il à la pensée de personne que les faits présentés et les responsabilités invoquées n'avaient d'autre but que d'égarer l'opinion en chargeant un héros de la veille des péchés d'Israël.

L'Andalousie exulta dans son triomphe. « Sévillans !

1. *Gaceta ministorial de Sévilla*, del miercolis d'Agosto (Arch. Guerre).
2. *Moniteur* du 5 septembre.

« que les champs de la Bétique soient nos plaines de « Marathon, et les gorges de la Sierra Morena nos Ther- « mopyles[1] ! » On peut lire dans le *Star* du 18 août, sous le faux titre *Castaños to the Andalusians*, la traduction anglaise de la préface que la Junte de Séville donna au rapport de Castaños sur Baylen. « Braves Andalous ! « L'étincelle de patriotisme qui a enflammé vos cœurs a « dévoré les oppresseurs de votre pays. Vous vouliez « être libres, et aussitôt vous avez possédé un gouver- « nement tutélaire et une armée ardente au combat et à « la gloire. Ces légions de Vandales qui, un moment, « s'emparèrent par surprise de quelques-unes de vos « villes et les livrèrent au pillage ; qui, enivrées de leurs « victoires sur des nations divisées, et chargées des dé- « pouilles de l'Europe, s'avançaient pour répandre sur « les champs de la Bétique la flamme de la désolation, « ont éprouvé la force de la loyauté, de l'amour de la « patrie et de la religion. A vous, la gloire de Marengo, « d'Austerlitz et d'Iéna ! Les lauriers qui ceignaient le « front de ces conquérants gisent à vos pieds. Immortelle « gloire au héros qui a renouvelé, dans la Sierra Morena, « les exploits du grand Fabius ! Courez, enfants de la « Bétique, courez vous unir à vos frères de l'Ebre, du « Duero et du Xucar ; courez briser les chaînes de ceux « qui demeurent captifs sur le Tajo, le Manzanarès et le « Llobregat. Allez, et purifiez le sol de l'Espagne des « traces qu'ont laissées ces traîtres. »

1. *Gaceta min. de Sevilla*, 1er juin (Arch. de Madrid).

IV

LA GUERRE D'ESPAGNE ET LA CONSCRIPTION

Si l'abandon de Madrid et la retraite de l'armée sur l'Ebre devaient être les conséquences immédiates du désastre de Baylen, il y en eut d'autres plus funestes encore, et entre toutes, l'abus de la conscription. L'origine de l'effondrement de 1814 remonte aux terribles exigences militaires de la Convention et des régimes qui lui succédèrent, régimes dont l'Empire hérita à un moment où notre pays, épuisé par des levées de classes ordinairement totales, réclamait de longues années de paix pour réparer ses forces.

L'état de guerre durait depuis plus de vingt ans, et la masse du public, incapable d'en saisir les causes et les nécessités, accusait l'empereur de l'entretenir. A la longue, l'ignorance dans laquelle un gouvernement absolu l'entretenait sur ses véritables intérêts engendra à l'*inertie*, et la certitude d'une impuissance finale dont les partisans de la royauté grossissaient à dessein les dangers, amena le *découragement*. L'épuisement des finances, et par-dessus tout l'effroyable fardeau de la conscription avaient acheminé la France à sa perte par une marche progressive, rapide et fatale dont les étapes sont nettement marquées. L'abus de la conscription suffirait à expliquer nos désastres de 1814 ; mais à cette cause s'en joignit une autre non moins grave peut-être ; après avoir rempli de huit millions d'hommes les rangs de l'armée pendant la Révolution, *la Garde nationale abdiqua son rôle*, ou *plus exactement elle en fut dépouillée sous l'Empire. Le merveilleux instrument de la Convention faussé*, *l'appel au*

suprême effort en 1814 *demeura vain ;* la Garde nationale fit la sourde oreille et la levée en masse ne présenta qu'une cohue pénétrée du plus mauvais esprit, incapable de rendre les services qu'on se plût à en attendre. Tels furent alors la lassitude et l'épuisement que, « pourvu qu'elle eût la paix, que la conscription fût abolie, la France était prête à recevoir comme souverain le dernier des Arlequins[1] »

On n'en était point là encore en 1808, et pourtant la correspondance des préfets démontre que depuis bien des années déjà la résistance à la loi sur la conscription — il n'est critérium plus certain de l'état des esprits — était manifeste. Le nombre des déserteurs et des réfractaires allait croissant et ils en éprouvaient les plus vives alarmes, sachant que la puissance de l'Empire se fondait sur la puissance de l'armée ; alarmes plus personnelles encore que patriotiques, car la destitution suivait de près leur défaut de zèle ou d'activité en matière de recrutement.

Avant tout, il est indispensable de faire la part de l'Empire et des gouvernements qui l'ont précédé. Parcimonieux au début, et strict observateur de la loi, peu à peu Napoléon fut conduit à suivre les errements des régimes antérieurs, et finalement, les *rappels de classes* ne suffisant plus, à adopter des mesures extrêmes : les *anticipations* et *levées extraordinaires.* De tels agissements, qui devaient aboutir à l'épuisement total des classes de recrutement, n'ont point été signalés ainsi qu'ils le méritent ; il eût fallu compulser les cartons des Archives nationales, remonter aux origines de l'institution, rapprocher des événements les violations de plus en plus graves et fréquentes dont elle fut l'objet, et ils n'en ont eu ni le goût, ni peut-être le loisir. Aussi, en consultant

1. Lettre d'un agent anglais qui accompagnait le duc d'Angoulême. Aire, 13 mars 1814, *Suppl. Wellington's despatches.*

les quatre volumes que M. Thiers a consacrés à l'histoire des années 1813 et 1814, en vain chercherait-on à dresser le tableau des 1.100.000 hommes levés dans cet intervalle, sans compter la Garde nationale. La question pourtant était autrement pressante que les conférences diplomatiques sur lesquelles il s'étend si complaisamment, car l'armée constituait l'argument sans réplique des exigences de Napoléon.

Sans nous attarder dans les détails, bien que la matière soit neuve, on examinera ici ce que devint la conscription, de 1798 à 1814, et l'on montrera que Baylen fut le point de départ de l'effrayante consommation d'hommes à laquelle la France se trouva bientôt hors d'état de subvenir. En d'autres termes, nous prouverons, chiffres en main : 1° que *l'Empire succomba à la suite de l'abus qu'un état de guerre continu le contraignit à faire de la conscription* ; 2° que l'Empire ayant atteint son apogée en 1807, *la guerre d'Espagne fut la cause de sa décadence et de sa ruine*, puisque les abus dont nous parlons commencèrent avec elle. Mieux que toutes phrases ou discours, le tableau des levées opérées à cette époque montrera la marche ascendante et la chute vertigineuse d'un gouvernement qui ne reposait que sur la force de ses armées.

Peut-être demeurera-t-il impossible de fixer avec quelque certitude le chiffre des levées opérées pendant la période révolutionnaire. Par suite d'un ensemble de causes, politiques pour la plupart, l'armée subit de tels remaniements et de tels fusionnements avec la Garde nationale que le plus qu'on pourrait faire serait de dresser le tableau des *complets d'organisation* prévus par les décrets.

Il faut arriver à la loi du 5 septembre 1798 pour suivre le développement de nos forces militaires et se rendre compte de l'épuisement progressif et continu des classes de recrutement. Jusqu'à cette date, en effet, les

tableaux des complets donnent la mesure de l'*effort demandé*, mais non point celui évidemment fort inférieur du *résultat obtenu ;* et si l'on réduit d'un quart à un tiers les complets d'organisation, on a quelque chance d'arriver à la *valeur approchée des effectifs réalisés*.

Même dans l'hypothèse d'un déficit aussi considérable, le rendement des levées dépassa les prévisions les plus optimistes, voire sous le régime draconien de la Convention, où la majeure partie de la population mâle de seize à soixante ans fut enrôlée dans l'armée régulière ou la Garde nationale. Tel fut d'ailleurs l'épuisement des classes 1793 à 1799 qu'elles ne furent rappelées qu'une seule fois, par la loi du 29 juin 1799. Dans les circonstances exceptionnelles où il se trouvait, le Directoire appela les *classes entières*, sans qu'il y eût lieu par conséquent à fixation de *contingents*.

Mais bientôt l'institution fonctionna avec une rigueur et une précision mathématiques, suivant les nécessités de la situation politique, l'état de paix ou de guerre, et, dans l'état de guerre, suivant la gravité du péril national. Le contingent est alors déterminé, et à de rares exceptions près, le *Bulletin des lois* indique la répartition par département.

La loi du 5 septembre 1798 déclarait tout Français soldat et se devant à la défense de la patrie, eût-il déjà obtenu son congé ; principe qui prévalut sous l'Empire, et dont Napoléon fit un usage illimité. Hors le cas de danger, l'armée se formait par voie d'engagement volontaire et par voie de conscription. La conscription s'opéra d'abord *sur liste ;* elle comprenait tous les jeunes gens de vingt ans accomplis à vingt-cinq ans révolus ; les conscrits étaient divisés en cinq classes, dont la plus ancienne, celle de l'an I, se composait des hommes ayant atteint leur vingtième année le 22 septembre 1793 ; et la dernière, ou classe de l'an V, de ceux qui l'avaient accompli le 22 sep-

tembre 1797. Pour faciliter l'intelligence, nous les appellerons classe 1793 et classe 1797.

Centralisés en préfecture, les tableaux de recensement communaux étaient adressés au ministre de la Guerre, qui faisait établir un tableau général par âge. Lorsque la loi ordonnait un appel, le Directoire comptait les conscrits en commençant par les plus jeunes, jusqu'à concurrence du chiffre de la levée ordonnée et prenait le nom et l'âge du dernier appelé, son département et sa commune. Une proclamation solennelle les publiait, et dès lors tous les conscrits du même âge ou moins âgés étaient tenus de joindre les drapeaux suivant leur affectation.

La nouvelle loi reçut son application avant même que le dénombrement de la population fût opéré; mais au surplus, point n'en était besoin, car les classes antérieures comblaient le déficit, et c'est ainsi que déjà le décret du 15 octobre 1798 ayant ordonné la levée de 200.000 hommes de la classe 1797 et prévu son insuffisance, prescrivit d'emprunter le complément à la classe 1796.

L'année suivante fut décrétée une *levée totale.* Nous ignorons ce qu'elle produisit; les classes de 1798 à 1793 marchèrent, à l'exception de celle de 1797, qui déjà était épuisée. Même incertitude pour la classe de 1800, entièrement appelée aussi; et c'est seulement à partir de 1801 que les levées devinrent *partielles*, qu'on distingua un *contingent de réserve* d'un *contingent actif;* division qui d'ailleurs ne fut qu'un leurre, puisque la réserve servit à remplacer les réfractaires et les déserteurs, et le plus souvent y passa tout entière.

En résumé, du 5 septembre 1898 où débuta la conscription, au 4 mai 1804, avènement de l'Empire, *le Directoire et le Consulat épuisèrent les classes de* 1793 *à* 1800 *inclusivement.*

La loi du 26 août 1805 substitua l'appel *sur numéro de tirage au sort* à l'appel sur liste par âge.

Bientôt les charges conscriptionnelles s'aggravent. En 1806, après l'appel normal, on fait un rappel des classes 1805 à 1801, sans pouvoir remonter plus haut, puisque 1800 ne peut plus rien fournir. A partir de 1808, la conscription frappe non seulement sur la vingtième année, mais en avant *par anticipations*, et en arrière plus *par rappels ;* la loi ne cesse d'être violée, et la règle devient en quelque sorte la suivante : « Les jeunes soldats seront « appelés à l'âge de vingt ans révolus, et lorsqu'il sera « nécessaire, á l'âge de dix-neuf ou de dix-huit ans. Les « rappels des classes antérieures seront facultatifs et les « décrets se borneront à fixer le contingent ainsi que la « classe la plus ancienne qui devra y participer. Il en sera « de même pour les anticipations. » Il faut bien le dire d'ailleurs, les sénatus-consultes ne déterminaient que pour le bon public le nombre d'hommes appelés; et l'on ne doit pas croire que l'effectif des conscrits appelés était égal au chiffre décrété. On verra que sous différentes rubriques, pour assurer les frontières où les côtes, pour former de nouveaux régiments, les conseils de recrutement fonctionnaient en quelque sorte en permanence, et que le nombre des hommes mis en route dépassait *énormément* le contingent fixé.

L'appel de 160.000 *hommes décrété par le sénatus-consulte du* 10 *septembre* 1808, *dont* 80.000 *des classes* 1809 *à* 1806 *et* 80.000 *de la classe* 1810, *portant anticipation de deux classes, fut le point de départ d'une effroyable consommation.* La conscription devint un réservoir où, grâce à l'aveugle non moins que basse complaisance du Sénat dit « conservateur », l'empereur puisa sans mesure et sans contrôle, et la marche vers la catastrophe de 1814 dut sauter aux yeux de tout esprit clairvoyant dès 1808, où sonna l'heure du danger national. Nous laissons ici le point de vue politique pour constater simplement que

1808 *marque le tournant de l'Empire* et que la conscription en témoigne. A vrai dire, l'évolution ne fut point subite et Napoléon lutta; mais les événements qu'il avait provoqués dans la Péninsule l'amenèrent à faire litière de ses scrupules. C'est là un point d'histoire d'autant plus intéressant à établir qu'il dut se rendre parfaitement compte de sa perte certaine, et que son génie s'efforça vainement de l'éloigner. Le 31 mars 1807, le général Lacuée, directeur de la conscription, ayant proposé un nouvel appel à la classe 1808, Napoléon écrit à Cambacérès : « La lettre de Lacuée m'a effrayé : le mal qui en résulterait serait incalculable. Où serait la sécurité des citoyens si, sans un péril imminent, on revenait sur la conscription? Mais l'année prochaine? L'année prochaine, la paix sera faite, et si elle ne l'est pas, la conscription de 1808 recrutera mes armées, et celle de 1809 recrutera mes réserves. *Des jeunes gens de dix-huit ans* sont très propres à défendre l'intérieur. S'il arrivait de grands malheurs, on sortirait des règles ordinaires, et il vaudrait mieux alors rappeler les conscriptions passées... Bon Dieu! il faut voir les événements pour apprécier les hommes. Qui aurait pu croire Lacuée capable d'une pareille balourdise? Rien que l'opinion que j'éprouverais en France la moindre contrariété ferait déclarer plusieurs puissances contre nous[1]. » Qu'est-il donc survenu en 1808, qui l'amène à *l'anticipation de deux classes* et au *rappel de quatre autres? La guerre d'Espagne* évitée à tout prix et pourtant provoquée, embrase la Péninsule, et les lugubres événements de Lisbonne et de Baylen l'obligent à une énorme levée de boucliers, dût-il par là dévoiler à l'Europe l'épuisement continu de la population française. « Sire, avait dit le Sénat, *la volonté du*

1. *Napoléon à Cambacérès*. Finkeenstein, 10 avril 1807.

« *peuple est la même que celle de Votre Majesté. La guerre* « *d'Espagne est politique, elle est juste, elle est nécessaire.* » La servilité s'abaissait jusqu'à l'apologie d'un crime de lèse-nation, elle voulait y associer la France!

Ce n'est point d'aujourd'hui que le problème se pose devant nous; notre conviction est absolue : *Les désastres de* 1813 *et* 1814 *ont leur origine dans l'assassinat de l'Espagne, perpétré en* 1807-1808 politiquement puis à main armée.

Si exorbitante et si draconienne qu'elle fût, la conscription dut se tenir à la hauteur des circonstances, et en présence du péril national, on ne saurait taxer d'arbitraire l'usage qu'en fit Napoléon. Certes, il serait fort embarrassant d'indiquer les ressources qu'un tel homme aurait négligé d'utiliser et qui eussent allégé les charges publiques. Descendant en droite ligne de la Révolution, l'Empire héritait de l'ardente animosité de l'Europe monarchique et antilibérale, et en matière de conscription, la Révolution s'était servie de procédés non moins désastreux.

A ses débuts, Napoléon acheva d'épuiser les classes de 1801 à 1805, imitant en cela le Directoire et le Consulat, qui avaient fait marcher la totalité des classes antérieures. Le même sort attendait celles de 1806 à 1815, et l'on peut dire que, *si l'abus de conscription ruina la France, la responsabilité en incombe autant aux Gouvernements qui précédèrent l'Empire qu'à l'Empire lui-même*, ainsi qu'on le croit communément.

A partir de 1806, chaque année, outre la *levée annuelle*, soit *normale*, soit *anticipée*, il y eut des rappels de classes ou *levées extraordinaires*, suivies d'autres que l'on désignait sous les noms de *levées complémentaires* et *supplémentaires* et destinées à combler les déficits après l'arrivée des conscrits au corps (désertions, morts par maladie dans les dépôts, réformes, etc.). Dans ces conditions, comme en

raison du nombre parfois énorme des insoumis et des fuyards en route pour rejoindre les dépôts, il était de toute difficulté de fournir le contingent, on conçoit que les Conseils de recrutement fonctionnaient en quelque sorte en permanence, ce qui ne pouvait manquer d'irriter la population et de lui enlever toute sécurité. Un exemple, celui des levées opérées de 1806 à 1808 dans le département de la Haute-Garonne fera saisir les dangers d'une situation aussi extraordinaire ; il suffira d'un modeste tableau donnant les chiffres avec une certitude absolue, car ils sont extraits d'états dressés par le préfet Desmousseaux [1].

Dans cet intervalle de trois ans, non seulement les 5 classes de 1806 à 1810 furent appelées *à trois reprises différentes*, sous la rubrique de *levées extraordinaires supplémentaires* et *complémentaires* les conseils de recrutement durent procéder à de nouveaux tirages sur lesdites classes. La rafle — qu'on nous permette cette expression — fut complète.

LEVÉES DE 1806 A 1808 — SÉNATUS-CONSULTES et DÉCRETS	CLASSES APPELÉES	CONTINGENTS[1]	RELEVÉ PAR CLASSE DES		
			DÉSERTEURS	RÉFRACTAIRES	TOTAUX
S.-C. 24 septembre 1806 ..	1806	973	290	783	1.073
S.-C. 4 décembre 1806....	1807	947	493	657	1.150
D. 18 avril 1807	1808	943	237	791	1.028
S.-C. 21 janvier 1808	1809	882	7	680	687
S.-C. 10 septembre 1808..	1810	753	»	384	384
Levées extraordinaires et	1806	272			
autres, ordonnées par les	1807	244			
S.-C. des 10 septembre	1808	221			
1808, 18 avril 1809 et 5 oc-	1809	276			
tobre 1810.	1810	263			
	TOTAUX .	5.774	1.027	3.295	4.322

1. Arch. nat., F[7] 3595.

1. Le nombre d'hommes appelés dépassait toujours considérablement le contingent fixé. C'est ainsi que les *levées extraordinaires, etc., sur les classes* 1806 *à* 1809 *ne devant compter que* 646 *hommes, il en fut fourni* 1.149.

Défalcation faite des insoumis et déserteurs passés en Espagne ou réfugiés dans les retraites inaccessibles des Pyrénées, et aux trousses desquels étaient lancées les colonnes mobiles, les appels réguliers opérés, il ne subsistait dans leurs foyers, sur les classes 1806 à 1809, que 3.938 hommes. Les levées extraordinaires et autres en prélevèrent 1.149, de sorte que les 2.789 restants — ou plutôt les 2.384, car il y eut 405 défections — représentent *strictement* ce qu'on appelait le *dépôt de droit* (fils de veuve, aînés d'orphelins, réformés) et le *dépôt du sort* (un nombre infinitésimal de bénéficiaires d'un bon numéro). Voilà pour la Haute-Garonne ; il dut en être à peu près de même dans les autres départements.

Ces agissements se perpétuèrent jusqu'à la fin de l'Empire. En revenant de la funèbre expédition de Russie, Napoléon demande au successeur de Lacuée, le général d'Hastrel : 1° ce qui reste disponible sur les classes 1806, 1807 et 1808; 2° si les classes 1809 à 1812 sont épuisées. D'Hastrel répond : « *Les levées extraordinaires qui ont été faites sur toutes les classes à partir de* 1806 *jusqu'à* 1812 *ne permettent plus d'établir un calcul positif sur les ressources qu'elles offrent encore. Toutes ces classes peuvent être considérées comme épuisées : il n'y reste que le dépôt de droit et les réformés. S'il reste quelques conscrits du dépôt du sort, ils sont en très petit nombre et se trouvent dans peu de départements. Les réformés qui, après un nouvel examen, seront jugés propres au service sont la ressource la plus réelle*[1]. » Après avoir ordonné, le 11 janvier 1813, un rappel de 100.000 hommes des classes 1812 à 1809, Napoléon se trouve dans la nécessité de saigner à blanc les classes antérieures, et qu'en retire-t-il ? Toutes ont été appelées cinq ou six fois; il les fouille deux ou trois fois encore, et remonte l'an XI! *Au cours de*

1. *D'Hastrel à Napoléon*. 26 mars 1813, Arch. Nat. AF^{IV} 6043.

l'année 1813, *les classes* 1813 *et* 1814 *sont à leur tour appelées à quatre reprises différentes!* Reste celle de 1815; elle a dix-huit ans, et non instruite au moment où l'extrême gravité de la situation rendrait nécessaire son entrée en ligne, elle ne sera partout qu'une source d'embarras pour les généraux et voire de dangers pour la chose publique. L'épuisement de la France est complet, absolu ; à bout de forces, elle entraîne l'Empire dans sa chute.

La défection de la Garde nationale mit le comble à notre infortune; le merveilleux instrument qui avait sauvé le pays dans les terribles épreuves de la Révolution concourut à sa perte aux derniers jours de l'Empire. Il faudrait montrer — quelle étude plus élevée! — comment l'institution tomba en décadence, comment s'éteignit le patriotisme, comment les appels désespérés qui lui furent adressés en 1813 et 1814 demeurèrent vains. Car c'est là son histoire, si lugubre qu'il faut certainement beaucoup de courage pour la dévoiler.

Honorée par la Convention qui lui dut des millions de défenseurs enthousiastes et résolus aux derniers sacrifices, sous les gouvernements suivants, la Garde nationale devint l'objet d'une sorte de dédain, à mesure que l'armée régulière se perfectionnait, se grossissait et devenait omnipotente; elle se morfondit au travers de combinaisons et de mutilations sans nombre. Le rôle des *cohortes* et *légions*, expressions qui remontent aux actes de nos premières assemblées et que Napoléon conserva, se borna au maintien de l'ordre à l'intérieur et à la défense des frontières et des côtes. Telles furent, sous l'Empire, la prépondérance de l'armée et l'improbabilité d'un danger national qu'il en restreignit l'emploi. La Garde nationale fut loin de s'en plaindre, et dès lors la partie de la population que l'âge ou tout autre cause exemptaient des charges militaires s'endormit dans la plus profonde quiétude. Elle s'en croyait

définitivement affranchie, lorsqu'à la suite de la fatale campagne de Russie, l'armée se trouvant pour ainsi dire anéantie, le moment arriva où elle fut appelée à marcher. A la résignation, au dévouement dont elle fit preuve en 1813, ne tarda point à succéder une sourde hostilité qui faillit se traduire par les défections les plus douloureuses pour l'honneur national. Il y a si loin des *cohortes* de 1812 et des héroïques « régiments d'enfants » de Lutzen aux *légions et cohortes sédentaires* de 1813 et 1814! Elle obéit d'abord sans récriminer; mais, la loi une fois violée et l'institution détournée de son but, on vit son patriotisme se décourager et s'abaisser devant les atteintes portées à des devoirs parfaitement définis; elle n'entendait point être incorporée dans l'armée, former des régiments. Les *citoyens* disparaissant, il n'y avait plus que des *soldats*. Représentant la masse de la nation, elle en représentait aussi l'opinion, et lorsque des décrets pressants, des appels désespérés s'adressèrent à son patriotisme, l'opinion résista et réclama la paix, dût la France subir le cortège ordinaire des humiliations. Aux abois, Napoléon avait eu recours à la Garde nationale pour combler les vides de ses armées et remplir le réservoir épuisé de la conscription; mais usant de supercherie, enrégimentant les cohortes et les envoyant en Allemagne, en un mot violant sa parole, il avait faussé l'institution et lui avait porté un coup mortel.

Dans l'effondrement général, l'armée poussa l'abnégation et le dévouement au sublime, et ses détracteurs eux-mêmes lui rendirent justice. Prêt, comme tant d'autres, à trahir ses serments et à se rallier à la cause des Bourbons, Villeneuve, préfet du Lot-et-Garonne, a dit en mars 1814, dans un mémoire qui s'est trouvé parmi les papiers de Wellington : « *L'armée se bat non par sentiment pour Napoléon, mais parce qu'elle croit se battre pour la*

France : elle veut être une armée française[1]. » Quel aveu ! Si la politique marchait de front avec la connaissance de notre histoire, on sentirait le ridicule des théories sur les armées de parti. *Jusqu'à l'armée d'un Napoléon était nationale !*

A peine avons-nous jalonné l'histoire de la conscription sous l'Empire. On aura pu croire à une digression, mais de la guerre d'Espagne, de Baylen à la chute de Napoléon, il n'y a que six ans ! et nous espérons reprendre un jour cette étude, en lui donnant les développements qu'elle comporte. Le tableau de la page 309 montrera mieux que tous les discours les désastreuses conséquences du « malheureux événement du général Dupont », l'engrenage où la guerre d'Espagne engagea l'empereur, les charges conscriptionnelles croissantes, insupportables qui en résultèrent, l'épuisement final certain et irrémédiable.

En 1808, la population de la France était d'environ 29 millions d'habitants. Les statistiques établissent qu'à cette époque, pour 15 filles, il naissait généralement 16 garçons, et que le chiffre annuel moyen des naissances était de 970.000, soit 450.000 mâles. La mortalité jusqu'à l'âge de 20 ans en emportait 150.000, et de la sorte le nombre des inscrits de chaque classe pouvait s'élever à 300.000. Enfin, comme de ce chiffre de 300.000 il faut déduire un homme sur deux pour défaut de taille, infirmités et exemptions, *le contingent disponible* ne dépassait point 150.000 hommes. Or il apparaît clairement que si, jusqu'en 1805, on tabla sur un contingent de 120.000 hommes, l'estimation du rendement de la conscription fut porté à 150.000 pour les classes 1813 et 1814 et même à 160.000, pour celle de 1815, ce qui était fort exagéré. Bref, toute levée de 150.000 hommes épuisait la classe

1. *Suppl. Wellington's despatches.*

TABLEAU DE LA CONSCRIPTION SOUS L'EMPIRE

LOIS, SÉNATUS-CONSULTES et DÉCRETS	ANNÉES	CONTINGENTS	CLASSES APPELÉES OU RAPPELÉES
Loi 3 germinal	An XIII	60.000	Appel de la classe de l'An XIII.
Loi 27 nivôse	An XIV	60.000	id. An XIV.
S.-C. 2 vendémiaire	id.	80.000	Appel de la classe 1806.
— — —	1806	?	Appel des classes des Ans XIV à IX.
S.-C. 4 décembre	id.	80.000	Appel de la classe 1807.
D. du 18 avril	1807	80.000	id. 1808.
S.-C. 21 janvier	1808	80.000	id. 1809.
S.-C. 10 septembre	id.	160.000	Appel de la classe 1810 (80.000), et rappel des classes 1809 à 1806 (80.000).
S.-C. 18 avril	1809	10.000	Rappel des classes 1809 à 1806, pour la garde impériale.
S.-C. 5 octobre	id.	36.000	Rappel des classes 1810 à 1806.
S.-C. 13 décembre	1810	120.000	Appel de la classe 1811.
— — —	id.	40.000	Appel des classes 1813 à 1816 pour la conscription maritime.
S.-C. 20 décembre	1811	120.000	Appel de la classe 1812.
S.-C. 13 mars	1812	100.000	Levée de 88 cohortes du 1er ban de la garde nationale.
S.-C. 1er septembre et D. du 4.	id.	235.043	Savoir : 17.000 de la classe 1813 pour compléter les susdites cohortes ; 10.000 gardes d'honneur à cheval ; 80.000 sur le 1er ban de la garde nationale ; 117.492 de la classe 1813 ; 10.551 de la même classe par les cantons littoraux.
S.-C. 11 janvier	1813	250.000	Appel de la classe 1814 (150.000) et rappel des classes 1812 à 1809 (100.000).
S.-C. du 24 août	id.	30.000	Rappel des classes 1814 et antérieures dans 24 départements du Midi pour l'armée d'Espagne.
S.-C. 9 octobre	id.	325.000	Rappel de 165.000 hommes de la classe 1814 et antérieures dans 86 départements autres que les 24 du Midi ci-dessus. Appel de 160.000 de classe 1815.
S.-C. 15 novembre	id.	300.000	Rappel des classes 1814 à l'An XI.
D. du 23 janvier	1814	87.183	Rappel de la classe 1815, dans 69 départements non envahis.
	TOTAL	2.323.226	Non compris le rappel des classes des Ans XIV à IX fait en 1806, et dont le chiffre nous est inconnu.

appelée, et nulle reprise n'était possible qu'à la condition d'appeler le *dépôt de droit*, ou les rares conscrits *du dépôt du sort*. On ne pouvait songer à *la réserve*, elle n'était qu'un leurre ; outre que son affectation était prévue longtemps à l'avance, *elle passait tout entière à combler le vide énorme produit par l'insoumission et la désertion*, et encore n'y parvenait-elle point; pour faire disparaître ce vide, il fallait procéder sur les mêmes classes à une série *d'appels* qui, s'ajoutant aux charges de l'*appel ordinaire*, mettaient en marche toute la partie disponible de chaque classe.

Il semble que plus une loi est rigoureuse, plus il se rencontre, sans parler de la violation flagrante, d'artifices pour la transgresser et de gens disposés à en faciliter l'emploi. Ici, la masse de la population favorisa la désertion et l'insoumission avec la connivence des municipalités : là, l'indulgence ou même la vénalité de certains membres des Conseils de recrutement accrurent dans une mesure indéterminable le chiffre des exemptions. Pour toutes ces causes, parfois concomitantes, les classes se vidaient avec une effrayante rapidité, jusqu'à ne laisser dans leurs foyers que les soutiens de famille, les hommes mariés et les infirmes.

La correspondance des préfets avec le ministre de l'Intérieur ou avec le préfet de la police générale, les rapports ou doléances de la gendarmerie, dont les colonnes permanentes pourchassaient les réfractaires, témoignent partout et sans cesse de l'inefficacité des amnisties générales prononcées le 3 juillet 1799, 22 novembre 1803, 2 juin 1804 et 25 mars 1810 et de leur impuissance à faire rentrer ces hommes dans le devoir. La plaie s'étale au grand jour. Garnisaires assis au foyer des parents, conscrits assassinant officiers, gendarmes et maires, connivence ouverte ou tacite des habitants, mutisme des municipalités, vaines rigueurs de la procédure visant les insoumis, négligences

ou favoritisme des Conseils de recrutement, le tableau est partout le même. Rien ne put remédier à un état de choses d'autant plus affligeant que le contingent devant être rempli, les bons sujets partaient pour les mauvais jusqu'à concurrence du chiffre fixé par le contingent, et qu'ainsi le foyer était déserté à la fois par les serviteurs de la loi et par ceux qui s'en affranchissaient.

Dans sa circulaire du 11 avril 1811 aux maires de son département, le préfet Gary, de la Gironde, disait : « Une considération qui intéresse toutes les familles de conscrits, c'est que plus il y a de récalcitrants, moins ceux que le sort a favorisés peuvent espérer rentrer dans leurs familles, et plus s'accroît le nombre des individus marchants, puisque les *appels se multiplient en raison de ceux qui refusent d'y obéir. On peut dire que l'épuisement des classes dans un canton n'est dû qu'à l'esprit d'insoumission qui s'y manifeste*[1]. » Et, en effet, outre que les bons partaient pour les mauvais, ils n'étaient point renvoyés dans leurs foyers, si ceux pour lesquels ils étaient pris se rendaient volontairement ou tombaient entre les mains de la gendarmerie ; la classe suivante ne les portait même pas en déduction. Autrement dit, *toute classe grossissait à la fois l'armée et les régiments de réfractaires*. En 1808, la Haute-Garonne contribue pour 646 hommes à la levée extraordinaire des classes 1809 à 1806, et le nombre des inscrits est de 3.938 : or le Conseil de recrutement réforme 127 hommes, 213 insoumis ne se présentent point, 193 conscrits désertent en rejoignant les dépôts, et le n° 1.149 est appelé ! Dans ce département, *pour* 5.774 *hommes fournis par les classes* 1809 *à* 1806, *il y eut* 4.322 *déserteurs et réfractaires.*

Mais que dire *de la distinction des bons et des mauvais*

1. Arch. nat., F[7] 3595.

départements? Le *Bulletin des lois* ne donne jamais la répartition des levées extraordinaires et subséquentes, non que la chose fût impossible, mais parce qu'afin de les assurer les bons départements avaient le cruel avantage d'y contribuer sans mesure. Prenons un bon et un mauvais département, la Gironde et la Haute-Garonne, comptant 350 et 500.000 habitants. Le premier fournit 276 hommes aux levées extraordinaires, supplémentaires et complémentaires de 1809, alors que l'autre y participe pour 1604!

C'est ainsi qu'un Gouvernement despotique, disposant à la fois des pouvoirs législatif et exécutif, usa en toute liberté des forces vives du pays, épuisa les ressources de la conscription et finalement conduisit la France à sa perte. Maître des journaux et remplissant leurs colonnes des offres d'hommes, de chevaux et d'argent que le peuple lui aurait faites, et qui n'étaient que l'exécution pure et simple de ses ordres aux ministres ; citant tel département qui se distingue par son amour pour sa personne sacrée ; journellement instruit par les préfets de la situation de l'opinion publique, non pour l'éclairer mais pour la ployer suivant ses désirs, Napoléon la cravache à la main faisait marcher jusqu'au dernier Français. La duplicité ici et le charlatanisme allaient de front avec le génie, et ce qu'il y avait d'extraordinaire, c'est que chacun s'y laissait prendre et que ses volontés passaient sans rencontrer la moindre résistance.

D'arbitraire en arbitraire, et de violation de la loi en violation, sous l'empire de la nécessité, Napoléon en arriva à une monstruosité. Il ne viendra à l'idée de personne d'infirmer des faits dont la démonstration est malheureusement trop facile ; si peu connu que soit ce coin de notre histoire et si formellement opposé peut-être qu'il soit aux conceptions d'un chauvinisme par trop disposé à la dénaturer et à méconnaître ses enseigne-

ments, nous n'hésiterons point à reproduire ici un document qui nous servira de conclusion en témoignant que finalement toute réglementation fut foulée aux pieds.

Général d'Hastrel au préfet de...[1] (Cir. confidentielle).

Paris, le janvier 1814.

« Sa Majesté vient par un décret d'ordonner la levée de 1815 dans votre département.

« Dans un temps ordinaire, vous auriez à vous occuper de l'apurement des classes de 1813 et 1814 ; à faire former par les maires les listes des jeunes gens qui appartiennent par leur âge à la classe appelée ; à faire procéder par les sous-préfets au tirage au sort ; mais les circonstances sont tellement impérieuses, et le besoin d'accélérer le départ des conscrits est si pressant que, négligeant ces opérations préliminaires, vous devez faire procéder sur-le-champ à l'examen des conscrits et au départ de ceux qui seront jugés capables de servir.

« A la réception de cette lettre, vous ferez donc publier et afficher, dans toutes les communes de votre département, un avis portant que tous les jeunes gens nés depuis et compris le 1er janvier 1795, jusques et y compris le 31 décembre de la même année, seront tenus, sans aucune exception, de se présenter aux jour et heure que vous aurez fixés pour chaque canton, devant le Conseil de recrutement, au chef-lieu du département, à l'effet d'être examinés.

« Le premier jour d'examen est fixé au..... Le départ des conscrits examinés par le Conseil et désignés pour faire partie de l'armée aura lieu successivement et à mesure de l'examen. Ainsi, le premier examen devant être

1. Arch. Nat. AFIV., 1147.

fait le..., le premier départ s'effectuera le..., et le dernier le... ».

Bref, on régularisera plus tard, et s'il y a des excédents, on les portera en déduction des manquants de la levée précédente.

A quelles réflexions ne se livre point celui qui met en parallèle la progression ascendante et fatale du fardeau de la conscription et les grands événements politiques et militaires de l'Empire ! En 1813, Metternich a dit : *La coalition peut perdre plusieurs batailles, et il n'en faut qu'une pour perdre Napoléon*. Or, déjà en 1808, il n'est diplomate clairvoyant et au courant de la situation de la France, situation que l'empereur s'efforçait de cacher à l'Europe, qui ne dût prévoir sa chute. Avant de retentir à Moscou, à Leipzig, le glas de l'Empire avait sonné à Baylen : *l'homme de la Révolution* avait embourbé le char dans une ornière d'où son génie ne devait point parvenir à le dégager, *la guerre d'Espagne*.

CHAPITRE VI

PROCÉDURE CONTRE DUPONT

I. Enquête infructueuse de 1808-1809. — II. Procédure de 1812. — Sa rétroaction. — III. Réfutation du rapport de Saint-Jean d'Angély. — IV. La responsabilité de Baylen incombe avant tout à Napoléon.

I

ENQUÊTE DE 1808

Le rapport de Villoutreys et la lettre de Dupont à Savary du 21 juillet apprirent à Napoléon, le 3 août, la catastrophe de Baylen.

Napoléon à Clarke.

Bordeaux, 3 août.

« Je vous envoie des pièces pour vous seul ; lisez-les une carte à la main, et vous verrez si, depuis que le monde existe, il y a rien de si bête, de si inepte, de si lâche. Voilà donc justifiés les Mack, les Hohenlohe ! On voit parfaitement, par le propre récit du général Dupont, que tout ce qui est arrivé est le résultat de la plus inconcevable ineptie. Il avait paru bien faire à la tête d'une division ; il a fait horriblement en chef. Lorsque ce coup du sort est arrivé, tout prospérait en Espagne ; le roi, depuis

son arrivée à Madrid, gagnait tous les jours, le maréchal Bessières, après la mémorable victoire de Medina de Rio Seco, etc..., tout nous portait à espérer une autre issue.

« *Les Anglais ne laisseront sûrement pas passer ces imbéciles, et les Espagnols ne rendront pas les armes à ceux qui ne se sont pas battus*[1].

« Communiquez les présentes nouvelles au ministre Dejean, mais à lui seulement. *L'influence que cela va avoir sur les affaires générales m'empêche de me rendre moi-même en Espagne.*

« Je désire savoir quels tribunaux doivent juger ces généraux, et quelle peine les lois infligent à un pareil délit. »

Clarke à Napoléon.

Paris, 7 *août.*

« J'ai reçu ce matin la lettre de Votre Majesté en date du 3 août. Elle m'apporte de bien fâcheuses nouvelles. Mon dévouement à Votre Majesté m'en fait sentir toute l'amertume, et j'en aperçois les conséquences. La raison actuelle et les circonstances leur donneront de la gravité.

« La position du général Dupont est affreuse : *Tout me fait craindre qu'il ait été mal obéi. La manœuvre du général Vedel, qui quitte Baylen pour se porter sans motif connu vers le général Dufour et les marches que celui-ci paraît avoir faites sans l'avis de son général en chef, ont mis l'ennemi dans le cas de séparer le général Dupont du reste de ses troupes. Je ne sais si la similitude de grade n'a pas une influence funeste contraire à la discipline, ou si c'est à trop de bonté, au manque de sévérité de Dupont*

1. *Pas battus!* Voyez plutôt le relevé des pertes.

envers ses officiers presque ses égaux que cet événement désastreux doit être attribué. D'autres détails jetteront du jour sur tout ce qui le concerne.

« Votre Majesté me demande quels tribunaux doivent juger ces généraux et quelle peine les lois infligent à un pareil délit? Je viens de parcourir celles qui sont en vigueur et je vois qu'il n'a guère été prévu, à moins qu'il ne puisse être rangé dans le cas énoncé par le paragraphe 5, de l'article 101 du titre XIII du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII (18 mai 1804). *En ce cas, c'est à la Haute-Cour impériale à juger les coupables, et, dans le cas contraire, je ne vois pas quelle serait la loi qui leur serait applicable et en vertu de laquelle un conseil de guerre prononcerait.* L'envoi que je fais cy-joint de divers codes et lois convaincra Votre Majesté. »

Sur les entrefaites, le capitaine Villoutreys, qui n'était point prisonnier de guerre, s'étant rendu à Paris, le général Nansouty fut chargé d'entendre ses déclarations. Il résulta des interrogatoires des 20 et 29 août :

Que Dupont ne quitta point Andujar le 17, parce qu'il n'abandonnait point l'espoir d'y attaquer l'ennemi ;

Qu'à Baylen, les trois attaques furent faites sur le front de l'ennemi et non en colonne serrée pour se faire jour, parce qu'il craignait d'être débordé sur ses flancs et cerné ;

Que le 25 déjà, deux divisions espagnoles, fortes ensemble de 4.000 hommes, occupaient les défilés de la Sierra Morena ;

Qu'il n'y avait aucun poste français entre Baylen et Manzanarès ;

Que si le bataillon de Manzanarès se rendit, le 29, ce fut de son plein gré. Le bataillon de Madridejos s'échappa, etc. ;

Enfin, que Vedel, après son départ dans la nuit du 19 au 20, ne reprit sa position près de Baylen qu'après la

signature de la capitulation, c'est-à-dire le 24 au matin.

En expédiant à Clarke ces éclaircissements sur « l'horrible affaire », Napoléon ajoute : « Vous verrez que Vedel et Gobert étaient hors d'affaire, et que *ces lâches entrèrent dans la capitulation pour sauver leurs bagages. Bon Dieu! des Français coupables de tant de lâcheté*[1] ! » Or, non seulement le pauvre général Gobert était mort au champ d'honneur, mais ni sa division ni celle de Vedel n'étaient entrées à Cordoue... De quels bagages s'agit-il ici ? Et d'où vient cette confusion?

Napoléon à Clarke.

Saint-Cloud, 27 *août.*

« Je vous envoie des journaux anglais qui contiennent la relation de Castaños sur l'affaire de Dupont ; faites-les traduire pour les joindre aux pièces. Vous y verrez des lettres de Dupont à Savary. Vous y verrez ce que Villoutreys n'a pas dit, que Vedel avait attaqué et s'était emparé d'un bataillon lorsqu'on lui a envoyé l'ordre de cesser de combattre.

« Il faut faire venir Villoutreys et l'interroger. Posez vos interrogations de manière qu'il raconte en détail ce qu'il a fait jour par jour, où il a été, ce dont il a été chargé, ce qu'il a vu et entendu. *Il a dit ici qu'il y avait eu un moment où l'on avait consenti que Vedel s'en allât, et qu'on avait changé depuis.* Vous commencerez votre interrogatoire par lui demander ce qu'il était et en quelle qualité il servait auprès du général Dupont. Vous me rendrez compte de son interrogatoire et de ce que vous aurez tiré de cet individu. » En quelle qualité Villoutreys

1. *Napoléon à Clarke*, 25 août.

servait auprès de Dupont? Il était porté sur les situations comme capitaine-adjoint à l'état-major général et se donna, dans l'*Exposé de sa conduite* au ministre de la Guerre, le 13 octobre, comme ayant eu « *mission d'obser-* « *ver et de surprendre tous les détails relatifs aux événe-* « *ments d'Espagne et dont la connaissance devait servir* « *aux intérêts de l'empereur.* »

Comprenne qui pourra, mais on doit retenir qu'il paraît avoir eu, seul peut-être, l'oreille du général en chef et qu'*il en abusâ*. D'ailleurs, par ordre du 8 septembre, Napoléon le fit arrêter et prescrivit de mettre les scellés sur ses papiers. La même mesure attendait Dupont, Marescot, Vedel et Chabert[1].

Les rapatriés du corps de la Gironde débarquèrent à Toulon et Marseille en trois convois, ainsi qu'il suit :

BRIGANTIN *ISABELLE* arrivé à Marseille le 1er septembre	PARLEMENTAIRE *SARDE ST-GEORGES* arrivé à Toulon le 21 septembre[2]	BRIGANTIN *ISABELLE* arrivé à Marseille le 6 novembre	BATIMENT ESPAGNOL *MINERVE* arrivé à Marseille le 12 novembre
Gén. *Marescot*. Amiral Rosily. Le Roy, consul de Cadix. En tout 90 généraux et officiers et 60 domestiques.	Gén. *Dupont*. Barbou. Rouyer. Frésia. *Legendre*. Pannetier. Faultrier. Dabadie. Schramm. Laplane. Roize. Adj.-ct. *Martial-Thomas*. Tout l'état-major. *Plauzoles*. *Lerembourg*.	228 passagers du C. de la Gironde, savoir : marins de l'escadre de l'amiral Rosily, commissaires des guerres, officiers de santé, employés militaires et domestiques.	Gén. *Vedel*. Poinsot. Cavrois. Boussart. Liger-Belair. Lagrange. Cassagne. *Chabert*. Cap. *Baste*.

1. *Napoléon à Clarke*, 8 septembre ; *Clarke à Cervoni*, commandant la 8e division militaire, en date des 10 septembre, 1er, 7 et 8 octobre. (Arch. Guerre).

2. En arrivant au port de Toulon, le bâtiment reçut ordre de se rendre à Marseille ; il y fut mis en quarantaine au Lazaret jusqu'au 4 octobre.

Ainsi l'enquête ne pouvait aboutir qu'à la fin de novembre, mais l'empereur n'eut point la patience d'attendre l'arrivée des généraux; il fit réunir *une douzaine de pièces, rapports ou articles de journaux ayant plus ou moins trait à la capitulation*, et chargea une Commission de lui faire connaître les mesures qu'il convenait de prendre. La délibération du 9 septembre répondit aux griefs énumérés par Napoléon contre Dupont, *alors seul en cause.*

Délibération prise, le 9 septembre 1808, *par les membres de la Commission nommée par l'Empereur.*

« Le 9 septembre 1808, se sont rassemblés par ordre de Sa Majesté Impériale chez le ministre de l'administration de la Guerre, Son Excellence étant présente :

Le ministre de la Guerre;

Le ministre d'État;

Le général Gassendi, conseiller d'État.

« Le ministre de la Guerre ayant fait lecture des diverses pièces parvenues jusqu'à ce jour au sujet de la capitulation de Baylen, consistant en :

1° Copie du rapport du général Dupont au grand-duc de Berg de Cordoue, 8 juin, adressée le 9, par ce général, au prince de Neufchâtel;

2° Rapport du général Vedel au général Belliard, de Sainte-Hélène, sans date, mais qui est évidemment du 27 juin, avec une lettre du capitaine Baste au général Vedel, datée du 27 juin;

3° Dépêche du général Dupont, d'Andujar, le 4 juillet, au duc de Rovigo, général en chef;

4° Rapport du général Dupont au duc de Rovigo, de

Baylen, du 22 juillet, avec l'arrêté du conseil de guerre et la capitulation[1];

5° Rapport du chef de bataillon du 3e régiment suisse, commandant d'Affry, de Madrid, 26 juillet;

6° Extraits de divers *journaux anglais*, des 17 et 18 août;

7° Extrait de *la Gazette de Madrid*, du 18 août;

8° Extrait du deuxième Supplément de *la Gazette de Madrid*, du 23 août;

9° Premier interrogatoire de M. Ch. de Villoutreys, à Paris, le 28 août;

10° Deuxième interrogatoire de M. Ch. de Villoutreys, commencé le 29 août et clos le 30 dudit, auquel est joint:

11° Relation faite par le même des événements qui ont eu lieu au corps du général Dupont du 13 au 24 juillet.

« Les fonctionnaires publics susmentionnés déclarent :

1° Que le général en chef Dupont s'est laissé couper de ses communications et a laissé couper le corps où il se trouvait actuellement;

2° Qu'il aurait dû attaquer en colonne serrée, à Baylen, pour se faire jour à travers les ennemis et opérer sa jonction avec les divisions Vedel et Gobert;

3° Qu'il aurait dû attaquer de nouveau lorsque le général Vedel est revenu vers Baylen et a attaqué de son côté l'ennemi;

4° Qu'il paraît coupable d'avoir compris les généraux Vedel et Dufour dans la capitulation du 22 juillet;

5° Que si les trois bataillons qui étaient à Tembleque, à Manzanarès et à Madridejos ont été compris dans cette capitulation, le général Dupont en paraît encore plus coupable;

6° Que la capitulation est illusoire et insignifiante,

1. Pièces apportées à Madrid par Villoutreys.

puisqu'elle n'a pas été garantie par les agents anglais qui étaient en Andalousie ;

7° Que la capitulation est remplie de stipulations d'intérêts particuliers et même de détails déshonorants pour la nation.

« Les fonctionnaires publics, nommés au commencement du présent acte, pensent en conséquence que l'honneur national, l'intérêt de l'État et une sage prévoyance pour l'avenir, exigent que les auteurs de la capitulation d'Andujar soient poursuivis, et, d'après cela, que les généraux Dupont, Vedel, Chabert et Marescot, qui sont reconnus pour être les auteurs de cette capitulation, doivent être mis en cause pour les *fautes et délits* qu'ont fait commettre les circonstances dont cette capitulation a été accompagnée, et pour cette capitulation elle-même.

« Après avoir considéré qu'il y a quatre moyens de faire juger ces *délits :*

1° Par un jugement du propre mouvement de Sa Majesté ;

2° En traduisant les prévenus devant un conseil de guerre formé d'après la loi du 13 brumaire an V ;

3° En les traduisant devant une Commission composée des premiers fonctionnaires militaires, en nombre considérable pour être jugés ;

4° Enfin, devant la Haute-Cour nationale.

« Ils estiment que, dans les circonstances actuelles, le troisième moyen est le seul adoptable, mais qu'*un jugement ne doit intervenir qu'après que les généraux ci-dessus mentionnés auront été entendus.* »

Suivit l'avis détaillé de la Commission sur les sept questions posées par l'Empereur. « Dans cette circonstance, « *il n'y a pas lieu à renvoyer au jugement d'un tribunal,* « *soit à la Haute-Cour, soit à un tribunal, parce que les* « *faits dont les généraux sont prévenus ne sont pas spécia-*

« *lement prévus par les lois. Quand bien même ces faits*
« *seraient prévus, nous pensons que l'honneur national*
« *commande de ne pas donner une grande publicité à cette*
« *malheureuse affaire*. Dans cette position, il paraît convenable que Sa Majesté veuille bien en référer au conseil qu'elle désignera. »

Napoléon reçut la délibération à Erfurt, le 9 octobre. En marge il écrivit de sa main : « Approuvé pour être « exécuté *sur lès rapports ultérieurs* d'exécution que nous « fera notre ministre de la Guerre. » Autrement dit, l'affaire fut ajournée jusqu'à plus ample informé et, pendant ce temps d'arrêt, les généraux Dupont, Marescot, Vedel, Chabert, ainsi que l'adjudant-commandant Martial-Thomas, emprisonnés et interrogés dès leur arrivée dans les forts de Marseille, furent successivement dirigés sur Paris et détenus à l'Abbaye[1].

La procédure dura jusqu'à la fin de février 1809, car aux susdits inculpés vinrent s'ajouter Legendre et les payeurs Plauzoles et Lerembourg. L'accusation contre Martial-Thomas fut abandonnée ; déjà tous les généraux autres que Dupont, Marescot, etc., avaient été envoyés à l'armée d'Italie ou en congé. Le *fait nouveau* qui devait armer la loi ne s'était point produit, bien que Napoléon prît soin de grossir le dossier de toutes les pièces qui lui paraissaient mériter d'y prendre place ; finalement l'affaire, *tenue absolument secrète*, parut éteinte. Dupont sortit de l'Abbaye au mois de juillet 1809, se retira aux Ternes, chez le comte de Bergon, son beau-père, et y demeura sous la surveillance de la police ; il en advint de même pour Vedel et les autres généraux.

Nous voudrions, dès maintenant, montrer la fausseté ou l'exagération de la plupart des arguments sur

1. *Ordre de Clarke*, 30 décembre (Arch. Guerre).

lesquels statua la Commission; mais, comme il en fut ajouté d'autres en 1812 tendant à prouver, par leur longue énumération au moins, la portée et les conséquences du *crime* commis par Dupont et ses *complices*, — nous disons *crime*, alors que la Commission avait conclu à *fautes et délits* — on comprendra qu'avant tout il faut rapporter la procédure. Napoléon voulut-il prévenir le jugement de l'histoire et rejeter à l'avance la part de responsabilité qu'elle ne manquerait point de lui attribuer? Il se plut à montrer dans Dupont « *un général en* « *chef investi d'une grande latitude de pouvoirs* », et muni seulement de « *recommandations*[1] ». Or, on conçoit du reste à quoi se réduisait la « latitude de pouvoirs » d'un général placé sous la tutelle de l'empereur; elle était si étroite qu'il n'avait d'autre alternative que d'être victorieux ou déshonoré.

Certains crieront à l'anathème; nous ne saurions sacrifier notre conviction au désir de leur plaire. Napoléon ne vit d'abord dans Baylen qu'un événement par lui-même secondaire et d'une réparation facile, puis effrayé de ses conséquences et de ce que ses conséquences démontreraient quant aux causes qui l'amenèrent, il crut trouver dans la procédure exercée contre Dupont une sorte de restauration de la virginité de ses armes, bien plus, une revendication d'impeccabilité militaire. Après tout, Napoléon était homme, et pour la première fois, en même temps que la fortune l'abandonnait, le sentiment le plus puissant et le plus enraciné qui fût en lui, l'orgueil était mortellement blessé. De là, de farouches, d'épouvantables colères; les auteurs de la capitulation « porteront sur « l'échafaud la peine de ce grand crime national[2]. »

1. *Napoléon à Clarke*, 31 août 1808.
2. *Notes sur les affaires d'Espagne*, 30 août.

II

PROCÉDURE DE 1812, SA RÉTROACTION

Multiples, croyons-nous, furent les raisons qui, après l'infructueuse enquête de 1808, motivèrent la reprise de l'affaire en 1812. La situation était alors si critique que Napoléon songeait à faire lever le siège de Cadix, à évacuer Madrid et à rallier l'armée sur l'Ebre en attendant l'issue de la campagne de Russie. C'eût été pour la seconde fois, et peu s'en faut, abandonner l'Espagne. Or comment cacher à l'Europe que « la grande et véritable cause des « événements de la Péninsule était dans son imprudence « et sa témérité[1] » ? Il fallait dénoncer un *responsable* et trouver le *fait nouveau* qui permît de l'accabler. Après Cambacérès, le grand procureur Regnauld de Saint-Jean d'Angély s'écria : « L'exécution d'une des résolutions les « plus importantes à la consolidation du système conti- « nental, l'union d'intérêts des Espagnes et de l'Empire « français, à laquelle, quelques mois de temps, de légers « sacrifices et de faibles armements auraient suffi ? a déjà « coûté, par suite de la capitulation de Baylen, de fortes « dépenses et beaucoup de sang répandu[2]. »

Certains jugent que Napoléon eût agi sagement en oubliant, s'il ne pouvait pardonner; d'autres, qu'il fallait donner aux débats la plus large publicité. On semble perdre de vue qu'en absorbant sans résultats la moitié des forces françaises, la guerre d'Espagne en était arrivée à poser la question de l'Empire, et que loin de s'apaiser,

1. *Mémoire de Dupont* pour réfuter M. de Montgaillard (Arch. Guerre).
2. *Conclusions du Rapporteur général* (Arch. Guerre).

le ressentiment de l'empereur avait grandi à mesure que s'approchait le moment où ces forces seraient condamnées à repasser les Pyrénées. Et Dupont fut accusé d'avoir « *compromis la sûreté de l'État* » ; accusation qui renfermait l'aveu de dangers et d'une situation de la dernière gravité. Quel chemin n'avait point parcouru l'Empire depuis 1808 !

C'est ainsi qu'après plusieurs années, au moment où l'on pouvait croire qu'il entrait dans l'oubli, l'événement de Baylen ressuscite et se grossit de la compromission des intérêts les plus élevés. En tant que fait militaire, la capitulation passe au second plan, et le débat vise un crime abominable; non que Dupont ait eu l'intention de le commettre, ou même qu'il en ait eu conscience, mais devant l'infaillibilité de Napoléon il ne peut exister que des coupables, et nul n'osera, remontant aux causes du désastre, envisager « l'imprudence et la témérité » avec lesquelles les affaires d'Espagne ont été engagées. Où trouver des juges assez courageux pour exposer leur haute situation et attester que l'Empereur, et non point un modeste exécuteur de ses volontés, avait contribué à la ruine de l'État ?

« L'affaire tient à la politique et à l'honneur de la nation, dit Cambacérès. Si l'on engage les débats judiciaires, le cour investie se fera présenter la copie de la capitulation; elle en scrutera tous les articles; elle les livrera ainsi aux commentaires de l'Europe. Mon opinion est que Sa Majesté ne doit point permettre la convocation de la Haute-Cour, et qu'elle doit ordonner la formation d'un *Conseil d'enquête*, composé des grands personnages de l'État. Devant ce Conseil, le procureur général présentera l'accusation ; les accusés y seront entendus en personne, et *sans être assistés de défenseurs. Il ne s'agit point d'un jugement à rendre*, *mais d'un avis à soumettre à Sa*

Majesté qui la mette à même de prononcer en connaissance de cause sur des faits qu'on ne peut pas livrer à l'épreuve de débats judiciaires[1]. »

Arrêté de nouveau par décret du 12 février 1812, Dupont fut ramené à l'Abbaye. Napoléon constitua un Conseil d'enquête sous la présidence de l'archichancelier Cambacérès. En firent partie :

Maréchal *Berthier;*

Maréchal *Moncey;*

Maréchal *Bessières;*

Clarke, ministre de la Guerre;

Cessac, ministre de l'Administration de la Guerre;

Duc de Massa, ministre de la Justice;

Lacépède, grand-chancelier de la Légion d'honneur, président du Sénat;

Laplace, chancelier du Sénat;

Comte Defermon, ministre d'État;

Comte Boulay, président de la section de législation du Conseil d'État;

Comte Muraire, conseiller d'État, président de la Cour de Cassation.

Le Conseil se réunit à huis clos, le 17, aux Tuileries, et Regnauld de Saint-Jean d'Angély donna lecture de son *rapport*. Le lendemain, il produisit les interrogatoires de 1808-1809; le 20, il lut les pièces de la procédure et l'*Acte d'accusation*. Les accusés ne furent introduits que le 22, et, sur sa demande, Dupont reçut enfin copie de sa correspondance avec Vedel, dont saisie avait été faite à Marseille, trois ans auparavant. *Vainement ce général indiqua les témoins à sa décharge, requit leur audition, réclama une enquête auprès des autorités de Cordoue, offrit de confondre les témoins à charge dont on ne lui fit pas con-*

1. *Rapport de Cambacérès à Napoléon*, 26 janvier 1812 (Arch. Nat., AF^{IV} 5000).

naître un seul. Le Conseil passa outre et se borna à le confronter avec Vedel. Il ne tint point compte davantage des *mémoires justificatifs qu'on lui laissa à peine le temps de dresser.*

Le 24, Regnauld posa ses *Conclusions ;* les *Opinions des membres* furent recueillies et le Conseil dressa sa *Déclaration.* Les 25 et 26, on procéda à la rédaction du procès-verbal et aux signatures. Enfin, le 1er mars, parut le décret portant destitution de Dupont et des autres accusés.

Nous ferons ressortir les erreurs, les malentendus, le parti pris du *Rapport.* Tout, jusqu'au rapprochement de la délibération de la Commission de 1808, de ce document capital et de l'acte d'accusation, montre par quels tâtonnements le grand procureur parvint à échafauder la procédure; éliminant certains chefs ou se bornant à des allusions, et arrivant de la sorte à une disparate si étrange qu'on a peine à croire que les pièces aient été rédigées simultanément. Rien n'est plus frappant que ces *imputations aussitôt abandonnées qu'introduites*, comme si, en les produisant, il eût voulu donner à l'accusation la consistance dont on craignait qu'elle ne parût dépourvue, et qui, dans la réalité, lui faisait défaut.

Voici d'ailleurs, pour n'y plus revenir, l'acte d'accusation lu le 20 devant le Conseil par Regnauld de Saint-Jean d'Angély. La plupart des faits incriminés seront examinés dans la réfutation du rapport.

Acte d'accusation.

Fait à Paris, au parquet de la Haute-Cour, le 17 février 1812.

« Des interrogatoires des prévenus[1], des déclarations des témoins, et des pièces de la procédure, il résulte que :

1. Il s'agit ici des interrogatoires de 1808 et 1809.

« Le général Dupont a laissé le pillage de Cordoue se prolonger au-delà des premiers moments laissés à la fureur du soldat;

« Il n'a donné des ordres pour la sûreté des caisses publiques que trois jours après son entrée à Cordoue;

« Il n'a pas fait faire les versements de tous les fonds à la caisse du payeur général;

« Il a évacué Cordoue sans emmener tous ses malades, quoiqu'il eût 800 voitures d'équipages;

« Il a donné le 18, à la levée du camp d'Andujar, trop de soins à la conservation de ses équipages, ce qui l'a empêché de déployer toutes ses forces contre l'ennemi, à son arrivée à Baylen, le 19 au matin;

« En demandant une trêve, le 19, il a négligé de stipuler par écrit aucune condition;

« Il a compris dans cette trêve les divisions Vedel et Dufour, pour qui elle n'avait pas été et ne pouvait être stipulée;

« Il a fait rendre à l'ennemi des prisonniers, des canons, des drapeaux pris par la division Vedel selon les lois de la guerre;

« Il a rejeté, le 20, les propositions du général Vedel de s'entendre avec lui et de reprendre le combat, *et celles du général Privé de sacrifier les bagages, de prendre les troupes qui les gardaient et de faire une attaque contre Reding, en même temps que le général Vedel l'attaquerait aussi;*

« Il a donné successivement au général Vedel, le 20, des ordres contradictoires : tantôt de se retirer sur la Sierra Morena, tantôt de rester, tantôt de se regarder comme libre, tantôt de se regarder comme compris dans la trêve;

« Il a tenu, le 20, *un prétendu Conseil* de guerre, il y a laissé délibérer de capituler, sans appeler le général Vedel ni aucun officier de sa division;

« Il a envoyé des plénipotentiaires pour négocier la capitulation, sans instructions écrites et précises;

« Il a ensuite autorisé, la nuit du 21 au 22, ces plénipotentiaires à signer des conditions honteuses et déshonorantes pour le soldat français ;

« Il a stipulé la conservation des bagages et effets avec un soin qui semble annoncer que c'était *un des motifs déterminants de la capitulation;*

« Il a compris dans cette capitulation, sans en avoir le droit, deux divisions entières, libres, non engagées, ayant les moyens de se retirer sur Madrid ;

« Il paraît l'avoir fait afin d'obtenir les meilleures conditions à sa propre division ;

« Il a trompé le général Vedel en lui écrivant et lui faisant écrire, le 21 au matin, qu'il était compris dans une capitulation qui n'existait pas alors, qui ne lui a été communiquée que dans la nuit du 21 au 22, et n'a été signée que le 22 à midi ;

« Il a ainsi non seulement sacrifié la division Barbou, qui était sous ses ordres, et la division Vedel, à qui il avait perdu le droit d'en donner, mais encore les troupes qui assuraient la communication avec Madrid, depuis Sainte-Hélène jusqu'à Manzanarès ;

« Il est cause de la perte de la province d'Andalousie et a, en ouvrant à l'ennemi l'entrée de la Manche et le chemin de Madrid, exposé tous les Français qui étaient dans cette partie de l'Espagne, à être attaqués à l'improviste et accablés par le nombre.

« En conséquence, le général *Pierre Dupont*, âgé de quarante-sept ans, général de division, comte de l'Empire, grand-aigle de la Légion d'honneur, est accusé d'avoir compromis la sûreté extérieure de l'État, en signant une capitulation par laquelle il a livré à l'ennemi non seulement sa propre division, ses canons, armes et munitions,

mais encore les postes occupés par la division Vedel, ses canons, armes et munitions, et ouvert ainsi la province de la Manche et la route de Madrid à l'armée du général Castaños, *crime prévu par l'article 77 du Code pénal.*

« Le général *Armand-Samuel Marescot*, grand-aigle de la Légion d'honneur, est accusé de complicité : pour avoir été un des instigateurs et signataires, quoique en qualité de témoin, de ladite capitulation, et avoir proposé et rédigé lui-même un des articles de ladite capitulation.

« Le général de brigade *Théodore Chabert*, commandant de la Légion d'honneur, est accusé de complicité, pour avoir délibéré, arrêté et signé les articles de la capitulation.

« Le général de division *Dominique-Honoré Vedel*, commandant de la Légion d'honneur, comte de l'Empire, est accusé de complicité :

« Pour avoir reconnu l'autorité d'un général qui n'avait plus d'ordres à lui donner par cela seul qu'il était cerné par l'ennemi, avait consenti une trêve, avant l'arrivée de lui, Vedel, sur le champ de bataille, et n'était plus libre ;

« Pour avoir reconnu la trêve, comme commune à ses divisions, cessé de combattre, rendu les prisonniers qu'il avait faits, les canons et drapeaux qu'il avait pris ;

« Pour n'avoir pas continué, le 21, sa route de Sainte-Hélène sur Madrid, malgré les lettres des généraux Dupont et Legendre contenant des ordres qu'il ne devait pas reconnaître.

Le général de brigade *François-Marie Legendre*, baron de l'Empire, chef d'Etat-major, est accusé de complicité avec le général Dupont :

« Pour avoir été l'organe des ordres donnés par ledit général ;

« Pour avoir écrit, le 21, au général Vedel qu'il devait

rester parce qu'il était compris dans une capitulation faite, tandis qu'il n'y a eu de capitulation signée que le 22.

« Le capitaine de cavalerie *Charles Villoutreys*, chevalier de la Légion d'honneur, est accusé de complicité avec le général Dupont :

« Pour avoir arrêté la trêve avec Reding et Castaños sans conditions écrites et sans garanties ;

« Pour avoir pris part à la discussion et conclusion de la capitulation ;

« Pour avoir, dans la route de Baylen à Madrid, donné des avis, des ordres aux commandants, écrit au général Castaños de façon à empêcher de se retirer sur Madrid et à livrer à l'ennemi toutes les troupes qui étaient dans la Sierra Morena, au Puerto del Rey, à Madridejos, et pour avoir fait ce qui était en lui pour soumettre également à la capitulation un bataillon qui s'est sauvé malgré lui vers Madrid.

« Le général *Legendre* est, en outre, accusé de complicité avec *Joseph Plauzoles*, ci-devant payeur général de l'armée du général Dupont, et avec *Auguste Lerembourg*, payeur de la division Dupont, pour avoir concerté les moyens de soustraire des sommes au-dessus de 3.000 francs au Trésor public, crime prévu par l'article 169 du Code pénal. »

Les conclusions du rapporteur, posées le 24, ne sont pas moins essentielles à connaître[1] :

1. Cette pièce a peu de valeur : la cause n'était point bonne. Après s'être efforcé, à grand renfort de phrases ronflantes, d'établir la culpabilité de Dupont en ce qui concerne le crime d'attentat contre la sûreté extérieure de l'état et la complicité des autres accusés, Regnauld informe le Conseil qu'il n'a point un *jugement* à rendre, mais *un avis*. « *La peine capitale* » eût dû être appelée par le Ministère public devant la Haute-Cour, si l'affaire y eût été portée», mais l'empereur est animé de « sentiments d'indulgence » qui se confondent avec « le besoin de la justice ; sa bonté a dérobé la tête des accusés à l'inflexible sévérité de la loi, en les renvoyant devant le Conseil d'enquête. »

« Dans ces circonstances, et par ces considérations, je conclus :

1° A ce que la négociation, la signature et l'exécution de la capitulation de Baylen soient déclarées constituer un attentat contre la sûreté de l'État et contre l'honneur du nom français ;

2° A ce que le général de division Pierre Dupont soit déclaré coupable de cet attentat ;

3° A ce que, les généraux Marescot, Vedel et Chabert, et le capitaine de cavalèrie Villoutreys soient déclarés complices de cet attentat ;

4° Qu'en conséquence, le général Dupont soit : 1° déchu de son grade de général de division ; 2° tenu de remettre aux mains de l'huissier qui sera commis pour les recevoir les décorations de la Légion d'honneur qui lui ont été accordées ; 3° déclaré incapable de servir Sa Majesté ; 4° averti qu'il lui est défendu sous peine d'être arrêté et détenu pendant un an, pour la première fois et le double en cas de récidive, d'approcher de vingt lieues de la résidence de Sa Majesté ;

5° Que les mêmes peines soient appliquées aux généraux Marescot, Vedel et Chabert, et au capitaine de cavalerie Villoutreys ;

6° En ce qui concerne le général Legendre, comme prévenu de complicité avec le général Dupont, qu'il soit provisoirement suspendu de ses fonctions de général de brigade, traduit à votre diligence et détenu en dépôt dans la prison de l'Abbaye pour être à son égard, après qu'il aura été entendu par le Conseil, statué ce qu'il appartiendra. »

Le même jour, les *Opinions* des membres du Conseil furent individuellement émises et consignées *par écrit, ainsi que l'empereur l'avait ordonné*. Le crime de trahison fut unanimement écarté, et le Conseil ne voulut retenir que des fautes de toute gravité de nature à montrer que

les accusés ne méritaient plus les grades ou honneurs qu'ils en avaient reçu. Nous demandons la permission de signaler en abrégé quelques-unes de ces opinions.

Duc de Feltre. — « Le général Dupont est inexcusable d'avoir conclu, sans stipulation écrite, une trêve ou armistice qui était d'ailleurs illusoire, puisque *pendant sa durée, le général Castaños n'a point arrêté la marche de ses troupes*, et que cette trêve n'a servi qu'à rendre sa position encore plus critique..... Il n'est pas coupable de trahison dans le sens de l'article 77 du Code pénal, mais il est coupable d'avoir fait négocier et d'avoir signé la honteuse capitulation de Baylen..... »

Comte Defermon. — « Ne trouvant ni preuve ni présomption que le général Dupont ait eu l'intention de trahir, et *aucune disposition légale réputant trahison le fait de sa capitulation*, je ne crois pas qu'il y ait lieu de lui appliquer *la peine de mort*; mais je suis d'avis, d'après les circonstances aggravantes qui se réunissent contre lui, qu'il doit être considéré comme ayant perdu tous droits à la confiance et aux grâces et bienfaits de Sa Majesté. »

Prince de Neufchatel. — « Je pense qu'il y a eu des fautes commises par le général Dupont; il y en a eu aussi de reprochables au général Vedel. *Je ne vois rien cependant qui prouve que celui-ci soit coupable d'avoir obéi à un ordre écrit et formel.*

« Mais notre objet dans ce Conseil n'est pas de donner notre avis sur les fautes relatives aux opérations du général Dupont. *Dans ma conscience, je n'en vois aucune qui soit criminelle. Eh! Messieurs, s'il est quelqu'un qui n'ait jamais commis de fautes à la guerre, celui-là n'a jamais commandé un corps d'armée.*

« Dans mon opinion, le général Dupont est coupable de n'avoir pas stipulé par écrit la convention de cette *suspension d'armes pendant laquelle l'ennemi a manœuvré et pris*

tous ses avantages. Il est coupable d'avoir capitulé, parce qu'un corps d'armée ne doit jamais capituler en campagne ; son devoir est de brûler tous ses équipages, de se serrer en masse et de se faire jour à la baïonnette, ou de mourir honorablement... »

Maréchal Moncey. — « ... Il m'est démontré que l'ennemi avait mis à même le général Dupont de juger, dès la matinée du 16, de la supériorité des forces espagnoles et de son dessein de s'emparer de la tête du défilé; que le général Dupont se trouvait alors renforcé à Andujar de la division Vedel, et qu'ayant à Baylen la division Gobert, commandée par le général Dufour, laquelle pouvait au premier ordre s'échapper dans la nuit du 16 au 17 et le serrer à Andujar, il ne pouvait, avec ses projets d'attaquer l'ennemi avec toutes ses forces réunies, avoir une plus heureuse occasion de les mettre à exécution dès le matin du 17; enfin, que le général Dupont ne se déterminant pas, pouvait opérer sa retraite ce même jour 17, en profitant des forces du général Vedel, qui, réunies aux siennes, l'assuraient[1].

« Le général Dupont, à Baylen, commandait Andujar et les défilés...

« Dans mon opinion, je ne vois que deux principaux coupables, les généraux Dupont et Vedel. Si le général Vedel, avec l'ordre impératif de garder les positions de Baylen et de Mengibar, a évacué ses positions principales et a mis l'ennemi dans le cas de s'en emparer, c'est une faute qui aurait dû le ramener sur lui ventre à terre, dans la journée du 19, et lui commander de le battre à outrance pour dégager la division Barbou et réparer autant que possible la faute et l'honneur compromis.

« Les mouvements postérieurs du général Vedel, ceux

1. Nous avons dû arranger cette longue phrase qui est presque indéchiffrable dans le texte.

du général Dufour, et la retraite seulement opérée le 18, avec des embarras qui forcèrent les troupes à combattre en détail, voilà la véritable cause de cette journée désastreuse et de la capitulation honteuse qui s'en est suivie.

« Voilà, selon moi, ce qui commande l'examen le plus sévère ; tout le reste n'est qu'accessoire et sous la responsabilité du général en chef. »

Comte Muraire. — « ... Je ne puis m'empêcher d'observer qu'il semble qu'un sentiment de faiblesse, qu'un vertige d'inconséquence s'était emparé de toutes les têtes... »

Suivit la déclaration collective du Conseil : « Le Conseil déclare que la capitulation de Baylen contient des conditions honteuses et avilissantes : qu'elle a porté atteinte aux intérêts politiques de l'Empire et qu'elle a compromis la sûreté extérieure de l'État; que *les prévenus auraient pu être traduits devant la Haute-Cour impériale*, *si ce grand tribunal eût été complètement organisé*, *et s'il n'y avait pas de graves inconvénients à livrer cette affaire à la publicité des débats judiciaires;* et qu'ils sont coupables d'avoir coopéré à l'acte déshonorant de la capitulation de Baylen. »

Enfin, le 1er mars Napoléon rendit un décret conforme aux conclusions du rapporteur, et un mois plus tard, sortant de l'Abbaye, Dupont fut conduit au fort de Joux, près de Pontarlier, pour y être enfermé jusqu'à nouvel ordre, après avoir entendu la lecture d'un acte qui ne devait point être rendu public. En vertu de son pouvoir discrétionnaire, l'empereur passant outre à l'avis du Conseil prononça non seulement la dégradation, mais *la détention;* or, à cette époque, la détention pour cause politique était l'oubli indéfini, absolu. Contreras, le célèbre défenseur de Tarragone en 1811, rapporte qu'à son arrivée au château de Bouillon, où il devait être interné, il y

trouva M. Rewbel, ancien chef d'escadron, aide de camp du général Sainte-Suzanne, qui avait été arrêté en 1803 et condamné à deux ans de détention : « Il y était encore en 1812 ! MM. Bouvet de Lozier et Armand Gaillard avaient été condamnés à mort ; mais cet arrêt avait été commué, par Napoléon lui-même, en quatre années d'emprisonnement; et cependant il y avait près de huit ans qu'ils étaient détenus au château, sans espoir d'en jamais sortir[1]. »

Après être resté enfermé pendant quatorze mois au fort de Joux, Dupont se retira à Dreux, et il s'y trouvait en surveillance lorsque Louis XVIII rentra à Paris. Napoléon avait abdiqué le 6 avril 1814, et *dès le* 1er, le gouvernement provisoire investissait Dupont des fonctions de *Commissaire du département de la Guerre*, alors que Clarke, retiré à Tours, n'avait point démissionné encore, non plus que Berthier ! Il y eut là le plus singulier imbroglio ; car, ignorant les événements de Paris, Soult et Suchet ainsi que les généraux commandant les divisions militaires du Midi ne savaient auquel entendre[2]. Mais le commissaire était bel et bien *Ministre de la Guerre*, *sans que son procès eût été revisé.*

La réhabilitation eût dû lui suffire... D'anciens collègues lui reprochèrent sans trop de raison son immodestie, car, comblés d'honneurs sous le régime déchu, ils les sollicitaient du nouveau, en toute humilité, et certes il est permis de se demander quels liens pouvaient le rattacher à l'homme qui, incapable d'oubli ou de pardon, l'avait poursuivi avec tant de haine et finalement déshonoré, qui, pour le frapper, avait devancé la loi sur les capitulations. En effet, le 1er mai 1812, *un mois après la*

1. *Mémoire du général D. J. Senen de Contreras*. Londres, 1814.
2. Voyez aux Archives de la Guerre la correspondance de Soult et des autres généraux du Midi, à la fin d'avril 1814. En haut comme en bas, quel désarroi !

condamnation, avait paru un décret au terme duquel toute capitulation en rase campagne était déclarée « criminelle et punissable de mort. » Dupont subit les sévérités atténuées d'une loi qui n'existait point encore, et la justice fut à la fois violée dans la condamnation et dans l'application de la peine.

Cela seul suffirait à démontrer l'illégalité de la procédure qui l'atteignit, alors que le principal auteur de Baylen se réfugiait à des hauteurs où nul ne se fût avisé de le suivre — l'*Empereur!* — habitué à toutes les complaisances et à ne rencontrer partout qu'une obéissance jalouse de satisfaire ses désirs, d'épouser ses colères et d'en poursuivre les victimes. Pour étrange que puisse paraître une telle disposition des esprits, elle était générale; non que cette obéissance eût pour mobiles le dévouement, des convictions sincères ou tout autre sentiment qui pût l'excuser : la *discipline* allait jusque-là. Mais pourquoi tant de détours? Le Conseil d'enquête fit acte de haute complaisance, ou s'inclina devant les indiscutables volontés du dispensateur des titres et de la fortune?

Dupont demeura sept mois encore dans cette position moins qu'équivoque, car c'est en novembre seulement que Louis XVIII rapporta son procès, ou plutôt le cassa pour illégalité.

Ordonnance du 7 novembre 1814.

« Vu la minute du décret du 1er mars 1812;

« Considérant que la condamnation des *auteurs et prétendus complices* de la capitulation de Baylen a pour base un acte d'accusation rédigé par le procureur général près une *prétendue cour impériale qui n'a jamais jugé et n'a même jamais été régulièrement organisée ;*

« Qu'elle a eu lieu sur *un acte d'accusation dressé d'après les dispositions du Code pénal qui ne contient même pas la plupart des peines y portées;*

« Qu'elle a été prononcée sur l'avis d'un Conseil d'enquête qui, ne pouvant qu'enquérir, ne pouvait juger et ne constituait qu'une véritable *Commission nommée pour condamner sans forme de procès;*

« Enfin qu'*elle a été prononcée par un simple décret, et non par un jugement des tribunaux*, et que par conséquent, elle porte en elle-même, et indépendamment de son plus ou moins d'injustice au fond, tous les caractères d'*un acte arbitraire et absolu.*

« Considérant d'ailleurs que, pour nous mettre à portée d'apprécier en elle-même *une condamnation si monstrueuse dans ses formes extérieures*, il importe que toutes les pièces et tous les actes qui la concernent soient remis entre les mains de notre chancelier, pour être statué ce qui appartiendra.

« Nous avons ordonné :

« Les trois expéditions de la procédure et toutes les pièces relatives à la condamnation prononcée par le décret du 1er mars 1812 seront remises sans délai à notre chancelier, qui nous fera un rapport sur la condamnation elle-même, pour être ensuite pris par nous une mesure ultérieure et définitive. »

Le moment est venu d'examiner la procédure et de montrer comment, jusqu'à quel point, la loi fut violée, tant par *vice de forme* que par *rétroaction*. Dès lors, on comprendra pourquoi les débats demeurèrent secrets; l'opinion publique eût couvert de sa réprobation le Conseil d'enquête et l'homme qui en avait abusé. *On invoqua la raison d'État, alors qu'il ne s'agissait que de céler le déni de justice, l'œuvre de passion outrancière et les illégalités dont la procédure était entachée. Procédure,*

disons-nous justement, car tous les éléments s'en trouvèrent réunis : instruction, acte d'accusation, rapport, interrogatoires, recueillement des voix, etc. Tels sont les *dessous de l'histoire*, si éloignés des données que fournissent les archives officielles ; si graves et si déconcertants qu'on ose à peine les soulever et y porter les yeux !

III

RAPPORT DU PROCUREUR GÉNÉRAL. — LES FAITS NOUVEAUX

Avant tout, rappelons les points que Napoléon soumit à l'examen de la Commission de 1808, et qui, dans son opinion *à cette époque*, constituaient les faits imputables au général Dupont :

1° « Avoir laissé couper ses communications ;

2° « Avoir laissé couper son corps ;

3° « N'avoir pas attaqué en colonne serrée, mais sur deux lignes ;

4° « N'avoir pas attaqué le 19 au soir, lorsque Vedel est arrivé ;

5° « Avoir compris les divisions Vedel et Dufour dans la capitulation ;

6° « Y avoir compris trois bataillons qui étaient en échelons à plus de 30 lieues en arrière ;

7° « *Avoir fait une cette capitulation qui ne signifie rien, puisqu'elle n'est pas garantie par les agents de l'Angleterre*[1].

8° « Avoir rempli cette capitulation de stipulations d'in-

1. N'étant liée à l'Espagne par aucun traité, et sa paix même avec cette puissance n'étant point faite, l'Angleterre n'avait aucune garantie à prêter à la capitulation. En vérité, quelle mauvaise foi !

térêts particuliers et même de détails déshonorants pour la nation. »

La procédure de 1812 passa sous silence les trois premiers chefs d'accusation, car comment poursuivre un général pour avoir mal manœuvré? Le quatrième chef apparut incidemment en quelque sorte, sous forme de circonstance aggravante, et l'acte d'accusation porta tout entier sur les suivants, c'est-à-dire sur la capitulation érigée en « attentat contre la sûreté extérieure de l'État et contre l'honneur du nom français. » Sans doute, le débat se fût circonscrit, simplifié, s'il n'avait plu au rapporteur de signaler les points abandonnés ainsi que d'autres connexes, sous le prétexte qu'ils lui semblaient pouvoir être rangés parmi les *causes éloignées de la capitulation.*

Le rapport de Saint-Jean d'Angély étant fort étendu, on se bornera à reproduire les passages essentiels et à placer en regard l'analyse des documents qui démontrent la fausseté de la plupart des allégations, l'insuffisance de l'instruction, en un mot, le parti pris.

Lorsqu'il s'agit de mettre une procédure en discussion, le public est en droit d'exiger la production des *faits nouveaux* qui motivent et légitiment la revision. Ici, nul embarras, car sans parler de l'impasse où les ordres de Napoléon engagèrent Dupont et des mesures qui, en réduisant et éparpillant ses forces, entravèrent sa liberté d'action, sans parler des vices de forme et de l'illégalité de la procédure, ce qui va suivre fera ressortir les erreurs dont fourmille la pièce capitale de l'affaire, celle qui était appelée à éclairer le conseil, le *rapport du procureur!* Elles sont si graves que l'accusation s'effondre sur elle-même.

RAPPORT DU PROCUREUR GÉNÉRAL A LA COMMISSION D'ENQUÊTE NOMMÉE PAR SA MAJESTÉ IMPÉRIALE POUR EXAMINER ET DONNER SON AVIS SUR CEUX QUI ONT PRIS PART A LA CAPITULATION DE BAYLEN [1].

(Paris, 17 février 1812.)

1. — Je vais remplir une tâche douloureuse et vous rendre compte de ce déplorable *événement militaire, qui a dépassé toutes les suppositions de la prévoyance et trompé tous les calculs de la sagesse.*

2. — ... A Cordoue, le général Dupont n'a point usé du triomphe d'Alcolea avec les ménagements nécessaires envers des *hommes séduits et trompés. Il traita en ennemis les sujets du frère de l'empereur*, qu'on devait se borner à soumettre, et

1. Le document étant fort étendu, nous ne pouvons le donner *in extenso*.

RÉFUTATION

1. — Cette déclaration ne peut manquer de surprendre ; dès les premiers mots, comme s'il en eût été besoin, la personne de l'Empereur et sa part de responsabilité sont écartées du débat. Les membres de la Commission doivent se tenir pour avertis.

2. — Les Espagnols n'étaient *ni séduits ni trompés ;* loin de consentir à être *les sujets du frère de l'empereur*, ils défendaient leur indépendance. « Tous nous haïssaient, tous semblaient enchaînés par un serment et conspirer contre nous [1]. » Après Alcolea, Cordoue voulut résister et fut *prise d'assaut*. Dupont donna les ordres nécessaires pour arrê-

1. *Mémoire du général Duhesme.*

le pillage ne fut pas aussitôt, ne fut jamais assez sévèrement réprimé.

3. —... En partant de Cordoue, il emmena des équipages très considérables pour une plus forte armée, immenses pour la sienne et qui ont été évalués à 800 *voitures*. Et pourtant l'évacuation des hôpitaux ne fut pas complète, 400 malades y sont restés, que n'a point revu l'armée, qui ne reverront pas leur pays.

ter et réprimer le pillage[1]. Jusqu'où peut aller sa responsabilité s'ils furent méconnus?

3. — Aucune preuve n'a été faite de l'existence de ce convoi. A combien, *réglementairement*, devaient s'élever les voitures à la suite de l'état-major du corps d'armée, des généraux, des régiments, de l'artillerie, du génie et du train? Le chiffre de ces dernières, variant suivant les pays et les ressources locales, n'était susceptible d'aucune fixation.

En outre, au 1er juin, la division Barbou, la brigade suisse de Rouyer et la division de cavalerie Frésia comptaient 1.451 malades dans les hôpitaux. Quel en fut le chiffre à la suite de l'affaire d'Alcolea? Et n'est-il point naturel d'admettre que les 400 hommes laissés au départ de Cordoue étaient les malades ou blessés *non transportables?* Pour les autres, comment préciser le nombre des charrettes du pays qu'exigea leur évacuation?

1. *Rapport du général Marescot*, 2 septembre 1808. — *Interrogatoires de Dupont et de Villoutreys. — Journal du général Privé. — Interrogatoire de Legendre. — Relation du lieutenant Thiébault.*

Dupont a été très net sur ce point.

A cette époque, d'ailleurs, les convois étaient démesurés dans les armées impériales. Le général Girod de l'Ain, rapporte qu'arrivant d'Espagne à la Grande Armée sur le Niémen, il fut frappé de « l'immense quantité de voi« tures et de bagages de toute « espèce qu'elle traînait après « elle; *chaque division en avait* « *à sa suite une file occupant un* « *espace de près de 2 lieues, soit* « 1.000 à 1.500 *voitures.* » *Et cela se passait sous les yeux de l'empereur, qui laissait même sa Garde les requérir partout sur son passage et y entasser havresacs et fusils*[1].

4. — Selon les états de l'état-major, son corps d'armée comptait, au 10 juillet, 22.875 hommes, dont 22.231 présents sous les armes.

4. — Erreur. Le rapporteur a compris dans le corps de Dupont la *division Frère* passée au corps du maréchal Moncey. Il néglige de dire que la division Gobert, échelonnée sur la route de Madrid, ne pouvait entrer en ligne de compte : un de ses régiments même, le 5e provisoire d'infanterie, se trouvait encore du côté

1. Les grognards allaient jusqu'à en charger, pendant toute la durée des marches, les épaules des paysans qu'ils rencontraient, et cela par force. Nul, parmi les intendants ou les généraux, n'eût songé *à* s'en plaindre : c'étaient là *les petites faveurs de l'empereur.*

de Valence. Y compris la division Gobert, Dupont ne comptait que 19.487 présents, et, dans la réalité, *il ne disposait que de* 16 *à* 17.000 *hommes.*

5. — Il envoya demander au général Reding une suspension d'armes; le général Reding l'accorda. Mais, quand il fut question des conditions, quand le général Dupont demanda pour ses troupes le passage par Baylen pour rentrer dans la Manche, le général espagnol renvoya au général Castaños pour régler les conditions de la capitulation. Autorisé par le général Dupont, le capitaine Villoutreys partit pour l'aller trouver. Et cependant l'armée française, ou plutôt la division qui venait de combattre, restait avec cet armistice consenti par le général Reding sans conditions comme sans garanties. Aucune stipulation pour la

5. — Accumulation d'erreurs, et *des plus graves.* Tout est à reprendre; *la correspondance des généraux espagnols est en parfaite concordance avec le rapport de Marescot et les déclarations du capitaine du génie Bois-Chevalier*, son aide de camp.

« Le général Dupont envoya « proposer à M. de Reding un « *armistice* qui fut consenti, et « une *capitulation* portant que « toutes les troupes (les divisions « Vedel et Gobert comprises), « évacueraient l'Andalousie : « capitulation qui fut aussi ac« ceptée par le général Reding, « qui, apparemment, apercevait « l'arrivée du général Vedel, « *sauf la ratification du général* « *Castaños*. En conséquence, le « général Dupont dépêcha au « général Castaños, qui était vers « Andujar, le capitaine Villou« treys, qui avait toute sa con« fiance[1]. » Dans le trajet, Villoutreys rencontra Lapeña en

1. *Rapport de Marescot*, 20 septembre.

conservation des positions respectives, aucune pour la durée de la suspension d'armes, aucune pour les formes à suivre avant de les reprendre.

Avec Castaños, l'armistice n'a pas été stipulé avec plus de prudence, et, vers cinq ou six heures du matin, le 20, le sieur Villoutreys a apporté le simple consentement verbal à la trêve accordée par Reding.

pleine marche sur Baylen et l'informa de la suspension d'armes, en l'invitant à s'y conformer.

Or, *Castaños rejeta la suspension d'armes et la capitulation apportées par Villoutreys*, et déclara « qu'il n'accordait aux « Français d'autre condition que « d'être *prisonniers de guerre*[1]. »

Il donna à Lapeña l'ordre de poursuivre ses opérations offensives, puis « *ayant d'avance notifié « au général Dupont qu'il ne « ratifiait point la convention « faite entre lui et le général « Reding, il envoya, dans la ma- « tinée du 20, un officier le « sommer de nouveau de se rendre « à discrétion*[2]. » *Déjà, la veille au soir, Lapeña avait écrit dans le même sens à Dupont.*

C'étaient les fourches caudines, les plus basses et les plus étroites. *La situation est tout autre que ne la présente le rapporteur.*

Nous voudrions en finir avec la légende de la suspension d'armes. Villoutreys n'a point craint de dire qu'il revint d'An-

1. *Interrogatoire de Bois-Chevalier* 28 septembre 1808.
2. *Castaños à la Junte*, 19 juillet.

dujar, le 20, à dix heures du matin « *avec l'armistice définitif*[1]. » Non seulement les dépêches de Castaños et de Lapeña lui infligent un formel démenti, mais Marescot, qui le vit à son arrivée, déclara qu'il « *revint annoncer à Dupont que Castaños ne voulait lui accorder aucune capitulation, qu'il exigeait qu'il se rendît à discrétion ; que quant à la division Vedel, comme elle n'était pas cernée, elle n'était pas comprise dans cette sommation et qu'il allait la combattre*[2]. » D'autre part, la conduite de Lapeña, du 19 au soir au 22 au matin, montre clairement qu'aucun armistice ne fut consenti. Dans cet intervalle, les troupes de Dupont ne cessèrent d'être menacées. La situation peut se traduire ainsi : il y a suspension d'armes pour les Français, mais non point pour les Espagnols, qui conservent ou prennent le droit de manœuvrer à leur guise autour de Dupont et même derrière Vedel. Et en effet, interrogé par le Conseil d'enquête si, pendant la discussion de la

1. *Défense de Villoutreys* en 1812 (Arch. Guerre).

2. *Interrogatoire de Marescot*. 28 septembre 1808 (Arch. Guerre).

capitulation, les divisions ennemies n'ont point changé de position et rendu plus mauvaise encore celle de Dupont, Marescot répondit : « *Sans doute, car j'en ai traversé plusieurs qui étaient en marche*[1]. » Comme le Conseil reprochait à Legendre de n'avoir pas stipulé que chacun resterait dans ses positions, ce qui eut empêché l'armée française d'être cernée, il déclara « *qu'on l'avait stipulé ; mais l'ennemi n'en tint aucun compte ; d'ailleurs les montagnes pouvaient cacher ses mouvements*[2]. »

On se trouve en présence d'un dilemme : ou bien l'armitisce fut repoussé, et dès lors, non seulement les Espagnols eurent toute liberté d'évoluer autour de l'armée française, mais Dupont et son état-major ont menti ; ou bien l'armistice fut consenti, et Castaños, à son éternelle honte, le viola.

Dans ces conditions, avec un ennemi qui n'acceptait que *la reddition à merci et sans aucun délai, s'agissait-il de stipuler quoi que ce fût pour les garan-*

1. *Interrogatoire de Marescot*, 28 septembre 1808 (Arch. Guerre).
2. *Interrogatoire de Legendre*. 16 février 1809 (Arch. Guerre).

6. — Le 20, le général Marescot qui, invité par le général Dupont, avait été trouver le général Lapeña dans l'espoir d'obtenir des conditions supportables, ne rapporta qu'une sommation de se rendre à discrétion. Un conseil de guerre fut convoqué par le général Dupont, et ceux qui le composaient ayant opiné pour une capitulation, elle fut résolue. A ce conseil de guerre, ne furent appelés ni le général Vedel ni aucun officier de sa division.

ties, la durée et les « formes » d'un armistice qui n'existait pas, qui même était catégoriquement repoussé?

6. — *Marescot fut expédié à Castaños et non à Lapeña.* Ce dernier qui, la veille et dès son arrivée sur le Rumblar, avait notifié à Dupont qu'il avait ordre de l'attaquer s'il ne se rendait à discrétion, arrêta Marescot au passage, l'empêcha de poursuivre sur Andujar et l'informa qu'il avait les pouvoirs nécessaires pour traiter. Comme Marescot n'avait point mission à cet effet, Lapeña l'invita à retourner auprès de Dupont en ne lui accordant qu'*une heure* pour rapporter la réponse[1]. De là *le conseil de guerre, auquel il fut impossible de convoquer Vedel ou aucun de ses officiers, puisque le camp de Dupont se trouvant entre le Rumblar et la Croix-Blanche, sa division en était à une distance de près de 2 lieues.*

Le conseil de guerre fut unanime à déclarer qu'en capitulant « *on cédait à la nécessité mili-* « *taire la plus évidente* », que

1. *Lapeña à Castaños*, 28 juillet. Marescot dit une heure et Lapeña une heure et demie.

« *le moral de la troupe était très « altéré* », que « *presque toute « l'artillerie était démontée* », enfin « qu'on ne pouvait engager « une nouvelle affaire avec « quelque espoir de succès. » La situation était bien telle. Barbou et Frésia venaient de perdre 2.400 hommes, et la brigade suisse avait passé à l'ennemi ; autrement dit les forces de Dupont ne s'élevaient plus qu'à *5.400 soldats* épuisés par la faim et la soif, dévorés par un soleil ardent, entassés au milieu des cadavres. Puis, Castaños ayant ordonné à Lapeña de s'établir « sur le flanc droit de Dupont, et « à Jones de le remplacer sur le « Rumblar, *en dégageant Reding « et Coupigny ce mouvement « leur permit de faire face à « Vedel*[1]. »

7. — Les officiers interrogés prétendent que la négociation pour la capitulation prit une tournure plus défavorable par l'interception d'une lettre du général Savary, qui annonçait de fâcheuses nouvelles et rappelait à Madrid le général Du-

7. — Nous nous inscrivons en faux contre les allégations du rapporteur. *La dernière lettre de Savary parvenue à Dupont porte la date du 13 juillet. Celles des 14, 16, 17* et *18 furent interceptées et remises à Castaños.*

Que n'interrogea-t-on Savary?

1. *Journal du colonel espagnol Bouligny* (Arch. Nat., AF^IV 1606).

pont. *J'observe que la première lettre du général Savary au général Dupont, à laquelle ceci puisse être rapporté, est celle du 9, et la deuxième celle du 17 juillet,* lesquelles sont conçues avec beaucoup de discrétion et de réserve, et n'ont pas dû relever autant les prétentions de l'ennemi.

8. — La capitulation fut arrêtée, conclue et signée par le général Chabert, comme porteur de pouvoirs, et par le général Marescot, comme témoin seulement. Les conditions furent apportées au

il eût attesté avoir envoyé, *le 19*, par M. de Fénelon, un billet portant ordre à Dupont de se retirer sur la Sierra Morena et Madrid, en raison des événements de Castille. *Castaños montra le billet à Marescot*, qui en prit connaissance, *et Villoutreys rapporta le fait*[1]. Au surplus, le capitaine anglais Whittingham, attaché à la personne de Castaños, et qui se trouvait au quartier général espagnol, écrivit le 21 à Dalrymple, gouverneur de Gibraltar : « *Pendant la négociation,* « *le général Castaños reçut des* « *dépêches interceptées du duc de* « *Rovigo à Dupont, portant ordre* « *de se retirer immédiatement sur* « *Madrid, parce que l'armée de* « *Galice s'avançait rapidement.* » Et il ajoute, fait de toute gravité : « *Ceci détermina le général Cas-* « *taños à comprendre le général* « *Vedel dans la capitulation.* »

8. — C'est *le 19, à l'issue même de la bataille, que le général Privé fut trouver Dupont, et sa démarche n'eut rien de commun avec celle de Vedel*, ainsi que le rapporteur le donne à entendre[2].

1. *Rapport de Marescot*, 2 septembre, et *deuxième interrogatoire de Villoutreys*, du 30 août 1808.

2. *Journal du général Privé.*

général Dupont par son plénipotentiaire, Chabert, le 21. Il les lut, discuta et consentit, et cependant les troupes du général Vedel étaient hors de l'atteinte de l'ennemi : elles pouvaient, elles devaient lui échapper. Elles étaient arrivées à Santa-Elena, le 21, à midi : elles touchaient au passage de la Sierra Morena.

Le général Vedel avait fait proposer au général Dupont de s'entendre pour rompre la trêve, reprendre les armes contre Reding, placé entre deux divisions françaises, et de se faire jour vers la Caroline. Le général Privé avait montré au général Dupont toutes les chances de succès : il l'avait engagé à retirer les troupes nombreuses commises à la garde des bagages qu'on pouvait, qu'on devait alors sacrifier, et qui, évalués

Au dire de Vedel[1], *dire confirmé par Privé*, dans la journée du 20, le capitaine Baste se rendit par son ordre auprès de Dupont pour lui proposer d'attaquer l'ennemi le lendemain, au point du jour, et à un signal convenu. « Tout ce qui entourait le général en chef témoigna hautement un avis contraire au mien, et l'on prétendit que cela gâterait tout ce qui était déjà fait[2]. » En passant, on observera que, *s'il y avait eu armistice, cette proposition eût été contraire à la bonne foi et aux lois de la guerre. Mais, comme il est démontré que Castaños avait rejeté la suspension d'armes primitivement accordée par Reding, une reprise subite de l'offensive et sans déclaration préalable était de plein droit.* Dupont a nié la démarche de Vedel et s'est borné à en demander la preuve. Mais par contre, il déclare « l'avoir fait prévenir « secrètement de se tenir en me- « sure d'opérer sa retraite en « dérobant son mouvement, si « le résultat de la négociation le « rendait nécessaire[3]. » Et Ve-

1. 2. *Observations sur la relation du général Dupont.*
3. *Observations de Vedel.*

à près de 2.000 hommes par les uns, à 1 bataillon par les autres, auraient offert le renfort d'une troupe fraîche aux bataillons fatigués de l'action du 19.

En refusant ce parti, le général Dupont avait fait dire au général Vedel d'opérer sa retraite sur la Sierra Morena. Déjà ce mouvement était commencé quand un aide de camp du général en chef apporta l'ordre de le suspendre. Toutefois le général Vedel prit sur lui de le continuer. Il arriva à Sainte-Hélène, le 21, à midi. Là il reçut par écrit, d'abord du général Legendre et une heure après, du général Dupont, l'ordre de rester où il était sans rétrograder, attendu que sa division était comprise dans le traité fait avec le général espagnol.

Vous remarquerez del déclare que « *plusieurs fois* « *dans la journée, l'ordre lui fut* « *donné, puis retiré de profiter de* « *la nuit pour s'échapper et aller* « *couvrir Madrid*[1]. »

Il arriva, le 21 au matin, à la Caroline et continua sur Sainte-Hélène après une courte halte.

Nous touchons ici au nœud de l'affaire. *Pourquoi les divisions Vedel et Dufour furent-elles comprises dans la capitulation ? Pouvaient-elles regagner Madrid ? Pourquoi Dupont leur ordonna-t-il de s'arrêter ? Enfin, en avait-il le droit ?*

On courrait le risque de s'égarer, si l'on oubliait les conditions exorbitantes de Castaños, la menace incessante d'une rupture de la négociation et du massacre des divisions Barbou et Frésia, c'est-à-dire d'un acte de brigandage, et comme corollaire, la situation horrible, désespérée du général Dupont hésitant entre le sacrifice de ses troupes et l'espoir d'améliorer leur sort en appelant à le partager celles de Vedel, auquel l'ennemi ne pouvait refuser certains avantages.

1. *Second compte rendu des opérations de Dupont.* Journée du 20 juillet.

que ces lettres sont du 21 juillet, qu'elles sont arrivées à Sainte-Hélène au milieu du jour, qu'elles ont été conséquemment écrites le 21, de bonne heure, qu'elles annoncent la conclusion du traité, qu'elles disent que la capitulation a eu lieu.

Et pourtant cette capitulation n'a été signée que le 22, et le 22, la division Vedel, abandonnée à elle-même, était sauvée. Ils le sentaient, les officiers généraux et supérieurs, dont la généreuse insubordination se refusait à subir le joug honteux qui lui était imposé. Un sentiment d'honneur combattait le devoir et l'obéissance. Ce fut à ce dernier que céda le général Vedel, et sa division, sacrifiée attendit dans la consternation la destinée inconnue que la capitulation lui préparait, ou

Marescot, en effet, n'a cessé de répéter — et le conseil a négligé de l'inviter à s'expliquer — que « *Dupont voulait lier le sort de M. le général Vedel au sien* », que « *le* 20, *au moment d'aller « parlementer, il lui dit formellement, en présence de plusieurs généraux que son intention était que ce général fût compris dans la capitulation*[1]. » La conduite de Dupont ne peut avoir d'autre explication que celle qui vient d'être donnée et à laquelle peut s'ajouter la conviction que Vedel se trouvait, lui aussi, coupé de Madrid et dans l'impuissance de s'échapper. *Le rapprochement des déclarations de Chabert, Marescot et autres, conduit*, après un examen attentif, *à rejeter comme une fable intéressée les allégations de Dupont et de Villoutreys, que Castaños était sur le point d'accorder le libre retour sur Madrid, lorsqu'il apprit que Vedel s'était dérobé et par la lettre du* 19 *de Savary, que l'armée avait ordre de s'y replier.*

A la demande que les troupes de Vedel ne fussent point com-

1. *Interrog. de Marescot*, 28 septembre 1808, et *Rapport au ministre*, du 2 septembre.

plutôt que lui réservait la perfidie.

Du 19 au 21, Dupont a flotté dans la faiblesse et l'incertitude, ordonnant sans résolution aux divisions Vedel et Dufour, tantôt la retraite et le salut, tantôt la reddition et la honte.

prises dans la capitulation, Castaños aurait objecté qu'« *elles rencontreraient, dans leur retraite*, « *celles de la Manche et de Valence*, « *qui obstrueraient leur marche*[1]. » La lettre de Savary ne fait point de doute, et il est fort admissible que la question des divisions Vedel et Dufour fut débattue ; mais *il est indiscutable que Castaños opposa constamment une fin de non-recevoir et s'en tint à la capitulation immédiate*, aux termes que rappela Lapeña à Marescot, dans leur entrevue du 20 au matin.

Au surplus, écoutez Chabert, le plénipotentiaire de Dupont, et vous verrez ce qu'il reste de la fable d'un accommodement avec Castaños rompu par la lettre de Savary : « Le général Dupont me donna pouvoir par écrit de traiter avec l'ennemi, et au général Marescot et à moi des *instructions verbales portant de faire tous nos efforts pour obtenir de nous retirer sur Madrid. L'ennemi ayant refusé positivement, nous ne pûmes obtenir que la capitulation qui a été signée ;* mais auparavant, et le 21, je me rendis

1. *Interrog. de Villoutreys*, 24 février 1809.

auprès du général en chef auquel j'en communiquai les conditions, à qui j'en laissai une copie ; après l'avoir examinée, il m'autorisa à signer, me donna les articles supplémentaires, avec ordre de retourner à Andujar et de conclure... *Les généraux ennemis cherchaient à entraver la capitulation.*

« *L'ennemi ne voulait entrer dans aucune espèce d'arrangement si la division Vedel n'était pas comprise sur le traité.* Si nous eussions refusé absolument de l'y comprendre : 1° Il serait arrivé que les ennemis, c'est-à-dire le général Lapeña, seraient tombés sur la division Barbou; 2° Le général Vedel aurait trouvé, soit dans la Sierra Morena, soit dans la Manche, des obstacles qui auraient empêché son passage sur Madrid, et il aurait été poursuivi par le corps de Reding.

« *Je suis certain que le général Vedel n'aurait pas pu effectuer sa retraite; il l'a dit au général Cervoni, ce qui m'a été rapporté par le général de Saint-Jean, commandant d'armes à Marseille. Les troupes ennemies gardaient les passages de la Sierra Morena;*

la Manche était insurgée; étant poursuivi par les divisions Reding et Coupigny, le général Vedel n'aurait pu effectuer sa retraite[1].»

Et c'est tout, pas un mot du roman concernant les « *dispositions bienveillantes de Castaños.* »

Les généraux espagnols, cela va sans dire, crièrent à la trahison, en apprenant la *fuite* de Vedel.

En avaient-ils le droit? *Oui*, puisqu'à tort, et de gré ou de force, les divisions qu'il commandait étaient comprises dans la préparation de l'instrument de la capitulation; *non*, parce que cette capitulation n'était point signée; *non*, parce que Vedel était fondé à imiter Lapeña, déclarant ses opérations distinctes de celles de Reding; *non* enfin, parce que Dupont, cerné et privé de sa liberté, n'avait plus aucun ordre à donner à Vedel et ne pouvait disposer de ses troupes.

Il paraît bien que de ce fait les négociations furent un instant rompues. L'ennemi reprit ses odieux procédés d'intimidation, et naturellement Lapeña s'en chargea.

1. *Interrog. de Chabert*, 20 février 1809.

Ce général écrit le 21, à Castaños :

« Sur ce que vient de me rap-
« porter Coupigny, j'ai envoyé
« dire à Dupont qu'il sera res-
« ponsable s'il ne fait le néces-
« saire pour que la division Vedel
« revienne à son point de départ,
« et je porterai ce soir la mienne
« plus en avant, afin d'être davan-
« tage sur l'ennemi (*para estar*
« *mas encima del enemigo*), au
« cas où le susdit Dupont com-
« mettrait cette nuit quelque tra-
« hison. Je vous prie de me dire
« si vous l'approuvez ; en atten-
« dant je resterai où je suis.

« ... D'après l'ordre que m'a
« communiqué Orvegözo, je sus-
« pendrai le mouvement que
« j'étais sur le point de faire
« lorsque le général Chabert est
« arrivé. Dupont est complète-
« ment cerné. »

Et le 22 : « Le général Chabert m'ayant présenté ce matin,
« au lever du soleil, la lettre de
« Vedel où celui-ci acquiesce à
« toutes les clauses de la capi-
« tulation de Dupont, *j'ai sus-*
« *pendu l'attaque que j'allais*
« *faire en excellente position,*
« *car déjà mes avant-postes, qui*
« *étaient à une portée de pisto-*

« *let de l'ennemi, après l'avoir* « *délogé sans qu'il ait répondu* « *à mes coups de fusil, étaient* « *sur les Français, qui m'ont* « *demandé la permission d'in-* « *humer un de leurs généraux.*[1] »

C'est donc le poignard sur la gorge que Dupont rappela Vedel. Et comme si le poignard ne suffisait point, Lapeña usa de la famine : « *Je viens de laisser pas-* « *ser les vivres. Je l'avais em-* « *pêché, parce que l'expérience* « *oblige à se défier de gens qui* « *manquent si souvent à leur pa-* « *role.* »

Certes, les menaces n'étaient point vaines et l'ignoble personnage était prêt à massacrer la division Barbou, à lui passer sur le corps pour rejoindre Reding et se lancer avec lui à la poursuite de Vedel.

Que le retour de Vedel répondît ou non aux désirs de Dupont, l'ennemi l'imposa, sous peine de rupture du traité et d'une exécution sommaire.

A-t-on démontré que le pas-

1. *Dépêches de Lapeña à Castaños*, 21-22 juillet. « Pues ya mis avanzadas, que « estan à tiro de pistola de los enemigos, « des pues de haberles desalojado sin que « hayan contestado à mis tiros, se hallan « sobre los Franceses... »

sage de la Sierra Morena était libre? Nullement. Où s'étaient portées les colonnes de Juan de la Cruz et de Valdecañas, si ce n'est sur les derrières de Vedel? Et la division Coupigny? Déjà, dans la journée du 20, douze ou quinze heures avant qu'il n'entreprît sa retraite, Vedel signalait « *des nuages de pous-* « *sière au loin, à droite et à* « *gauche, qui semblaient an-* « *noncer la marche de quelques* « *troupes*[1]. » Dès lors, était-il permis d'inférer de ce qu'il atteignit Sainte-Hélène sans rencontrer personne, et même poussa deux bataillons sur Elviso, que la route était libre et que ces colonnes ne l'avaient point devancé au Puerto del Rey? Le 21, Privé ne vit-il point aussi ces nuages de poussière, indices certains de la marche de troupes espagnoles vers le Dezpeña Perros? *Tout était en mouvement, tant pour achever d'investir Dupont que pour couper la retraite de Vedel.*

D'ailleurs, Privé paraît avoir pesé sur le rappel et la décision de Vedel. « Aujourd'hui, écrit

1. *Observations de Vedel.*

« Reding, trois envoyés sont « partis, *dont ce général de ca-* « *valerie, qui semblait si irrité* « *de la fuite de son camarade* « *Vedel*[1]. » Et en effet, à son arrivée à Santa-Elena, Privé répandit le bruit que les troupes étaient coupées dans la Manche, que la division Barbou serait massacrée ; attitude qu'il s'est gardé de rappeler dans son *Journal*, car elle l'eût compromis.

Aussi Vedel a-t-il pu dire qu'en poursuivant sa marche vers la Sierra Morena il se serait rendu coupable de la violation de la capitulation par l'ennemi. « Quoique jamais l'obéis- « sance n'ait été plus pénible, « j'ai cru devoir me sacrifier à « l'existence de la division Bar- « bou contre qui il aurait tourné « sa rage. D'un autre côté, « *le général Privé vint m'an-* « *noncer que toute la Manche* « *était insurgée, et me demanda,* « *au nom des généraux, de ne* « *pas les sacrifier à la fureur des* « *Espagnols*[2]. »

En créant ou laissant subsister la *légende d'un armistice con-*

1. *Reding à Castaños*, 21 juillet.
2. *Interrogatoire de Vedel*, 17 février 1809.

senti, dans le but d'établir que ses droits, d'abord reconnus et sur le point de recevoir leur sanction, furent outrageusement violés, *Dupont a donné des armes à l'accusation*. Les fourches caudines parurent moins hautes et moins proches, *et l'accusation s'efforça d'en profiter pour démontrer qu'ayant eu le temps et la liberté d'esprit nécessaires pour peser ses actes, l'entière responsabilité lui en incombait*.

Si l'on conçoit une capitulation à discrétion, au bon plaisir du vainqueur, l'humanité réprouvera toujours *l'abus de la force*, *l'emploi des menaces et de la famine*, *l'invocation d'une négociation en cours* pour s'assurer l'immobilité de l'adversaire, sauf à manœuvrer soi-même dans le but de resserrer et de compléter l'investissement. Or, dans l'hypothèse d'une suspension d'armes, telle aurait été la conduite des généraux espagnols, trop impudente et trop odieuse que nous l'admettions sans réserves. La déclaration de Bois-Chevalier et la conduite de Lapeña, Jones, Juan de la Cruz doivent lever les doutes; car autrement les Espagnols

se seraient rendus coupables du crime le plus abominable. Pour nous, *aucune stipulation, même verbale, aucun instrument ne lia leurs mains*. Il se peut qu'*en fait* les hostilités ayant été momentanément interrompues, chacun dans le camp français se soit mépris sur le caractère de leur cessation ; mais l'attaque de Juan de la Cruz le 21 et de Lapeña le 22, auraient dû ouvrir les yeux. Averti par Castaños, dès le 20 au matin, que l'armistice conclu avec Reding n'était ni consenti, ni reconnu, Dupont avait la certitude du sort qui l'attendait, et tous ses actes portent la marque de la contrainte, d'une inexorable nécessité, comme aussi d'une incertitude et d'une hésitation parfaitement compréhensibles.

9. — Le général Dupont a autorisé le général Chabert à souscrire des conditions avilissantes. Il a stipulé avec une attention honteuse la conservation des bagages, surtout de ceux des généraux.

Et ces bagages, selon plus d'un témoi-

9. — Laissons le pathos de « *cette ville qui appartenait à* « *l'auguste frère de Sa Majesté,* « *des combats successifs propres* « *à lasser le courage qui eût triom-* « *phé dans une bataille* », et abordons les faits.

Avant tout, il faut entendre la déposition de Chabert. A la ques- « tion : *Comment avez-vous laissé* « *mettre dans la capitulation*

gnage, ont été signalés comme *le fruit du pillage d'une ville appartenant à l'auguste frère Sa Majesté.*

Ces bagages étaient portés par une file de chariots qui ont retardé la marche de l'armée, le 18 et le 19, et qui ont exposé les troupes de Sa Majesté au malheur de se défendre par corps, par fractions, au lieu d'attaquer en division et en masse, au désavantage de ces combats successifs propres à lasser le courage qui eût triomphé dans une bataille.

Et ces bagages sont venus de Cordoue, où on impute au général Dupont d'avoir laissé derrière lui des malades qu'il aurait négligé d'emmener.

« *l'article relatif aux vases* « *d'église?* » Il répondit : « Cette « note m'a été remise par le gé- « néral Marescot, comme deman- « dée absolument par le général « ennemi. Je refusai de l'accepter, « disant que je ne signerais pas « la capitulation si cette condi- « tion en faisait partie. Il m'en- « gagea à en parler au général « Castaños, à qui j'observai que « je ne signerais pas la capitula- « tion si elle en faisait partie. « Je lui observai en outre que « j'ignorais s'il y avait eu « des vases sacrés de volés, « que je ne le croyais pas : dans « tous les cas, quelle idée au- « raient-ils de nous si nous con- « sentions à l'insertion d'un pareil « article? Alors il fut fait suc- « cessivement deux nouvelles ré- « dactions, et la dernière, qui a « été insérée au traité après de « longs débats, n'est rédigée que « *d'une manière conditionnelle,* « *et dans la supposition qu'il y au-* « *rait eu des vases enlevés.*

« *Le général Dupont m'a fait* « *des objections contre cet ar-* « *ticle*, lorsque je fus lui porter « la capitulation, et sur le « compte que je lui rendis de « ce qui s'était passé, il finit

« par consentir à cet article et « aux autres. »

Ainsi, la note relative aux vases sacrés fut remise au plénipotentiaire par Marescot : « C'est « à moi, avoua-t-il, que les com- « missaires espagnols se sont « adressés pour l'insertion d'un « article concernant la restitu- « tion des argenteries. Ils atta- « quèrent l'extrême supersti- « tion de leur nation et son exas- « pération actuelle. Ils dirent « qu'ils ne répondaient pas des « suites d'un refus. Les circons- « tances extraordinaires ne peu- « vent se juger d'après les rè- « gles ordinaires. Les Espagnols « étaient dans l'accès le plus vio- « lent du délire révolutionnaire et « de rage désespérée contre les « Français. Il s'agissait des objets « les plus chers à des fanatiques « qui étaient les plus forts et qui « auraient repris de force ce qu'on « aurait refusé de leur rendre. Les « suites de cette violence étaient « incalculables... La ville de Cor- « doue s'était laissée prendre d'as- « saut, et avait subi l'exécution « militaire qui est la suite néces- « saire de ces sortes d'événe- « ments, et l'enlèvement de l'ar- « genterie des églises qui en est

« une suite tout aussi naturelle : « car *les habitants tiraient de dedans les églises comme de dedans les maisons*. J'ai failli moi-même être tué par une décharge de coups de fusil partie des portes de la cathédrale[1]. »

Le premier point est élucidé ; quant au second, celui des bagages, il l'a été péremptoirement déjà[1]. La légende du convoi de 800 voitures et celle de l'armistice doivent disparaître. L'échafaudage de l'accusation est à terre.

1. *Interrog. de Marescot*, 6 février 1809.
2. *Relacion de los generales, oficialidad y tropa que despues de la batalla de Baylen rindieron las armas.*

[Suit une courte analyse des faits reprochés à Dupont et à ses coaccusés].

IV

DUPONT A COMMIS DES FAUTES TACTIQUES ET NON DES CRIMES
LA RESPONSABILITÉ DE BAYLEN
INCOMBE AVANT TOUT A NAPOLÉON

Les conclusions qui précèdent ne laisseront peut-être pas de surprendre ; mais il en est d'autres non moins importantes qui infirment *la procédure*. Il s'agit, en effet, d'établir l'irresponsabilité de Dupont, et partant l'inanité du « crime contre la sûreté extérieure de l'État et l'honneur du nom français » qu'il fut accusé d'avoir commis avec la complicité de Vedel, Marescot et autres.

En matière criminelle, certains axiomes de jurisprudence s'appliquent absolument à la situation dans laquelle un concours de circonstances extraordinaires plaça Dupont. Ils définissent le crime, les conditions de l'incrimination et proclament l'indemnité résultant de la contrainte morale, par la raison que la loi pénale n'exige point l'héroïsme.

Pour qu'il y ait crime, il faut que le législateur ait prévu l'acte et l'ait déclaré condamnable : *Nulla lege, nulla pæna* ; or, relisez la lettre de Clarke, du 7 août 1808 : « ... Votre « Majesté me demande quels tribunaux doivent juger le « général Dupont, et quelle peine les lois infligent à un « pareil délit. Je viens de parcourir celles qui sont en « vigueur, et je vois qu'il n'a guère été prévu, à moins « qu'il ne puisse être rangé dans le cas énoncé par le « paragraphe 5 de l'article 101 du titre XIII du sénatus-« consulte du 28 floréal an XII. En ce cas, c'est à la « Haute-Cour impériale à juger le coupable, et dans le

« cas contraire je ne vois pas quelle serait la loi qui leur « serait applicable, et en vertu de laquelle un conseil de « guerre prononcerait. » Ce paragraphe vise les *faits de désobéissance des généraux aux instructions qu'ils ont reçues.* Comme si les instructions de Napoléon avaient défendu à Dupont de capituler et de comprendre ses divisionnaires dans une capitulation !

Et pourtant, à trois années de là, lorsque l'affaire paraissait éteinte, l'empereur la soumit au grand procureur général Regnaud de Saint-Jean d'Angély, en vertu du seul paragraphe précité, et à l'effet de connaître la compétence de la Haute-Cour. Regnaud conclut à l'affirmative. Après avoir dressé un rapport sur la capitulation, relaté l'état de l'instruction, les faits acquis, il déclara ce qui suit :

« Sans contredit, la Haute-Cour est compétente pour connaître de l'affaire : 1° selon l'article 101 de l'acte du 18 mai 1804 (28 floréal an XII) paragraphe 1er, parce qu'un grand officier de l'Empire est inculpé : 2° aux termes du paragraphe 5 du même article qui lui attribue les faits de désobéissance des généraux qui contreviennent à leurs instructions.

« Mais quelle peine dans l'état actuel de la législation, la Haute Cour pourra-t-elle appliquer?

« Le sénatus-consulte présenté au Sénat et ajourné pour discuter les observations de sa Commission pourvoit à tous les cas. Il est utile au service de Sa Majesté qu'il ne tarde pas.

« Pour l'instruction, il lèvera toutes les difficultés, du jour même où il sera rendu *et pour les affaires antérieures.* Pour le jugement, il n'aura pas d'effet rétroactif.

« Cependant, si la désobéissance aux instructions des généraux est imputée à crime selon l'acte du 18 mai 1804, cet acte même a voulu, dès lors, qu'il fût puni, s'il a été commis et s'il est prouvé.

« Et la Haute-Cour, en ce cas, appliquerait sûrement une peine proportionnée à la gravité de l'action, à l'importance de ses suites pour les grands intérêts de Sa Majesté et de son empire, pour l'exemple et l'honneur de ses armes.

« Cette cour suprême ne peut être assimilée aux autres tribunaux de Sa Majesté. C'est un grand jury national qui devra prononcer d'après les principes de justice conformes aux lois de l'Empire, mais d'un ordre supérieur à ceux qui motivent les décisions des cours ordinaires.

« En conséquence, aux termes de l'article 119 de l'acte de constitution du 18 mai 1804, j'ai l'honneur d'informer Votre Altesse Sérénissime qu'il y a lieu de convoquer la Haute-Cour impériale pour le jugement du général Dupont et de ses coaccusés[1]. »

Or Cambacérès, à qui ce rapport était adressé, en jugea autrement.

« L'acte des constitutions du 18 mai 1804 est incomplet dans la partie qui traite de la Haute-Cour impériale. On y annonce même qu'un sénatus-consulte particulier contiendra le surplus des dispositions qui doivent régler l'organisation et l'action de cette cour. Ce travail n'est encore que préparé.

« *Réunir aujourd'hui la Haute-Cour, ce serait donc assembler un corps dont l'action n'est point entièrement réglée, et qui serait arrêté à chaque pas par l'insuffisance de la loi.*

« *Convient-il d'ajourner cette réunion jusqu'à ce que le sénatus-consulte ait été rendu? Alors nous nous exposerions à juger d'après une loi nouvelle, des délits antérieurs à l'existence de cette même loi.* Ce système de rétroaction n'est ni dans les principes de Votre Majesté ni dans ceux d'une bonne organisation sociale.

1. *Rapport de Saint-Jean d'Angély à Cambacérès*, sans date, mais probablement de janvier 1812 (Arch. Guerre).

« Le renvoi aux tribunaux ordinaires me paraît également impossible : d'abord à raison de la qualité de l'un des prévenus, lequel, comme grand officier de l'Empire, n'en est point justiciable pour les faits réputés criminels, ensuite par la nature même de l'affaire qui tient à la politique et à l'honneur de la nation.

« ... Mon opinion est que Sa Majesté ne doit point permettre la convocation de la Haute Cour, et qu'elle doit ordonner la formation d'un Conseil d'enquête. Devant ce Conseil, le procureur général présentera l'accusation : les accusés y seront entendus en personne et sans être assistés de défenseurs. Il ne s'agit point d'un jugement à rendre, mais *d'un avis à soumettre à Sa Majesté qui la mette à même de prononcer*, en connaissance de cause, *sur des faits qu'on ne peut livrer à l'épreuve de débats judiciaires*[1]. »

Le sénatus-consulte du 18 mai 1804 dont il est question ici est celui qui de Bonaparte fit un empereur, et le titre XIII qu'invoque Cambacérès concerne la création et le fonctionnement de la *Haute-Cour impériale*. « La Haute-Cour impériale connaît des crimes, attentats et complots contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État : du fait de désobéissance des généraux qui contreviennent à leurs instructions, » etc. Son siège est dans le Sénat. Elle est présidée par l'archichancelier de l'Empire et se compose des princes, des grands dignitaires et grands officiers de l'Empire, du grand juge ministre de la Justice, de soixante sénateurs, des six présidents des sections du Conseil d'État, de quatorze conseillers d'État et de vingt membres de la Cour de cassation. Il y a, auprès de la Haute-Cour impériale, un procureur général nommé à vie par l'empereur (*art.* 101 à 105). Peuvent être dénoncés par le Corps législatif, *les généraux qui ont*

1. *Cambacérès à Napoléon*, 26 janvier 1812 (Arch. Guerre).

désobéi à leurs instructions (*art.* 111). Dans les cas déterminés par l'article 111, le procureur général informe sous trois jours l'archichancelier de l'Empire qu'il y a lieu de réunir la Haute-Cour impériale. L'archichancelier, après avoir pris les ordres de l'empereur, fixe dans la huitaine l'ouverture des séances (*art.* 119). *Les débats et le jugement ont lieu en public* (*art.* 128). *La Haute-Cour ne peut prononcer que des peines portées par le Code pénal* (*art.* 130).

Or, d'une part, Napoléon s'opposait à la publicité des débats, et de l'autre le Code pénal ayant été promulgué le 25 février 1810, deux ans après les faits poursuivis, leur était inapplicable sans rétroaction. Les articles 128 et 133, ce dernier portant qu'un sénatus-consulte particulier contiendrait le surplus des dispositions relatives à l'organisation et à l'action de la Haute-Cour, tirèrent d'embarras en fournissant le prétexte de la convocation d'un simple Conseil d'enquête. Dès lors, il ne s'agit plus que d'éclairer l'empereur et d'abandonner ensuite les accusés à son *pouvoir discrétionnaire; la législation existante étant muette ou sans action, le Conseil s'en remet à lui pour se substituer à la loi absente et prononcer des peines qu'elle ne contient point.*

Une telle illégalité conduisait fatalement à d'autres, et le procureur général comme l'archichancelier violèrent tour à tour les dispositions du Code d'instruction criminelle. Le huis-clos, d'ailleurs, et le mystère qui devait entourer les débats, leur assuraient l'impunité. Passant outre aux erreurs dont fourmille le rapport du procureur, nous sentons toute la gravité de ce qui va suivre. Si le lecteur parcourt le dossier, il sera pleinement édifié, et relèvera les griefs suivants :

Rappel par le rapporteur des dispositions du Code pénal alors que leur inapplication est constatée, ledit Code ayant été promulgué en 1810;

Élimination des témoins à décharge, et non-confrontation des témoins à charge avec les accusés;

Impuissance pour les accusés de fournir les preuves ou moyens de défense qu'ils invoquent; refus des enquêtes contradictoires qu'ils réclament;

Opinions individuelles des membres émises par écrit, enchaînant leur indépendance et le plus souvent suivies de l'indication de peines à infliger, alors qu'ils ne sont appelés qu'à émettre un avis de culpabilité ou d'innocence;

Enfin, et le fait est capital, *l'acte d'accusation conclut à l'application de l'article* 77 *du Code pénal, postérieur aux crimes imputés, et les considérants sont empruntés à l'article* 101 *du sénatus-consulte du* 18 *mai* 1804 convenablement arrangé pour les besoins de la cause; le rapprochement est intéressant.

« En conséquence, le général Pierre Dupont est accusé d'avoir compromis la sûreté extérieure de l'État, en signant une capitulation par laquelle il a livré à l'ennemi non seulement sa propre division, ses canons, armes, munitions, mais encore les postes occupés par la division Vedel, ses canons, armes et munitions, et ouvert ainsi la province de la Manche et la route

Art. 77 du Code pénal.

Sera également puni de mort *quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'État à l'effet de faciliter* leur entrée sur le territoire et dépendances du royaume ou *de leur livrer* les villes, forteresses, places, postes, portes, magasins, etc., ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions ou *de seconder les progrès de leurs armes* sur les possessions ou contre les forces françaises, soit en ébranlant la fidélité des offi-

de Madrid à l'armée de Castaños. *Crime prévu par l'article 77 du Code pénal.* »

ciers, soldats ou autres, envers le roi et l'État, soit de toute autre manière.

S'il est vrai qu'une décision judiciaire est couverte par une présomption de vérité qui ne permet plus de remettre la cause en question, après tant de vices dans la forme et dans le fond, que demeure-t-il de la *chose jugée?* L'absolution pour le moins s'imposait; mais le Conseil d'enquête, faisant œuvre de complaisance, crut s'être montré généreux en écartant le crime de trahison.

Au reste, admettons qu'en 1808 la loi eût prévu l'acte de capitulation, encore eût-il fallu établir la *responsabilité* du général Dupont, et elle ne pouvait résulter que de la *résolution criminelle.* Or le Conseil l'écarta unanimement et sans discussion. La résolution criminelle entraîne le *discernement* de l'illégalité de l'acte avant son accomplissement et la *liberté* d'action, d'où il suit que les circonstances qui excluent l'une ou l'autre de ces facultés font disparaître la culpabilité. La loi a prévu ces circonstances et celle qui s'applique particulièrement à la situation de Dupont à Baylen est la *contrainte* morale et *même matérielle.*

Dupont n'eut point à *discerner*, puisque la législature ne visait en aucune manière l'acte de capitulation, et il faut une singulière bonne volonté pour trouver avec Saint-Jean d'Angély une preuve de discernement dans le fait qu'il conjura Savary de rassembler sur-le-champ les troupes isolées et disséminées, afin de former une armée qui couvrît Madrid[1]. Ne serait-il point absurde de supposer que les malheurs qu'il pressentait et dont il voulait préserver l'armée, le dégagaient de l'inexorable nécessité qui l'acca-

1. *Dupont à Savary*, 21 juillet,

blait? D'autre part, Dupont ayant perdu toute *liberté* d'agir ou de ne pas agir, comment mettre en doute la *contrainte?*

En tant que *crime*, l'irresponsabilité de l'infortuné général se trouvant établie, il est facile de comprendre pourquoi les débats furent tenus secrets, et pourquoi l'affaire demeura comme enterrée pendant trois ans; le Conseil de Napoléon avait reconnu l'impossibilité de la faire aboutir sans une flagrante violation de la loi, sans une procédure bâtarde qui livrât les accusés au bon plaisir de Sa Majesté.

La responsabilité de Baylen incombe avant tout à Napoléon. Bien avant la catastrophe, l'expédition d'Andalousie avait échoué par l'insuffisance des moyens mis en œuvre et par la méconnaissance des forces que les populeuses et riches provinces de la Bétique, alors confédérées pour nous chasser de leur territoire, avaient rassemblées. Les régiments épars sur la côte, unis à ceux qui rentraient du Portugal, représentaient, avec l'arsenal de Séville, la moitié de la puissance militaire de l'Espagne, et Napoléon jugea qu'une simple division d'infanterie suffirait pour la soumettre, pour occuper Cadix et tenir en respect cette immense étendue de pays insurgé. « *Combien n'ai-je pas* « *regretté que les premières dispositions n'aient pas été* « *exécutées!* Si après les succès de Cordoue j'avais eu la « division Vedel, Séville et Cadix seraient soumis... L'évé- « nement a justifié mes craintes. Je n'ai cessé de deman- « der des renforts. *J'ai répété vingt fois que la position* « *d'Andujar était dangereuse et que le midi de l'Espagne* « *demandait la principale attention.* Je suis accablé de « ma position; mais l'honneur a été sauvé par la manière « dont je me suis battu[1]. » On ne saurait trop entendre et

1. *Dupont à Belliard*, 28 juin et 28 juillet. *A Savary*, 21 juillet (Arch. Guerre).

peser ces paroles. Et Savary de lui répondre — quelle coïncidence! le jour même de Baylen : « *Je ne suis* « *pas à mon premier regret que vous n'ayez pas eu vos* « *trois divisions réunies à l'affaire de Cordoue. Tout serait* « *fini en Andalousie, et les troupes espagnoles n'auraient* « *point pris parti contre nous, ou bien j'aurais voulu que* « *vous n'y allassiez point du tout, avant de pouvoir y aller* « *convenablement*[1]. » Était-il possible d'établir plus nette- « ment la responsabilité de l'empereur?

Nous avons examiné Baylen sous toutes ses faces, et la procédure a fait l'objet d'un examen impartial. Après avoir longuement scruté un millier de documents d'une authenticité absolue, notre jugement s'est de jour en jour fortifié, et nous avons conclu : 1° à la responsabilité de Napoléon; 2° à l'absence de tout crime de la part de Dupont, soit dans l'intention, soit dans le fait. Partant, Dupont sort-il complètement indemne du débat? *Non, mais seulement en ce qui concerne la conduite de ses opérations militaires.*

Napoléon a justement écrit qu'après avoir paru bien faire à la tête d'une division, « il avait fait horriblement en chef[2] », et l'on doit entendre par là une série de *fautes tactiques* étranges de la part d'un général qui avait donné tant de preuves de décision et de valeur, d'un général qui était allé chercher en Espagne le bâton de commandement.

En résumé : 1° La position d'Andujar était la plus mauvaise qu'il pût prendre pour défendre le passage du Guadalquivir : non seulement les Visos dominaient la ville, mais le fleuve était guéable en une foule de points et notamment à Mengibar où sa gauche pouvait être débordée par nombre de chemins qui débouchaient sur ses derrières.

1. *Savary à Dupont*, 19 juillet (Arch. Guerre).
2. *Napoléon à Clarke*, 3 août (Corresp. 14242).

Évidemment Dupont avait de lui-même choisi la position d'Andujar. En l'invitant à la garder, Savary, qui en ignorait les dangers et s'en remettait à son jugement, n'entendait point préciser et dire *Andujar, et non Baylen.* Aucun doute n'est possible, et Dupont le comprit, bien qu'il ait assuré le contraire.

Ainsi c'était folie de vouloir défendre directement le Guadalquivir; le système du cordon a toujours conduit à leur perte les généraux qui l'ont employé. Il fallait se concentrer à *Baylen* et *Linharès* et ne conserver que des postes d'observation en face des points de passage, sur lesquels, en peu d'heures, on eût fondu avec des forces suffisantes pour rendre toute tentative infructueuse.

2° Le 16 juillet au soir, à la suite du combat livré entre Mengibar et Baylen, Dupont ne peut douter que Castaños manœuvre sur sa gauche et que, par conséquent, sa ligne de retraite est menacée. Sans tarder, un général prudent eût évacué Andujar et rallié son corps d'armée sur Baylen; mais, persistant à garder sa position et trop exclusivement préoccupé de reprendre l'offensive, il ordonne à Vedel de rejoindre la division Gobert à Baylen et de refouler sur Mengibar la colonne qui vient d'y franchir le Guadalquivir. Le lendemain, la situation est plus nette encore; elle prend une tournure décisive. Déjà, le 16, on a vu les hauteurs d'Andujar se dégarnir et des colonnes se diriger vers Mengibar. Dans la matinée du 17, un régiment de cavalerie envoyé en reconnaissance de ce côté découvre l'ennemi en grandes forces à Villanueva, à mi-chemin de Mengibar. Survient une dépêche de Vedel annonçant que Dufour a évacué Baylen dans la nuit, et s'est dirigé en toute hâte vers le Despeña Perros pour y devancer, s'il est possible, les troupes espagnoles qui s'y portent de Mengibas et de Baëza, et qu'il a cru devoir suivre son mouvement.

En conséquence, dans la soirée, Dupont donne ses ordres pour l'évacuation d'Andujar; puis il se ravise et se borne à envoyer quelques bataillons occuper Baylen, que Vedel a dégarni. Dans la réalité, les Visos d'Andujar le fascinent, et alors que Castaños semble prendre à tâche de lui dévoiler ses desseins, il se refuse à voir que son adversaire se livre à de simples démonstrations sur sa droite et qu'il manœuvre sur Mengibar, c'est-à-dire sur sa gauche. Était-il rien pourtant de plus élémentaire?

Ainsi se passent le 17 et le 18. Dans la matinée de ce dernier jour, Dupont apprend que les bataillons expédiés à Baylen n'ont pu franchir le Rumblar... Il n'y a plus à différer; les communications sont coupées non seulement avec Madrid, mais avec Vedel; des forces dont il ignore l'importance occupent Baylen, et devant lui, sur les Visos, à deux portées de canon, sont rangées les troupes de Castaños. Il se dérobe par une marche de nuit, et son avant-garde, après avoir traversé le pont du Rumblar sans avoir rencontré personne, atteint le col de la Croix-Blanche où elle se heurte, à la pointe du jour, contre celle de Reding, au moment où elle se met en marche sur Andujar.

3° Le dispositif de la colonne française est étrange : il prouve que jusqu'au dernier instant Dupont persiste à ne voir le danger que du côté des Visos. Le convoi est presque en tête du gros de la colonne, et derrière se trouve la majeure partie de l'infanterie; puis vient la totalité de la cavalerie, qui ferme la marche. Les plus graves inconvénients, et dans une mesure inappréciable la défaite, en résulteront.

Comme la retraite s'effectuait sur une seule route, la colonne était fort longue et, par la place qui lui était assignée, le convoi entravait la marche. Suivant Dupont, « les « troupes furent disposées de manière à pouvoir combattre

« en avant et en arrière. Placées entre deux corps enne-« mis, cet ordre était indispensable[1]. » A vrai dire, il n'eût point suffi de l'inverser, car, danger en tête et danger en queue, la place naturelle des ambulances, du parc et des bagages était au centre de la colonne.

En se portant à la hauteur de l'avant-garde, l'infanterie éprouvait les plus grandes difficultés à dépasser le convoi. Si à ce moment, revenant de sa surprise, l'ennemi avait pris l'offensive, l'avant-garde eût été renversée dans la Dehesa et écrasée avant d'avoir pu être soutenue. Mais *l'effet ordinaire d'une surprise est d'imposer la défensive à l'ennemi, au moins pendant les premières heures du combat, et rien n'empêchait Dupont de les mettre à profit.*

4° Dans la circonstance, d'ailleurs, il ne s'agissait point de livrer bataille, mais de *faire une trouée;* et, pour cela, il suffisait de porter toute l'artillerie à la Croix-Blanche, avec mission de réduire au silence l'artillerie adverse, tandis que l'infanterie et la cavalerie se fussent massées sur les pentes de la Dehesa, à l'abri des vues de l'ennemi. Le duel des artilleries terminé, l'infanterie, formée en colonne sur la route, et précédée d'une épaisse nuée de tirailleurs, eût débouché inopinément du col et marché à l'assaut de Baylen, de concert avec la cavalerie qui eût couvert ses flancs et chargé avec elle. *De l'audace, une décision prompte, et Reding livrait le passage!* Loin de là, les régiments s'engagèrent à mesure qu'ils arrivaient au col; leurs forces s'épuisèrent en attaques réitérées et impuissantes.

Mais, encore une fois, *ce ne sont là que des fautes tactiques, et Napoléon, en cherchant dans les clauses de la capitulation des imputations criminelles, les avait justement écartées.*

1. *Lettre de Dupont au comte de* *** sur la campagne d'Andalousie.

Thiers a dit que le Code est un bâton terminé à l'un de ses bouts par un sifflet et à l'autre par un fouet; l'image est exacte, car la loi prévient avant de frapper. Or avait-elle averti Dupont? Aucunement. *L'opinion publique ne vit qu'un acte de despotisme dans le décret qui le déshonora.*

Puissions-nous avoir éclairci le mystère d'une des haines impériales les plus ardentes et les plus implacables! Nulles autres données n'infirmeront les Archives françaises et étrangères, dont nous avons eu la bonne chance de prendre copie; leur récusation constituerait la négation même de l'histoire.

Que d'autres établissent, si la chose est possible, l'intégrité de Dupont dans l'affaire des caisses de Cordoue; nous avons exclusivement étudié le *général* et ses opérations militaires. Or qu'il ait pillé et partagé avec Legendre, Plausolles et Lerembourg, qu'il se soit fait la part du lion, que ses soldats aient volé les vases sacrés des églises, ces actes n'ont en rien contribué au désastre de Baylen. Sans doute, certaines clauses de la capitulation furent extrêmement dures, peu honorables même; sans doute la Junte de Séville y puisa un prétexte pour la violer; mais l'odieuse conduite de Napoléon à l'égard de l'Espagne et de ses souverains lui en fournit d'autres. A tout considérer, l'essentiel était de faire la part des responsabilités encourues par Dupont et Vedel; de montrer Dupont inventant une capitulation sur le point d'être évitée, puis imposée à la suite d'un accident imprévu, et chargeant alternativement Vedel et le négociateur; de signaler l'ignominieuse conduite de Castaños et de ses divisionnaires; enfin d'établir la responsabilité de Napoléon dans cette lugubre affaire, *jusque dans la violation de la capitulation!*

Sous l'obsession de l'aveugle et méprisant orgueil des Espagnols, et dans la crainte que les publications anté-

rieures n'influassent sur notre jugement en imprimant aux recherches une direction douteuse, nous n'avons voulu connaître que les pièces d'Archives, et l'on reconnaîtra que nulle part les historiens n'ont été invoqués. L'histoire n'a que faire du chauvinisme, et nous en avons poussé le respect jusqu'au scrupule. Certes, il était cruel à un vieil officier supérieur de toucher à l'idole dans l'admiration exclusive, religieuse même duquel la carrière des armes et ses études l'entretenaient ; mais devant la brutale matérialité des faits, devant les attestations des pièces de correspondance, devant l'accord des preuves, il a du se rendre à l'évidence. Dans un avenir prochain, à mesure que les Archives seront exhumées, de nouvelles explorations sur un terrain trop peu connu jusqu'ici contribueront à donner à ses convictions l'autorité nécessaire et les fortifieront. Au surplus, Napoléon se rehausse encore à cesser d'être un demi-dieu, et son génie se transfigure en revêtant la loque humaine.

FIN

APPENDICE

L'impression de cet ouvrage tirait à sa fin, lorsque de nouvelles recherches aux *Archives nationales*[1] nous ont fait découvrir un document fort important, le rapport de Dupont sur la bataille de Baylen qu'il ne sera pas sans intérêt de rapprocher de celui de Castaños.

Dupont à Savary.

Camp devant Baylen, 22 juillet.

« J'ai eu l'honneur de vous rendre compte de l'affaire du 16, dans laquelle nous avons perdu le général Gobert.

« Aussitôt la réception de cette nouvelle, le général Vedel, qui s'était rendu à Andujar, se reporta rapidement sur Baylen afin d'appuyer le général Dufour, qui était chargé de défendre ce point important. *L'ennemi ne s'y étant point présenté, le général Dufour crut qu'il s'était porté sur Linharès, et il se rendit en conséquence à la Caroline pour l'y prévenir. Ce mouvement détermina celui du général Vedel, qui s'y rendit également*; mais cette supposition n'était pas fondée : l'ennemi s'était arrêté à Villanueva et Mengibar : il n'avait point pris la route de la Caroline, et voyant que Baylen n'était pas occupé par suite du mouvement du général Vedel, il vint s'y établir avec des forces considérables.

« *En apprenant le départ de la division Vedel de Baylen, qu'elle devait garder, j'eus les plus vives craintes des suites qui pouvaient en résulter, et, malgré la force supérieure des ennemis devant Andujar, je détachai aussitôt des troupes pour y prendre position. Mais, sentant l'insuffisance de ce détachement et l'inconvénient extrême du mouvement des généraux Dufour et Vedel, je me déterminai à évacuer*

1. *Arch. nat.*, AF^{IV}, 1606, 5e dossier.

Andujar et à me porter sur Baylen[1]. Le 18, à l'entrée de la nuit, cette marche s'exécuta, et nous nous trouvâmes, à la pointe du jour, près de cette ville. Le combat commença aussitôt. L'ennemi occupait, en avant de Baylen, une position qui couvrait avec avantage la route de la Caroline et dont il fallait nous rendre maîtres. Il était fort de 20 à 25.000 hommes. Les meilleures troupes de l'armée espagnole s'y trouvaient; le reste de cette armée était en mouvement pour faire diversion sur nos flancs et nos derrières. On la porte de 40 à 45.000 hommes.

La 2e brigade de la division Barbou a donné la première, soutenue par la brigade des suisses-espagnols. Le feu a été très vif, surtout celui de l'artillerie; celle de l'ennemi était très nombreuse et presque toute du calibre de 12. Pendant que le combat se soutenait ainsi au centre, les cuirassiers, appuyés par le 3e régiment suisse, exécutent une belle charge sur la gauche de l'ennemi; elle est renouvelée par les dragons et un bataillon de la 4e légion avec le même succès. Deux drapeaux sont enlevés à l'ennemi. A la vue de ces drapeaux, l'ardeur des troupes augmente, et une charge générale est ordonnée sur la ligne ennemie. Les Français s'avancent avec audace à la baïonnette; mais ils sont accueillis par un feu si vif qu'ils sont forcés d'y répondre. La ligne étant reformée, nous cherchons à déborder le flanc droit de l'ennemi, nous lui enlevons plusieurs positions; mais sa grande supériorité en nombre lui fournit sans cesse les moyens de soutenir ses corps lorsqu'ils sont repoussés. Nous avions cependant gagné du terrain; mais il fallait forcer le passage. Nous tentons de nouveaux efforts. Les troupes, malgré leur fatigue et l'extrême chaleur, s'animent encore et sentent la nécessité de vaincre. Les 1er et 2e régiments de chasseurs exécutent une brillante charge et enlèvent plusieurs pièces de canon; l'infanterie les seconde, et particulièrement la 3e légion. Le bataillon des marins de la garde se place en ligne, et il exécute sa charge avec une audace admirable sous une grêle de mitraille. La garde de Paris avait devant elle les gardes walonnes, et a obtenu constamment du succès sur ce régiment, très estimé dans l'armée espagnole. La brigade de dragons Privé a bien secondé les attaques faites à la gauche. Celle du général Rouyer, composée des régiments suisses de Reding et de Preux, a montré beaucoup de fermeté[1].

« J'espérais la victoire de ces efforts renouvelés tant de fois; mais le découragement a malheureusement succédé à la bonne volonté des troupes, et j'ai senti que de nouvelles tentatives seraient plus infructueuses. Le soldat, qui avait marché toute la nuit, était accablé de fatigue. *Un grand nombre que rien ne pouvait arrêter, courait*

1. Tout cela est assez inexact; il y a beaucoup de réserves à faire.

2. Dupont ne dit mot de la défection de la brigade Rouyer; on se demandera pourquoi.

aux fontaines voisines pour calmer sa soif et laissait la ligne presque vide. Presque tous les officiers supérieurs étaient tués ou blessés. Le combat durait depuis longtemps ; on s'est battu avec acharnement pendant dix heures, trois fois nous avons entamé la ligne ennemie, nous avons gagné sur lui du terrain, et il a été toujours repoussé dans ses attaques sur nos flancs ; mais ces avantages ne suffisaient pas : n'ayant pu nous emparer de Baylen ni de la route, notre position était extrêmement fâcheuse. Le corps que nous avions en front était secondé par un autre corps aussi nombreux qui marchait sur nos derrières, et *nous nous trouvions, par la nature du terrain, comme dans une place assiégée.*

Nous avons perdu, en tués et blessés, environ 1.200 hommes. La perte de l'ennemi doit être plus grande, attendu son plus grand nombre... *Réduit à entrer en négociation avec l'ennemi pour conserver à Sa Majesté des troupes qui n'étaient plus en état de recommencer le combat, et qui se trouvaient entourées de plus de* 40.000 *hommes, j'ai chargé le général Marescot et le général Chabert* de conclure avec le général Castaños la condition (*convention* qui a eu lieu. La division qui a combattu a soutenu la réputation de l'armée. L'honneur est sauvé. Des circonstances impérieuses ne peuvent l'altérer. J'espère que Sa Majesté daignera les juger favorablement, et je vous prie de l'assurer du dévouement de ce corps d'armée, dévouement que les événements actuels ne font qu'augmenter pour son service. »

L'auteur a cru devoir reproduire intégralement *les pièces d'archives dont il a donné des extraits ou qu'il a insérées* in extenso.

SITUATIONS DU CORPS DE LA GIRONDE ET DE L'ARMÉE ESPAGNOLE D'ANDALOUSIE

PERTES DU 2e CORPS DE LA GIRONDE

DATES	AFFAIRES	RÉGIMENTS	OFFICIERS		TROUPE		OBSERVATIONS
			TUÉS ou morts de blessures	BLESSÉS	TUÉS	BLESSÉS	
État-major							
6 juin.	1 adj.-comt. à Valdepeñas	...	...	1			
9 —	1 médecin	...	...	1			
2 juillet.	— à Andujar	...	1	...	...	...	Massacré avec son poste.
16 —	Général Cassagne, à Jaën	...	...	1			
15 juin.	2 aides de camp	...	...	2			
17 juillet.	Gén. Réne et son aide de camp	...	2	...	...	...	Massacrés au Despeña Perros.
19 —	Général Gobert	...	1				
	Général Dupré	...	1				
	Général Schramm	...	...	1			
	Général Dupont	...	...	1			
	4 aides de camp	...	...	4			
	2 médecins	...	...	2			
Troupes							
5 juin.	Santa-Cruz-de-Mudela	4e Légion	3	...	115	...	Escortant un convoi. Passés au couteau.
		4e Chasseurs à cheval	...	1	18	18	
6 —	Valdepeñas	Dragons de marche	...	...	...	2	
		Dét. d'infanterie	...	...	11	6	
		Garde de Paris	2	12			
		3e Légion	1	...			
		4e —	...	2			
7 —	Pont d'Alcolea	4e Suisse	1	1	30	80	
		1er prov. chasseurs	...	1			
		2e prov. dragons	...	1			
		Artillerie	1	...			
9 —	Massacre d'Andujar	...	4				
10 —	Manzanarès	2e prov. chasseurs	1	...	...	...	Assassiné.
26 —	Passage de la Sierra Morena	5e Légion	...	7	12	6	Division Vedel.
1, 2, 3 juil.	Affaires de Jaën	1re Légion	5	13	...	...	Brigade Cassagne.

			4e Légion	2	4			
			3e —	......	1			
15	—	Affaires d'avant-postes sur le	1re —	......	1			
		Guadalquivir	5e —	......	2	?	?	
			Garde de Paris	......	1			
			Bat. *bis* du train	......	1			
			3e Légion	......	2			
16	—	Affaire devant Andujar	4e —	1				
		Massacre de Jaën	1re Légion	4		......	......	4 blessés à l'hôpital.
		Combat devant Mengibar	5e Légion	......	5	......	......	Généraux Belair et Gobert.
			2e prov. cuirassiers	3	2			
			Garde de Paris	2	8			
			1re Légion	......	1			
			3e —	4	20			
			4e —	11	32			
			5e —	2	8			
			3e Suisse	6	8			
			Reding 2	......	3			
			Preux	1	4	2165(A)	279(A)	Divisions Barbou et Frésia.
19	—	Bataille de Baylen	Marins de la garde	......	10			(A) Dans son rapport à Savary, le 22 juillet, Dupont parle d'environ 1.800 tués et blessés.
			1er prov. chasseurs	1	4			Le chiffre de 2.400 accusé par Castaños et reproduit par Whittingham a toute chance d'être plus exact, car l'ennemi eut le loisir de faire le dépouillement de nos pertes, tandis que dans le camp français, on ne dut avoir ni le calme, ni la liberté d'esprit nécessaires pour dresser un relevé quelconque.
			2e —	5	5			
			1er prov. dragons	......	3			
			2e —	......	7			
			3e d'artillerie	1				
			Pionniers blancs	......	3			
			Bat. *bis* du train	2	5			
			1er prov. chasseurs	11		»	»	
7 décemb.		Assassinés à Lebrija	2e prov. dragons	3		»	»	
		Assassinés	Marins de la garde	3		»	»	
			TOTAUX	83	192	»	»	
				277				

NOTA. — Cet état est tiré, en tant que numérique, du magnifique ouvrage de notre ami Martinien intitulé *Tableaux des officiers tués et blessés pendant la guerre de l'Empire*. On observera que les pertes accusées ici portent exclusivement sur les divisions Barbou et Frésia qui, le 1er juin, en entrant dans l'Andalousie, comptaient 520 officiers ; de sorte que *près des* 3/5 *furent tués, blessés ou assassinés*.

SITUATION DE L'ARMÉE ESPAGNOLE D'ANDALOUSIE AU 20 MAI 1808

COMMANDEMENTS	EMPLACEMENTS	PRÉSENTS SOUS LES ARMES			EFFECTIFS		OBSERVATIONS
		OFF.	TR.	CHEV.	OFF. ET TR.	CHEV.	
COTE DE GRENADE							La différence entre l'effectif et les présents représente les détachés, les malades aux hôpitaux, etc.
Malaga		37	501	»	923	»	
Reyna	Malaga	33	788	»	1514	»	
Reding 3 (1er bataillon)		28	875	»	953	»	
Montesa (3 escadrons)		23	328	61	513	150	
1er volt. Aragon	En marche	40	1300	»	1340	»	
Reding 3 (2e bataillon)	Grenade	29	892	»	952	»	
Volt. España (3 escad.)		19	201	43	414	211	
	Totaux	209	4885	104	6609	361	
CAMP DE GIBRALTAR							
Provincial de Cuenca	Tarifa	12	487	»	626	»	
1/2 bat. de Valencia		7	318	»	559	»	L'autre moitié au Portugal.
Corona		39	675	»	974	»	
Africa (1er, 3e bat.)		36	455	»	630	»	
Prov. Jaën	Algesiras	14	496	»	582	»	
— Lorca		12	434	»	562	»	
Artillerie		14	357	»	380	»	
Sapeurs		5	66	»	115	»	
1/2 bat. de Barbastro		6	246	»	436	»	L'autre moitié à Porto.
1/2 bat. de Campo Mayor		10	274	»	509	»	— en Portugal, en marche pour l'Andalousie.
Prov. Guadix		13	503	»	588	»	
— Siguënza	Camp de San Roque et de Buenavista	14	543	»	648	»	
Murcia (3e bat.)		10	121	»	238	»	
Jaën (1er, 2e bat.) (A)		34	795	»	1160	»	(A) Destinés à Ceuta et, par suite du défaut de transports, sont encore au camp de San Roque.
Artillerie		6	218	»	242	130	
Sapeurs		4	65	»	113	191	
Santiago (2 esc.)		16	130	55	233	»	
Alcantara (2 esc.)		[illegible]	116	56	241	»	

Gren. prov. d'Andalousie (2 bat.)		50	1400	»	1450	»
	Totaux..	393	9810	111	12639	321
CEUTA						
España	Ceuta	44	872	»	1047	»
Cantabria	Ceuta	51	916	»	1029	»
Jaen (3e bat.)	Ceuta	13	512	»	588	»
Fixo Ceuta	Ceuta	62	1412	»	1326	»
Artillerie	Ceuta	18	326	»	398	»
Sapeurs	Ceuta	6	250	»	266	»
1 esc. de cavalerie	Ceuta	7	98	50	105	50
	Totaux..	201	4085	50	4761	50
ANDALOUSIE						
Zaragoza (3e bat.)	Cadiz	13	335	»	514	»
Burgos (2e, 3e bat.)	Cadiz	32	247	»	481	»
Ordener (2e, 3e bat.)	Cadiz	29	128	»	202	»
Prov. Sevilla	Cadiz	12	342	»	446	»
— Cordova	Cadiz	17	516	»	602	»
— Xérès	Cadiz	12	502	»	596	»
— Ecija	Cadiz	13	487	»	600	»
— Ronda	Cadiz	16	493	»	579	»
Artillerie	Cadiz	16	258	»	274	»
Sapeurs	Cadiz	2	67	»	69	»
Cordova (2e, 3e bat.)	Isla de Leon	34	172	»	287	»
Prov. Grenada	Isla de Leon	13	442	»	539	»
— Toro	Isla de Leon	15	460	»	559	»
— Cuidad Real	Isla de Leon	13	364	»	448	»
— Toledo	Isla de Leon	11	510	»	585	»
— Logroño	Isla de Leon	12	340	»	428	»
Principe (2e esc.)	Isla de Leon	30	181	128	266	171
Irlanda (2e, 3e bat.)	Porto Santa Maria	40	180	»	228	»
Prov. Truxillo	Porto Santa Maria	11	290	»	354	»
— Placencia	Porto Santa Maria	11	490	»	576	»
Drag. Pavia	Porto Santa Maria	37	593	506	702	544
A reporter.						

SITUATION DE L'ARMÉE ESPAGNOLE D'ANDALOUSIE AU 20 MAI 1808 (*Suite*)

COMMANDEMENTS	EMPLACEMENTS	PRÉSENTS SOUS LES ARMES			EFFECTIFS		OBSERVATIONS
		OFF.	TR.	CHEV.	OFF. ET TR.	CHEV.	
Reports..	....						
Prov. Bujalance...............	San Lucar	17	397	»	469	»	
— Alcazar de S. J..........		11	380	»	468	»	
Drag. Sagunto	....	28	306	111	543	194	
Prov. Burgos................	Xérès	11	366	»	444	»	
Farnesio (3 esc.)............		30	247	139	386	191	
1/2 bat. Gerona..............	Sevilla	10	387	»	598	»	L'autre moitié est à Porto.
Artillerie.....................		13	394	86	1174	86	
Cordova (1er bat.)...........	....	22	553	»	577	»	
Burgos (1er bat..)............	....	23	781	»	804	»	(C) Tous ces corps se rendent d'Extremadure en Andalousie.
Irlanda (1er bat.)............	....	24	327	»	351	»	
Ordoner (1er bat.)	....	21	561	»	582	»	
Principe (2 esc.)............	....	18	340	318	358	318	
Borbon (2 esc.)..............	....	17	340	317	357	317	
Calatrava (1esc.)	En marche (C)	9	170	159	179	159	
Farnesio (1 esc.)............	....	9	170	159	179	159	
España (1 esc.)..............	....	8	170	158	178	158	
Reyna (2 esc.)	....	25	240	166	265	166	
Numancia (1 esc.)............	....	8	170	158	178	158	
Vol. España (2 esc.).........	....	16	340	316	356	316	
Olivenza (1 esc.)............	....	9	170	159	179	159	
	Totaux..	743	15056	2880	18955	3148	
En Portugal (D)							(D) Les régiments soulignés

2e bat. Gren. prov. (*Vlle-Castille*).	Oyras	20	680	»	»	»	
Alcantara (2 esc.)		17	340	300	357	317	
1/2 bat. vol. de Valencia	Setubal	20	600	»	620	»	
1/2 bat. vol. de Tarragona		20	600	»	620	»	
Murcia (1er bat.)		23	781	»	804	»	
Murcia (2e bat.)	Palmela	22	700	»	802	»	
Santiago (2 esc.)	Santarem	16	340	»	»	»	
Montesa (1 esc.)	Thomar	9	170	»	»	»	
	Totaux	258	3101	600	5274	635	Certifié : Le Général O' Farrill, Ministre de la Guerre.
Récapitulation	Côte de Grenade	209	4885	104	6609	361	
	Camp de Gibraltar	393	9810	111	12639	321	
	Ceuta	201	4085	50	4761	50	
	Andalousie	743	15056	2880	18955	3148	
	En Portugal	258	3101	600	5274	635	
	Totaux généraux	1804	32937	4745	48298	4465	

SITUATION DE L'ARMÉE ESPAGNOLE D'ANDALOUSIE AU 19 JUILLET 1808

État-major général

Général en chef, lieutenant général D. Xavier Castanos.
1er Adjudant général, chef d'état-major, maréchal de camp, D. Thomas Moreno
Adjudant général de l'infanterie, colonel D. Pedro Giron.
— de la cavalerie — D. Andrès Mendoza.
Quartier-maître — D. Joaquin Navarro.
Adjudant général de l'artillerie — D. Juan Arriada.
— du génie — D. Juan Bouligny.
Commandant général de l'artillerie, maréchal de camp, marquis de Medina.
— du génie, colonel D. Bernardo de Loza.
Généraux à la suite : Maréc. de camp. D. Narciso de Pedro.
Brigadier marquis de Jelo.
— D. José de la Porte.

DIVISIONS	RÉGIMENTS	Bons ou ESCAD.	TROUPE	CHEV.	PIÈCES
1re Division. Maréchal de camp. D. Teodoro de Reding 2e Comt D. Fro Venegas. Chef d'état-major. Brigadier D. Fro Abadia.	Gardes walones	1	852		
	Reyna	»	795		
	Corona	»	824		
	Jaën	2	922		
	Irlanda	3	1.824		
	Reding n° 3 (suisses)	1	1.100		
	Provincial de Jaën	1	500		
	1/2 Vol. de Barbatro	1	321		
	— de Granada*	1	526		
	Cazadores d'Antequera* [cut off]	1	[illegible]		

RÉCAPITULATION

DIVISIONS	TROUPE	CHEV.	PIÈCES
1re	9.436	817	10
2e	7.850	453	6
3e	5.415	582	»
Réserve.	6.676	408	12
Total des présents.	30.377	2.630	28

La division de montagne ne pouvant être estimée de moins de 4.000 [cut off]

1re Division (*Suite*).	Dragons de la Reyna	3	100	100	
	— de Numancia	1	140	140	
	Cazadores d'Olivenza	1	130	130	
	Lanceros d'Utrera*	»	54	54	
	— de Xerès*	»	60	60	
	1 Batt^ie à cheval	......	......	......	6
	— à pied	......	......	......	4
	2 Cies de zapadores	......	166	......	
	TOTAL	»	9.436	817	10
2e Division. Maréchal de camp. MARQUIS DE COUPIGNY. Com^t en 2^d Brig. D. PEDRO GRIMAREST. Chef d'etat-major. D. Rafael de Lassala.	Ceuta	3	1.208		
	Ordenes militares	3	1.909		
	Prov. Grenada	1	400		
	— Trujillo	1	290		
	— Bujalance	1	403		
	— Cuenca	1	501		
	— Ciudad Real	1	420		
	Vol. de Granada	2	972		
	— de Cataluña	»	1.178		
	Borbon	2	401	333	
	España	4	120	120	
	1 Batt^ie à cheval	......	......		6
	1 Cie de sapeurs	......	100		
	TOTAL	»	7.850	453	6
3e Division. Maréchal de camp. D. FÉLIX JONES.	Cordova	3	1.106		
	1/2 Bat. de Valencia	1	359		
	Bat. de Campo Mayor	1	800		
	Prov. de Burgos	1	415		
	— Alcazar S.-Juan	1	400		
	— Placencia	1	410		
	— Guadix	1	459		
	— Sevilla	1	267		
	— Lorca	1	490		
	Calatrava	1	222	192	
	Santiago	3	86	49	
	Drag. de Sagunto	4	101	101	
	Principe	4	300	240	
	TOTAL	»	5.415	582	»

ron 40.000 *présents sur le Guadalquivir*. En outre, étaient restés sur les derrières 5 régiments d'infanterie de ligne, 7 bataillons provinciaux et 1 régiment de cavalerie pouvant former une masse de 8 à 10.000 hommes, sans compter les troupes de volontaires.

Les corps de volontaires sont marqués d'une astérisque.

SITUATION DE L'ARMÉE D'ANDALOUSIE AU 19 JUILLET 1808 (*Suite*)

DIVISIONS	RÉGIMENTS	Bons ou ESCAD.	TROUPES	CHEV.	PIÈCES	RÉCAPITULATION			
						DIVISIONS	TROUPES	CHEV.	PIÈCES
Réserve Lieutenant général. D. MANUEL DE LAPENA.	Grenadiers prov. (3e div.)….	2	912						
	Africa………………	2	525						
	Burgos………………	3	2.089						
	Reding nos 2 et 6…………	»	243						
	Zaragoza………………	1	822						
	Murcia………………	1	420						
	Prov. de Siguenza…………	1	502						
	Cie de gren. de la marine…..	»	50						
	Dragons de Pavia…………	4	541	408					
	2 Batties à cheval…………	……	502		12				
	1 Cie de sapeurs…………	……	100						
	TOTAL………………	»	6.676	408	12				
Division de Montagne. D. JUAN DE LA CRUZ.	Tiradores de Cadiz*………	……	»						
	— de España*………	…..	»						
	— de Montoro*………	……	»						
	Esc. de Carmona. ………	……	150						
	Cie de la côte de Grenade…	……	»						
	Colonne de Valdecañas……	……	1.800	400					
	TOTAL………………	Force inconnue							

SITUATION DES TROUPES COMPOSANT LE CORPS D'OBSERVATION DE LA GIRONDE AU 6 JUILLET 1808

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL, quartier général à ANDUJAR

GRADES	FONCTIONS	NOMS	AIDES DE CAMP
Général de division.	Commandant en chef.	DUPONT.	*De Varenghien*, commandant, *Barbarin*, capitaine. *Dupont-Chaumont*, *De Kniff*, *De Choiseul*, lieutenants.
Général de brigade..	Chef de l'état-major gén.	LEGENDRE.	*Desfontaine*, capitaine, *Piché*, lieutenant.
Adjud.-command....	S.-chef de l'état-major.	*Martial-Thomas.*	*De Villoutreys*, capitaine.
Général de brigade.	A la suite de l'état-major général.	ROIZE.	*Lepelletier*, capitaine.
		LAPLANE.	
		LIGER-BELAIR.	*Gabalda*, capitaine.
Général de brigade..	Commandant l'artillerie.	FAULTRIER.	*Savoisy*, *Saint-Quentin*, lieutenants.
—	Commandant le génie.	DABADIE.	*Daclin*, capitaine.
Colonel............	Com. la gendarmerie.	*Huchet.*	*Dupuy*, lieutenant.
Sous-inspecteur.....	Inspecteur aux revues.	*Chevillard.*	
Com^re des guerres...	Ordonnateur en chef.	*Martin.*	
Payeur principal....		*Plauzolles.*	*Lacombe*, *Clerc*, *Pérot*, commissaires des guerres.
Payeur-adjoint		*Lerembourg.*	

ÉTAT-MAJOR DES DIVISIONS — DIVISIONS	BRIGADES	RÉGIMENTS	Bons ou ESCons	NOMS des CHEFS DE CORPS
1re div. Général Barbou. Aide de camp *Lafaye*, comt. Chef d'E.-M. *Bochud*, cap. Com. des guerres, *Provost*.	Pannetier	Gardes de Paris....	2	Estève
		3e Légion..........	2	Delnene
	Chabert	4e —	3	Teulet
		4e Suisse..........	1	Freuller
2e div. général Vedel. Aide de camp *Meunier*, comt. Chef d'E.-M. *Larriu*, comt. Com. des guerres *Demeulle*.	Poinsot	5e Légion..........	3	Duras
		3e Suisse..........	1	D'Affry
	Cassagne	1re Légion..........	3	Molard
3e Div. général Frère. Pour mémoire. Voyez la situation de la div. Gobert qui la remplaça				
Général de div. Rouyer. Aide de camp *Debenne*, comt. Chef d'E.-M. *Valence*, comt.	Schramm	Reding, n° 1.......	2	Reding
		Preux, n° 6........	2	Preux
	Daugier, cap. de vaisseau.	Marins de la garde.	1	Baste
Div. de cav. Frésia. Aide de camp *Delaville*, ct. Chef d'E.-M. *Gaillard*, cap. Com. des guerres *Bourgeois*.	Privé	1er prov. dragons...	»	Baron
		2e — — ...	»	Bessart
	Boussart	6e — — ...	»	Faurax
	Dupré	1er prov. chasseurs.	»	Royer
		2e — — .	»	Bureau
	Huchet, colon.	Gendarmerie impl^e.	»	»
	Artillerie et Train	3e artil. à pied......	»	Parent
		6e — à cheval......	»	Perdreau
		9e comp. d'ouvriers.	»	Siré
		1er bat. *bis* du train.	»	Bulotte
		6e — — .	»	»
		12e — — .	»	Lecoq
		3e brig. mulets de bât	»	»
	Génie	Pionniers blancs...	2e 3e Cies	»
Division Gobert. Aide de camp *Fournier*, lt-cl. Chef d'E.-M. *Vigier*, colonel.	Lefranc	5e prov. d'infant. (C).	4	Rouelle
		6e — — ...	4	»
	Dufour	7e — — ...	4	»
		8e — — ...	4	»
		Bat. Irlandais (D)...	1	Lascy
		2e prov. cuiras. (E)..	5	Christophe
		3e artil. à pied.....	»	»
		4e Ce train d'artil...	»	»
		1er bat. *bis* du train.	»	»
		Totaux généraux y compris les Etat		

Observations. — (A) Massacrés, le 5 juin, à Santa-Cruz-de-Mudela.

(C) La situation porte les régiments provisoires à 4 bataillons, alors que celle du 8 août insérée n'avait que 2 bataillons.

(E) Le 2e provisoire de cuirassiers faisait partie de la division *Grouchy*. Il arriva à Bayler

Cette situation du 6 juillet est la dernière qu'ait dressé et fourni le corps de la Gironde. Elle posaient de détachements des 8e, 11e, 12e 13e, 14e, 18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 25e et 26e dragons; 1er, 2e avaient une constitution aussi hétérogène.

EMPLACEMENTS	PRÉSENTS SOUS LES ARMES			DÉTACHÉS		AUX HOPITAUX		PRISONNIERS DE GUERRE		EFFECTIFS	
	OFFIC.	TROUPES	CHEV.	OFFIC.	TROUPES	OFFIC.	TROUPES	OFFIC.	TROUPES	HOMMES	CHEV.
Andujar	27	914	17	2	9	8	340	»	»	1310	17
—	51	1692	13	»	7	»	374	»	» A	2124	13
—	75	2385	22	»	21	1	555	2	114	3153	22
—	38	564	10	»	1	3	280	»	»	886	10
TOTAL..	191	5555	62	2	38	12	1559	2	114	7473	62
Baylen	74	2130	21	»	»	1	367	»	»	2571	21
—	39	794	11	»	27	»	364	»	»	1224	11
—	76	2147	18	»	»	3	835	»	»	3061	18
TOTAL..	189	5071	50	»	27	4	1566	»	»	6857	50
Andujar	41	896	25	14	79	3	71	»	»	1104	25
—	32	604	63	15	344	»	14	»	»	1009	63
TOTAL..	73	1500	88	29	423	3	85	»	»	2113	88
Andujar	19	393	60	»	»	»	»	»	»	412	60
Andujar	15	344	363	6	201	»	46	1	27 B	640	567
—	17	499	529	9	257	»	75	1	25	890	821
Baylen	9	442	447	3	117	»	30	»	»	601	572
Andujar	21	474	476	3	141	»	55	»	8	567	505
—	20	433	473	3	31	»	44	»	4	535	501
TOTAL..	82	2192	2288	21	640	»	220	2	64	3233	2966
....	3	34	42	»	»	»	»	»	»	37	42
....	6	210	45	2	81	»	26	»	»	325	19
....	3	117	114	»	»	»	9	»	»	129	114
....	1	28	3	»	»	»	»	»	»	29	3
....	10	337	634	2	57	»	37	»	»	443	718
....	»	5	9	»	»	»	»	»	»	5	9
....	2	108	198	»	»	»	»	»	»	110	198
....	»	24	52	»	»	»	»	»	»	24	52
TOTAL..	22	829	1025	4	138	»	73	»	»	1065	1113
....	7	99	1	»	14	»	35	»	»	155	1
..t. à Cuenca	Pour mémoire										
Manzanarès	48	1444	22	»	»	I	372	»	»	1865	22
Villaharta	46	1501	21	»	»	I	191	»	»	1739	21
—	53	1520	14	»	»	»	354	»	»	1927	14
Madrid	(Pour mémoire)										
Villaharta	24	673	678	»	»	»	37	»	»	734	678
—	3	104	129	1	18	»	20	»	»	146	153
—	1.	71	135	»	4	»	11	»	»	87	136
—	»	29	54	»	4	»	»	»	»	33	62
TOTAL..	175	5342	1053	1	26	2	985	»	»	6531	986
..majors.....	857	21021	5019	57	1108	21	4513	4	178	27977	5718

(B) Massacrés entre Jaën et Grenade.
..dans le Dossier de l'affaire de Baylen ne les porte qu'à 2, et il est certain que le 5e provisoire
(D) Le bataillon irlandais resta à Madrid : il était en pleine désertion.
..avec le général *Lagrange*, sous les ordres duquel il fut placé.
..ne donne pas le nombre d'escadrons de la division Frésia : les régiments de cette division se com-
..5e, 7e, 11e, 12e, 13e 16e, 20e et 21e chasseurs, de même les régiments provisoires d'infanterie qui

MATÉRIEL D'ARTILLERIE

DÉSIGNATION DU MATÉRIEL		QUANTITÉS	1re Don	2e Don	(A) 3e Don	Don de CAVAL.	PARC de RÉSERVE
Bouches à feu	Canons de 12, 8, et 4..	38	16	13	3	6	2
	Obusiers............	5	1	1	1	2	»
Caissons............		128	43	27	20	15	23
Chariots de munitions.		35	7	4	4	2	18
Forges de campagne.		10	2	2	2	1	3
Affûts de rechange...		9	2	3	2	1	1
....							
....							

(A) Division Frère : nous ignorons quelle était la dotation de la division Gobert et le matériel qu'elle avait à sa suite en joignant Dupont.

Certifié par le général chef d'état-major général,

LEGENDRE, baron de l'Empire.

INDEX ALPHABÉTIQUE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

Origines et caractères de la guerre

CHAPITRE II

Pillage de Cordoue

CHAPITRE III

Madrid, Valence et Andujar

Tours, imp. DESLIS FRÈRES, 6, rue Gambetta.

ERRATA

Page	Ligne	
3	15	*Lire* : saurait être écarté, sous peine.
8	27	— pour trancher.
21	21	*Au lieu de* : 2, *lire* : 9.
42	31	*Lire* : Savary a l'impudence.
46	12	— bourgade de l'Estremadure.
	13	— Barcelone ;
57	30	— proclamaient.
109	27	— ses opérations.
117	23	*Supprimer* : ne.
170	18	*Lire* : Mengibar, Castaños.
224	31	*Supprimer* : ou.
257	20	*Supprimer les deux virgules.*
261	29	*Lire* : offrir.
278	26	— tout en sachant que.
305	23	— remonte à l'an XI.
316	29	— par eu une influence.
380	3 et 4	*Supprimer* : l'on reconnaîtra que.

TOURS, IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES, RUE GAMBETTA, 6.